

Alain TOURAINE

Sociologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

(1978)

# LA VOIX ET LE REGARD

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière  
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec

[Page web](#). Courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,  
Courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca)

à partir de :

Alain TOURAINE

## **LA VOIX ET LE REGARD.**

Paris : Les Éditions du Seuil, 1978k, 315 pp. Collection : sociologie permanente, no 1.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 7 juillet 2011 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [touraine@ehess.fr](mailto:touraine@ehess.fr)

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

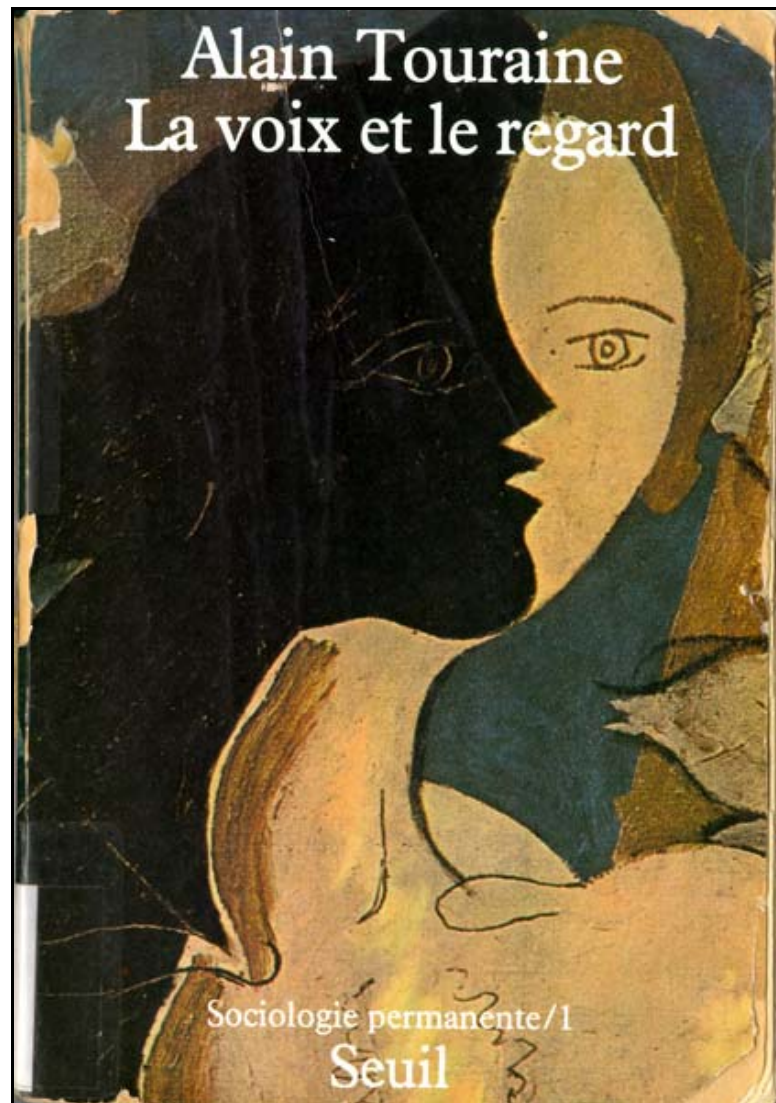
Édition numérique réalisée le 29 octobre 2011, revue le 12 novembre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



**Alain TOURAINE**

Sociologue, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

**LA VOIX ET LE REGARD**



Paris : Les Éditions du Seuil, 1978k, 315 pp. Collection : sociologie permanente, no 1.

## Ouvrages d'Alain Touraine

### Aux Éditions du Seuil

Lutte étudiante, 1978

La Société invisible, 1976

Au-delà de la crise (sous la direction de l'auteur), 1976

Lettres à une étudiante, 1974

Pour la sociologie, 1974

Vie et Mort du Chili populaire, 1973

Production de la société, 1973

Université et Société aux États-Unis, 1972

Le Mouvement de Mai ou le communisme utopique, 1968

La Conscience ouvrière, 1966

Sociologie de l'action, 1965

Ouvriers d'origine agricole, 1961

### Chez d'autres éditeurs

Un désir d'histoire, Stock, 1977

Les Sociétés dépendantes, Duculot, 1976

La Société post-industrielle, Denoël, 1969

L'Évolution du travail ouvrier

aux Usines Renault, CNRS, 1955

# Table des matières

## Quatrième de couverture

### Les hommes font leur histoire

#### A. Les raisons d'une recherche

Orientations, 9. - Une scène sans acteurs, 11. - La société programmée, 15.

#### B. D'une rive à l'autre

Le déclin du mouvement ouvrier, 22. - La crise de la culture industrielle, 25. - Le grand refus, 28. - La libération, 29. - L'utopie communautaire, 31. - L'espoir populiste, 33. - Les luttes anti-technocratiques, 34.

#### C. Idées directrices

Analyse, 39. - Méthode, 41.

## PREMIÈRE PARTIE.

### **Les mouvements sociaux**

#### Chapitre 1. Naissance de la sociologie

Action et relations, 48. - L'objet de la sociologie, 49. - Retour en arrière, 52. - La critique des catégories de la pratique, 54. - Les philosophies sociales, 56.

## Chapitre 2. Au-delà de la sociologie

Rien que le changement ?, 59. - Stratégies, 63. - États, 65. - Forces de production, 68. - Ordre, 70. - Relations sociales ou relations de pouvoir, 74.

## Chapitre 3. Les acteurs historiques

Acteurs ou système, 78. - Le système d'action, 82. - Les classes sociales, 86. - Classes et culture, 89. - La conscience de classe, 93. - Classes et pouvoir, 97. - Mortes instances, 99. - Les systèmes d'action, 100. - Les points cardinaux de la société, 101.

## Chapitre 4. Les mouvements sociaux

Une idée neuve, 104. - L'adversaire et l'enjeu, 108. - Luttes, 113. - Une société, un mouvement, 124. - Au-dessus et au-dessous des mouvements sociaux, 127. - L'idéologie, 129. - Vie et mort des mouvements, 131.

## Chapitre 5. Les luttes historiques et l'État

Mode de production et mode de développement, 133. - Les modes de développement, 141. - Les rapports de classes et l'État, 145. - L'ordre illusoire, 146. - Un double combat, 148. - L'ordre et le changement, 149. - Les modes d'intervention étatique, 151. - Deux formes de rupture de l'intervention étatique, 158. - Les types de luttes historiques, 161. - Mouvements sociaux et changement historique, 168. - Classe et nation, 170. - Conclusions, 173.

## DEUXÈME PARTIE.

### **L'intervention sociologique**

#### **Chapitre 1. L'objet et la méthode**

Une approche différente, 182. - Quatre principes, 184. -  
L'intervention sociologique et les autres, 188. - Sociologie permanente, 192.

#### **Chapitre 2. Le groupe**

Pourquoi un groupe ?, 194. - Le groupe d'intervention, 195. - Les mouvements et la recherche, 200. - Deux ou plusieurs groupes, 204. - Les interlocuteurs, 206. - Durée de l'intervention, 211.

#### **Chapitre 3. L'auto-analyse**

Flexions, 214. - Le groupe-figure, 219. - Le groupe-analyste, 224. - De l'analyse à l'interprétation, 228. - Retour à l'histoire, 233. - Histoire du groupe et sens des mouvements, 234. - Le travail du groupe, 238. - Auto-analyse et interprétation, 239.

#### **Chapitre 4. Les chercheurs**

Le chercheur et le groupe, 242. - Agitateur et secrétaire, 243. - L'implication, 247. - Observation et engagement, 250. - Avant et après l'intervention, 253. - Fragilité du chercheur, 255. - Le chercheur comme théoricien, 258. - L'équipe de recherche, 260. - Démonstration ou interprétation, 265.

#### **Chapitre 5. Frontières et territoire de l'intervention**

Première rencontre : les relations interpersonnelles, 268. -  
Deuxième rencontre : le groupe de libération, 270. - Troisième rencontre : l'intervention psychosociologique, 273. - Trois niveaux d'étude des groupes, 276. - Le contresens, 280. - Premiers élar-



[gissements](#), 283. - [Nouveaux domaines de l'intervention : l'ordre, la crise et le changement](#), 284. - [L'intervention dans les luttes historiques](#), 292.

## Chapitre 6. [Au service de l'action](#)

[Les principes de l'intervention](#), 296. - [La raison d'être de l'intervention](#), 298. - [Pour s'approcher de l'action](#), 299. - [Le rôle du sociologue](#), 304.

## [Ouvrages cités](#)

La voix et le regard

## COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Depuis trop longtemps la société nous est décrite comme un objet naturel, cristallin ou liquide, comme si elle n'était que la mise en forme d'un pouvoir absolu ou au contraire un ensemble en changement permanent, comme si les acteurs avaient disparu. Alain Touraine rompt avec ces images. Au moment même où de nouveaux mouvements sociaux entrent en scène il propose une analyse nouvelle de leur action et redécouvre que la société est un drame plus qu'une structure. C'est autour des idées de mouvement social et d'action - la voix - qu'il construit une nouvelle conception de la société. *La Voix et le Regard* est aussi la présentation d'une méthode : l'intervention sociologique - le regard - qui répond aux besoins d'une sociologie de l'action. L'association de cette théorie et de cette pratique permet d'entendre et de voir la société, qui se forme sous nos yeux, ses luttes sociales et ses enjeux culturels. Ce livre ouvre la série *Sociologie permanente* où seront présentées des interventions sociologiques consacrées aux principaux mouvements sociaux contemporains. En même temps que lui, paraît *Lutte étudiante*, application de cette méthode au mouvement étudiant ; les livres suivants seront consacrés au mouvement antinucléaire, au mouvement occitan, au syndicalisme et au mouvement des femmes.

[7]

à François Dubet,  
Zsuzsa Hegedus,  
Michel Wieviorka,

*compagnons de travail.*

[8]

Ce livre a trois buts : présenter les orientations générales d'une *sociologie de l'action* et justifier l'importance centrale qu'elle donne à l'idée de *mouvement social* ; élaborer, dans la seconde partie, une méthode de recherche, *l'intervention sociologique*, qui soit la pratique correspondant aux choix théoriques indiqués dans la première partie ; introduire un ensemble d'interventions qui porteront d'abord sur des mouvements sociaux ou des luttes sociales et en premier lieu celle qui a été consacrée au mouvement étudiant et dont les résultats sont publiés dans le second livre de cette série sous le titre *Lutte étudiante* en même temps que celui-ci.

Ce livre a été écrit après la fin de l'intervention consacrée au mouvement étudiant, au début de celle qui a pour objet le mouvement anti-nucléaire et dans la phase de préparation de celle qui étudiera le mouvement occitan.

Il doit beaucoup aux observations écrites et orales des membres de l'équipe de recherche qui réalise ces premières observations. C'est à eux qu'il est dédié.

Je remercie Christiane Guigues, Annette Mont-Reynaud, Jacqueline Salouadji et Mireille Constance qui ont apporté leurs soins à la présentation du manuscrit et Emmanuel Muheim dont l'hospitalité au Centre culturel de Sénanque m'a permis de me consacrer à la révision d'un premier état de ce texte.

[9]

La voix et le regard

# LES HOMMES FONT LEUR HISTOIRE

## A. Les raisons d'une recherche

### *Orientations.*

[Retour à la table des matières](#)

Les hommes font leur histoire ; création culturelle et conflits sociaux produisent la vie sociale et au cœur de la société brûle le feu des mouvements sociaux. Ce livre est écrit pour exposer les principes et la *méthode* d'une sociologie qui repose sur cette idée : la société est un drame ; ni situation ni intention mais action sociale et rapports sociaux.

Étrange entreprise : n'appartient-elle pas déjà au passé, à l'époque du grand conflit social de notre industrialisation : mouvement ouvrier contre capitalistes ?

Aujourd'hui le socialisme n'est-il pas beaucoup plus un type d'État qu'un mouvement social ? On en dirait presque autant du capitalisme, plus visible à l'échelle du monde comme impérialisme dominant les nations dépendantes ou comme camp opposé au camp dit socialiste que comme exploitateur d'un prolétariat qui, dans beaucoup de pays, a conquis les moyens de limiter la domination de ses maîtres et de négocier ses conditions de travail.

Et tandis que les anciens acteurs sociaux sont devenus des forces politiques, des appareils d'État ou des discours doctrinaires, de nouvelles poussées se font sentir mais qui ne se définissent pas encore ou qui refusent de se définir par des rapports sociaux : refus de la société industrielle devenue écrasante, retour aux grands équilibres perdus, angoisse de la crise, peur de la [10] catastrophe, libérations de tous ordres affirmant des identités, mais sans définir clairement leurs adversaires, critiques libérales ou libertaires de l'État. Ainsi d'un côté l'État et de l'autre le désir de libération. Au lieu d'un combat social le cri déchirant d'un aveugle emprisonné. Le temps des luttes sociales, des rapports de classes, des mouvements sociaux n'est-il pas passé ? N'a-t-il été qu'un bref éclair après des millénaires de silence imposé aux esclaves et rompu seulement par leurs cris vite étouffés et avant que les luttes entre empires et les contradictions d'une société qui détruit la nature dont elle fait partie étouffent des luttes sociales apparues pendant la courte époque « moderne » dans la petite Europe ? Pour les uns la question de l'État remplace la question sociale : pour d'autres c'est celle de la nature. Je défends ici une thèse contraire : non seulement nous devons, au lieu de nous laisser désorienter par les mutations actuelles, découvrir les nouveaux acteurs et les nouvelles luttes de la société qui se forme sous nos yeux, mais encore j'affirme que c'est maintenant seulement que commence vraiment l'histoire sociale de la société, une histoire qui n'est plus rien d'autre que l'ensemble des rapports et des conflits dont l'enjeu est le contrôle social d'une nouvelle culture, d'une capacité accrue de la société d'intervenir sur elle-même. Nous entrons seulement dans un type de société où aucune transcendance, ni celle des dieux, ni celle de l'homme, ni celle de l'évolution, ne soumet plus l'action collective à un sens qui la dépasse ; dans une société qui n'a ni lois ni base, qui n'est rien d'autre qu'un réseau d'actions et de rapports sociaux. Loin de

quitter le domaine de la société pour aller vers la rupture entre un ordre objectif et la subjectivité du besoin ou du désir, nous devons reconnaître que ce domaine s'étend immensément, que les conflits sociaux comme la création culturelle pénètrent dans bien des domaines qui jusqu'alors appartenaient aux dieux ou à la coutume.

Si le changement de la société appelle une analyse entièrement sociale, c'est-à-dire sociologique, le rôle du sociologue est aussi de faire apparaître les conflits sociaux centraux de la nouvelle société et leur enjeu culturel en dépassant la conscience de la crise, le doute, le refus ou le rejet du changement. Le moment de l'utopie s'achève. Comme au milieu du siècle dernier, mais en [11] allant beaucoup plus loin, le moment est venu de faire avancer l'analyse des rapports, de l'action et des mouvements qui constituent la société, et de faire progresser du même pas la connaissance et l'action.

### *Une scène sans acteurs.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Cette idée que la société est un système d'action, c'est-à-dire d'acteurs définis par des orientations culturelles et des rapports sociaux, semble, quand on la considère attentivement, plus neuve et même plus étonnante qu'il semble d'abord. En fait les représentations les plus habituelles de notre société excluent l'idée d'action et ne laissent que peu de place aux mouvements sociaux. Regardons d'abord notre passé proche.

1. Le capitalisme, premier agent des grandes transformations économiques et sociales, les a réalisées par la violence et par l'esprit d'entreprise, sans laisser beaucoup de place aux rapports sociaux et aux débats politiques. Il s'est développé par le déchirement et la rupture, par l'exploitation et la conquête et ceux qu'il prolétarisait ont eu beaucoup de peine à s'organiser et n'ont conquis que lentement des droits sociaux et politiques. Paysans chassés de la terre, artisans ruinés, ouvriers - hommes, femmes et enfants - soumis aux plus effroya-

bles conditions d'exploitation, réduits à n'être que force de travail et marchandise : l'histoire du capitalisme est celle de la destruction créatrice, de la misère et de la répression doublées de la conviction orgueilleuse des maîtres que leur vocation était de dominer leur peuple et le monde. A l'exploitation des travailleurs s'est ajouté le pillage des colonies, souvent poussé jusqu'au génocide, la destruction des sociétés et des cultures, l'imposition d'un ordre. Le mouvement ouvrier et les mouvements anticoloniaux et anti-impérialistes de libération nationale ont pris une extraordinaire force pendant la première moitié de notre siècle, mais comme leur histoire semble brève, comme leur naissance fut difficile et comme leur transformation en États industrialisateurs et autoritaires fut rapide ! L'idée de conflit fut moins importante pendant l'industrialisation [12] capitaliste que celle de *contradiction*. Un long siècle crut au progrès des lumières et des forces de production et à sa contradiction avec l'égoïsme et le gaspillage de l'intérêt privé. C'est au nom de la nature et de son évolution que fut combattue l'immobilité de l'ordre, de la loi et de l'héritage. Entre la lutte des exploités, difficile et limitée, enfermée à l'intérieur du capitalisme, et le progrès de l'histoire, la distance semblait infranchissable. Seuls des partis, ici social-démocrate, là communistes, pouvaient être les agents du progrès et de la réconciliation des rapports sociaux avec les forces de production, Image trop simple, je le sais. Tout au long de l'industrialisation capitaliste éclate la révolte ouvrière, le refus du travail ou le sabotage et surtout se forme une conscience de classe ouvrière et un syndicalisme révolutionnaire luttant pour une société de producteurs libérés des parasites et des exploités. Mais la répression sociale et la guerre coloniale ont tellement dominé l'industrialisation capitaliste que le mouvement ouvrier y a été presque complètement identifié avec le thème de la révolution, de la rupture des contradictions, préparant ainsi sa propre destruction en même temps que celle de la classe capitaliste et de toute la société civile, à l'avantage exclusif d'un pouvoir d'État post-révolutionnaire et bientôt contre-révolutionnaire. L'idée de contradiction, imposée par l'exploitation capitaliste, n'a pas conduit vers le mouvement social, mais vers le parti et le parti est devenu un État, qui a établi son pouvoir en exaltant la nation et l'ordre. Enchaînement nécessaire et dont aucun pays au monde n'a pu desserrer la logique implacable.



2. Regardons maintenant les pays venus plus tard et autrement à l'industrialisation. Ils sont dominés par des États qui entreprennent la modernisation et l'industrialisation de leur pays sans en laisser l'initiative à une bourgeoisie nationale, qu'il s'agisse des États communistes, des États nationalistes postcoloniaux et anti-impérialistes ou des États contre-révolutionnaires des sociétés dépendantes.

Là où une classe dirigeante est subordonnée à l'État ou n'est plus que la fonction économique de celui-ci, comment des conflits sociaux pourraient-ils se former et occuper le devant de la scène ? Dans les pays communistes les affrontements n'opposent pas des [13] groupes sociaux mais l'État et ses victimes ou ceux qui défendent les libertés et l'autonomie de la société civile face à sa toute puissance. Dans une Amérique latine de plus en plus dominée par une combinaison de capitalisme d'État et d'entreprises multinationales, où sont les grands mouvements sociaux ? La répression y est forte, nous le savons, mais ne l'était-elle pas à Paris ou à Lyon après 1830 ? Là aussi les problèmes principaux sont ceux de l'État plutôt que ceux des rapports de classes. De la violence bourgeoise nous sommes passés à la violence d'État, comme si jamais ne pouvait exister d'espace libre pour les mouvements sociaux.

3. Enfin revenons à nos sociétés d'aujourd'hui. Dans les pays depuis longtemps privilégiés, industrialisés et enrichis, où la répression est moins forte, au moins en dehors des périodes de crise et de convulsions politiques, l'idée d'une société animée par des conflits sociaux semble avoir autant de difficulté à s'imposer. Elle est recouverte par deux images opposées. Pour certains la société, tel l'apprenti sorcier, n'est plus maîtresse de ses outils, détruit les conditions mêmes de sa survie, est emportée vers la catastrophe, la famine, la dissémination des armes nucléaires, la destruction de la vie. Pour d'autres nous vivons dans un ordre social et culturel de plus en plus contraignant et manipulateur, qui assure de manière de plus en plus répressive la reproduction des inégalités et des privilèges. Dans l'un et l'autre cas la société semble tout d'un bloc. Les revendications, les mouvements et les conflits n'y pénètrent pas. Elle est unidimensionnelle, enfermée

dans la folie productiviste ou dans l'immobilisme des appareils idéologiques d'État.

4. Le domaine des rapports sociaux et de l'action sociale n'est plus alors dans le meilleur des cas qu'un lieu de négociations secondaires, de réformes qui sont plutôt des aménagements et ne menacent pas le pouvoir établi ou même sont des instruments de manipulation : le pouvoir, autrefois concentré dans des institutions monumentales, pénètre maintenant, tel un enzyme glouton, dans tout le tissu social. Les services sociaux de tous ordres ne sont que les agents d'un contrôle social et culturel élargi.

[14]

Que reste-t-il de ce que nous appelions la société ? Le vide social. La société de masse a détruit les communautés, désarticulé les rapports sociaux, brouillé les rôles et les normes. Elle n'a laissé subsister en face des grands appareils de pouvoir que les miettes de la société. Travail en miettes, disait déjà Georges Friedmann \*, qui réfléchissait bientôt après sur la culture en miettes. Pourquoi ne pas ajouter : politique en miettes ? Et cette destruction des rapports sociaux, de la société, conduit à la violence. Déjà Durkheim voyait l'anomie s'infiltrer dans la société industrielle ; celle-ci ne produit-elle pas aujourd'hui un sentiment de vide, une absence de projet, auquel répond le désir d'être rempli par une sensation, une expérience ou le liquide de la seringue, à défaut de pouvoir vivre une relation sociale ? Devant un tel panorama il est tentant de se méfier d'une sociologie de l'action et des mouvements sociaux. Ne couvre-t-elle pas un moralisme, un humanisme et un réformisme limité et craintifs, les espérances ou la nostalgie de catégories moyennes en chute ou en montée, mais toujours incapables de penser la société dans son ensemble ?

L'effort, que je poursuis depuis des années et que je reprends dans ce livre pour construire une sociologie de l'action et celui, entrepris ici, pour inventer une méthode de recherche qui corresponde à ses

---

\* Les noms propres suivis d'un astérisque se retrouvent à la fin de l'ouvrage dans la liste des ouvrages cités.

orientations, ne sont donc pas assurés du succès. Ils se heurtent au doute et à la méfiance d'une société qui ne croit plus guère à la capacité de choisir son avenir à partir de ses propres luttes sociales et de ses mécanismes politiques internes. En France même n'avons-nous pas vu les préférences politiques et sociales exprimées à la Libération écrasées par les contraintes de la guerre froide, de la lutte des empires ? Et pourtant, sans oublier l'importance croissante de l'État, des relations internationales et des nouveaux mécanismes de contrôle social, je défends ici l'idée que notre type de société, plus que tout autre, doit être pensé comme un réseau de rapports et de mouvements sociaux, de création culturelle et de luttes politiques.

[15]

### *La société programmée.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Trois ordres de transformations de nos sociétés justifient cette idée : 1) D'un côté dans les sociétés les plus industrialisées, la conquête, l'esprit d'entreprise et le machinisme sont de plus en plus remplacés comme facteurs principaux de puissance par le gouvernement des hommes, par la gestion, c'est-à-dire par des politiques ; en même temps les mouvements revendicatifs s'élèvent aussi vers des luttes directement politiques ; 2) D'un autre côté, ces sociétés sont de moins en moins des sociétés d'héritage et de reproduction et de plus en plus des sociétés de production et de changement ; 3) Enfin le pouvoir y est moins unifié que partout ailleurs et l'État n'y est plus le dieu tout-puissant que dépeignaient certains grands libéraux conservateurs.

Ces transformations manifestent une mutation sociale, l'apparition d'un nouveau type sociétal. Cette idée apparut au cours des années soixante mais elle fut en général trop liée à l'optimisme industrialisateur pour ne pas être abandonnée quand réapparurent des conflits sociaux et les contestations culturelles et quand la crise remplaça la croissance. Il est temps aujourd'hui de la reprendre en l'associant, comme j'ai toujours tenté de le faire, à l'analyse des nouveaux conflits et des nouveaux mouvements sociaux.

1. *Le premier point* est le plus important. Le propre de la société post-industrielle, que je nomme plus précisément la *société programmée*, est que les investissements centraux s'y placent au niveau de la gestion de la production et non plus de l'organisation du travail, comme c'est le cas dans la société industrielle. Celle-ci, qui doit être définie, comme toute société historique, par des rapports de production plutôt que par des techniques, repose sur l'emprise du maître de l'industrie sur le travail salarié ; c'est pourquoi le lieu de la conscience et du conflit de classe est l'usine et même l'atelier ou le poste de travail, lieux [16] où le patron organisateur impose aux travailleurs une méthode et une cadence de travail. Qu'il s'agisse d'un régime capitaliste ou socialiste la domination de classe dans la société industrielle est toujours de type taylorien. Au contraire dans la société programmée la domination de classe consiste moins à organiser le travail qu'à gérer des appareils de production et d'information, c'est-à-dire à s'assurer le contrôle souvent monopoliste de la fourniture et du traitement d'un type d'information, donc d'un mode d'organisation de la vie sociale. Telle est la définition de la technocratie qui dirige les appareils de gestion. La résistance à cette domination ne peut pas plus que celle-ci se limiter à un domaine particulier.

Ce n'est plus la lutte du capital et du travail dans l'usine qui est l'essentiel mais celle des appareils et des usagers, consommateurs ou habitants, définis moins par leurs attributs spécifiques que par leur résistance à la domination de ces appareils. Lutttes proprement sociales, qui mettent directement en cause un rapport social, parce qu'elles ne peuvent plus défendre un métier, un statut, une communauté. Lutttes généralisées puisqu'un nombre rapidement croissant d'activités sociales sont gouvernées par de grands appareils de gestion et d'information. Les lutttes sociales ont été longtemps concentrées dans le domaine des droits politiques et juridiques. Dans la société industrielle elles ont eu pour centre la situation économique et les rapports de travail ; dans la société programmée elles apparaissent partout où un appareil dirigeant commande la demande autant que l'offre et modèle ainsi les conduites sociales et culturelles. C'est pourquoi la défense contre ces appareils n'est plus menée au nom des droits politiques ou

des droits des travailleurs, mais au nom du droit d'une population à choisir son genre de vie, au nom de sa capacité politique, qu'on nomme souvent autogestion. L'action politique pénètre partout, dans les soins médicaux comme dans la sexualité, dans l'éducation comme dans la production d'énergie.

2. *Le second point* est le déclin de l'héritage et de la reproduction sociale, dans ces sociétés en continuelle transformation. [17] La transmission du capital culturel s'effectue difficilement quand la tradition devient une valeur négative et quand l'inégalité est profondément modifiée par les transformations économiques et culturelles. Ce qui donne une importance croissante à ce que j'ai appelé avec précision les rapports de production, affrontement des classes pour le contrôle social de l'historicité, par opposition aux rapports de reproduction qui opposent ceux qui dominent l'ordre social et ceux qui défendent leur autonomie professionnelle et culturelle. Quand ceux-ci l'emportent, comme dans les pays dépendants ou autocratiques, la société change par crises et par ruptures, tandis que les rapports de production, quand ils sont prédominants, se manifestent par des luttes de classes et des négociations politiques, auxquelles s'intéresse par priorité la sociologie de l'action.

Cette idée que nous entrons dans une société qui cherche plus sa transformation que son équilibre heurte beaucoup de sensibilités. Les nouveaux mouvements sociaux rejettent souvent les orientations culturelles de la société industrielle ; pourtant ils ne se développent que lorsqu'ils combattent les nouvelles formes de croissance au lieu d'en appeler seulement à la défense d'équilibres menacés. Assurément nous sommes de plus en plus responsables d'équilibres naturels que notre production bouleverse et risque de détruire, mais il est artificiel d'opposer une société acceptant sa niche dans un écosystème à une société dévastatrice. Toutes les sociétés historiques ont transformé leurs rapports à leur environnement ; c'est la définition même de leur historicité. Toutes ont eu aussi à s'insérer dans des équilibres naturels. La conciliation de ces deux ordres de conduites est devenue un problème politique majeur ; elle exige une réflexion et des décisions de très grande portée ; mais ceux qui veulent que la société postindus-

trielle soit une société post-historique, c'est-à-dire qui se rapproche des sociétés préhistoriques, ne pourraient avoir raison que dans un avenir très au-delà de tout ce qui peut être atteint par nos prévisions et nos analyses. Nous sommes responsables de la nature et devons respecter l'interdépendance de ses éléments, ce qui est plus difficile et doit être accompli plus consciemment que dans [18] le passé ; nous n'en sommes pas moins engagés dans la création d'une société programmée, au-delà de la société industrielle, soit que nous y pénétrions par nous-mêmes, soit que, la refusant ou n'étant pas capables d'y parvenir, nous n'y entrons que comme les serviteurs ou les colonisés de nouveaux maîtres. C'est parce que l'enjeu principal de nos sociétés est et reste la production d'elles-mêmes par le travail que les rapports de classes et les mouvements sociaux doivent être de plus en plus au centre de notre analyse. Je me sens plus proche de ceux qui, comme Marx, placent au cœur de la société les luttes sociales dont l'enjeu est la production de la société par elle-même que de ceux qui veulent retrouver les équilibres perdus ou de ceux qui ne voient plus d'autres luttes que celles de la société civile contre l'État envahissant.

3. *Le troisième point* est la désintégration de l'État dans les sociétés programmées capitalistes. Qu'y a-t-il de commun entre des entreprises publiques qui font partie de la technocratie, des administrations qui sont souvent les représentants d'intérêts sectoriels ou corporatifs, l'État mainteneur de l'ordre et des hiérarchies sociales et enfin l'État agent du développement et des relations internationales ? Il n'existe aucune force capable d'unifier ces quatre secteurs, rien qui joue le rôle du parti communiste ou d'un autre parti unique dans bien des sociétés. Pierre Birnbaum \* rappelle avec raison que les élites dirigeantes proviennent en très forte proportion d'un milieu social privilégié, mais cela ne suffit pas à démontrer que les décisions des divers secteurs de l'État répondent à une logique unique. L'exemple des pays communistes a répandu l'idée que l'État dominait de plus en plus complètement la société. Cette idée est fautive en ce qui concerne les sociétés industrialisées capitalistes, avant tout parce que l'ensemble qu'on nomme État est de moins en moins unifié.

Le rôle croissant du secteur public dans la production ne doit pas cacher le déclin de l'ancienne image du souverain. L'État agent de développement et de relations internationales est et reste un agent essentiel de la transformation des sociétés [19] et son rôle s'accroît même en Europe à mesure que la puissance des bourgeoisies nationales décline par rapport à celle des entreprises transnationales. Mais cet État prince est de plus en plus différent de l'État technocrate, qui lui-même se sépare de l'État bureaucrate et encore plus de l'État conservatoire. Ce qui donne aux rapports sociaux de production une importance et une autonomie croissantes face aux relations des citoyens et de l'État.

L'ensemble de ces transformations commande celles des acteurs et des objectifs des principaux conflits sociaux. Nous vivons le passage de la société industrielle à la société programmée, donc le déclin d'un certain type de rapports et de conflits de classes et la naissance d'une nouvelle génération de mouvements sociaux. Le programme de recherche auquel ce livre introduit veut étudier cette mutation. Mais celle-ci ne se fait pas simplement : entre deux types sociétaux s'interposent des situations de transition, de crise et de décomposition de l'action collective. La méthode de l'intervention sociologique, présentée dans la seconde partie de ce livre, a pour but de séparer ces divers sens des luttes sociales actuelles afin de faire apparaître sur les terrains les plus divers le nouveau mouvement social qui jouera demain le rôle central que le mouvement ouvrier a occupé dans la société industrielle.

Un tel mouvement social, qui ne peut être réduit à la lutte contre des contradictions ou à une action au service d'une évolution naturelle et nécessaire, oppose une volonté d'autogestion à une gestion technocratique, donc un projet de société à un autre, au lieu d'en appeler à travers une rupture à une transcendance ou à un pouvoir post-révolutionnaire. Dans une société qui pour la première fois peut être conçue comme le produit de son intervention sur elle-même, les conflits sociaux n'ont plus d'autre base et d'autres objectifs que la lutte de forces sociales pour le contrôle de l'historicité, de l'action de la société sur elle-même. Pour la première fois les mouvements sociaux deviennent les acteurs principaux de la société, ce qui, rappelons-le

sans cesse, ne doit pas faire oublier l'importance constamment essentielle des problèmes de l'État, des politiques de développement et des relations internationales. Dans notre [20] type de société les mouvements sociaux sont plus que jamais les principaux agents de l'histoire.

Dans une grande partie du monde une domination capitaliste étrangère et/ou un ordre autocratique interne ont brisé les mouvements sociaux et suscité la fusion d'une lutte contre la dépossession et d'une action contre l'État autocratique et/ou la domination étrangère. Ce qui est la définition historique du communisme.

Là au contraire où le système politique est démocratique, où n'existe pas de dépendance directe à l'égard d'une puissance étrangère et où l'exploitation économique se fonde dans une domination technocratique multiforme, apparaissent des mouvements sociaux et doit se former, pour les comprendre, une sociologie de l'action, différente dans son principe des analyses qui réduisent la société aux mécanismes et aux lois d'une domination d'ordre économique. Ni l'idée de mouvement social ni la méthode de l'intervention sociologique ne peuvent être séparées de cette situation et de la représentation nouvelle de la société qu'elle impose.

## B. D'une rive à l'autre

### [Retour à la table des matières](#)

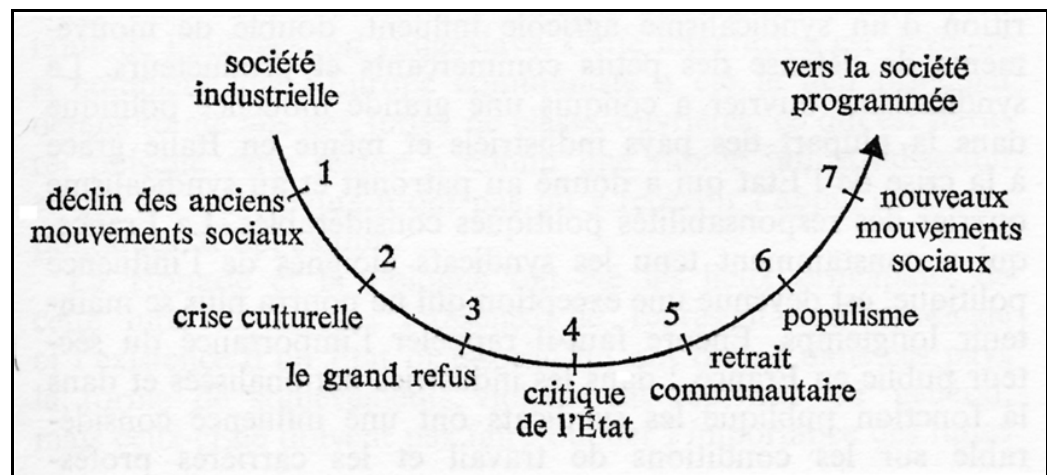
Les nouveaux mouvements sociaux ne sortent pas tout armés de la société programmée et celle-ci ne remplace pas la société industrielle comme un décor de théâtre en remplace un autre. La France au milieu du XIXe siècle était déjà entrée dans l'industrialisation mais c'est seulement dans la seconde moitié du XXe que ce pays est devenu une société industrielle. Aujourd'hui nous savons que la réussite ou l'échec économique de notre société dépendra de sa capacité de produire et de gérer les moyens modernes de traitement de l'information qui vont transformer de vastes secteurs surtout dans les activités dites tertiaires, mais les principaux pays capitalistes sont encore sociographiquement des sociétés industrielles où subsistent [21] même de vastes



secteurs préindustriels, marchands, qui disposent encore d'une influence politique considérable.

Ce décalage explique que le passage d'un type de conflits et de mouvements sociaux à un autre ne s'opère pas rapidement et simplement. Je vais évoquer les étapes principales du passage des mouvements sociaux de la société industrielle à ceux de la société programmée : 1) le déclin des anciens mouvements sociaux ; 2) une crise culturelle plus générale qui remet en cause les fondements de la société passée ; 3) le refus de la croissance et la recherche de nouveaux équilibres ; 4) la critique libérale ou libertaire de l'État qui se substitue à une lutte sociale encore confuse ; 5) un refus de la concentration du pouvoir et des échanges qui conduit à un repli sur des groupes primaires et l'expérience vécue ; 6) la volonté des catégories menacées de retrouver leur identité tout en acceptant le changement ; 7) l'apparition de nouveaux mouvements sociaux.

Les trois premières étapes nous éloignent de plus en plus de la société industrielle ; les trois dernières font apparaître de nouvelles actions collectives. Entre ces deux mouvements opposés et successifs de décomposition et de recomposition se situe le moment, que nous vivons, de la contestation pure, de l'appel à une libération qui rejette à la fois une culture, une classe et l'État mais aussi bien au nom de la modernité qu'à celui de la révolution.



[22]

### *Le déclin du mouvement ouvrier.*

[Retour à la table des matières](#)

1. Puisqu'il s'agit ici d'une histoire des luttes sociales c'est du *déclin du mouvement ouvrier* qu'il faut partir et non de la crise de l'économie industrielle. L'expression peut encore choquer ; elle veut dire que dans la société programmée le conflit principal est moins celui qui oppose le travailleur au maître de l'organisation que celui d'un appareil et de la population qu'il domine. Le conflit industriel n'a pas disparu pour autant. De nouvelles catégories sociales tombent même sous la domination de l'organisation du travail et des cadences inhumaines. De nouvelles régions s'industrialisent ; des femmes et des travailleurs immigrés sont soumis à de nouvelles chaînes de production ; des travaux d'employés s'ouvriérisent ; les conditions de travail s'aggravent pour beaucoup d'ouvriers, en particulier par la rapide extension du travail posté : la prolétarianisation continue. Les rapports de classes industriels ne disparaissent pas quand apparaissent les rapports de classes de la société programmée ; les rapports de classes marchands restent également importants ; on voit même s'accentuer la soumission du producteur au marchand dans l'agriculture et l'artisanat. Mais les conflits de la société marchande et de la société industrielle sont peu à peu institutionnalisés. Une des transformations principales de la société française depuis la guerre est l'apparition d'un syndicalisme agricole influent, doublé de mouvements de défense des petits commerçants et producteurs. Le syndicalisme ouvrier a acquis une grande influence politique dans la plupart des pays industriels et même en Italie grâce à la crise de l'État qui a donné au patronat et au syndicalisme ouvrier des responsabilités politiques considérables. La France, qui a constamment tenu les syndicats éloignés de l'influence politique, est devenue une exception qui ne pourra plus se maintenir longtemps. Encore faut-il rappeler l'importance du secteur public en France : dans les industries nationalisées et dans la fonction publique les syndicats ont une influence considérable sur les conditions de travail et les car-

rières professionnelles ; [23] dans l'enseignement ils ont souvent un rôle de gestion. Ils deviennent partout des acteurs politiques, définis par leur influence sur les décisions prises au niveau national comme à celui de l'entreprise. Ils n'ont pas encore réussi, surtout en France, à supprimer les formes les plus choquantes de l'exploitation des travailleurs par l'organisation du travail ; ils ont cependant conquis pour les salariés des garanties et une importante capacité de négociation, ce qui s'accompagne d'une intervention croissante des pouvoirs publics par la législation du travail, et la politique sociale. Cette institutionnalisation des conflits du travail, qui transforme le mouvement ouvrier en une force proprement politique, lui a fait perdre son rôle de mouvement social central mais lui a donné une importance croissante dans la vie nationale. Il n'est donc aucunement question de parler de disparition du syndicalisme ou de la classe ouvrière ; mais l'expérience vécue du travail ouvrier et la conscience de classe elle-même se transforment de plus en plus difficilement en action de classe. Ce qui donne à nouveau, comme au début de l'histoire du mouvement ouvrier, une certaine importance à l'affirmation dans certains secteurs ouvriers d'une conscience de classe pure, en dehors des partis politiques ou même hostile à leur médiation.

Face à cette institutionnalisation dans les pays capitalistes industrialisés, le mouvement ouvrier a connu un déclin beaucoup plus brutal dans les pays socialistes où il est devenu une partie de l'appareil d'État, malgré quelques brèves tentatives pour créer des conseils ouvriers et malgré l'exception plus importante de l'autogestion yougoslave. Cette intégration est devenue si complète que l'Europe communiste a été le lieu principal depuis trente ans des luttes de classe ouvrières, ce qui est naturel puisque cette région a connu une rapide industrialisation et que les travailleurs n'ont pas pu y recevoir l'appui de forces politiques d'opposition.

La Hongrie et la Pologne ont été les lieux principaux de cette lutte de classe ; l'absence de représentation syndicale et l'existence d'un État dictatorial lui ont donné dans ces pays la forme de soulèvements, violemment réprimés en général, mais ceux-ci ne doivent pas faire oublier l'importance des luttes [24] quotidiennes marquées par le freinage, l'absentéisme, le vol, le sabotage. Il n'en reste pas moins que

les syndicats ont perdu presque toute importance dans ces pays en devenant un élément de l'appareil d'État. Situation analogue à celle qu'on trouve dans la plupart des pays nationalistes, de quelque type qu'ils soient. Le syndicalisme ouvrier fut contrôlé par l'État dans le Brésil de Vargas, dans le Mexique de Cardenas et l'Argentine de Peron autant ou presque que dans les régimes militaires contre-révolutionnaires actuels en Amérique latine ou que dans l'Algérie, l'Égypte ou l'Irak nationalistes et socialisants. D'un côté intégré à l'appareil d'État, de l'autre incorporé aux institutions politiques représentatives, le syndicalisme cesse d'être le lieu central de l'opposition sociale, l'agent principal de la lutte des classes. Ce qui encore une fois ne signifie pas que l'exploitation des ouvriers dans les usines ait disparu ou que le rôle revendicatif et négociateur des syndicats, au moins dans les pays capitalistes, ne soit pas de plus en plus important. Le socialisme qui fut un mouvement social est devenu surtout une force politique, parfois même n'est plus qu'une doctrine largement diffusée par *l'establishment* universitaire, en France ou dans certains pays du tiers monde ; il ne désigne plus l'objectif des principales luttes sociales. Les nouveaux mouvements sociaux, dont nous voulons suivre et accélérer la formation, sont marqués par cette situation.

Ils ne peuvent pas encore se donner une expression politique et idéologique générale ; les quelques tentatives faites en ce sens sont des échecs : ce qui peut devenir mouvement social n'apparaît plus que comme groupe de pression profitant d'élections pour se faire connaître. Pour l'essentiel les nouveaux mouvements, ou bien en appellent contre les institutions politiques à l'expérience vécue, aux sentiments, à la spontanéité, ou bien sont paralysés par les catégories politiques ou idéologiques de l'ancien mouvement ouvrier qu'ils continuent à employer et qui ne correspondent plus à leurs pratiques.

[25]

### *La crise de la culture industrielle.*

[Retour à la table des matières](#)

2. Ce déclin du mouvement ouvrier, devenu réformiste ou gestionnaire, s'inscrit dans la décomposition beaucoup plus générale de la culture de la société industrielle. Celle-ci est le plus visible dans la crise du *mode de connaissance* industriel. Pour celui-ci l'histoire était entraînée par les lois de *l'évolution* vers plus de complexité, de rationalité, de puissance sur la nature. Thème qui ne demeure présent que dans la société soviétique, où la foi dans la révolution scientifique et technique, nouveau nom du progrès, reste l'idéologie officielle. La connaissance de l'homme était dominée par la méthode historique ; en peu d'années l'histoire économique comme l'histoire littéraire ou l'étude de la mentalité « primitive » ont été emportées et remplacées par les progrès décisifs de la linguistique et de l'anthropologie structurale, par l'analyse des textes et par une nouvelle génération d'études historiques, nourries d'anthropologie. L'intérêt qui s'est porté sur les sociétés les plus éloignées, historiquement et culturellement, de la nôtre, s'est peut-être parfois nourri du désir de fuir de pesantes idéologies ou d'échapper à une conscience de chute sociale, mais l'essentiel n'est pas là. Ce long détour dans le temps et dans l'espace a permis de construire une nouvelle représentation de la société et de la culture. Tandis que l'étude du monde contemporain s'enfonçait dans la vulgarisation de l'évolutionnisme et d'un déterminisme économique assez vague, le regard porté vers les sociétés commandées par leur fonctionnement plus que par leur évolution a permis de découvrir une représentation de la société dans laquelle les notions de système et de structure remplacent celles d'évolution et de fonction. Maurice Godelier \* a bien montré cette pénétration des découvertes de l'anthropologie dans la critique d'un économisme hérité de la société industrielle. La sociologie, rongée d'un côté par cet économisme et recouverte de l'autre par la pensée structuraliste, semble alors près de disparaître. La grande construction dont Talcott Parsons fut le maître d'œuvre

obstiné à Harvard dans les années cinquante et qui eut tant de succès à l'Est comme à l'Ouest, dans des [26] sociétés avides d'affirmer leur supériorité et leur stabilité, est attaquée et de plus en plus désertée, monument inutile qui témoigne davantage de la confiance en soi de la société américaine triomphante que d'un progrès de la connaissance. Le sociologue aujourd'hui doit trouver son chemin au milieu de ces ruines du fonctionnalisme, de l'économisme et de l'évolutionnisme.

Cette rupture avec l'évolutionnisme n'est-elle pas contredite par l'idée, déjà affirmée, du passage commencé de la société industrielle à une société programmée, qui est post et même hyper-industrielle ? Nullement. Il existe des types sociétaux, définis par des niveaux de plus en plus élevés d'emprise sur eux-mêmes, mais c'est seulement un de ces types, la société industrielle, qui se représente lui-même par sa place dans une évolution qu'il nomme le progrès. Au contraire, quand on parvient au niveau le plus élevé d'historicité, de production de la société par elle-même, la représentation évolutionniste est remplacée par un autre mode de connaissance, par l'idée que la société est un système capable de produire, de générer ses propres orientations normatives au lieu de les recevoir d'un ordre ou d'un mouvement qui la transcende, qu'on l'appelle Dieu, Esprit ou Histoire.

Aux changements intervenus dans le mode de connaissance et dans le mode d'investissement s'ajoutent ceux qui se sont produits dans *le modèle culturel*, c'est-à-dire dans l'image qu'une société se forme de sa capacité de créer, image qui devient le fondement d'une moralité. Pour la société industrielle la créativité reste transcendante : les forces de production se développent au-dessus de la société. Celle-ci croit au progrès, au sens de l'histoire, non comme produit de rapports sociaux mais comme ce qui permet de juger ceux-ci. Au contraire nos sociétés ne croient plus au progrès ; elles rejettent la croyance en la science comme instrument d'une puissance libératrice. Elles insistent au contraire sur leur responsabilité, puisqu'elles sont capables de se détruire autant que de se transformer et de s'enrichir. Elles se jugent en termes proprement sociaux et politiques. Nul ne définit plus sérieusement le socialisme comme la société qui doit venir après le capitalisme en le dépassant.

[27]

Qu'on le défende ou qu'on l'attaque on le définit en termes d'autodétermination, de démocratie. Ce changement de la représentation de la société s'accompagne d'une transformation de l'éthique. L'éthique de l'industrialisation reposait sur ce qu'on a nommé la satisfaction différée (*deferred gratification pattern*) : l'effort, le travail devaient chercher pour récompense un succès ou un profit qui ne viendraient que plus tard. Au contraire la société programmée se pense comme un réseau de relations et les conduites qu'elle valorise sont celles qui renforcent la capacité de communiquer plutôt que l'effort pour l'épargne et l'investissement. Cette transformation ne doit pas être confondue avec la simple décomposition de l'ancienne éthique au profit de la recherche de satisfactions immédiates, de consommations ; mais elle ne pourra s'en dégager que quand la nouvelle éthique se sera incarnée dans de nouvelles formes d'éducation. Celles-ci apparaissent difficilement, surtout en France. Ce qui entraîne une crise de la socialisation, de la transmission d'un héritage culturel d'une génération à l'autre, crise d'autant plus profonde que la famille, l'école et les Églises étaient le plus souvent orientées vers un modèle culturel plus ancien même que celui de la culture industrielle. La famille a traversé la crise en devenant un milieu de relations affectives ; en France, l'Église catholique a éclaté, devenant parfois un organe de moralisation conservatrice et parfois un foyer de mouvements eschatologiques ; l'école, dans ce pays, protégée par son monopole et la puissance de l'État, reste seule apparemment intouchée, immense navire à la dérive. Toutes ces mutations culturelles ont créé un décalage extrême entre une culture transformée et une société - y compris des idées sociales - qui ne le sont pas encore. Décalage qui se traduit par ce qu'on appelle une crise de civilisation. Les canaux de la société ne correspondent plus au contenu culturel qu'ils doivent transporter. De là la crise de la personnalité et une critique des institutions et du pouvoir qui va au-delà de la politique et donne aux nouveaux mouvements sociaux une charge de contestation qui s'ajoute à leur volonté de protestation et de conflit. Cette crise de la culture industrielle prend une forme différente dans chaque pays industriel ; elle n'en est pas moins générale.

[28]

### *Le grand refus.*

[Retour à la table des matières](#)

3. Ce décalage nourrit d'abord un *grand refus*. L'adversaire nouveau n'est pas encore clairement aperçu ; contre cette menace diffuse une collectivité se rejette vers le passé, non pour défendre ses anciens maîtres mais pour sauver une existence collective menacée de dissolution. Cette explication donnée par Maria-Isaura Pereira de Queiroz \* ou Yves-Marie Bercé \* de certaines révoltes paysannes ou des mouvements messianiques peut s'appliquer aussi aux luttes défensives de classes moyennes ou populaires menacées. Mais les messianismes eux-mêmes ne sont pas seulement la défense d'une communauté ; ils annoncent aussi des luttes qui ne peuvent encore prendre une forme directement sociale car l'adversaire ne se révèle que sous la forme confuse de changements économiques. Leur refus est souvent, comme dans l'anarchisme ou le blanquisme, chargé de confiance en l'avenir et de volonté de progrès. De là le retour en force aujourd'hui de l'anarchisme qui rejette l'institué, l'ordre, l'État. Sa lutte contre la reproduction prépare la découverte de nouveaux rapports de production en gênant la formation d'une nouvelle classe dirigeante à l'abri de l'ordre créé par celle qui l'a précédée. Contestation autonome d'autant plus violente que l'ordre étatique est plus profondément en crise et que le système politique offre moins d'alternatives. Refus social qui ne peut en appeler qu'à ce qui est au-delà d'une société qui n'est plus perçue que comme un système de contraintes ou comme une succession aberrante de scandales. En 1968 en France le courant libertaire s'est fortement exprimé ; ensuite il ne s'est incarné que dans de petits groupes comme *Vive la Révolution* mais il a exercé une influence beaucoup plus étendue ; il est important en Allemagne et en Italie, chez les autonomes. Il a reçu l'appui de beaucoup d'intellectuels, le plus souvent transfuges du marxisme, qui ont remplacé l'idée de lutte des classes par une critique sociale et culturelle beaucoup plus radicale cherchant dans la personnalité une force d'affirmation ou de négation capable de



renverser les barrières de l'ordre établi. Ce nihilisme a été nourri par la grande peur de la catastrophe, la conscience angoissée des limites d'une société qui va vers son autodestruction [29] plus que vers la production d'elle-même. Explosions nucléaires, famine généralisée, épuisement des matières premières ou même de l'oxygène, empoisonnement des mers et des rivières : le moment n'est-il pas proche où cette société va rendre la vie impossible ? Il n'est plus suffisant d'attaquer la propriété ou la classe dirigeante ; il faut en finir avec la raison conquérante et agressive, avec les illusions de la croissance et de l'industrialisation. Ce sentiment peut être une étape vers de nouvelles actions collectives ; il conduit aussi directement à l'angoisse du vide social, au sentiment de la destruction des relations sociales.

### *La libération.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Il est aisé de se protéger contre l'illusion de prendre ce grand refus pour le mouvement social lui-même. Rien n'est plus suspect en France que la célébration de tous côtés de Mai 68. Ces bons sentiments seraient moins répandus si l'action menée en 68 avait été plus clairement orientée socialement et culturellement. Il est vrai qu'alors une critique culturelle modernisatrice et par conséquent conforme aux intérêts d'élites dirigeantes elles-mêmes nouvelles s'est mêlée à un discours idéologique archaïque et qui s'est prolongé, après la retombée de l'action, par le sectarisme le plus destructeur. Elle s'est mêlée aussi à l'apparition de nouveaux mouvements sociaux qui n'ont pris forme quelques années après qu'en dehors des universités. En revanche, il ne faudrait pas traverser trop vite le creux de la vague et affirmer de manière trop volontariste la formation de nouveaux mouvements sociaux. Ce grand retrait est durable. L'anti-intellectualisme, la résistance à la parole masculine trop idéologique, si souvent manifestée par des femmes en mouvement, est aussi l'instrument de destruction de l'idéologie progressiste héritée de la société industrielle, du mouvement ouvrier comme de l'action des capitalistes. Nous vivons pendant quelques années encore cette destruction d'une idéologie qui s'est

cristallisée en doctrine à mesure que disparaissait la pratique sociale dont elle avait été autrefois l'expression. De plus, historiquement nous ne vivons pas seulement le passage d'une culture et d'une société à d'autres, mais aussi la fin des [30] révolutions dans notre partie du monde, la fin de l'association entre un mouvement social et une crise de l'État, le rejet par conséquent de l'État révolutionnaire de type soviétique et la recherche d'une association nouvelle entre un mouvement social et la démocratie institutionnelle. Changement stratégique si fondamental qu'il impose de laisser d'abord un nouveau courant libéral, celui des Droits de l'homme et du citoyen contre l'État, balayer les formes dégradées des mouvements révolutionnaires devenus plus ou moins des États totalitaires. Ce grand refus et ce nouveau libéralisme dominant aujourd'hui notre vie intellectuelle. Je ne suis pas de ceux qui portent leurs drapeaux ; je crois à la nécessaire reconstruction de mouvements et de conflits sociaux mais je sais aussi que cette reconstruction ne sera pas possible tant que n'auront pas été balayées les ruines écrasantes des anciens mouvements sociaux et que nous devons vivre un certain temps avec des mouvements de modernisation culturelle associés à une critique libérale avant de pouvoir aider à la renaissance de mouvements sociaux.

4. Cette réaction libertaire se mêle souvent à un nouveau *libéralisme* porté surtout par des intellectuels qui parlent et agissent au nom de ceux qui n'ont pas la parole, qui sont privés de la capacité d'agir. De là la multiplicité des campagnes libérales contre le régime des prisons, la peine de mort, les hôpitaux psychiatriques et pour les droits des minorités culturelles comme les homosexuels, ou pour le respect des objecteurs de conscience et des insoumis. Là se situent aussi certaines des composantes du mouvement des femmes. Luttés ambiguës. Leur appel à la liberté se veut contestataire mais est le mieux entendu par des catégories de niveau élevé. Elles rappellent les campagnes libérales où s'illustra Voltaire, qui lutta contre les préjugés et les privilèges, mais au nom de la bourgeoisie montante et progressiste plutôt qu'au nom du peuple. Aujourd'hui aussi ces campagnes libérales regroupent de manière fragile ceux qui préparent ainsi les luttés anti-technocratiques de l'avenir, ceux qui refusent des institutions qu'ils

considèrent comme des moyens de manipulation ou de répression généralisées et aussi ceux ou celles qui forment la nouvelle élite dirigeante et qui réclament plus de [31] liberté culturelle comme les banquiers et les industriels réclamaient au début de l'industrialisation capitaliste plus de liberté économique. Bientôt ces alliés d'un jour ou d'une manifestation se sépareront, mais aujourd'hui ces campagnes libérales, même quand elles mélangent une nouvelle bourgeoisie, de nouveaux syndicalistes et de nouveaux anarchistes, sont importantes, parce qu'elles répondent à un moment de l'histoire où le refus du passé est plus clair que la lutte pour un autre avenir. Les luttes anticoloniales ont montré la vigueur et la confusion de ces actions contre l'État. C'est pourquoi elles ont été le terrain d'action principal des intellectuels de gauche, attachés à l'action anticapitaliste, anti-impérialiste et anticoloniale, mais en même temps libéraux, luttant contre leur propre État pour étendre le domaine de la société civile et séparer le plus possible les pouvoirs.

### *L'utopie communautaire.*

#### [Retour à la table des matières](#)

5. La contrepartie du refus de l'État, de la crise culturelle et de la conscience angoissante du vide social est la recherche de *l'identité* personnelle et de la *communauté* capables de résister aux déchirements de l'histoire. De nombreuses communautés se sont créées pour fuir la vie industrielle et urbaine, mais il est rare qu'elles aient pu à la fois maintenir leur intégration et répondre aux dures exigences de la survie dans des conditions économiques difficiles. Le plus souvent elles s'épuisent dans la réduction de leurs tensions internes. De manière plus diffuse, les individus soumis à des stimulations de plus en plus nombreuses cherchent à se replier sur un domaine privé, ou plutôt à se recréer une vie privée alors que les domaines traditionnellement privés sont conquis rapidement par l'intervention publique, marchande ou administrative. Ch. Alexander \*, reprenant le thème de la foule solitaire conçu par David Riesman \*, a bien parlé de ce « retrait sur l'autonomie ». Mais c'est parce qu'il ne cède pas à la tentation de l'isolement

et du refus des techniques modernes que l'appel d'Ivan Illich \* à la *convivialité* a été si largement entendu. La pensée d'Illich est la grande utopie de notre temps. Elle mène la critique de la société industrielle au nom de la science et de la [32] nature en même temps que de la morale. Elle appelle à la soumission de l'outil à l'homme mais veut découvrir aussi les limites naturelles, donc définissables scientifiquement, de l'utilité de certaines techniques, qu'il s'agisse de l'automobile ou de l'équipement hospitalier. Celui qu'Illich laisse indifférent ou hostile ne trouvera pas la route qui conduit vers les nouveaux mouvements sociaux de la société programmée. Mais cette critique culturelle ne peut pas encore être une critique sociale, sauf lorsqu'elle parle au nom du tiers monde dominé, ce qui est un autre combat. Il n'est pas possible d'identifier le surdéveloppement du milieu technique avec une force de domination sociale. Lorsqu'Illich écrit (la *Convivialité*, Éd. du Seuil, 1973, p. 74) : « La complexité des processus de production menace son droit à la parole, c'est-à-dire à la politique », il introduit le mythe du passage de sociétés simples et démocratiques à des sociétés complexes et autoritaires, ce qui retourne le mythe de l'évolution et lui donne une forme encore plus arbitraire que sa formulation habituelle. L'appel aux limites naturelles de la croissance est plus dangereux encore car s'il était vraiment entendu il rendrait inutile toute critique sociale et par lui-même il entretient l'illusion de la naturalité de l'organisation sociale. Mais qu'importe ! La pensée utopique est un moment indispensable dans la mutation sociale et culturelle. Par elle est attaqué sur son propre terrain le modèle évolutionniste, l'identification du progrès de la production et du progrès moral et social proclamée par la plupart des penseurs du siècle passé. L'utopie communautaire semble d'abord s'écarter des nouvelles luttes sociales ; beaucoup plus souvent elle leur prépare la voie. C'est dans les milieux écologistes qu'ont été le mieux entendus et défendus les appels contre la technocratie, la concentration du pouvoir dans de grands appareils et la mystique de la puissance. C'est là aussi que s'allient et s'opposent en même temps ceux qui cherchent un nouvel équilibre, la soumission de la société aux mécanismes homéostatiques des systèmes naturels et ceux qui savent, comme R. Dubos \*, que l'homme modifie continuellement les ensembles dont il fait partie. En ce lieu et en ce moment, le retrait vers un passé mythique et la formation des luttes sociales de l'avenir sont si étroi-

tement associés qu'on ne peut pas encore savoir avec certitude si le [33] mouvement écologique se dispersera dans la contradiction, couvrira la chute des anciennes classes moyennes ou, au contraire, comme je le pense, basculera vers le grand combat contre la technocratie.

### *L'espoir populiste.*

#### [Retour à la table des matières](#)

6. Les mouvements populistes reposent sur le désir de groupes sociaux en crise d'échapper à la rupture et de parvenir, en renforçant leur identité collective, à retrouver le contrôle de leur développement. Éviter la prolétarianisation et le déracinement et faire en sorte d'être de plus en plus le même tout en se transformant : tel est le rêve populiste qui a nourri les grands mythes politiques du tiers monde, de l'Amérique latine à l'Afrique. Si je place le populisme sur la courbe qui remonte vers les mouvements sociaux, c'est parce qu'il est progressiste. Tandis que les mouvements de type poujadiste sont tournés vers le passé, le populisme, qui est une des composantes importantes des mouvements régionaux, combat le traditionalisme et le passéisme ; il est modernisateur mais il refuse la dépossession d'une population et d'un territoire dominés par un maître lointain. Il n'est pas encore, mais il peut devenir, la défense anti-technocratique d'une population dominée et aliénée ; il n'est déjà plus la simple recherche d'une identité qui arrêterait le changement, mais il en est encore proche. Il s'est souvent nourri d'aspirations religieuses, en particulier en France où le christianisme a cessé de se placer à l'intérieur d'une chrétienté, d'une société gouvernée par les lois de l'Église. Il mène alors un combat social qui est conçu aussi comme la libération des besoins profonds de l'humanité. Ce populisme chrétien, renforcé par la solidarité avec la lutte des peuples du tiers monde, est à la fois porteur d'aspirations nouvelles, marqué par le progressisme du siècle passé et plus attaché au thème des contradictions fondamentales qu'à celui des conflits négociables. Il est un courant tumultueux qui emporte en les mêlant les idées du passé et des sensibilités nouvelles.

## *Les luttes anti-technocratiques.*

[Retour à la table des matières](#)

7. Les luttes sociales ne réapparaissent que quand une catégorie sociale définit l'adversaire qu'elle combat. En appeler à la créativité ou au désir contre l'ordre établi, à la libération contre les entraves de la tradition et des préjugés ou à la nature contre les excès de la technologie ne met en question aucun rapport social réel. Tous les mouvements qui font appel à la différence, à la spécificité ou à l'identité se passent aisément de toute analyse des rapports sociaux.

C'est ce qui fait souvent de ces mouvements, quelle que soit leur allure contestataire, des éléments de l'idéologie de l'élite dirigeante, dont le principe central est toujours de défendre la liberté d'innover, d'entreprendre et donc de dominer contre ce qui résiste au changement ou défend un acquis et un travail.

À mi-chemin entre ces mouvements élitistes de libération et les nouvelles luttes populaires se trouve la *dénonciation du pouvoir*. Elle marque un progrès décisif. Elle rejette l'image de la société comme système, comme discours ou comme répression. Elle accepte de partir de l'événement, c'est-à-dire du drame, du conflit, de l'opposition des intérêts et de l'emprise du dominant sur un dominé qui se débat, résiste, contre-attaque ou négocie. Ceux qui, à la suite de Michel Foucault, ont dénoncé le pouvoir au-delà de la vie économique dans laquelle tant de discours la confinent encore, ont grandement contribué au renouvellement de la pensée sociale critique. Mais est-il possible de dire que le pouvoir est partout, sans rendre difficile la définition des rapports de domination et surtout sans réduire la société à l'État ? La domination sociale apparaît bien dans tous les domaines de la vie sociale, mais si le pouvoir est partout il vient de quelque part, des grands appareils technocratiques, centres de domination qui constitue la classe dirigeante. Seule cette reconnaissance des lieux du pouvoir permet de définir et de prévoir les lieux de la contestation et les champs du conflit. Ce qui désigne la lutte antinucléaire comme la première manifestation importante du mouvement antitechnocratique ; car l'adver-

saire est ici clairement désigné : les grands appareils technico-économiques qui imposent [35] par leur puissance même une politique énergétique qu'aucun argument scientifique, technologique ou économique n'oblige à reconnaître comme supérieure à d'autres. Mais cette lutte anti-technocratique n'est jamais séparée d'autres types d'action collective qui vont du populisme au grand refus de la croissance et de la société industrielle. La recherche sociologique comme les luttes sociales elles-mêmes sépareront peu à peu, mais jamais complètement, les éléments que l'histoire mêle. Le mot même d'autogestion, enjeu de ces nouvelles luttes, comme la justice sociale fut celui des luttes ouvrières et la liberté celui des combats menés contre la domination politique et économique dans les sociétés marchandes, porte en lui presque tous les sens. Il est important surtout quand il désigne l'adversaire principal des forces populaires : la gestion technocratique et parce qu'il place les luttes sur leur véritable terrain ; il l'est aussi parce qu'il affirme la capacité des mouvements sociaux d'orienter leur propre action, de s'autogérer, au lieu d'être seulement une base ou une courroie de transmission au service de forces politiques. Mais il appelle aussi de manière plus réformiste à un élargissement de la démocratie industrielle et enfin il véhicule fréquemment le rêve d'une indépendance communautaire, d'une dispersion des forces de production, reprenant ainsi le rêve « paysan » de généraliser une classe moyenne qui soit à la fois productrice et gestionnaire.

Ces luttes anti-technocratiques seront menées par la combinaison de deux catégories d'acteurs. De la même manière le mouvement ouvrier reçut sa force de la conjonction des ouvriers de métier, défenseurs du travail productif contre le capital, et des ouvriers sans qualification, soumis le plus directement à l'exploitation patronale, sans pouvoir appuyer leur contestation sur la défense d'un métier. Dans la société programmée c'est une fraction des *professionnels* qui joue le rôle qui avait été celui des ouvriers qualifiés dans la société industrielle. Ils parlent au nom de la connaissance contre les appareils qui cherchent à la soumettre à leurs intérêts et s'allient à ceux qui sont rejetés à la périphérie par les appareils centraux, et qui sont soumis à la puissance de ceux-ci. La conjonction de ces deux catégories de protestataires ne se fait pas plus facilement aujourd'hui qu'hier et c'est

un des aspects les plus importants du mouvement écologique [36] que de mettre en relation des scientifiques et des comités de citoyens.

La formation de nouveaux mouvements sociaux ne se réduit pas à la formation de nouveaux thèmes de revendication ou de contestation. Bien des campagnes d'opinion peuvent faire modifier une loi et disparaître une fois ce succès obtenu. Dans d'autres cas ces campagnes ne font qu'accompagner des modifications sociales et culturelles qui ont une tout autre raison d'être et sur lesquelles elles n'exercent aucune influence réelle. Dans une société en formation les revendications prennent d'abord la forme de protestations morales, d'appel à des principes ou à des besoins, d'utopies. C'est en devenant plus politiques, en cherchant leur voie à travers les institutions, en s'alliant à d'autres forces sociales et à des agents de représentation, en prenant en compte les problèmes généraux de la société et en particulier ceux de sa gestion économique interne et ceux de son environnement international, que leur nature sociale se révèle.

La disjonction actuelle, presque complète, entre la politique des partis et les mouvements sociaux ou les courants d'opinion n'annonce pas le triomphe prochain de ceux-ci, mais le début d'une reconstruction de la vie politique. Entre les mouvements de libération socialement très indéterminés et les problèmes d'une société nationale face aux transformations des rapports économiques et politiques internationaux, la distance semble infranchissable et pourtant il n'existera de mouvement social central que si elle est en grande partie surmontée, si les formes de la vie politique sont transformées par les nouvelles forces sociales et si celles-ci, s'écartant des rives tranquilles de la spécificité, de l'identité et de la différence, s'intègrent, s'allient ou se combinent avec des programmes de gestion cohérente d'une société, et prennent même en considération les problèmes les plus éloignés d'elles, ceux de l'État.

La nature des sociétés industrialisées capitalistes, leur capacité au total très grande d'inventer des mécanismes institutionnels de changement, rendent probable l'apparition à côté de luttes sociales d'institutions, de mécanismes de décision et d'intervention sociale, de type nouveau. Le mouvement ouvrier, révolutionnaire ou non, a créé et imposé, grâce aux syndicats et à l'action politique, [37] les négocia-



tions collectives et la législation du travail. On doit se demander quelles institutions, probablement plus *douces* encore que les institutions contractuelles, les nouveaux mouvements sociaux parviendront à créer et chercher dans les différentes formes du travail social autre chose qu'un instrument de contrôle ou de mise en marge de la déviance, L'embryon de nouvelles institutions où l'écoute, le conseil, la création d'un espace autonome aideront la revendication et la contestation à se renforcer et à se politiser au lieu d'être écrasées par la répression ou détruites par le fidéisme

Il serait arbitraire d'opposer complètement la formation de nouveaux mouvements sociaux et l'apparition de nouveaux mécanismes de traitement institutionnel des problèmes sociaux.

Dans d'autres situations historiques au contraire, en particulier dans les pays dominés par un État totalitaire, il faudra suivre la transformation des nouveaux mouvements sociaux en action révolutionnaire.

Notre *programme de recherche* s'efforcera de parcourir les étapes que je viens d'indiquer. Il étudiera le *mouvement ouvrier* pour connaître les transformations de ce qui fut le grand mouvement social de la société industrielle, et demeure de nos jours une force politique d'importance primordiale ; une *lutte étudiante* qui montrera le déclin du rôle ancien de l'intelligentsia mais aussi la possibilité de nouveaux conflits, annoncés par ceux de Mai 68, sur les formes sociales de production et d'utilisation de la connaissance ; le *mouvement des femmes* qui se présente surtout comme une libération culturelle mais porte aussi en lui un nouveau type de conflit social ; le *mouvement occitan*, recherche d'une identité culturelle mais aussi poussée populiste et mouvement nationaliste du type de ceux du tiers monde ; enfin le *mouvement antinucléaire*, placé au centre d'un mouvement *écologique* qui porte en lui presque tous les sens à la fois et qui pourrait bien être la matrice où se formeront les luttes principales qui animeront notre histoire. Quand ces recherches auront été menées à bien, j'en rassemblerai les résultats pour écrire l'histoire sociale de demain ; mais nous avons besoin dès le départ d'une première représentation de la place où se trouvent les phénomènes que nous allons étudier. Il fallait surtout reconnaître que les sociétés [38] capitalistes industrialisées ne vivent ni une crise ni une contradiction, mais le tumultueux et dange-

reux passage d'un type de société à un autre, au moment même où elles perdent l'hégémonie mondiale qui avait facilité depuis quelques siècles leur modernisation.

On comprend mieux maintenant, dans ce contexte historique, l'objectif pratique de notre recherche : découvrir le mouvement social qui occupera dans la société programmée la place centrale qui fut celle du mouvement ouvrier dans la société industrielle et du mouvement pour les libertés civiques dans la société marchande qui la précéda. Aucun mouvement ne s'observe à l'état pur : en indiquant les étapes de passage d'une société à une autre, nous avons déjà repéré des conduites collectives qui se mêlent au mouvement social que nous cherchons à découvrir. En fait celui-ci est plus difficile encore à saisir car il est pris dans une gangue d'événements, de crises et de conflits de tous ordres. C'est pourquoi, avant d'entreprendre un ensemble de recherches concrètes, il faut passer en revue les instruments d'analyse théoriques et méthodologiques qui nous permettront d'isoler le mouvement social des mélanges où il est confondu avec d'autres types de conduites collectives. Ce livre est consacré à la présentation de cet outillage, à la construction d'une théorie et d'une méthode d'étude des mouvements sociaux et plus généralement de l'action collective. J'en indique ici en peu de mots les éléments principaux.

## C. Idées directrices

[Retour à la table des matières](#)

Les principes d'une analyse des mouvements sociaux, qui vont être présentés dans la première partie de ce livre, ont été élaborés avant que soit conçu le programme de recherche dont la seconde partie présentera la méthode. Mais c'est une réflexion sur le moment historique présent qui explique que ce livre ait pour but principal de lier la théorie et la pratique de l'étude de l'action collective. Moment social marqué par l'apparition de nouveaux [39] problèmes et de nouveaux mouvements sociaux qu'il faut comprendre et qui ne peuvent plus être expliqués par l'appel à un autre ordre de phénomènes, lois de développement du capitalisme ou conséquences de la modernisation. Moment in-

tellectuel aussi : dans le pays où j'écris la disjonction entre un discours doctrinal, produit tardif de l'action passée du mouvement ouvrier, et les conduites collectives observables est devenu d'autant plus insoutenable qu'elle se traduit par la séparation d'un milieu universitaire déraciné et des forces de changement et par l'impuissance de la gauche traditionnelle à comprendre les événements sociaux et politiques.

La pensée sociologique vient de vivre une longue crise de décomposition des discours sur la société, que ce soit celui de la sociologie conservatrice ou celui de l'idéologie marxiste. Le plus urgent est d'apprendre à nommer et à analyser de nouvelles pratiques sociales, les nouvelles formes d'action collective qui donnent forme aux sociétés d'aujourd'hui et de demain.

### *Analyse.*

#### [Retour à la table des matières](#)

La première partie de ce livre offre les éléments principaux d'une étude de l'action collective. Je n'entends pas les résumer en quelques lignes mais seulement indiquer d'avance au lecteur les trois thèmes les plus importants qu'il y rencontrera, ceux autour desquels s'est organisée ma réflexion.

1. Le premier est qu'une société est un ensemble hiérarchisé de systèmes d'action, c'est-à-dire de rapports sociaux entre des acteurs dont les intérêts sont opposés mais qui appartiennent au même champ social, donc partagent certaines orientations culturelles. Une société ne repose ni sur son économie ni sur des idées ; elle n'est pas la combinaison d'instances ou de facteurs. Ses deux seules composantes fondamentales sont l'historicité, c'est-à-dire sa capacité de produire ses modèles de fonctionnement et les rapports de classes à travers lesquels ces orientations deviennent des pratiques sociales, toujours marquées par une domination sociale. Une société n'a ni nature ni base ; elle n'est [40] ni une machine ni une organisation ; elle est action

et rapports sociaux. Cette idée oppose une sociologie de l'action à toutes les variantes du fonctionnalisme et du structuralisme.

2. *Les mouvements sociaux* ne sont ni des accidents ni des facteurs de changement ; ils sont l'action collective des acteurs de niveau le plus élevé, les acteurs de classe, qui luttent pour la direction sociale de l'historicité, c'est-à-dire des grandes orientations culturelles par lesquelles une société organise normativement ses rapports avec son environnement. L'analyse des sociétés doit faire réapparaître les mouvements sociaux antagonistes et leurs enjeux culturels communs derrière la fausse positivité de l'ordre, des catégories de la pratique sociale, et derrière les idéologies. Il arrive que les mouvements sociaux soient faibles ou désorganisés ; il n'est jamais possible dans les sociétés historiques de ne pas reconnaître leur place au centre de la vie sociale.

3. Le fonctionnement d'une société est dominé par son historicité et par ses rapports de classes, donc par ses mouvements sociaux. Mais son changement, et en particulier son passage d'un type sociétal à un autre, relève d'un autre ordre d'analyse dans lequel *l'État* occupe la place centrale. Cette séparation, dont on aura cependant à indiquer les limites, entre l'analyse du fonctionnement et celle du changement, entre l'analyse *synchronique* et l'analyse *diachronique*, implique l'abandon des conceptions évolutionnistes selon lesquelles le fonctionnement d'une société peut être expliqué par la place de celle-ci dans une évolution conduisant par exemple du simple au complexe, du transmis à l'acquis, ou du symbolique au rationnel.

Ces trois idées s'appuient mutuellement pour combattre celles qui présentent la société comme un système gouverné par une logique interne, que celle-ci soit de domination, de reproduction ou d'adaptation. Elles associent indissolublement l'affirmation que toute action sociale est culturellement orientée et la reconnaissance qu'aucune valeur ou norme ne s'impose par-dessus les conflits sociaux. Pour certains la société est déchirée dans son principe par une contradiction ; pour d'autres [41] les conflits ne se placent qu'à l'intérieur de valeurs

culturelles qui s'imposent directement à toute la société. Je défends l'idée que ces deux conceptions doivent être écartées, car le propre d'un système social est que ses orientations culturelles ne sont jamais que l'enjeu de conflits sociaux, c'est-à-dire ne sont jamais ni le cadre des rapports sociaux ni l'idéologie d'un acteur dominant. Cette représentation de l'action sociale, jointe à la séparation de l'analyse synchronique et de l'analyse diachronique, est le fil d'Ariane qui doit nous guider dans l'étude des mouvements sociaux.

### *Méthode.*

#### [Retour à la table des matières](#)

L'importance centrale donnée au concept d'action appelle une méthode qui soit en accord avec elle. Une conception de la société n'a d'utilité que si elle produit une pratique sociologique. C'est pourquoi la seconde partie de ce livre est consacrée à *l'intervention* sociologique, méthode élaborée pour répondre aux exigences d'une sociologie de l'action et qui sera utilisée dans l'ensemble de recherches sur les mouvements sociaux contemporains dont la publication commence avec *Lutte étudiante*, qui paraît en même temps que le présent livre. Cette méthode repose sur trois principes.

1. Elle veut étudier l'action collective et s'en approche donc aussi directement que possible, c'est-à-dire en étudiant un groupe militant dans son rôle militant, au nom duquel il accepte ou demande l'intervention. L'analyse ne porte ni sur une situation ni sur des opinions, mais sur *l'auto-analyse* que des militants font de leur action collective.

2. L'action étant inséparable des rapports sociaux, l'intervention place l'auteur en *interaction* avec des partenaires sociaux et donne comme base au travail d'auto-analyse du groupe non une conscience idéologique mais le contenu de ces confrontations.

3. Le chercheur dans ces conditions ne peut être un observateur distant. Cette « objectivité » contredirait la reconnaissance de l'acteur comme tel. L'intervention lui demande d'être un *médiateur* entre le groupe militant et le mouvement social que porte l'action de celui-ci. Cette conception nouvelle du chercheur, ni observateur ni idéologue, est ce qui distingue le plus évidemment l'intervention d'autres méthodes. La question à laquelle elle s'efforce de répondre est donc : comment peut-on étudier l'action sans la détruire ; comment peut-on analyser la vie sociale sans la « naturaliser » ? C'est pourquoi les principes d'une analyse des mouvements sociaux et les lignes directrices de l'intervention doivent être exposés et développés ensemble, comme introduction à des livres qui, grâce à la méthode de l'intervention sociologique, vont analyser les mouvements sociaux et les luttes collectives qui se placent au seuil de la société programmée et annoncent ce que sera l'histoire sociale de demain.

[43]

La voix et le regard

# Première partie

# LES MOUVEMENTS SOCIAUX

[Retour à la table des matières](#)

[45]

Les mouvements sociaux sont une volonté collective. Peut-on les comprendre autrement qu'en s'identifiant à eux, en partageant leurs refus et leurs espoirs, donc tout autrement qu'on explique l'organisation sociale, les institutions ou le pouvoir ? Ils parlent d'eux-mêmes comme agents de la liberté, de l'égalité, de la justice sociale ou de l'indépendance nationale ou encore comme appels à la modernité ou à la libération de forces nouvelles dans un monde de traditions, de préjugés et de privilèges et ceux qui s'intéressent à eux se sentent portés par le même mouvement à l'assaut de l'ordre établi. Leur étude ne devrait-elle pas être proche de l'épopée, chantant ces héros collectifs de l'histoire qui ont le plus souvent subi la répression ou l'oubli avant d'être reconnus, mais pas toujours, comme exemplaires ?

Il faut pourtant rompre avec cette représentation, non parce qu'elle est trop exaltante, mais parce qu'elle est trop pauvre. Les mouvements sociaux ne sont pas des événements dramatiques et exceptionnels : ils sont de manière permanente au cœur de la vie sociale. Ceux dont la fonction est de maintenir l'ordre acceptent, plus ou moins bien, de reconnaître que celui-ci n'est jamais absolu, qu'il est entouré d'innovation et de déviance, de refus et de mouvements sociaux. Mais cette concession apparente n'est destinée qu'à maintenir la fiction que l'ordre est premier ; ce qui est faux. En premier vient le travail que la société accomplit sur elle-même, en inventant ses normes, ses institutions et ses pratiques, guidée par les grandes orientations culturelles - mode de connaissance, type d'investissement, modèle culturel - que j'ai nommées son historicité [46] mais aussi dominée par ce conflit incessant pour le contrôle social de l'historicité qu'est la lutte des classes. Les mouvements sociaux ne sont pas des refus marginaux de l'ordre ; ils sont les forces centrales qui luttent l'une contre l'autre pour diriger la production de la société par elle-même, l'action des classes pour la direction de l'historicité.



Ils sont la trame de la société. Leur étude n'est pas un domaine particulier de la sociologie, une spécialité ; elle est le drapeau de toute la sociologie de l'action et celle-ci marche en tête de toute la sociologie, car les autres parties de la sociologie, qu'elles étudient la privation d'action et la crise, l'ordre et son maintien ou le changement social, dépendent d'elle.

Ceci explique au lecteur pourquoi il va se trouver jeté, apparemment loin du thème particulier des luttes collectives, en pleine sociologie générale. Mais qu'il comprenne bien que celle-ci ne peut être construite qu'à partir de l'étude des mouvements sociaux qui, seule, peut nous délivrer de la vaine recherche de la nature ou de l'essence de la société, et nous guider vers une image de la société comme un ensemble de systèmes d'action, comme un drame où les mouvements sociaux jouent les principaux rôles.

Je sais que cette idée n'est pas au goût du jour. La pensée sociale dominante parle plus volontiers d'adaptation au changement, tandis que les noyaux d'opposition mènent une critique globale de l'ordre et du pouvoir au nom de forces ou de principes qui semblent extérieurs à la société. Entre les deux la conception du conflit social transmise par le mouvement ouvrier et en particulier par le marxisme se décompose pratiquement, puisqu'elle couvre ici le réformisme le plus pragmatique et là la construction d'un État totalitaire. Nous semblons dépassés par notre histoire plutôt que ses auteurs.

Je n'en affirme pas moins qu'il faut reconstruire une représentation de la société qui place en son centre et qui définisse de manière entièrement nouvelle les rapports, les conflits et les mouvements sociaux. Tel est l'enjeu non pas seulement de ce livre mais avec lui de l'ensemble de recherches auquel il introduit en définissant à la fois de nouveaux principes d'analyse et une nouvelle méthode, une nouvelle pratique sociologique [47] au service de la connaissance des mouvements et des conflits sociaux.

La sociologie des mouvements sociaux n'est pas séparable d'une représentation de la société comme un système de forces sociales qui se disputent la direction d'un champ culturel. Elle est en rupture aussi bien avec les analyses qui réduisent la société à la logique interne d'une domination qu'à celles qui n'y voient que la mise en œuvre fonc-

tionnelle de moyens au service de fins définies par le progrès de la modernité et de la raison. Loin de l'optimisme des Lumières et du pessimisme de ceux qui ne voient dans la société que des contradictions, cette sociologie de l'action cesse de croire que les conduites soient des réponses à des situations et affirme que la situation n'est que le résultat instable et changeant des rapports entre les acteurs qui, à travers leurs conflits sociaux comme à partir de leurs orientations culturelles, produisent la société.

[48]

Première partie :  
Les mouvements sociaux

## Chapitre 1

---

# Naissance de la sociologie

*Action et relations.*

[Retour à la table des matières](#)

La sociologie apparaît à l'instant où l'ensemble des orientations culturelles par lesquelles une collectivité met en forme ses relations à son environnement n'est plus conçu comme l'expression de principes généraux ou au contraire d'événements particuliers mais comme *un travail* de la société sur elle-même. Les sociétés humaines sont capables de produire et de changer leurs modèles de fonctionnement, c'est-à-dire à la fois de créer une connaissance d'elles-mêmes, d'investir une partie du produit de l'activité pour transformer la production et de construire une image de leur créativité. Cette première idée en appelle aussitôt une autre. Cette triple action sur soi-même ne peut pas être exercée par la collectivité tout entière : la gestion et la transformation des modèles d'action, de l'historicité d'une part, du contrôle social et culturel de l'autre, exigent la concentration de cette capacité d'action dans une catégorie d'innovateurs-dominateurs. La classe dirigeante est le groupe d'innovateurs-dominateurs qui s'identifie à cette production de la société par elle-même, à cette historicité, et en retour l'utilise pour légitimer sa domination sur le reste de la

société, c'est-à-dire sur la classe populaire qui lui est soumise mais qui conteste aussi sa domination pour se réapproprier l'historicité. Cette interdépendance des orientations collectives et des conflits sociaux constitue la matrice de toute l'organisation sociale et culturelle. Une société est formée par deux mouvements contraires : celui qui transforme l'historicité en *organisation* jusqu'au point de transformer celle-ci en ordre et en pouvoir [49] et celui qui brise cet ordre pour retrouver orientations et conflits par l'innovation culturelle et par les mouvements sociaux. Ceux-ci ne sont pas le signe de crises ou de tensions de l'ordre social ; ils manifestent la production de la société par elle-même ; or il n'y a pas de création d'historicité qui ne passe à travers des conflits de classes. Un mouvement social est l'action collective organisée par laquelle un acteur de classe lutte pour la direction sociale de l'historicité *dans un ensemble historique concret*. Le rôle social donné aux conflits et en particulier aux conflits de classes et aux mouvements sociaux - celui de la classe dirigeante et celui de la classe populaire - indique dès le départ que je refuse de considérer quelque catégorie que ce soit, si dominée soit-elle, comme un non-acteur. La classe ouvrière n'est pas une marchandise dans la société industrielle. Elle est un acteur de l'histoire, souffrant, luttant, pensant, acteur impuissant ou contestataire, acteur toujours. L'histoire de notre industrialisation et le fonctionnement de notre société industrielle ne sont pas commandés par des mécanismes et des lois mais par des rapports sociaux, donc par des actions, par les mouvements sociaux affrontés, par exemple ceux de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Le reste est métaphysique.

### *L'objet de la sociologie.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Voici, en quelques mots, les principes d'analyse de l'action sociale. Il faut leur ajouter une définition non plus de la démarche mais de l'objet de la sociologie. Si le concept d'action commande l'analyse, c'est en termes de rapports sociaux qu'il faut définir son objet.

1. L'objet de la sociologie est l'étude des rapports sociaux. Cette affirmation trace les frontières de son domaine. Surtout elle écarte dès le départ les vains débats sur l'objectif et le subjectif. Expliquer une conduite par une situation est une démarche opposée à celle de la sociologie qui au contraire réduit aussi bien la conduite que la situation à des rapports sociaux. C'est pour cette raison que le Suicide de Durkheim est demeuré un classique, même si une abondante littérature a remis en [50] cause ses observations et ses conclusions : parler d'anomie par exemple désigne un état du système des rapports sociaux et une rupture des relations de l'acteur. (Il est commode de parler de relations quand on se place du point de vue de l'acteur et de rapports quand on considère la relation dans l'ensemble où elle s'insère.) Il est souvent indispensable d'établir des corrélations entre des situations et des conduites mais ce n'est qu'un pas vers une analyse qui transforme ces mots, par exemple dans la sociologie classique en ceux de statuts et de rôles, qui appartiennent, eux, à l'analyse sociologique, puisqu'ils désignent l'un la position d'un acteur dans un système de relations, donc dans des rapports sociaux, et l'autre l'ensemble des attentes légitimes des partenaires de l'acteur considéré dans un statut particulier, c'est-à-dire ses relations. De la même manière, j'étudie des rapports de classes et des mouvements sociaux.

2. Qu'est-ce donc qu'un rapport social ? Ce n'est pas n'importe quel type d'interaction. Il n'y a de rapport social que si les acteurs se situent dans un même champ culturel. Car une action n'est sociale que si elle est orientée normativement par l'historicité en même temps qu'elle se situe dans un rapport social. Un conflit qui oppose des adversaires « étrangers » l'un à l'autre, n'appartenant pas au même champ d'historicité, ne peut pas être nommé social. Définir des rapports de classes comme des rapports de guerre sociale est une erreur si profonde qu'elle ne peut conduire qu'à nier l'existence d'une action de classe, d'un mouvement social significatif et donc à se placer du point de vue d'un État militairement engagé dans une guerre contre un peuple ou un autre État. Mais les revendications et les grèves, comme la concurrence commerciale, sont à la fois des rapports sociaux et des rapports intersociaux, c'est-à-dire entre acteurs n'appartenant pas au même champ social, comme en témoigne la fréquence des métaphores militaires qu'elles emploient. Nous les retrouverons à propos du chan-

gement social et de l'État. L'analyse d'un système social est autre et suppose l'existence d'un champ qui ne soit pas seulement un champ de bataille mais un champ social.

[51]

3. - Qu'est-ce qu'un champ social ? C'est l'ensemble pratique construit par - une intervention de la société sur elle-même. Ce qui conduit aussitôt à ajouter : cette intervention est toujours l'expression d'un pouvoir. Cet énoncé des principes de la sociologie générale doit donc s'achever par la proposition : tous les rapports sociaux sont *des rapports de pouvoir*. Faisons comprendre ces formules abruptes à l'aide d'un exemple simple emprunté à nouveau à la sociologie la plus classique, celle de l'organisation sociale. Le rapport de l'ouvrier et du contremaître dans une entreprise est une interaction placée dans un champ qu'on nomme une organisation. Ce champ est construit par un pouvoir qui définit un mode d'autorité. Le rôle de l'ouvrier ou du contremaître est défini par ce mode d'autorité, qui lui-même renvoie à des niveaux plus élevés de l'analyse sociale, ceux des institutions, des rapports de classes et des orientations culturelles.

Il n'existe pas de relation sociale fondée sur l'égalité ou sur une simple différence. Celle-ci n'est rien d'autre qu'une absence de rapport. Dire que les femmes sont différentes des hommes est sociologiquement vide de sens, même si le sociologue sait ce qu'indique cette formule : la volonté de rompre une relation de subordination qui, elle, est réelle. Si cette volonté ne conduit pas à définir un conflit entre des acteurs réels, elle indique seulement le désir de dissoudre la catégorie sociale en question, par exemple ici d'en venir à l'unisexe par la suppression des discriminations et par une égalité complète des hommes et des femmes. Il n'y a pas de troisième solution. Un acteur ne peut pas être défini seulement par son identité, en dehors de tout rapport social ; le refus de la subordination ne peut aboutir qu'à l'absence de relations sociales quand il ne mène pas à l'énoncé d'un conflit plus général. Si l'amour se voit reconnaître une telle importance dans notre culture, c'est parce qu'il est vécu comme l'opposé d'un rapport social, comme choix ou rencontre entre individus, comme désir et comme passion. Les rapports d'égalité n'ont pas d'autre sens pour le

sociologue que l'appartenance de plusieurs individus à un acteur collectif qui, lui, est engagé dans des relations sociales, donc inégales, [52] avec un partenaire ou un adversaire. Ce qu'expriment bien toutes les expressions habituelles de la camaraderie. Ainsi un rapport social renvoie immédiatement à l'ensemble de la structure sociale et d'abord au champ social le plus élevé, le champ d'historicité, formé par l'opposition des acteurs de classe dans un champ d'orientation culturelle.

### *Retour en arrière.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Il est difficile de comprendre cette approche des faits sociaux. Non pas qu'elle soit plus complexe qu'une autre mais pour deux ordres de raisons qui se combinent aujourd'hui encore, mais de moins en moins solidement, pour cacher l'entrée de la sociologie.

1. La première est l'attachement aux représentations du passé. Nous résistons à l'idée que la société soit un ensemble de systèmes d'action si nous avons été habitués à expliquer les faits sociaux en les situant dans le temps. Pendant longtemps, en France surtout, l'hostilité à la sociologie a pris cette forme simple : elle s'enfermait dans le présent en oubliant le passé qui l'éclaire. Objection d'autant plus redoutable qu'elle s'appuie sur une observation juste pour en tirer une conclusion arbitraire. Rien ne justifie en effet le privilège du présent et encore moins une définition du présent comme le contemporain, alors que des coutumes, des règles ou des formes d'organisation vieilles de plusieurs siècles ou de millénaires sont plus présents aujourd'hui que l'événement survenu hier et qui est déjà aujourd'hui dans le dépassé. Mais l'élargissement nécessaire de l'objet de la connaissance, dans le temps et dans l'espace, n'a rien à voir avec une explication des faits sociaux par leur place dans une *évolution*. Explication qui n'est plus recherchée par beaucoup de ceux qu'on nomme historiens, mais qui constitue bien la définition de la méthode historique. Nous ne voulons plus aujourd'hui partir de l'évolution sociale mais de l'action.

[53]

2. L'autre manière d'éviter ce que je nomme une sociologie de l'action est de concevoir la société comme un *personnage*, guidé par des intentions, mettant des moyens au service des fins qu'il a choisies ou dont il est le dépositaire et réglant les problèmes et les conflits de fonctionnement qui se posent dans tout ensemble complexe. *Sociologie du fonctionnement* qui s'oppose brutalement à l'idée d'une production conflictuelle de la société par elle-même. Elle part de ce qui est le plus immédiatement observable, les catégories de la pratique sociale, les formes de l'organisation sociale et culturelle et leurs règles pour en chercher l'unité ou l'interdépendance. Ne faut-il pas que le travail soit organisé, que les enfants apprennent ce que les générations précédentes leur transmettent, qu'il existe des critères de hiérarchisation sociale et des sanctions contre ceux qui ne respectent pas les normes établies par les institutions ? Voilà le mot central. Cette sociologie des *institutions* montre comment des besoins sont interprétés par des valeurs culturelles qui donnent naissance à des normes, à des formes d'organisation et à la définition de rôles sociaux dans tous les domaines de la vie sociale qui concourent au maintien, à l'intégration et aux changements de la société, considérée comme une unité réelle. Tout renvoie à l'esprit et aux valeurs d'une société. Sociologie de la société qui s'oppose à la sociologie de l'action. Démarche dont l'idéalisme a pour conséquence l'acceptation non critique de la « réalité ». La norme étant ce qu'elle est, le déviant est celui qui ne la respecte pas ; il n'y a pas lieu de chercher si le déviant ne serait pas un adversaire vaincu et réinterprété par son vainqueur car une telle interrogation mettrait en doute la belle unité monumentale de cette conception de la société qui, plus simplement, se représente celle-ci comme la maison d'un souverain portant sa marque en chacune de ses activités et de ses pensées. C'est d'abord contre cette image de la société, personnage ou esprit, qu'il m'a fallu lutter, parce que le début de ma vie professionnelle s'est placé dans la période d'hégémonie de cette sociologie des institutions, alors surtout vivace aux États-Unis. Elle était le discours qu'une société dominante tenait sur elle-même. Discours souverain,



sans le moindre doute sur ses valeurs, à la fois arrogant et libéral. [54] Catéchisme de l'industrialisation et du capitalisme triomphants.

Une pensée ne suffit pas à renverser une façade aussi massive. Mais le sociologue doit dénoncer l'arbitraire et le caractère répressif de cette pensée du maître et surtout être attentif aux forces réelles qui brisent son ordre, refusent la place inférieure où cette pensée veut les enfermer, retrouvent derrière les valeurs la domination, derrière la pratique le pouvoir, derrière l'intégration la conquête. Aujourd'hui encore, alors que cet idéalisme sociologique est en plein déclin aux États-Unis, où il prit une forme intellectuellement estimable, et disparaît dans la honte là où, comme dans certains pays communistes, il ne fut qu'un appareil de propagande, nous devons refuser ces doctrines sociales dont la fonction principale est de légitimer l'ordre établi.

### *La critique des catégories de la pratique.*

[Retour à la table des matières](#)

Le premier geste du sociologue est de *déconstruire* les catégories de la pratique sociale, de *décomposer* les discours et les monuments. Ce qui semblait répondre à une fonction ou à une intention n'apparaît plus alors que comme un *compromis*, comme un *événement* où se combinent des forces opposées ou d'âges différents. Ceux qu'on nomme historiens font souvent preuve de plus d'initiative que les sociologues dans ce travail critique. Mais souvent aussi la sociologie a pris naissance en critiquant les catégories, administratives et juridiques, qui se présentent comme rationnelles ou comme répondant à une exigence générale de progrès ou de justice, en particulier en montrant l'incohérence de textes ou de formes d'organisation où se combinent des éléments et des influences différents. Les notions qui ont prétendu enfermer un ensemble historique dans une idée sont les premières à tomber sous le coup de cette critique. L'esprit du Moyen Age ou la rationalisation industrielle sont de ces idoles qu'il a fallu briser. L'étude des organisations est un des domaines où cette analyse critique a obtenu les résultats les plus remarquables.

En une génération l'idée qu'une organisation est régie par [55] des normes qui manifestent elles-mêmes des valeurs générales a été détruite et remplacée par l'image d'un réseau complexe de forces, de demandes, de combats et de négociations conduisant à des compromis limités et provisoires qui permettent de contrôler une certaine partie des conduites dans les organisations. De même ceux qui ont étudié des décisions ont trouvé presque toujours que le résultat final du processus d'élaboration ne correspondait qu'en faible partie à son contenu, qu'il aurait pu être différent, parce qu'il cache des oppositions, des exclusions et des refus. Ainsi éclate l'unité de l'ordre et est mise en lumière la trame complexe des rapports sociaux et surtout la dimension du *pouvoir* qui est toujours présente en eux. Telle est la deuxième étape de la remontée vers la sociologie. Elle est accomplie par la sociologie critique, celle qui ne voit dans l'ordre que le pouvoir, dans la fonction sociétale que le service des intérêts dominants, dans les catégories de la pratique sociale que l'œuvre de la classe dominante qui cherche à occulter les rapports sociaux réels et sa propre domination. Ceux qui ont critiqué l'école et sa prétention de donner des chances égales à tous ont montré qu'elle ne maintenait pas seulement l'inégalité mais qu'elle établissait des séparations et des barrières entre enfants de catégories ou de classes sociales différentes. Ils ont aussi cherché à retrouver derrière un discours démocratique la réalité des rapports de domination. Cette sociologie critique se retourne parfois contre elle-même : quand elle fait disparaître les rapports de pouvoir qu'elle veut révéler sous le poids d'une domination absolue ; quand elle revient à une représentation « fonctionnaliste » de la société en appelant seulement domination ce qui était appelé fonction et pouvoir ce qui était décrit comme institution. À nouveau règne alors l'Un et l'action disparaît de cette société qui apparaît encore une fois comme une machinerie mue par un moteur central. Cette pensée sociale ne peut satisfaire que là où un ordre s'impose à toute la société, qu'il s'agisse de valeurs dominantes ou d'un pouvoir despotique. Mais cette sociologie critique joue un rôle essentiel quand elle recherche derrière l'ordre les conflits réels dont les dominants cherchent à se débarrasser. Ce thème de la domination est aussi indispensable à la construction [56] de la sociologie que celui des interactions et des relations socia-

les, car celles-ci sont des échanges inégaux, des combats où l'un des combattants a seul le choix des armes.

### *Les philosophies sociales.*

#### [Retour à la table des matières](#)

La sociologie critique, qui perm et de s'écarter de la sociologie institutionnelle et de son conformisme, ne peut pas conduire par elle-même jusqu'à la sociologie de l'action. Il lui manque de reconnaître que les conduites sociales sont *normativement orientées*. Et surtout que les acteurs antagonistes, dominants et dominés, n'entrent en conflit que parce qu'ils appartiennent au même champ culturel, parce qu'ils ont en commun les mêmes modèles : ils luttent pour le contrôle social du champ d'historicité où se place leur rapport.

La reconnaissance de l'orientation normative des conduites sociales est venue à la sociologie de ce qui l'a précédée et à quoi elle a dû aussi s'opposer : la philosophie sociale, qui a cherché à rendre compte de cette normativité en expliquant les faits et les rapports sociaux à partir d'un ordre supérieur, transcendant ou plus exactement *métasocial*. Ce qui permet de donner aux conflits une place centrale : si l'ordre n'était que celui du pouvoir, ceux qui dominent pourraient se l'approprier tout entier, imposer absolument leur ordre. Au contraire les combats et les débats restent ouverts si le sens est au-delà du monde de l'expérience, de sorte que jamais le pouvoir ne peut s'en emparer complètement. Si par exemple le sens d'une société est dans le développement des forces de production, la classe dirigeante ne peut pas se l'approprier entièrement ; le progrès naturel dépasse d'une manière ou d'une autre les limites imposées par les rapports de production. Même si les rois se mettent au service des dieux, ceux-ci savent prouver leur souveraineté en renversant les rois. Cette démarche, positive en ce qu'elle reconnaît le caractère normatif des conduites sociales, est en même temps contraire à celle de la sociologie, puisqu'elle cherche l'explication des relations et des actions sociales en dehors d'elles, dans un ordre transcendant la société, métasocial. Les [57] explications que donnent ces philosophies sociales consistent toujours à

situer les faits sociaux par rapport à des lois naturelles. Celles-ci peuvent être conçues comme l'expression d'une *nature humaine* et des passions des individus ou des collectivités ; plus récemment nous avons été fortement exposés à l'idée que les conduites des acteurs doivent être rapportées aux lois de *l'évolution*. Tous ces lieux porteurs du sens se trouvent au-dessus des rapports sociaux ; de sorte que nous ne savons plus comment revenir à ceux-ci, sinon en faisant appel au thème de la *chute* qui a divisé les hommes entre eux, créant le mal, l'égoïsme, l'irrationalité. D'autre part cette philosophie sociale ne peut pas expliquer pourquoi cet ordre métasocial change, se déforme ou se transforme avec le temps, car s'il est reconnu comme relatif, s'il n'était plus métasocial mais social et historique, il ne serait plus un principe d'explication et devrait être expliqué lui-même. Ce qu'entreprend de faire la sociologie, en rupture avec les philosophies sociales. Mais celles-ci ont préparé la voie de la sociologie en tournant le dos à l'acceptation naïve de l'ordre, en découvrant, même si c'est de manière indirecte, que la société est créée. La métaphysique est plus près de la sociologie que celle-ci ne l'est des discours qui légitiment l'ordre social. Plus précisément la sociologie est la manière de penser l'action sociale qui convient à une société consciente de sa capacité de se produire et de se transformer elle-même, de même que la métaphysique fut la manière de la penser en un temps où cette capacité ne pouvait pas encore être reconnue comme sociale et devait être attribuée à un principe transcendant. Principe dont le plus récent avatar fut l'idée de l'Histoire et du Progrès, ordre métasocial mais déjà en mouvement, action humaine mais encore aliénée dans les catégories de la nature.

La sociologie est née en se délivrant de la métaphysique et de la philosophie de l'histoire, en ne donnant au sens des actions d'autre fondement que l'historicité, c'est-à-dire la production de la société par elle-même.

Nous voici ramenés à notre point de départ. Il n'y en a pas d'autre. La sociologie ne se développe qu'en rompant avec l'acceptation naïve des faits sociaux, en découvrant, derrière [58] les apparences de l'ordre institué, la chaleur des combats, la fragilité des compromis, le changement des orientations culturelles, les drames et les désirs qui travaillent la société. Elle ne doit pas s'attarder à dessiner une ma-

quette, à admirer un équilibre ou à écouter un discours ; elle doit écorcher la société, faire apparaître sa vie tumultueuse, comprendre comment elle se produit elle-même, matériellement et moralement, à travers ses conflits et ses orientations normatives.

[59]

Première partie :  
Les mouvements sociaux

## Chapitre 2

---

### Au-delà de la sociologie

*Rien que le changement ?*

[Retour à la table des matières](#)

L'image de la société comme production d'elle-même succède à celle d'organismes sociaux évoluant vers plus de rationalité à mesure que leur puissance matérielle augmente ; elle rejette dans l'ombre l'image d'un corps social intégrant des fonctions interdépendantes ; enfin elle est la plus éloignée du souci des anthropologues à la recherche des conditions de survie et d'équilibre d'une collectivité ou des constructions culturelles qui manifestent les lois de l'esprit humain. Sans pour autant nier l'intérêt de ces approches pour d'autres types de sociétés ou pour certains aspects de la nôtre, elle est consciente de correspondre aux sociétés contemporaines, bouleversées par le progrès technique et les révolutions, plus tournées vers l'avenir que dépendantes du passé, exaltées et angoissées par leur capacité presque illimitée d'agir sur elles-mêmes. Et pourtant cette affirmation que les sociétés industrielles voient naître la sociologie, parce que leur extrême capacité d'action sur elles-mêmes a immensément élargi le champ de l'action

sociale aux dépens d'un monde métasocial d'un côté et naturel de l'autre, comment l'accepter aujourd'hui avec la même foi positiviste qu'au siècle passé ? Il restera toujours vrai que la sociologie est née et ne peut se développer qu'avec l'idée que la société est le produit de ses propres œuvres et n'a ni essence ni nature définissables en dehors d'un réseau de rapports entre acteurs sociaux. Mais ce triomphe de la « société civile » n'a-t-il pas déjà entraîné sa chute ? Ne sommes-nous pas déjà au-delà de la sociologie ? Pouvons-nous encore parler de structure sociale, d'ordre et de pouvoir, de conflits et de mouvements sociaux ? Tous ces mots [60] ne supposent-ils pas l'existence d'une société, d'un ensemble relativement stable constitué par des orientations culturelles et des conflits sociaux ? Et aujourd'hui dans les sociétés industrialisées et même sur l'ensemble de la planète, tout n'est-il pas devenu développement, transformation et non plus ordre, structure, reproduction ? Le moment n'est-il pas venu de penser la vie sociale entièrement en termes de changement, c'est-à-dire en termes politiques et donc surtout en termes d'État ? Regardez autour de vous : nous avons vu disparaître l'idée de civilisation, remplacée par celle de société ; aujourd'hui les sociétés sont remplacées par les *voies du développement*. Le tiers du monde est communiste : peut-on parler en Union soviétique ou en Chine populaire de classes, de conflits de classes et de mouvements sociaux ? Il semble plus important d'y parler de pouvoir et de lutte pour les droits de l'homme. En Union soviétique et dans les pays qui appartiennent à son empire, les meilleurs observateurs, et ceux-là mêmes qui se disent marxistes, définissent leur société comme dominée par l'État. Les intellectuels y luttent pour les libertés, comme partout où règne non le capitalisme mais le despotisme, non un type de classe dirigeante mais un type d'État. Dans le tiers monde, c'est-à-dire dans les pays dépendants du système capitaliste mondial, le populisme, dans ses formes les plus révolutionnaires comme dans ses variantes les plus modérées, a voulu affirmer les droits et l'indépendance de sociétés nationales contre une domination étrangère ; or il est partout en recul, en déroute. Les États ont partout pris le commandement direct de la société et presque partout ils ont réduit au silence les mouvements sociaux, même quand ils faisaient mine d'en être l'émanation. Enfin dans les sociétés industrialisées capitalistes, où le rôle de l'État central est relativement plus faible,

n'est-ce pas de plus en plus une stratégie globale de changement qui est l'enjeu de la vie politique, ce qui enlève aux conflits de classes l'importance centrale qu'ils ont eue au siècle passé et jusqu'au début de la période de croissance accélérée qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Une sociologie de l'action n'est-elle pas déjà périmée, idée éphémère apparue entre les anciennes analyses qui soumettaient la vie sociale à un ordre supérieur et de nouvelles qui ne peuvent [61] plus être nommées sociologiques parce qu'elles sont entièrement des analyses du changement ?

Cette critique générale porte aussi plus précisément sur le concept que j'ai placé au centre de l'analyse de la société : l'historicité. Parler d'historicité, donc de production de l'histoire, n'est-ce pas introduire l'idée d'une société entièrement définie par sa capacité de changement ? Et cette idée n'est-elle pas contradictoire avec mon obstination à parler encore de culture et de classes et à définir la société comme un système d'action ? Me voici isolé et même accusé d'être en dehors de la réalité. Comme s'il n'existait rien entre les philosophies sociales que je n'accepte plus et la nouvelle science politique du changement que créent aujourd'hui les analystes de l'État, de la domination et de la libération. Cette mise en cause de la sociologie est accentuée par l'événement politique et intellectuel qui domine la période précise et la région du monde où j'écris. Notre vie sociale a été dominée par la pratique politique et sociale née du marxisme, inséparable depuis cinquante ans de l'opposition établie entre le monde capitaliste et le monde socialiste. Or après une longue maladie, aggravée par les révélations du XXe congrès du PCUS, par les révoltes populaires contre les régimes communistes et par le développement des dissidences, l'image de ces sociétés socialistes est morte, laissant apparaître la figure de l'État totalitaire. C'est parce que la pensée sur la société a été si longtemps mise au service de la propagande d'un État et de ses agents extérieurs que tant de philosophes politiques, jeunes ou vieux, pour se délivrer du mensonge ou de leurs propres excès passés, refusent de parler plus longtemps de société, à l'Est comme à l'Ouest, s'identifient à l'intelligentsia luttant contre le despotisme et ne veulent plus connaître d'autre adversaire que l'État au nom de conceptions de la liberté qui vont du libéralisme conservateur à la révolte libertaire.



Je suis conscient du moment et du lieu où j'écris autant que des critiques que rencontre la sociologie. Je sais que je dois combattre sur deux fronts : refuser d'un côté les philosophies sociales et toutes les formes de soumission de la vie sociale à un ordre supérieur en particulier si on le conçoit comme celui [62] des lois de l'économie et de l'autre rejeter tout autant l'idée que l'analyse de la structure sociale doit disparaître au profit de celle du changement. J'annonce même ma contre-attaque : je veux construire la théorie de nouveaux mouvements sociaux avec la conviction que mon travail théorique aidera en retour à la formation de ces actions collectives et que celles-ci seront bien les luttes d'acteurs de classe pour la direction sociale d'un champ d'historicité. Je veux analyser non le changement mais le type de société où nous entrons, sa structure et son fonctionnement, ses orientations culturelles et ses conflits sociaux. Mais n'avançons pas trop vite, comme s'il fallait traverser en courant un rideau de flammes. Il faut avancer au contraire plus lentement pour laisser le feu brûler en nous ce qui appartient au passé. Considérons plus attentivement les pensées du changement qui veulent remplacer l'analyse des systèmes sociaux. La réduction des problèmes du système social à ceux du changement prend deux formes principales. La première affirme que tout revient à l'étude des formes de réponse à un environnement changeant, ce qui s'exprime différemment selon le type de société considéré : dans les sociétés capitalistes dominantes on peut parler d'adaptation ou mieux de stratégies ; dans les autres de volontarisme et de recherche d'une voie particulière, nationale, de développement. La seconde réinterprète les problèmes internes d'une société en termes de pouvoir, d'État et donc de changement ou d'anti-changement. Elle le fait soit en plaçant au cœur de la vie sociale la modernisation, le progrès des forces de production, moteur des rapports sociaux et des institutions, soit en montrant la puissance absolue d'un ordre qui résiste au changement. Dans un cas comme dans l'autre la société apparaît soumise à un principe central et non à des rapports sociaux.

**Quatre obstacles** donc à l'existence d'une sociologie conçue comme analyse des drames sociaux et des orientations culturelles à travers lesquelles une société produit ses pratiques. Il est assez facile d'écarter les pensées pré-sociologiques et toutes les formes d'idéalisme. Il est certainement plus difficile de défendre une sociologie de

l'action contre ceux qui ne parlent que de pouvoir et de politique, d'État et de changement.

Mon doute n'est pas feint : les analyses qui font reposer la [63] société sur une culture et des conflits de classes n'appartiennent-elles pas à l'époque et à l'aire très limitées des sociétés capitalistes libérales ? Et n'est-ce pas un attribut de leur hégémonie passée de s'être considérées comme de pures sociétés ? Le monde d'aujourd'hui n'est-il pas dominé par des mouvements volontaristes de libération et de développement, par la lutte contre la domination étrangère et l'impérialisme, ce qui appelle une analyse économique et géopolitique du système mondial et non plus une analyse sociologique de forces sociales et de mouvements sociaux qui n'existent plus que dans la mémoire collective des pays capitalistes centraux ? N'est-il pas temps dans ces pays eux-mêmes de reconnaître que le conflit des classes est remplacé depuis longtemps déjà par l'opposition de l'ordre et de ce qu'il exclut, du pouvoir et de ceux qu'il domine culturellement si complètement qu'ils ne peuvent plus choisir qu'entre l'intégration et le refus sans être en mesure de combattre ? Tel est le grand débat de la pensée sociale vivante : science politique de l'ordre et du changement, de l'État et de la manipulation ou sociologie des classes et des mouvements sociaux. J'annonce que je défends la seconde, mais je veux d'abord écouter toutes les voix qui parlent pour la première.

### *Stratégies.*

#### [Retour à la table des matières](#)

La première forme de réduction d'une société à son changement est celle qui fait de toute société le lieu d'une lutte entre le vif et le mort, entre des principes ou des règles fixes et des innovateurs ou des entreprises qui luttent pour une meilleure adaptation à un environnement changeant. Malheur à tout ce qui est porteur d'absolu : valeurs, croyances, mouvements révolutionnaires ou théories générales, à tout ce qui tente d'arrêter le changement en inventant une fin de l'histoire.

Le changement impose l'adaptation de l'organisation sociale à un environnement en constante transformation et l'élimination de toute référence à des principes métasociaux. Il remplace ceux-ci non par de nouvelles valeurs mais par des conduites rationnelles et instrumentales.

[64]

Cette conception du changement dénonce tous les blocages qui viennent soit de mécanismes sociaux, comme le pense Michel Crozier \*, soit même d'une orientation culturelle générale, comme l'a suggéré Alain Peyrefitte \*. D'où naissent ces résistances au changement ? L'appel à un caractère national ne va guère au-delà de la tautologie ou inversement impose la démonstration impossible qu'une société est bloquée tout entière et en permanence, ce qui l'aurait fait mourir depuis longtemps.

Il faut donc plutôt opposer, comme l'a fait depuis longtemps Michel Crozier, les stratégies pauvres et défensives de ceux qui sont au bas de l'échelle sociale aux stratégies diversifiées offensives et inventives des entrepreneurs qui peuvent ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier et prendre des risques, car ceux-ci peuvent être plus limités et mieux calculés. Le même auteur, quand il observe la société bureaucratique étouffée dans ses règles, donne à son raisonnement un tour plus limité et plus pessimiste. Il existe toujours, même là où les règles sont les plus formalisées et les plus détaillées, des zones d'incertitude qui peuvent être créées par l'intervention de l'environnement, du marché en particulier, par l'apparition de techniques nouvelles ou simplement par la présence d'incidents ou de pannes. Le pouvoir appartient à ceux qui peuvent contrôler ces zones d'incertitude, prendre des initiatives, explorer la nouveauté, s'installer en dehors des règles, en un mot aux élites. Et il n'est rien d'autre que la capacité d'introduire, de diriger et d'utiliser le changement. À ce raisonnement, qui est l'idéologie de toutes les élites dirigeantes, promptes à fustiger les résistances au changement qui s'opposent à leurs initiatives et à leurs conquêtes, il faut répondre d'abord que les entrepreneurs, les chefs, ne sont pas seulement des agents de mouvement, qu'ils créent aussi un ordre et des barrières pour le protéger. Ce que l'auteur que j'ai choisi sait aussi bien que tous : « le pouvoir du supé-

rieur c'est en fin de compte le pouvoir de créer des règles entre lesquelles il pourra ensuite jouer pour obtenir de ses subordonnés les comportements qu'il juge "souhaitables" » (*l'Acteur et le Système*, p. 76-77), mais qu'il oublie vite car si cette observation était maintenue elle détruirait la belle confiance en soi des dirigeants ; elle ferait peser sur eux le regard du dominé qui dénonce l'irrationalité, [65] le gaspillage, la répression, l'immobilisme de ceux qui possèdent le pouvoir et le consomment. La société n'est réduite à son changement que parce qu'elle l'est d'abord à ses élites dirigeantes et qu'on définit celles-ci seulement par leurs luttes innovatrices contre la tradition, la coutume, l'ordre établi, les dogmes de tous ordres. Théorie voltairienne de la société qui s'introduit au moment où monte une nouvelle classe dirigeante impatiente de triompher du monde clos et décadent des traditions et des privilèges, mais qui est bien avant tout une idéologie de classe dirigeante. Aujourd'hui ce n'est plus celle de la bourgeoisie marchande ; c'est celle de la technocratie. Sa faiblesse est dans la dissociation complète qu'elle établit entre le pouvoir d'innovation et les rapports sociaux de domination. Du même coup les rapports sociaux disparaissent et la vie sociale est réduite au combat de la lumière contre l'ombre. C'est le propre d'une idéologie de ne connaître un rapport social que du point de vue d'un de ses termes, ici le terme dominant. La fin de la croissance triomphale a fait reculer cette idéologie de l'élite dirigeante, mais elle reparaitra sous d'autres formes et sera toujours un des principaux obstacles à l'analyse sociologique, parce qu'une des images les plus directement idéologiques de la société.

## *États.*

### [Retour à la table des matières](#)

Le recul de cette idéologie élitiste du changement est lié aussi à la fin de l'hégémonie longtemps exercée par les grandes puissances capitalistes industrielles sur la presque totalité de la planète. Sur tous les continents la volonté de développement se dresse contre une domination extérieure ou un ordre intérieur. Presque partout l'État affirme un projet national de développement qu'il appelle souvent socialiste,

quand il veut insister sur la rupture avec la domination capitaliste extérieure.

Le phénomène est si vaste qu'à regarder le monde aujourd'hui il semble que les « sociétés », les systèmes sociaux définissables en dehors de l'action de l'État, n'existent presque pas en dehors des pays capitalistes hégémoniques, comme si ceux-ci ne connaissaient de vie sociale autonome qu'en exportant leur État sous [66] forme de domination colonialiste et impérialiste ou de rivalités internationales. Très vite dans le monde communiste la société post-révolutionnaire a été recouverte par la toute-puissance d'un État forgeant une voie nationale de développement à partir du passé mais en rupture aussi avec lui. Dans ce qu'on nomme le tiers monde, après de brefs et fragiles mouvements de libération, l'État s'est imposé à nouveau presque partout, créant des modèles nationaux de développement. Agent de transformation sociale il interdit de considérer la société comme un réseau de rapports sociaux ; orgueilleux de sa souveraineté il ne veut pas la soumettre à la reconnaissance des conflits et à la représentation des intérêts.

Le règne de ces États ne contredit pas seulement les principes d'une société libérale ; il s'oppose tout autant à l'action et à l'idéologie des mouvements sociaux. Pourquoi nommer encore socialisme le mouvement ouvrier ? À l'échelle du monde ce sens est subalterne, car les États socialistes font défiler plus de soldats et d'activistes que les mouvements socialistes ne réunissent de militants et de protestataires. Le sociologue, qui appartient le plus souvent aux pays qui possèdent longtemps l'hégémonie mondiale, se sent le plus profondément mis en cause par ce pouvoir étatique qui impose des catégories d'analyse et d'action et suscite des réactions tout à fait étrangères aux catégories auxquelles recourt la connaissance de la société civile : classes, domination, mouvements, institutions, conflits.

La théorie stratégique du changement isole les entrepreneurs dynamiques du reste de la société, supposée amorphe. La vision étatique du développement prend en charge toute la société comme un bloc, car le propre d'un État est de diriger une nation, une collectivité, un ensemble concret défini par ses relations avec les autres États et par sa voie de passage d'un passé à un avenir. Elle refuse tout ce qui lui

échappe. La société n'est pour elle qu'une organisation, hiérarchisée et militante, d'autant plus intégrée qu'entre la culture nationale et la volonté étatique la correspondance est plus directe et s'est plus débarrassée des corps intermédiaires, socioculturels ou politiques. Triomphe de l'historicisme, car celui-ci, à l'opposé de l'évolutionnisme, n'insiste pas sur le changement qui conduit à plus de complexité, [67] de liberté, d'initiative, mais sur la mobilisation d'une culture communautaire contre des obstacles intérieurs et extérieurs et par la création d'un mode national de développement. L'année où paraît ce livre l'Association internationale de sociologie a choisi pour thème central de son congrès quadriennal : les voies du développement. Ce pluriel et l'importance donnée au développement ne semblent-ils pas exclure l'étude de la société, de la structure sociale, telle que l'ont entreprise les penseurs sociaux du siècle passé et telle que les sociologues de celui-ci ont tenté de la développer ?

Le déchirement le plus douloureux de la pensée sociale n'a-t-il pas été produit par l'horrible découverte qu'il n'existait pas à proprement parler de société socialiste mais seulement un régime, c'est-à-dire un État, socialiste et un certain mode d'emprise de l'État sur l'organisation sociale et culturelle ? La dénonciation du stalinisme et la reconnaissance des déportations de masse dans le goulag auraient eu moins d'importance si elles n'avaient pas détruit l'image la plus importante d'une société nouvelle. Dans beaucoup de pays de l'Amérique latine d'aujourd'hui existe-t-il d'autres acteurs importants que l'État et le capitalisme étranger ? Est-il encore possible d'y employer les notions que nous croyions être celles de la sociologie ? Non seulement les sociologues ont été chassés de presque partout mais l'objet même de leur travail semble avoir disparu. Que ces modes de développement soient un objet d'étude aussi important que la vie interne des systèmes sociaux c'est l'évidence même et pourquoi même ne pas reconnaître que le plus grand problème social de notre temps est le développement, la transformation de sociétés qui se jettent, chacune à sa façon, dans la construction d'une société industrielle ? Mais faut-il accepter de réduire une société à son État, les rapports et les mouvements sociaux aux conduites à l'égard de l'État ? La vie des hommes n'est pas seulement l'Histoire ; les princes font l'Histoire ; les peuples subissent une société et sa domination. L'ouvrier n'est pas seulement

entraîné dans l'industrialisation ; il est aussi dominé par ceux qui détiennent le pouvoir d'investir, de régler le travail des autres et de disposer du produit du travail collectif.

Et si l'État est l'entrepreneur unique c'est alors à l'État classe [68] dirigeante et non à l'État, agent de développement que le travailleur est soumis.

Il serait faux de chercher, sous la variété des régimes, la pureté d'un conflit de classes fondamental. J'admets que celui-ci n'est central que dans les sociétés capitalistes hégémoniques, mais il faut rejeter tout autant l'idée d'une entière subordination de la société à un État ou à une domination extérieure. Cette idée fautive a conduit à la mort beaucoup de révolutionnaires latino-américains trompés par une théorie superficielle de la dépendance. D'un autre côté nous apprenons lentement à découvrir dans les pays communistes l'existence de forces sociales, de protestations et de mouvements qui ne sont pas seulement politiques, qui combattent aussi les privilèges et les barrières, l'exploitation et le mépris. Il serait grave de ne combattre l'État autoritaire que sur son terrain, en acceptant son interdiction de regarder la société. Le devoir du sociologue est de se méfier du discours totalisant de l'État, de se libérer des doctrines et des idéologies, de retrouver les intérêts en conflit, la domination subie, la révolte quand elle éclate, l'espoir ou le refus presque toujours. Non pas en opposant la supériorité de la société libérale où le pouvoir est dominé par la classe dirigeante à celles qui sont soumises à des États, mais en cherchant toutes les forces sociales qui tendent à se former et à s'exprimer sur un registre social, et non plus seulement sur la scène étatique. Nous n'avons pas à condamner ces États ; nous avons à faire voir les forces sociales qu'ils recouvrent, qu'elles soient dominantes ou populaires et à faire une analyse qui les aide à se développer.

## *Forces de production.*

### [Retour à la table des matières](#)

Revenons à nos sociétés industrialisées. Elles sont encore assez fortes pour ne pas se réduire à l'action d'une élite dirigeante et à la lutte contre le passé. Mais quand nous les regardons ne sommes-nous pas entraînés aussi vers une analyse en purs termes de changement et donc d'État ? Cette *analyse non sociale de la société* prend deux formes opposées. La première se représente la société comme entraînée par une force de changement, le [69] progrès des forces de production ; la seconde la voit au contraire comme un ordre, comme l'expression d'un pouvoir omniprésent, d'un système multiforme de contrôle social et culturel.

La manière la plus directe d'interdire une représentation sociale de la société est d'affirmer que celle-ci est soumise à un déterminisme technologique, que les forces de production déterminent un mode d'organisation sociale et aussi qu'elles emportent toujours les barrières que les anciennes forces de domination et d'organisation sociale opposent à leur poussée. Conception opposée de bien des manières à la théorie stratégique du changement dont j'ai parlé d'abord mais qui s'en rapproche car elle est elle aussi l'idéologie d'une élite dominante. Mais elle correspond à une élite qui ne croit pas à la capacité d'adaptation des institutions, qui s'estime donc chargée de libérer et d'organiser ces nouvelles forces de production pour créer une société plus efficace que la précédente grâce à la croissance et à la diversification croissante de ses moyens techniques. Cette différence est limitée : entre les défenseurs soviétiques de la *révolution scientifique et technique* et les stratèges occidentaux d'un changement pragmatique, la distance n'est pas si grande : les uns et les autres, en bons idéologues des élites dirigeantes, ne définissent la société que comme résistance au changement, comme un ensemble de traditions opposées à l'innovation apportée par les élites. Tirons les conséquences de cette critique. Il faut rejeter toute forme de déterminisme technologique et reconnaître les techniques comme des moyens, des formes d'organisation



produites par un état de l'historicité et des rapports de classes à travers un système institutionnel. Ce que ne font pas par exemple ceux qui accusent l'industrie nucléaire de nous conduire vers une société autoritaire, alors que l'énergie solaire, fortement disséminée, conduirait à une société décentralisée, autogestionnaire. Jugements sans fondement et qui éliminent dangereusement l'analyse politique. Car s'il faut combattre la politique nucléaire c'est non pas parce qu'elle produit une classe dirigeante mais parce qu'elle est imposée par une classe dirigeante technocratique dont elle renforce la puissance.

Plus on se représente la société comme construite par son travail sur elle-même et plus on s'éloigne de tout déterminisme [70] technique et économique. L'idée de production de la société est à l'opposé de celle de société de production. Ce n'est pas l'activité matérielle qui détermine le reste de la société, avant tout parce que la technologie fait partie d'une culture au lieu d'être un fait matériel et ensuite parce que, dans la société industrielle et encore plus au-delà d'elle, la technologie perd son autonomie. Dans la société industrielle elle est subordonnée à l'organisation du travail, donc à l'emprise de la classe dirigeante sur les ouvriers. Dans la société post-industrielle elle est le produit de politiques économiques et scientifiques, donc de l'action de la technocratie et des oppositions qu'elle rencontre.

La société n'est pas un édifice politique et culturel construit sur des fondations matérielles. Image architecturale d'ailleurs tout à fait dérisoire puisque à voir les fondations d'un bâtiment nul ne peut imaginer l'ameublement des appartements. A l'inverse c'est la connaissance du mode de production d'une société par elle-même, de son historicité - orientations culturelles et rapports de classes - qui explique son mode de fonctionnement institutionnel et d'organisation économique et culturelle. Quant à l'idée que ce sont les forces de production qui précèdent dans leur évolution les autres aspects de la vie collective, elle est contredite par le rôle historique des États industrialisateurs et idéologues. Il faut renoncer à se représenter la société comme un train dont la locomotive technique ou économique entraîne les wagons ou encore comme une automobile dont le moteur met en mouvement des pistons dont le mouvement est transmis aux roues par des bielles et des engrenages. Ces images mécaniques sont périmées.

## *Ordre.*

### [Retour à la table des matières](#)

Le dernier obstacle à l'analyse sociologique est la représentation de la société comme un système d'ordre où tout est signe du pouvoir et instrument de sa reproduction. Je la présente en dernier car elle est la moins extérieure au travail des sociologues. Eux-mêmes ont créé une telle image. En dernier aussi pour des raisons historiques. Après une longue période dominée par les [71] idéologies d'une nouvelle classe dirigeante, appel au changement libérateur ou aux formes modernes, rationnelles, de production, a réapparu depuis une ou deux décennies la critique de l'ordre social. Mais parce que les nouvelles forces et les nouveaux conflits sociaux ne sont pas encore formés, cette critique s'arrête avant l'analyse des rapports sociaux. Elle s'enferme dans le refus et la dénonciation de l'ordre. Non pas au nom d'un acteur social particulier mais au nom du non-ordre, de ce qui est sauvage, plébéien, spontané, de tout ce qui résiste à l'accomplissement de rites, au fonctionnement de l'inégalité, à l'exercice du pouvoir. L'indétermination des acteurs est la contrepartie de l'idée que le pouvoir est partout, que la société est unidimensionnelle, pour reprendre l'expression de Marcuse. Trois idées se pressent derrière ces mots.

1. La *première* reconnaît que le pouvoir n'est plus seulement politique, qu'il est partout où des conduites sociales sont organisées à partir d'un centre de décision, ce qui n'est pas seulement vrai de l'entreprise de production mais tout autant de la télévision, de l'hôpital, de l'organisation urbaine ou de celle des universités. Idée importante, qui n'est pas en rupture avec les grands thèmes de la société industrielle mais qui les généralise et les délivre du même coup de leur présentation économiste. Je la défends moi-même.

2. La *deuxième* affirme de manière beaucoup plus contestable que la diffusion du pouvoir interdit le conflit, que le tout unidimensionnel a

remplacé le centre dominateur. Je rejette d'abord l'idée que le pouvoir est partout. La multiplication des centres de pouvoir est tout autre chose et entraîne plutôt la multiplication et peut être aussi l'émiettement des conflits ; plus la société se produit elle-même et plus elle vit des conflits nombreux. Mais rien n'est plus éloigné de cette production de la société par elle-même que l'image d'une société de *reproduction*. Nos sociétés se reproduisent de moins en moins ; elles agissent sur elles-mêmes, elles imposent des pouvoirs, elles répriment des mouvements opposés à la domination de ces pouvoirs ; elles multiplient aussi les lieux de négociation et d'institutionnalisation. Je ne parlerais pas ainsi [72] si je n'étais pas convaincu que sous nos yeux, en ce moment même, se forment les conflits et les mouvements qui permettront de comprendre enfin notre société.

Les faits observables démentent déjà l'image de la société unidimensionnelle, comme le disaient les étudiants parisiens de Mai 68 à Marcuse qu'ils venaient à peine de découvrir : Ils n'étaient pas des marginaux mais des héritiers, selon le mot de Pierre Bourdieu \*, et pourtant leurs barricades étaient au cœur de Paris et leur révolte avait ébranlé le régime. Comme on était loin de l'image d'une société unidimensionnelle qui ne pourrait plus être contestée que par ceux qui sont rejetés ou qui s'exilent dans ses marges.

L'image d'une société entraînée par ses forces de production appartient à la philosophie sociale de l'ère industrielle ; celle d'une société dominée par un ordre, par un discours tout-puissant et omniprésent, est le produit de la décomposition de cette philosophie sociale. Elle ne correspond plus aux luttes anciennes et aux pratiques mais elle empêche de voir les pratiques et les luttes nouvelles.

Dans des sociétés en bouleversement, où le déracinement est général, où les débats politiques et intellectuels sont ouverts, où la discrimination et la ségrégation sont partout visibles, où les conflits ébranlent l'ordre, elle se laisse impressionner par l'orgueil des nouveaux dirigeants. Peut-être cette étrange aberration, qui fait décrire l'une des plus civiles des sociétés en termes d'appareils idéologiques d'État, d'une société bouleversée par les transformations en termes de reproduction, vient-elle de l'isolement des universités en France, enfermées dans leur esprit de corps et qui ne peuvent tenter de se lier à

l'ensemble de la société qu'en imaginant celle-ci comme un discours aussi plein, aussi unidimensionnel que la rhétorique universitaire. Extrême et provisoire dissociation de la pratique sociale et de la réflexion des épigones du marxisme qui ne retiennent de lui qu'une théorie en le vidant de sa réalité historique et de sa force d'analyse de pratiques économiques et sociales.

Parce que le mouvement ouvrier n'a plus la force de contester l'ensemble de l'ordre social, parce qu'il est devenu dans une grande partie du monde un agent de maintien de l'ordre, la scène [73] de l'histoire semble vide à ceux qui ne pensent qu'avec leur mémoire. Étrange renversement de cette pensée marxiste qui parlait tant d'économie et de classes et qui, réduite en servitude par ses philosophes sociaux, ne semble plus concernée que par l'État et que par l'idéologie. La notion qui s'est répandue plus que tout autre est celle d'idéologie *dominante*. Elle remplit la fonction d'un mythe. Là où la pratique ne correspond pas à l'image qu'on veut imposer d'elle, on jette dans le gouffre de l'inintelligible le mythe de l'idéologie dominante : le dominé n'est-il pas réduit au rôle que lui impose le dominant ? Théorie invérifiable parce qu'elle n'est pas falsifiable, véritablement mythique.

La domination ne constitue pas un service d'ordre contrôlant toutes les catégories de la pratique sociale et celles-ci ne sont pas seulement les signes d'un pouvoir. La domination est exercée aujourd'hui par les appareils de production et de gestion, comme elle l'a été dans la société que nous quittons par les organisateurs du travail, socialistes ou capitalistes, et avant encore par les maîtres de la marchandise et de sa circulation ou par les maîtres de la terre. Contre eux se dressent ceux dont je parlerai plus longuement et qui subissent cette domination. L'ensemble des pratiques sociales n'est pas plus intégré à un ordre aujourd'hui que dans n'importe quelle autre société historique, sauf dans celles où l'État, et non une classe dirigeante, est tout-puissant et totalitaire. Les pratiques sociales manifestent une idéologie du *système*, créée et contrôlée au profit de la classe dirigeante mais aussi la capacité d'action de forces d'opposition et encore l'autonomie de l'enjeu culturel de leur lutte et celle des institutions où les forces sociales sont représentées et où se négocient des compromis entre intérêts opposés. Je refuse de voir dans l'école ou dans l'urba-

nisation le signe univoque de la domination d'un appareil idéologique d'État.

J'y vois des ensembles historiques bricolés marqués par une domination de classe mais aussi par une pression populaire, un processus politique, une intervention propre de l'État, l'action de groupes professionnels. *Cette distance entre la domination sociale et l'ordre étatique est essentielle car c'est là que se placent les conflits, les mouvements et les négociations.*

[74]

Notre société n'est pas unidimensionnelle ; elle n'est pas le pur discours d'un pouvoir ; elle est au contraire plus ouverte aux affrontements, aux conflits et aux négociations que celles qui sont dirigées par un État volontariste.

3. La *troisième* idée est la mieux exprimée par Marcuse \* lui-même. La fin de la transcendance entraîne, dit-il, celle de la pensée négative, de l'idée de contradiction et nous enferme dans l'être là, dans le principe de plaisir ou dans ce que David Riesman nomme l'orientation par autrui (*other-directedness*). Il est vrai que la domination peut se vouloir totale en faisant appel à la jouissance, à la consommation, mais toute domination a toujours tendu à la totalité, à la réduction de la vie sociale à un ordre absolu et surtout il n'est pas vrai que notre société tend à être jouissance et immédiateté. Aucune dans le passé n'a épargné et investi une proportion plus grande de son produit. Nous vivons dans un monde d'armements atomiques et de formidables dépenses militaires autant que dans une société de consommation. Nous sommes une société de production non seulement de biens et de services mais de toute la société par elle-même. La distance entre dominants et dominés ne diminue pas et le lien conflictuel qui les unit ne se rompt pas au profit d'un ordre dominateur généralisé. La transcendance disparaît mais ce n'est pas au profit de l'ordre social ; c'est au profit de l'historicité. Et là où l'ordre s'impose, on l'a dit en commençant, ce n'est pas comme reproduction et contrôle social mais comme instrument de transformation volontaire de la société au profit d'un État de plus en plus actif et despotique.

## *Relations sociales ou relations de pouvoir.*

### [Retour à la table des matières](#)

Ces quatre obstacles, ces quatre *caches*, qui gênent notre regard n'ont pas la même grandeur et le même contour pour chacun d'entre nous mais tous ceux qui ont cherché la sociologie les ont rencontrés.

J'ai voulu, après avoir indiqué brièvement les principes qui doivent orienter l'analyse de la société et au lieu d'en tirer immédiatement [75] des conséquences pour l'étude des rapports et des mouvements sociaux, nommer ces obstacles pour que chacun puisse se garder contre eux quand il les rencontrera au détour d'une phrase ou d'une page. Revenons pour finir à ce qui fait leur unité et qui les oppose à la sociologie. Tous ces caches écartent l'idée d'action sociale et ne veulent voir dans la société qu'un mouvement ou ce qui s'oppose au mouvement, l'ordre. Ce qui correspond à l'apparente absence de grandes luttes historiques dans ces sociétés industrialisées où le mouvement ouvrier est sur son déclin et où les nouveaux mouvements sociaux sont encore confus, tandis que dans le reste du monde triomphent les politiques de développement et la puissance des États. Mais cette situation historique, si elle explique ces déviations de la pensée sociale, impose, si on l'analyse au lieu de la subir, des réflexions bien différentes. Si l'analyse de la société ne peut se former qu'en s'opposant à celle du changement et donc de l'État, c'est parce que la séparation de ces deux domaines est la conséquence principale de la disparition des garants métasociaux de l'ordre social. Tant que les sociétés se sont subordonnées à un ordre métasocial, leur nature et leur devenir se sont confondus. Plus on s'éloigne des sociétés à forte historicité et plus l'ordre du monde commande directement l'histoire humaine jusqu'à ce que notre microcosme apparaisse entièrement intégré dans un macrocosme. L'ordre du sacré est alors ce qui donne aux phénomènes sociaux leur sens, c'est-à-dire à la fois leur direction et leur signification. Ce que pense encore la philosophie sociale de l'époque industrielle qui croit au sens de l'histoire : pour elle l'ordre métasocial s'est mis en mouvement ; l'évolution est à la fois histoire humaine et loi de la

nature. L'État est donc à la fois un agent de transformation sociale et le garant de l'ordre, comme Jésus était à la fois l'agent central de l'histoire divine de l'humanité et le fondateur d'une morale.

Au moment au contraire où la vie sociale n'apparaît plus naturelle mais historique, produite par le travail de la société sur elle-même, l'ordre métasocial s'écroule et du même coup les problèmes du *changement* et de la transformation des sociétés se séparent de ceux de leur *fonctionnement* interne. Rupture dont les conséquences commandent toute la vie et toute la pensée de [76] notre société. Cette idée doit être placée au début d'une analyse de l'action sociale non seulement à cause de son importance propre mais surtout parce qu'elle contredit les tendances de la pensée sociale que je viens de rappeler et même notre expérience la plus courante. Ne parle-t-on pas chaque jour de développement et d'État tandis que parler de bourgeoisie ou de prolétariat semble appartenir à un langage idéologique usé ? Le grand débat actuel sur la politique énergétique et surtout sur l'industrie électronucléaire ne montre-t-il pas de manière éclatante que notre vie sociale est commandée par un projet d'avenir porté par l'État industrialisateur en même temps que responsable de l'indépendance nationale ? Les études les plus originales sur notre société ne portent-elles pas sur l'inégalité scolaire, les mécanismes d'exclusion et d'enfermement dans les prisons ou les hôpitaux psychiatriques, surtout grâce à Michel Foucault \*, ou sur l'urbanisation, tous domaines dans lesquels l'État est l'acteur principal surtout quand on s'éloigne de la production marchande ? Ne faut-il pas reconnaître ce remplacement des forces sociales par des agents politiques ? L'État comme producteur et comme redistributeur a pris une importance si grande que l'image d'un face à face entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est-elle pas devenue archaïque ? On comprend mieux maintenant le sens de mon interrogation : la mort de la sociologie ne manifesterait-elle pas la fin des sociétés ? Le sociologue se demande, au moment où il croit triompher des anciennes philosophies sociales, s'il n'est pas déjà à son tour entraîné dans le passé. A sa place ne voit-on pas s'installer une science politique, connaissance des relations de pouvoir et non plus des relations qui méritaient d'être appelées sociales parce qu'elles se plaçaient dans un champ, c'est-à-dire dans des orientations culturelles

partagées par les acteurs qui luttent socialement entre eux pour son contrôle ?

Je défends ici l'idée non pas de la dissolution des relations sociales dans les relations de pouvoir mais au contraire de la séparation croissante des deux ordres, celui du système social *et celui* du changement, en particulier du passage d'un type sociétal à un autre. Mais je reconnais aussi que cette position ne s'applique qu'aux sociétés qui entrent sans rupture brutale dans un nouveau système d'action historique et que dans la plus grande [77] partie du monde ce sont bien les mécanismes de développement qui commandent la pratique sociale. Pourquoi opposer ces deux affirmations : les problèmes du changement, surtout volontaire, sont les plus visibles dans les pays qui luttent pour leur développement et leur libération. Mais pour eux comme pour ceux qui entrent sans rupture dans un type nouveau de société, il faut réfléchir aussi sur les rapports, les conflits et les mouvements sociaux propres aux sociétés qui ont une capacité de se produire elles-mêmes très supérieure à celle des sociétés industrielles.

Notre devoir n'est-il pas surtout, comme il le fut toujours, de faire réapparaître les rapports sociaux, la contestation, le refus, la lutte et l'espoir partout où ils sont écrasés, déformés ou enfermés par l'ordre, qui est toujours celui de l'État ? Il ne suffit pas de dénoncer l'ordre ; il faut démontrer qu'il n'est pas tout-puissant, retrouver la source sous le ciment, la parole sous le silence, le débat sous l'idéologie. Tel est l'enjeu. Si je le perds il faut renoncer à croire aux mouvements sociaux et même à ce qu'on nomme la société ; il faut admettre qu'il n'y a plus de citoyens mais seulement des sujets, plus d'acteurs de classe mais seulement des victimes. La sujétion et l'exil sont partout visibles mais j'entreprends ces recherches sur les mouvements sociaux pour démontrer l'existence de ceux-ci malgré la sujétion et l'exil. Je sais que je n'ai pas devant les yeux l'équivalent du mouvement ouvrier au plus haut de son action historique, mais je suis conduit par le désir de faire apparaître, derrière l'ordre comme dans la crise, les nouveaux conflits, les nouveaux acteurs et les nouveaux enjeux des luttes sociales d'abord ici mais ensuite aussi dans les parties du monde où la dictature de l'État semble avoir le plus complètement réduit la société à un ordre.



[78]

Première partie :  
Les mouvements sociaux

## Chapitre 3

---

### Les acteurs historiques

[Retour à la table des matières](#)

Ces modes de pensée sociale qui tous rejettent une sociologie de l'action au profit d'une étude du changement ou de l'anti-changement, poussé par des forces matérielles ou conduit par des États qui sont eux-mêmes ou des volontés de transformation historique ou au contraire des principes d'ordre et de reproduction, ont en commun de rejeter dans l'ombre les rapports sociaux. Et même de les décomposer car ils sont à la fois interaction donc acteurs et champ donc système, tandis que les analyses purement politiques ne voient que des acteurs sans système ou des systèmes sans acteurs.

#### *Acteurs ou système.*

Une conception stratégique du changement conduit à réduire la société aux relations entre les acteurs et en particulier aux rapports de pouvoir, déliés de toute référence à un système social.

Plus précisément le pouvoir n'est jamais défini ici comme appropriation mais comme pure domination. La relation sociale n'a pas d'enjeu, pas de champ autre qu'elle-même. Inversement ceux qui ne voient dans la société qu'un ordre dominateur reconnaissent ce système par tout et font disparaître les acteurs, manipulés, aliénés ou enfermés par la domination.

D'un côté le système se dissout dans les relations entre les acteurs ; de l'autre l'acteur disparaît écrasé par les lois du système et de sa structure. D'un côté tout est changement, de l'autre tout est ordre. Positions également inacceptables. Ceux qui ne voient [79] que l'ordre ignorent les pressions, revendications, négociations et conflits, toute la vie politique dont la vigueur et la rapidité rendent vite caduques toutes les affirmations sur l'immobilité de l'ordre et la toute-puissance des mécanismes de reproduction. Ceux qui ne voient que le mouvement « oublie » de manière proprement idéologique les entraves qui empêchent la plupart de bouger, de calculer, d'entreprendre.

Les deux conceptions ont de plus en commun de définir la situation sociale en dehors de l'action et des rapports sociaux. Pour les uns c'est un marché ou un champ de bataille, donc un domaine à l'intérieur duquel il faut agir ; pour les autres c'est un ensemble de mécanismes de domination, à l'intérieur desquels l'acteur est enfermé.

Les analyses historiques ont souvent accepté les termes de ce débat : ou bien elles se placent du point de vue des personnages et s'interrogent sur les grands desseins d'Alexandre, de Napoléon ou de Staline, ou bien elles enferment l'acteur individuel dans les contraintes d'une situation collective, d'un « cadre » économique et culturel. Ce qui conduit à placer l'acteur à la surface des choses, et à donner la plus grande importance à ce qui est le plus éloigné de la volonté individuelle. Une des formes les plus anciennes de cette démarche consista à expliquer les acteurs et les événements par la conjoncture économique. Jeune étudiant d'histoire, auditeur attentif d'Ernest Labrousse, j'étais sensible à tout ce qui nous éloignait d'une recherche étroite des intentions et des initiatives des acteurs pour découvrir la nature du système économique et social qui fonctionnait à travers eux. Les sociologues ont pris leur part dans les batailles livrées et gagnées par les bons historiens de la première moitié de ce siècle à la suite de

François Simiand et dans la rupture avec l'histoire événementielle. Ils ont suivi Fernand Braudel \* quand il a fait triompher la Méditerranée sur Philippe II.

Mais c'est la pensée marxiste qui a été le plus loin au-delà de la recherche des soubassements géographiques et économiques de la politique : car elle n'a pas écarté les rapports sociaux au profit, de mécanismes et de situations toujours artificiellement isolés ; elle les a au contraire placés au centre de [80] son analyse, mais sans faire appel aux orientations normatives des acteurs.

Le refus de la sociologie s'inscrit ici dans l'idée de *contradiction*. Le système social doit être défini en dehors des orientations des acteurs parce qu'il est le lieu de la contradiction entre l'acteur et ses œuvres, entre le travailleur et le produit de son travail, entre le besoin et la marchandise. L'histoire est l'analyse de ces contradictions et de l'évolution qui doit faire finalement triompher la positivité du progrès sur les contradictions sociales, sur les rapports sociaux qui entravent sa marche jusqu'à ce que l'humanité entre un jour, si elle ne sombre pas dans la barbarie, dans une post-histoire, dans l'univers des besoins libérés et autogérés. Mais laissons cette limite lointaine de l'évolution. Dans le présent c'est toujours la logique de la contradiction, en particulier la loi du profit, qui commande les situations historiques ; par conséquent aucun acteur ne peut sortir de la situation où il est placé ; sa révolte peut faire éclater la contradiction mais *aucun mouvement social* ne peut transformer la société. Seule l'histoire, c'est-à-dire le progrès, peut faire éclater l'ordre social, à condition qu'intervienne une avant-garde savante et organisée, capable de comprendre les lois du développement historique et de transformer la crise d'un système social en révolution, c'est-à-dire en formation d'un ordre plus naturel.

N'est-il pas paradoxal qu'une pensée qui s'est formée pour être la théorie du mouvement ouvrier aboutisse à écarter l'idée de mouvement social au nom à la fois de la nécessité historique et du volontarisme politique ? L'expérience du mouvement ouvrier international et surtout de la révolution soviétique a fait éclater ce paradoxe et l'a transformé en tragédie. Les partis marxistes ont fait naître des États modernisateurs, avec ou sans révolution, et tyranniques, tandis que

dans les pays industrialisés le syndicalisme ouvrier, dans sa grande majorité, s'éloignait de ce volontarisme mais, pour se transformer en une puissante force de pression réformatrice.

Il n'existe maintenant presque aucun lien entre la politique des partis et des États marxistes et le mouvement ouvrier. Aujourd'hui il faut partir de cet échec pour se demander sur [81] quels principes doit reposer l'analyse de la société pour permettre et aider la liaison de la conscience et de l'action de classe.

Une sociologie de l'action doit d'abord refuser de chercher les lois naturelles d'un système social, puisque celui-ci n'est que le produit de rapports sociaux en même temps que de l'historicité. Il est impossible de parler à la fois des contradictions d'un système et d'action sociale. Il est aisé de reconnaître qu'une domination de classe a sa logique propre, que les capitalistes par exemple sont conduits par la recherche du profit. Et aussi qu'une classe dominante s'efforce de créer les formes d'organisation sociale et culturelle et les institutions politiques qui protègent ses intérêts et l'aident à reproduire ses privilèges. Mais je nie absolument qu'une situation sociale puisse être *réduite à la logique interne d'une domination*.

Car elle repose aussi sur une *culture*, c'est-à-dire sur la construction des normes qui organisent les relations entre une collectivité et son environnement et qui définissent un champ social au lieu d'être l'idéologie du dominateur, en même temps qu'elle est animée par les *luttés sociales* qui remettent en cause, limitent ou renversent cette domination et la répression qu'elle exerce.

Ce second point est le plus important en pratique. *Il faut choisir entre une philosophie de la contradiction et une sociologie des conflits*. Et c'est seulement en choisissant la seconde qu'on peut refuser le rôle que veut se donner le nouveau Prince, interprète des lois de l'histoire. Ceux qui ne veulent pas d'une sociologie de l'action, ou bien proclament une morale de l'antipouvoir, ou bien au contraire acceptent de devenir les serviteurs de l'idéocratie qui s'affirme comme l'interprète exclusif des lois de l'histoire.

Il est si difficile de maintenir de telles représentations du système social dans une société où les mouvements sociaux, les institutions re-

présentatives et les débats intellectuels jouent un rôle si important que beaucoup de marxistes, comme Nicos Poulantzas \*, ont dû inventer des variantes plus modérées de cette conception. Mais cette ouverture a plus d'inconvénients que d'avantages car elle fait perdre à l'idée de la détermination par l'économie sa force, sans pour autant permettre une analyse proprement sociologique. À quoi sert-il de reconnaître que le [82] système politique est subordonné au système économique mais qu'il dispose d'une certaine autonomie ? Une telle proposition est trop vague. En pratique cela conduit ces marxistes ouverts à faire alterner des analyses dures où les faits sociaux sont expliqués par des faits économiques et des analyses douces où on voit des forces politiques qui représentent des intérêts sociaux constituer un ensemble assez autonome pour expliquer de manière suffisante d'importants événements historiques.

### *Le système d'action.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Beaucoup de confusion est venu de ce qu'on opposait l'acteur, concret, individuel ou collectif, à un système défini plus abstraitement comme un ensemble de rapports entre des positions sociales, ce qui assurait le triomphe du système sur l'acteur et sur l'événement. Il faut en finir avec ce déséquilibre et définir l'acteur tout autrement. L'idée dont part la sociologie de l'action que je présente ici est que les sociétés humaines ont la capacité non seulement de se reproduire ou même de s'adapter à un environnement changeant par des mécanismes d'apprentissage et de décision politique mais encore et surtout de produire leurs propres orientations et de les changer, de *générer leurs objectifs et leur normativité*.

Ceci provient de leur capacité réflexive, de leur aptitude à se retourner sur elles-mêmes, à travailler sur elles-mêmes, en créant une *représentation symbolique* de l'expérience, en intervenant sur leur activité économique par l'accumulation et *l'investissement* et en se représentant cette production d'elles-mêmes sous la forme d'un mode de *légitimation culturelle* de leur activité autogénératrice. Mais cette

production de soi-même par le langage, l'accumulation et la religion ou toute autre forme de ce que je nomme modèle culturel, ne va pas sans le déchirement de la communauté. *Le travail de la société sur elle-même est inséparable de la division sociale.* Une société de l'identité, du plaisir et de la consommation est une communauté ; elle ne produit pas d'historicité. Toute distance de soi à soi, du regard au regardé, du mot à la chose, de l'investissement à la consommation, [83] du dieu à l'homme, suppose la *destruction de la communauté*, la formation d'un groupe qui s'identifie au regard, à l'accumulation, aux valeurs, et que je nomme *classe dirigeante. Historicité et rapports de classes sont inséparables*, comme je l'ai dit à la première page. L'historicité qui est connaissance, investissement et modèle culturel, n'est mise en œuvre qu'à travers les rapports de classes. Ceux-ci opposent la classe dirigeante, qui s'identifie à l'historicité et l'identifie en retour à ses propres intérêts de domination, au peuple ou classe populaire, qui ne reçoit sa propre historicité qu'à travers la domination exercée par le maître mais cherche à se la réapproprier en détruisant celui-ci. On ne peut imaginer une société sans classes qu'en acceptant une société sans historicité, tout entière occupée par la recherche de son équilibre et de sa reproduction. Les luttes sociales se placent à l'intérieur d'un champ d'historicité, d'un type d'accumulation, de connaissance et de modèle culturel. La lutte des classes dominées ne construit pas la société future. Quand un moment de l'historicité est remplacé par un autre, les classes et la lutte de classes qui l'animaient disparaissent avec lui ; une nouvelle classe dirigeante parle souvent au nom de ce que l'ancienne écrasait ou écartait, mais elle doit être jugée non sur les justifications historiques qu'elle se donne, mais sur la domination qu'elle impose à des forces populaires, définies d'une nouvelle manière. J'appelle *acteurs historiques* les classes et les acteurs de classe engagés dans la lutte pour le contrôle de l'historicité. Ce type d'acteurs est loin de celui qu'acceptait ou cherchait à détruire l'ancienne historiographie. Celui-ci n'était défini que dans l'histoire, dans l'écheveau jamais démêlé des conduites ou dans les « structures » sociales à travers lesquelles progressait l'évolution des sociétés. L'acteur dont je parle est au contraire conçu et construit à partir d'une représentation de la société comme système autoproducteur. C'est ici que le travail du sociologue participe à l'apparition du nouveau paradigme de

connaissance qui remplace dans tous les domaines un mode de connaissance évolutionniste par un mode systémique. Edgar Morin a bien mis en lumière cet indispensable changement de référence. L'acteur n'est pas un nageur dans le fleuve de l'évolution ; il n'est pas défini par le sens du courant qui l'entraîne ; il l'est par les [84] rapports sociaux dont il est un des termes. Il occupe une position sociale dans un système d'organisation sociale et culturelle qui fonctionne selon des règles et remplit des fonctions instrumentales ; il participe moins individuellement aux mécanismes par lesquels une société s'adapte à des changements d'origine interne ou externe ; enfin il prend part plus collectivement encore aux drames de l'histoire, au conflit aux cent facettes pour la direction de l'historicité, de la production de la société par elle-même. Il faut rejeter avec la même force la réduction du système à l'acteur, celle de l'acteur au système et la séparation de l'un et de l'autre. A l'entrée de la sociologie doit être placé le concept de *système d'action*. Une société est un système hiérarchisé de systèmes d'action. *L'action est la conduite d'un acteur guidé par des orientations culturelles et placé dans des rapports sociaux définis par une relation inégale au contrôle social de ces orientations.*

Toute action, à quelque niveau qu'elle se place, est définie par cette double référence à des orientations culturelles et à des rapports sociaux.

- Au niveau *organisationnel*, celui où un système social fonctionne selon des règles et des normes, les orientations culturelles semblent détachées des rapports sociaux. Les rapports d'autorité, certains diraient de pouvoir, semblent correspondre à des modèles de relations humaines indépendants du système économique et social de production. Une industrie rationalisée fonctionnerait selon des normes culturelles générales, comme l'a indiqué Weber, l'autorité pourrait y être plus ou moins concentrée ou plus ou moins diffusée, par exemple selon le milieu culturel considéré. Si on le suit jusqu'à son point extrême, ce raisonnement aboutit à la dissociation complète d'une analyse culturaliste sur le caractère national et d'une étude socio-économique, réduite par exemple à l'énoncé des principes d'organisation du travail dans les entreprises. La tâche du sociologue à ce niveau est de réduire cette

fracture, de rétablir le lien qui existe entre normes organisationnelles et formes d'autorité, tout en tenant compte, au-delà des types sociétaux, des modes de formation historique de ces types.

- Au niveau que je nomme *institutionnel* ou politique, les rapports sociaux sont définis par l'influence exercée sur les décisions [85] prises dans la collectivité et les orientations culturelles sont définies juridiquement et en particulier constitutionnellement par l'association d'une historicité et d'une domination de classe.

- Enfin au niveau de *l'historicité* elle-même, par lequel j'ai commencé, je redis que les orientations culturelles et les rapports de classes sont inséparables.

J'ai parlé jusqu'ici d'acteurs et de rapports sociaux. L'action est le concept central de l'analyse ; le rapport social est ce qui définit l'objet sur lequel s'exerce l'analyse. Un troisième mot les unit : travail. La sociologie est l'étude de la société en travail, de son travail sur elle-même. Au niveau des études particulières, on peut parler de sociologie du travail comme on parle de sociologie de l'éducation ou de l'administration.

Mais je me place ici à un autre niveau de la réflexion, celui où se place aussi Claude Lefort \* quand il écrit : « C'est lorsque l'activité se fait travail qu'elle fixe sa signification, qu'elle procure la dimension de l'objectivité et de l'extériorité en rendant sensible l'enchaînement en soi d'une intention et d'un résultat et enfin qu'elle détourne d'un débat centré sur le rapport de l'homme à l'homme pour faire surgir une finalité qui n'était pas donnée avec leur simple coexistence. En d'autres termes, le travail suppose dans les conduites un *détour*, une sorte de mise à distance d'autrui, ou encore un répit dans la confrontation des hommes, grâce à quoi l'élaboration de quelque chose de nouveau, qui figure en soi une relation neutre, peut s'accomplir. »

Aujourd'hui le travail de la société sur elle-même ne s'exerce plus seulement dans l'ordre économique mais dans presque tous les domaines de la culture. La sociologie est donc l'étude de tous les aspects de la production de la société par elle-même, de son travail, oui, mais de



son travail sur elle-même, ce qui rompt tout appel à un ordre métasocial et toute séparation de l'acteur et du système et nous enferme ainsi dans l'action sociale en réduisant toutes les catégories et tous les objets de la pratique à l'expression composite et changeante de rapports sociaux et de systèmes d'action.

[86]

### *Les classes sociales.*

[Retour à la table des matières](#)

Une fois de plus il faut répondre à la question : pourquoi employer encore ce mot, alors que l'usage l'a identifié à des catégories économiques, définies par la possession ou non du capital, soit sous une forme précise, soit en mélangeant cette analyse à la simple reconnaissance des inégalités et de la stratification sociale ? Je l'emploie parce que j'entends reprendre le meilleur de l'héritage de la pensée sociale du siècle passé et en particulier des théoriciens et des praticiens du mouvement ouvrier. Je n'accepte plus de définir les rapports de classes à l'intérieur d'un mécanisme proprement économique, mais je veux donner de la société l'image d'un champ culturel déchiré par le conflit de ceux qui s'approprient l'historicité et de ceux qui subissent leur domination et luttent pour une réappropriation collective de cette historicité, de la production de la société par elle-même. Placer les rapports de classes et l'historicité au centre de l'analyse des sociétés c'est affirmer un double refus.

1. *Refus d'abord* de croire qu'une société est guidée par des valeurs qui se spécifient en normes dans chaque domaine institutionnel, puis en statuts et en rôles. Entre ces valeurs et ces normes il n'existe pas de liaison directe car entre elles *s'interposent les* rapports de classes. De sorte que la construction des catégories de la pratique est marquée aussi fondamentalement par une domination de classe que par des orientations culturelles. Les valeurs supposent une conscience et un acteur ; elles sont donc des formulations idéologiques et doivent

être définies comme des interprétations de classe des orientations culturelles. Les valeurs sont toujours des valeurs de classe, alors que les orientations culturelles, tout en étant déchirées par les oppositions de classes, n'en ont pas moins une existence autonome.

En d'autres termes les valeurs commandent les conduites sociales d'un acteur réel, individuel ou collectif, tandis que les orientations culturelles se situent au niveau d'un champ d'historicité, tel que le construit l'analyse. Par exemple la croyance [87] au progrès, modèle culturel de la société industrielle, ne devient une valeur qu'en imposant l'acceptation de l'industrialisation dans son cadre social réel ou au contraire en contestant une domination sociale considérée comme obstacle au progrès.

Là est la frontière infranchissable qui sépare l'analyse présentée ici de celle de Talcott Parsons et de son école.

2. *Refus ensuite* de croire qu'une société peut être réduite à la domination d'acteurs *dirigeants*. La classe populaire, en particulier dans le cas de la société industrielle la classe ouvrière, n'est pas seulement dominée ; elle est aussi une classe de producteurs. L'ouvrier n'est pas seulement le prolétaire privé de propriété, devenu propriété du maître ; il est aussi le travailleur, celui dont l'énergie transforme la nature et rend possible le progrès. Sans cette double définition de la classe ouvrière le mouvement ouvrier serait incompréhensible.

La classe dirigeante n'agit pas plus selon un principe unique : la maximisation du profit, que l'ouvrier n'est guidé, comme le croyait Taylor, par un calcul rationnel, par le désir d'améliorer son salaire en diminuant sa charge de travail. De telles affirmations ne sont jamais complètement fausses mais elles ont la pauvreté d'une analyse purement instrumentaliste des conduites, oublieuse de tous les rapports sociaux. De même que les ouvriers résistent au patronat par le freinage collectif, l'absentéisme individuel et la revendication organisée, de même l'action du patronat ou de tout autre classe dirigeante n'est pas réductible à la psychologie des dirigeants et doit prendre en considération les rapports de classes, les relations politiques et les problèmes internes des organisations. Considérée en elle-même la classe supé-

rieure suit concurremment au moins trois logiques : la référence à l'historicité, la recherche de la domination, le maintien et la reproduction de cette domination ; elles ne se combinent pas simplement mais en donnant naissance à une grande variété de politiques. On parle trop vite de lois et de tendances du capitalisme. Le taux de profit ne peut pas être séparé de l'état des rapports de classes et de l'influence politique des divers groupes sociaux. Ce refus d'une théorie purement économique ne diminue en rien, il faut le dire, le rôle du calcul et de l'analyse économiques. [88] De la même manière l'historiographie n'a pas été appauvrie par la perte d'une explication évolutionniste et par l'introduction de l'économie et de la sociologie dans ses raisonnements. Les débats sur l'investissement, l'inflation et le chômage me semblent avoir déjà marqué la supériorité des analyses politiques et sociologiques sur celles qui s'enferment dans une prétendue logique interne du système de domination.

Je reconnais en terminant ces premières remarques qu'aujourd'hui tous les mots sont difficiles à employer. Je ne peux empêcher le mot classe d'apporter avec lui l'idée d'une détermination par l'économique, donc de la subordination, que je *combats* de toutes mes forces, du social à l'économique, idée qui réintroduit l'idée présociologique de garants métasociaux de l'ordre social. Serait-il donc préférable de parler de pouvoir ? Oui, pour indiquer que toute l'analyse se situe à l'intérieur du système des rapports sociaux mais le pouvoir risque alors d'être identifié à un ordre, à un ensemble de mécanismes de reproduction, à un État et à ses appareils idéologiques. Conception qui reprend de la force aujourd'hui, au moment où le mouvement ouvrier se transforme si souvent lui-même en pouvoir d'État mais à laquelle je *m'oppose* non moins vivement, refusant de confondre les rapports de classes avec l'ordre social et la domination de classe avec le pouvoir de l'État. C'est pourquoi je choisis de mener encore l'analyse en termes de classes, mais en soulignant que je ne peux pas définir celles-ci en dehors de rapports et donc d'actions de classe. C'est pourquoi je ne place au centre de la sociologie ni la notion de classe ni celle de pouvoir mais celle de *mouvement social*. Ce qui conduit à redéfinir les classes à partir des mouvements, c'est-à-dire à partir de l'action de classe.

Ce que fait la notion de *double dialectique des classes sociales*. La classe dirigeante s'identifie à l'historicité, la prend en charge, dirige en particulier l'investissement, mais elle devient dominante par le mouvement inverse qui la pousse à transformer cette direction en ordre et en mécanismes de reproduction et de défense de celui-ci. La classe populaire est dominée, en ce qu'elle subit non seulement la direction mais surtout la domination de son adversaire ; elle est aussi contestataire en ce qu'elle s'oppose [89] à cet ordre au nom de l'historicité elle-même autant que pour sa propre libération.

Il est essentiel d'ajouter que ce système de rapports sociaux n'est pas clos car l'acteur dirigeant et l'acteur dominant ne se correspondent pas parfaitement, pas plus que la classe dominée et la classe contestataire ne sont les deux faces du même personnage. Les rapports de production, qui opposent dirigeants et contestataires, ne sont pas entièrement recouverts par les rapports de reproduction qui sont ceux des dominants et des dominés. Une classe dominante ne construit et n'impose un ordre que dans une collectivité historique concrète, en s'alliant soit à d'anciennes classes dominantes, soit à des catégories d'appui, soit surtout à un appareil d'État. Ce qui crée un *bloc dominant* qui est plus conservateur qu'entrepreneur. De la même manière une classe populaire et même la classe ouvrière, dans la période la plus violente de l'industrialisation capitaliste, n'est pas définie seulement en tant que dominée par sa soumission à la direction de son adversaire. Elle protège en elle une culture et des pratiques sociales qui appartiennent en partie à un autre champ historique, comme les ouvriers irlandais gardant leur religion catholique sur les rives de la Clyde. Ce décalage interdit de confondre domination de classe et ordre social. Il réintroduit l'histoire dans la sociologie, le changement dans le fonctionnement. Il faut s'en souvenir car c'est là le lieu où l'analyse du changement s'enracine dans celle du système social et de son fonctionnement.

## *Classes et culture.*

### [Retour à la table des matières](#)

Le deuxième ensemble principal d'analyses sur les classes sociales concerne les relations entre elles et l'historicité, c'est-à-dire le champ culturel qui est l'enjeu des rapports de classes. Ce champ a-t-il une existence autonome ou n'est-il saisi qu'à travers l'éclatement des valeurs des classes en conflit ?

C'est d'abord la pénétration du rapport social dans l'ordre culturel qu'il faut suivre pour écarter toute illusion de séparation entre deux ordres de pratiques. Michel Foucault \* dessinant les [90] figures de la sexualité dans la société industrielle a donné un excellent exemple d'une telle analyse. Là où la création est définie comme poussée des énergies vers le progrès de l'espèce, la domination de classe se transcrit en opposition au niveau des mœurs entre l'homme bourgeois capable de se soumettre aux impératifs à long terme de la production et la femme « hystérique », l'adolescent qui se masturbe ou les « pervers » qui menacent la reproduction de l'espèce. Ces catégories morales reproduisent les rapports entre les classes sociales. Un second mode de détermination des catégories culturelles par les rapports de classes, plus anciennement décrit, s'applique à celles dont la fonction est de nier ces rapports ou de détourner d'eux l'attention. Manuel Castells \* a eu raison de penser que souvent l'étude de l'urbain est une manière de masquer celle des rapports économiques entre les classes sociales et Alain Cottureau \* a récemment étendu cette idée au XIXe siècle, quand on accusait les taudis ou l'alcoolisme de créer la tuberculose pour ne pas voir les effets des épouvantables conditions de travail dans les fabriques.

Mais ces avancées de la critique sociale de la culture ne peuvent pas aller jusqu'à une vision manichéenne qui réduirait toute la vie sociale à l'affrontement de deux idéologies de classe. Les orientations culturelles d'une société ont une existence propre, dans ce que j'ai nommé les *agences d'historicité*, gérées le plus souvent par des intellectuels. Ce qui n'empêche pas de dire que ces agents sont constam-

ment rongés par l'idéologie mais à condition d'ajouter que cette pénétration reste limitée.

Ces milieux de production culturelle ne sont réductibles à des appareils idéologiques d'État que là où un État absolu impose son ordre à toute la société et ne laisse aucune autonomie ni à la création culturelle ni aux rapports de classes. Situation concevable mais certainement pas dans les sociétés où la classe dirigeante domine l'État ou au moins ne lui est pas soumise. Dans les sociétés capitalistes l'innovation culturelle s'opère le plus souvent loin du champ de bataille principal des classes, aussi bien dans des milieux artistiques « marginaux » qu'à l'abri des garanties institutionnelles qui protègent les universités. *Une société n'est pas faite que de domination sociale. En elle ont autant d'importance d'un côté les luttes de classes et de l'autre les orientations [91] culturelles qui en sont l'enjeu et qui s'élaborent dans les agences d'historicité.*

Mais ce qui marque le mieux l'interdépendance des conflits de classes et d'un champ culturel est qu'une classe ne peut jamais être définie en termes purement économiques. *Les acteurs historiques sont constitués par un champ culturel autant que par un conflit social.* Si le garant métasocial est politique, comme dans les sociétés marchandes, les classes sociales sont des acteurs politiques en même temps que des agents économiques. C'est seulement dans la société industrielle que le garant métasocial de l'ordre social est le progrès des forces de production, est donc économique, et qu'apparaît ainsi pour une brève période *l'illusion* que les classes sont de nature purement économique. Il est grand temps de nous défaire de cette illusion si nous voulons comprendre les luttes de classes aujourd'hui, car celles-ci mettent en action des classes définies par rapport à l'historicité elle-même, donc par rapport à un modèle culturel. Elles sont donc des acteurs culturels en même temps qu'économiques. En parlant de classes sociales il faut donc construire une théorie générale des classes dont les idées de la société industrielle, nées en Écosse au XVIIIe siècle et répandues au XIXe siècle dans toute l'Europe, ne sont qu'un aspect particulier. Une fois de plus il faut refuser à un ordre de faits sociaux un rôle d'infrastructure. Ce qui est le fondement de la vie sociale ce n'est ni le système économique ni les idées politiques ou morales mais un système

d'action, formé par l'historicité et les rapports de classes, et qui comprend des éléments qu'on peut classer comme économiques et d'autres que certains nomment idéologiques, ce terme ne servant ici qu'à obscurcir et retarder l'analyse.

Ces observations trop brèves ont porté sur les rapports de classes beaucoup plus que sur les classes, ce qui est conforme à la définition générale de la sociologie comme *explication des conduites des acteurs par les relations sociales où ils sont engagés*. Il est vain de décomposer la société en un certain nombre de classes. Isoler des catégories socioprofessionnelles ou des niveaux de revenu, de prestige ou d'éducation, peut-être utile à des études non sociologiques, de la même manière que la sociologie peut faire usage de notions que les économistes trouvent [92] insuffisamment intégrées à leur système de pensée. Il est cependant difficile d'en rester à l'opposition de la classe dirigeante et de la classe populaire. Dans une situation historique concrète il faut combiner des catégories appartenant à divers types sociétaux, mais à l'intérieur d'un certain type il faut aussi distinguer non des fractions de classes mais plutôt des *niveaux d'appartenance à une classe*. Au-dessous de la bourgeoisie, si on nomme de ce nom la classe dirigeante, se situe ce qu'on peut nommer la petite bourgeoisie, qui ne participe pas directement à la domination sociale mais participe à son *influence* dans tous les domaines de décision et les *cadres* qui exercent *l'autorité* en son nom. La bourgeoisie se situe directement au niveau des classes, la petite bourgeoisie n'intervient qu'au niveau institutionnel et les cadres qu'au niveau organisationnel. Du côté populaire il existe de même dans la société industrielle, à côté des travailleurs dépendants d'un mode d'organisation du travail géré par la classe dirigeante, ceux qui n'ont simplement pas *d'influence* et plus simplement encore ceux qui sont subordonnés à une *autorité*, définition très large retenue par Ralf Dahrendorf \* pour définir la classe des travailleurs, en termes non pas de rapports de classes mais de rapports d'autorité.

Un individu ou un groupe n'est donc pas déterminé par une situation sociale unique. Il faut enfin rappeler qu'il existe toujours des classes moyennes dont l'exemple classique est donné par les paysans dans une société marchande, puisque ces producteurs ont aussi un accès direct au marché. Dans la société industrielle il existe de même des travail-

leurs-organiseurs, agents de maîtrise du premier niveau par exemple.

Dans une société post-industrielle les travaux de John Galbraith \* et autres ont souligné le rôle de la technostructure qui détient une capacité de décision et d'influence considérable, sans pouvoir être confondue avec les dirigeants technocratiques et qui est donc la nouvelle petite bourgeoisie au-dessous de laquelle se trouve un encadrement de plus en plus formé par tous ceux dont l'autorité repose sur le contrôle de certaines informations. Cette différenciation à l'intérieur de chaque classe n'atténue en rien l'importance centrale du conflit des [93] classes qui oppose dans chaque type de société une *classe* à une *autre*, les dirigeants aux dominés. La complexité des situations historiques ne peut servir d'argument contre l'importance centrale donnée à ce principe d'analyse.

### *La conscience de classe.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Un rôle social ne peut exister sans conscience de ce rôle. *Il ne peut y avoir de classe sans conscience de classe.* Une sociologie de l'action ne peut penser autrement, puisqu'elle refuse la séparation de la situation et de la conduite. Une classe est un acteur de classe : il est impossible de séparer classe, conscience de classe et mouvement social, c'est-à-dire action de classe. Il faut rompre complètement avec la démarche, encore si fréquente, qui commence par décrire une situation objective, avant tout économique, avant d'en chercher les effets dans les conduites collectives, comme si l'action était un moyen au service d'intérêts « objectifs ». Au centre de l'analyse il faut placer les rapports de classes, non les situations ; rapports qui ne sont pas définissables en dehors de l'affrontement des acteurs pour le contrôle d'un champ d'historicité et donc pour la gestion d'une société. Affirmer qu'une classe peut exister sans conscience de classe veut dire que celle-ci peut et par conséquent doit être apportée du dehors. Cette séparation, caractéristique d'un aspect prédominant du léninisme, entre la conscience limitée des travailleurs et la conscience de classe



apportée et élaborée par les intellectuels révolutionnaires, est la contrepartie d'une philosophie sociale qui soumet encore la société aux lois d'un ordre métasocial. Dualisme qui domine toute la pensée du XIXe siècle. D'un côté les travailleurs, leur défense ou leur révolte à l'intérieur du cercle de fer de la domination capitaliste dont ils ne peuvent sortir ; de l'autre les intellectuels et le parti révolutionnaire qui en sortent parce qu'ils sont les interprètes d'une évolution naturelle, celle des forces de production, et qui doivent faire éclater les barrières sociales pour que la société échappe à la crise générale et à la barbarie.

Supprimer le recours à tout garant métasocial conduit à [94] l'inverse à mettre fin au rôle central du parti et des intellectuels révolutionnaires et à reconnaître que la classe est porteuse de sa conscience et peut mener sa propre action. C'est donc ouvrir la voie aux mouvements sociaux, idée et réalité qui n'ont pas une place centrale dans la pensée sociale du XIXe siècle et en particulier dans le marxisme. Le lecteur hésite à me suivre. Même s'il accepte en principe ma démarche il s'étonne : comment peut-on défendre une affirmation aussi extrême : pas de classe sans conscience de classe ? N'est-il pas évident que les travailleurs n'ont pas toujours conscience de leur situation et de leurs rapports de classes, ne serait-ce que parce qu'ils sont trompés, aliénés ou plus simplement enfermés dans un horizon si limité qu'ils ne peuvent aller au-delà d'une revendication économique purement défensive ?

L'objection est double. Elle m'oppose d'abord les limitations de la conscience ouvrière et ensuite l'aliénation, c'est-à-dire la réduction du dominé à l'image de lui-même que lui impose le dominant. Le premier point est le plus général et le plus facile à soumettre à vérification. J'affirme qu'il est faux. Dire que les ouvriers dans un régime capitaliste n'ont pas dépassé par eux-mêmes le trade-unionisme et la défense limitée de leurs salaires et de leurs conditions de travail est faux. L'enquête que j'ai menée moi-même sur la conscience de classe des ouvriers en France au début des années soixante a montré la forte présence de cette conscience, c'est-à-dire en particulier de l'idée que le progrès technique, jugé positivement en lui-même, était utilisé par les patrons dans leurs intérêts et contre celui des ouvriers. Elle a

montré surtout que cette conscience croissait quand on s'approchait du lieu central de la société industrielle, dans les fabrications où le travail professionnel ouvrier passe sous la domination des maîtres de l'industrie et des organisateurs à leur service, en particulier parmi les ouvriers qualifiés placés dans la production en grande série, surtout comme outilleurs. La conscience de classe ouvrière existe et elle a une histoire. Mais j'ajoute aussitôt que les membres d'une classe n'ont pas qu'une conscience de classe. Un travailleur n'est pas seulement défini par les rapports de classes où il se trouve placé mais par bien d'autres situations et rôles sociaux qui interviennent [95] dans ses attitudes au travail. J'ai étudié par exemple le cas d'ouvriers d'origine agricole, tendus dans leur volonté de mobilité sociale ascendante, restant en marge de l'action ouvrière collective et faisant preuve d'une forte confiance dans leurs chances de sortir de leur condition de salarié et de s'installer à leur compte. De nombreuses études sur les immigrés, par exemple aux États-Unis, sont parvenues à des conclusions analogues. Il est aisé de multiplier de telles observations. Mais elles ne contredisent pas mon affirmation centrale. Dire qu'il n'y a pas de classe sans conscience de classe ne veut pas dire que les attitudes ouvrières se réduisent à la conscience de classe. Car un groupe d'ouvriers ne se définit pas seulement par sa situation de classe, par sa place dans un système de production ; il a aussi une situation nationale, politique, religieuse, etc., il est en situation économique favorable ou défavorable et sa position de classe n'est pas toujours la plus importante pour un groupe donné.

L'idée que la domination détruit la conscience de classe mérite plus d'attention. L'O.S. tend à n'agir que comme exploité ; il ne peut pas opposer à la domination qu'il subit à travers l'organisation du travail son propre travail, sa propre force qualifiée de production. C'est pourquoi, jusqu'à une date très récente et encore aujourd'hui dans la plupart des pays, le syndicalisme a été surtout l'œuvre des ouvriers qualifiés. Cette limitation de la conscience de classe est réelle. Encore ne faut-il pas la confondre avec un simple économisme. Celui qui en est réduit à des revendications immédiates et limitées rejette en même temps le système de domination qu'il subit par la fuite ou par la révolte, et, chaque fois qu'il le peut, s'efforce de rétablir un contrôle ouvrier sur la production, en particulier par le freinage. N'est-ce pas en

reconnaissant ce fait qu'est née la sociologie industrielle ? Cette conscience de classe défensive reste toujours puissante, comme le montrent tant d'études, à l'Est comme à l'Ouest, sur les conduites collectives des ouvriers dans le travail.

L'idée *d'aliénation* va beaucoup plus loin. Elle affirme que la conscience de classe n'est pas seulement limitée mais détruite par la domination. Idée dont on a souvent fait l'usage le plus [96] vague. Il est arbitraire de parler d'aliénation chaque fois qu'une classe dominée ne lutte pas pour sa libération ; inversement il est faux de supposer que la domination est toujours si complète qu'elle abolit la capacité et la volonté de lutte. L'usage qui peut être fait de la notion d'aliénation est plus limité et plus exigeant. La classe populaire peut être dite aliénée quand elle vit la contradiction de sa conscience de classe et de sa soumission à l'ordre dominé par la classe supérieure, plus précisément la contradiction entre ses conduites de classe et son inclusion dans un ordre social général.

Encore faut-il montrer directement comment cette contradiction désorganise, rend incohérentes les conduites personnelles ou collectives, ce que font les études ou les témoignages, trop peu nombreux, comme celui de Douassot \*, qui décrivent l'auto-accusation de travailleurs qui attribuent leurs difficultés à la jalousie, à la paresse, à l'absence de conscience professionnelle et qui vont jusqu'à s'accuser personnellement de ces défauts ou à détruire leurs propres chances de réussite. Phénomène important et qui mérite d'être décrit mais qui suppose que des travailleurs soient définis autant par une forme de participation à l'organisation sociale que par leur situation de travail. La conscience de classe se dégrade aussi quand devient prédominant un autre mode de production que celui auquel elle appartient. La conscience de classe ouvrière s'affaiblit dans les sociétés où déjà le principal rapport de classes n'est plus celui qui oppose le maître organisateur aux travailleurs salariés dans l'entreprise industrielle mais celui, propre aux sociétés programmées, des appareils de production et des usagers qui subissent leur domination dans divers domaines de la vie sociale.

Ces réserves n'affaiblissent pas l'importance attribuée à la conscience de classe mais elles aident à comprendre les obstacles qui l'em-

pêchent de s'élever facilement jusqu'à l'action de classe. La distance entre conscience et action de classe tient aussi à d'autres raisons. L'action *politique* ne peut jamais être entièrement une action de classe.

Parfois la conscience de classe est guidée par des agents proprement politiques, placés à l'intérieur des institutions [97] représentatives ; dans d'autres cas elle est orientée et même dominée par des agents de transformation historique, donc par des forces qui se situent dans le domaine de l'État, beaucoup plus que dans celui des rapports sociaux. Il n'existe jamais de pure action politique de classe car il n'existe pas de situation sociale qui se réduise à des rapports de classes. Toujours sont présents les autres systèmes d'action, les autres niveaux de fonctionnement de la société d'une part et les mécanismes de changement historique d'autre part. De là la complémentarité et le conflit permanent entre la conscience de classe et par conséquent le mouvement social et de l'autre côté l'action politique sous toutes ses formes.

La conscience de classe se présente le plus souvent en alliage avec d'autres types de conduites. Les syndicalistes le savent bien ; leur activité consiste moins à transformer une conscience de classe en action de classe qu'à dégager la conscience de classe des revendications limitées, des stratégies, des négociations ou des conduites de crise ou de refus auxquelles elle est mêlée.

Il n'y a donc pas de continuité entre la conscience de classe et l'action politique : il n'est jamais possible d'accepter la formule : la classe ouvrière et son parti.

### *Classes et pouvoir.*

[Retour à la table des matières](#)

Les rapports de classes pénètrent l'ensemble de la société. L'historicité ne plane pas au-dessus d'eux, même si elle n'est pas absorbée par l'opposition de deux idéologies de classe. Les institutions et les organisations ne sont pas seulement des systèmes d'action particu-

liers ; elles sont aussi dominées par les rapports de classes. Les systèmes d'action ne s'emboîtent pas seulement les uns dans les autres comme des poupées russes. Le système supérieur constitue le champ où se place le système subalterne. La domination de classe commande les institutions comme les décisions institutionnelles commandent les organisations. Mais que l'ensemble de la société soit marqué par les rapports et par la domination de classe ne veut pas dire que celle-ci se dissolve dans l'ubiquité des relations de pouvoir [98] ou dans un ordre total qui serait en dernière analyse soit celui d'un État, soit un modèle d'interaction, hors de tout système. *Les rapports de classes ont des effets partout ; ils ont pourtant un lieu propre.* Dans notre société actuelle, ce lieu s'est déplacé et étendu, mais cette observation historique, si importante soit-elle, ne doit pas masquer la permanence de l'analyse sociologique des rapports de classes. Surtout aujourd'hui où s'écroule enfin la représentation de la société propre à l'époque industrielle et où dans le vide ainsi créé se répand l'image à la fois trop vague et trop générale d'un pouvoir présent partout mais ne venant de nulle part. Le lieu des rapports, de la conscience et des mouvements de classes a été et demeure celui du contrôle social de l'historicité. Ce n'est celui ni des institutions ni des organisations, ni de l'État ni du processus de changement historique. Ce qu'on nomme pouvoir n'est que l'emprise de la domination de classe sur les autres systèmes d'action. En revanche nul ne parle de *pouvoir* sans introduire l'État, c'est-à-dire sans associer une analyse du fonctionnement de la société et celle de sa transformation. Ce qui rend plus nécessaire encore de maintenir le concept de rapports de classes au centre de l'étude des systèmes sociaux, sans le confondre avec le pouvoir qui s'exerce toujours dans un ensemble historique concret.

Au moment où s'affaïsse une ancienne représentation de la société qui la soumettait à un ordre économique métasocial et où l'image des classes et des luttes de classes qui lui correspondait s'éloigne visiblement de la réalité observable, il est naturel que la conscience de l'inégalité et de la domination tende à se détacher de toute conception particulière du système social et soit répandue sur toute la société. N'en est-il pas ainsi chaque fois que change la scène historique ? Au début de l'époque industrielle le pouvoir fut identifié à l'argent dont le royaume était universel et la domination absolue. C'est plus tard

seulement que cette idée du pouvoir de l'argent fut remplacée par celle des rapports de production et que derrière l'ubiquité de l'argent apparut la concentration du capital. Nous devons faire un effort analogue pour découvrir derrière l'ubiquité du pouvoir la concentration des appareils de gestion, la présence repérable des centres de la technocratie.

[99]

### *Mortes instances.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Historicité, système d'action et classes : avec ces instruments se construit notre connaissance de la société et se prépare la découverte des mouvements sociaux au cœur de la vie sociale. La démarche ainsi définie est à l'opposé d'une description architecturale de la société, tellement à l'opposé qu'il est difficile de passer en esprit de l'idée de la société comme bâtiment à celle de la société comme action. La première, qui oppose infrastructure et superstructure, existe pourtant : elle est même fréquente ; il faut se demander ses raisons d'être. J'en vois deux principales, qui ont en commun de s'opposer à la sociologie. La première et la plus évidente est que cette image correspond à l'expérience des acteurs dans le type très particulier de société où est née la sociologie, la société de capitalisme libéral. Là le plus important est aussi le moins contrôlé ; les forces économiques renversent les traditions culturelles et les barrières politiques ; les idées sociales semblent n'être que le reflet de cette évolution économique. C'est pourquoi des générations ont construit des maquettes de sociétés en empilant la politique sur l'économie et en plaçant la culture au-dessus. L'autre raison, plus acceptable, est que la pensée présociologique a fait commander les phénomènes sociaux par un ordre métasocial qui fut d'abord cosmologique, puis politique, puis économique et que l'éventail des instances ou des facteurs n'est que l'ensemble des explications non sociales de la société. Renonçons une fois pour toutes à ces images et à ces mots qui nous empêchent de voir et de lire la société. Cessons de parler de l'économie, du politique et de l'idéologi-

que. Ces mots sont entièrement dépourvus de sens ; il n'y a dans la société ni facteur ni instance. Il faut préciser ici que les marxistes - ou du moins certains d'entre eux - n'ont nullement le monopole de cette représentation de la société qui encombre encore tant de livres d'histoire de tous bords. Une société n'est pas faite de la combinaison de catégories de faits ; elle n'est pas davantage un ensemble d'institutions dont chacune répondrait à un besoin fondamental. Elle est avant tout un système d'action, un mode [100] de production de la société par elle-même et l'historicité est formée d'un modèle de connaissance, d'un modèle d'accumulation et d'un modèle culturel : connaissance, économie et éthique y sont mêlées. De la même manière les rapports de classes sont conflits économiques et visées culturelles à la fois. Il existe une hiérarchie des systèmes d'action mais aucun ne correspond à une catégorie de faits sociaux car ils définissent des ordres de *rappports* sociaux.

### *Les systèmes d'action.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Au-dessous de l'historicité, commandé par elle et par les rapports de classes, se trouve le système d'action *institutionnel* qui produit des décisions légitimes ; celles-ci à leur tour imposent un mode d'autorité dans des *organisations*. Celles-ci sont-elles économiques ? Elles ont toujours des fonctions économiques ; elles ne doivent pourtant pas être comprises par leur contenu mais par leur fonctionnement comme des systèmes d'action particuliers. Patiemment depuis un siècle les sociologues ont fait progresser leur connaissance de ces systèmes d'action. Pourquoi faut-il que subsiste encore l'image archaïque qui réduit une organisation ou une institution au service d'intérêts, comme si elles n'avaient pas de logique interne, comme si elles avaient été créées par un génie diabolique pour remplir des fonctions au service d'un souverain que les uns nomment la bourgeoisie, les autres l'État ou l'ordre social ?

Je donne volontairement au mot *institution* un sens qui n'est pas traditionnel. J'ai rappelé le sens habituel donné par la sociologie clas-

sique à l'étude des institutions, c'est-à-dire des règles de traitement de certains besoins de la vie sociale et plus précisément de la reproduction de l'ordre social : punition des délinquants, éducation des enfants, reconnaissance des valeurs, élaboration des règles de la vie collective, etc. Me plaçant du point de vue de la production de la société par elle-même, j'appelle au contraire institution un système de rapports sociaux qui produit des décisions considérées comme légitimes par la collectivité qui institue l'organisation sociale. Je ne parle pas [101] d'un lycée comme d'une institution, puisqu'il ne décide de presque aucun des aspects de son activité ; c'est un établissement. En revanche la réforme de la vie universitaire en 68 doit être comprise comme un effort limité d'institutionnalisation de l'enseignement supérieur. Dans ce cas ce mot, trop à la mode aujourd'hui, est employé pour indiquer l'apparition d'une fonction politique dans une organisation. Mais il a un autre sens, aussi important : la descente du champ d'historicité vers le champ politique. C'est en ce sens qu'on parle d'institutionnalisation des conflits industriels, à mesure que s'éteignent les négociations entre entreprises et syndicats, avec ou sans intervention directe de l'État. Un système d'action institutionnel ne se place pas entièrement à l'intérieur de limites fixées par l'état de l'historicité et des rapports de classes, car il se situe dans une société politique, donc dans une formation sociale toujours complexe où s'articulent des systèmes d'action historiques et des rapports de classes différents.

Une *organisation* est commandée par des décisions institutionnelles qui autorisent et réglementent un type d'autorité. Les relations sociales dans une organisation sont réglées par une hiérarchisation mais elles ne sont pas seulement commandées par ces règles. Si elles le sont, l'organisation devient une *bureaucratie* au sens commun de ce mot. En dehors de ce cas pathologique, une organisation est commandée d'un côté par des institutions et au-delà par une historicité et des rapports de classes, et de l'autre par des échanges avec un environnement dont elle n'est pas maîtresse, qu'il s'agisse de marchés ou de tout autre type de formation de la demande et de l'offre, en dehors d'une planification totale qui est impossible.



## *Les points cardinaux de la société.*

### [Retour à la table des matières](#)

1. De l'historicité aux organisations l'analyse descend vers des systèmes ouverts, en interaction constante avec un environnement.

[102]

2. Mais toute production se renverse aussi en reproduction. À côté des organisations apparaissent les *agences de reproduction* qui cherchent à transmettre des situations sociales, des attitudes culturelles ou des connaissances. De même l'envers du système institutionnel est la *règle*, le décret qui impose une norme et sanctionne les déviants. Enfin l'*ordre* devient *répressif* quand il refuse le conflit des classes.

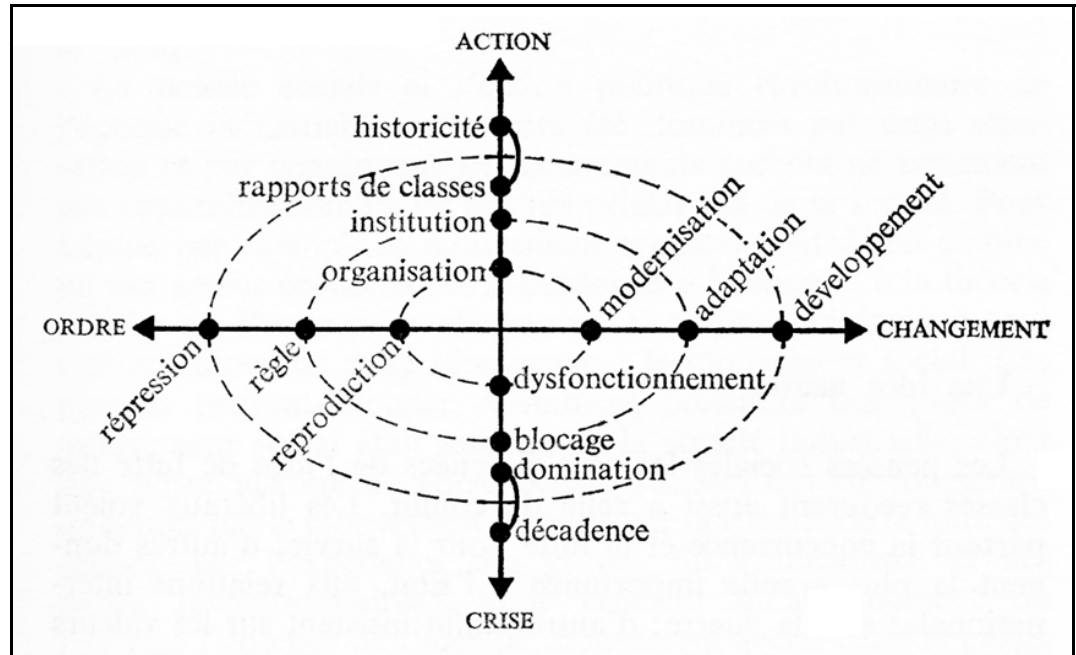
3. L'ordre brise les rapports sociaux et crée une pathologie de la vie sociale en remplaçant le conflit par l'opposition de l'appartenance et de l'exclusion. Le système organisationnel en *crise* produit du dysfonctionnement. Au niveau des institutions, du système de décision, le *blocage* élimine, *interdit* des forces politiques, ce qui peut prendre la forme de l'enfermement. Enfin au niveau de l'historicité la rupture du rapport de classes par un pouvoir crée une *exclusion* et les conduites d'opposition deviennent des conduites de rupture. Une crise de l'historicité enfin conduit à la *décadence*.

4. Tout ce qui est exclu, interdit, réprimé est maintenu en dehors et en dessous de l'ordre social par un pouvoir central, celui de l'État. Mais les changements de l'environnement ou la croissance interne de la société rendent intenable le maintien de cette séparation. Une société doit évoluer ; son *changement* peut s'opérer surtout au niveau de son organisation par un processus de *modernisation*. Il peut résulter, aussi de mécanismes politiques qui déforment la société en l'adaptant à son environnement ou enfin être plus global et correspondre à un

mode d'intervention étatique plus volontaire. Il est alors dirigé par un agent de *libération sociale* ou d'*innovation culturelle*.

Ainsi se construit le champ de la sociologie et s'aperçoivent déjà les relations entre ses quatre parties : l'action, l'ordre, la crise, le changement.

[103]



Un traité de sociologie devrait respecter cet enchaînement des grands thèmes. L'historicité se transforme en organisation sociale, ce qui suppose la formation d'un pouvoir, créateur d'ordre dans une collectivité historique ; l'ordre décompose directement ou indirectement les relations sociales et les transforme en opposition entre l'inclusion et l'exclusion ; ce qui a été mis hors société peut devenir agent de changement si l'État cherche à répondre à des demandes nouvelles de l'environnement en faisant appel à ces « réserves ». Il fallait évoquer ce tableau de la sociologie pour situer l'étude des mouvements sociaux non seulement au centre d'une sociologie de l'action mais encore dans l'ensemble du champ de la sociologie qui doit être construit à partir de la sociologie de l'action.

[104]

Première partie :  
Les mouvements sociaux

## Chapitre 4

---

### Les mouvements sociaux

*Une idée neuve.*

[Retour à la table des matières](#)

Les pensées sociales les plus éloignées de l'idée de lutte des classes recourent aussi à celle de conflit. Les libéraux voient partout la concurrence et la lutte pour la survie ; d'autres donnent la plus grande importance à l'État, aux relations internationales et à la guerre ; d'autres enfin insistent sur les valeurs d'une communauté, leur opposant nécessairement ce qui leur est étranger et les menace du dehors et du dedans. Mais le choix essentiel consiste à placer le conflit aux frontières de la société ou au contraire en son cœur, en le liant aux rapports sociaux les plus fondamentaux. Contre la première orientation je maintiens que le champ culturel, l'historicité d'une société, est l'enjeu des conflits les plus importants. La société est production conflictuelle d'elle-même.

À l'idée de conflit doit donc être préférée celle de mouvement social. Le champ d'historicité est l'ensemble formé par des acteurs de classes et par l'enjeu de leurs luttes, qui est l'historicité elle-même. *Le mouvement social est la conduite collective organisée d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour la direction so-*

*ciale de l'historicité dans une collectivité concrète. Il ne faut jamais séparer orientations culturelles et conflit social ; ce qui n'a pas été possible dans les sociétés passées. La séparation de l'ordre social et de l'ordre métasocial a toujours entraîné celle du conflit, situé à l'intérieur de la vie sociale, et d'un champ culturel, placé au-dessus des conflits. Les pratiques étaient reconnues comme conflictuelles ; les valeurs ou les tendances ne pouvaient pas l'être. Et entre les pratiques [105] et l'ordre métasocial, séparant le conflit et le sens, régnait la contradiction, qu'on la nomme ainsi ou qu'on préfère l'appeler la chute.*

La pensée sociale et l'action politique révolutionnaire de l'époque industrielle ont encore été dominées par cette séparation et par conséquent les mouvements sociaux ne pouvaient pas apparaître comme les acteurs principaux de la société. Pour Lénine par exemple le mouvement syndical était défini comme un pur acteur économique, subordonné à l'action et à la théorie politiques. J'écris pour réorganiser l'analyse sociologique tout entière autour de cette idée neuve : le mouvement social. Ces phrases peuvent étonner. Comment prétendre que l'idée de mouvement social était absente de la société industrielle, alors que notre histoire et notre pensée sociales ont été longtemps dominées par le mouvement ouvrier, par la théorie de la lutte des classes, par l'expérience des grèves, du syndicalisme et des partis révolutionnaires ? Mais croit-on qu'au moment où j'affirme l'absence de l'idée de mouvement social dans le passé, j'ignore ces faits élémentaires ? Je reconnais même dans les doctrines sur le mouvement ouvrier la préparation la plus directe à l'idée de mouvement social et je veux que mon propre effort prolonge la pensée sociale du siècle passé en même temps qu'il se sépare d'elle. Mais c'est de ces différences qu'il faut partir.

La représentation des mouvements sociaux que nous a léguée la société industrielle est la suivante : une domination impose des lois, des croyances et un régime politique autant qu'un système économique ; le peuple les subit mais se révolte contre eux quand ils le menacent dans son existence physique et culturelle. Cette révolte n'est pas seulement défensive ; elle prépare aussi l'avenir, parce qu'elle fait éclater les contradictions de l'ordre social et détruit les barrières imposées par l'intérêt particulier au progrès général et naturel de la société.

Une telle vision s'oppose à l'idée de mouvement social, telle que je la définis, sur deux points essentiels. *En premier lieu* elle n'introduit jamais l'image d'un acteur historique, c'est-à-dire guidé par des orientations normatives, par un *projet*, c'est-à-dire par un appel à l'historicité. L'acteur populaire n'est que l'expression de contradictions sociales ou le porteur de forces naturelles ; [106] il n'est pas un acteur social. C'est pourquoi l'étude du mouvement ouvrier a été, au-delà des descriptions historiographiques, éclairée surtout par celle du système capitaliste, depuis ses fluctuations cycliques jusqu'à ses contradictions générales et la tendance à l'aggravation de celles-ci.

Au cours des dernières décennies, l'institutionnalisation des conflits industriels dans les grands pays capitalistes et l'importance extrême des luttes nationales, des tentatives révolutionnaires et des coups d'État contre-révolutionnaires ou répressifs dans les sociétés dépendantes, ont accentué encore cette tendance. En Amérique latine par exemple l'analyse sociale a été dominée par l'étude du système capitaliste mondial ou, de manière plus étroite, de l'échange inégal, tandis que les acteurs sociaux populaires, à l'intérieur de ces sociétés, apparaissaient comme décomposés, écrasés ou aliénés par cette domination venue de l'extérieur. Il est vrai qu'un mouvement populaire n'est pas un héros armé, cavalcadant à la tête d'une armée sur un champ de bataille où les adversaires se heurteraient presque à armes égales ; il est vrai aussi que la domination décompose la capacité d'action et d'organisation du dominé. Mais il faut reconnaître d'abord l'existence d'une action orientée, celle d'une classe qui n'est pas seulement dominée, qui participe à un champ d'historicité, qui lutte pour le contrôler et pour se réapproprier la connaissance, les investissements et le modèle culturel que la classe dirigeante a identifiés à ses propres intérêts.

*En second lieu* les conduites collectives reconnues par la pensée sociale de l'époque industrielle sont définies historiquement ou naturellement. Leur sens ne se trouve pas dans la société présente mais dans celle de l'avenir. Le mouvement ouvrier n'est pas seulement anti-capitaliste, il prépare une société socialiste qui succédera à la société capitaliste et cette société est définie plus par sa réconciliation avec les forces de production que comme un projet social. Non seulement

c'est l'histoire qui doit interpréter la lutte ouvrière comme préparation d'une société socialiste mais encore c'est un agent politique qui seul peut faire naître cette société, plus en accord avec l'état des forces de production. La séparation des pratiques sociales et de l'ordre métasocial, en plaçant le sens des plus grandes luttes à un autre [107] niveau que celui de leur action, a rendu impossible de penser la société en termes de mouvements sociaux. En particulier il est impossible dans cette ancienne pensée sociale d'analyser avec les mêmes concepts l'action des dominants et celle des dominés. Parler de la bourgeoisie revient vite à analyser les lois et l'évolution du système capitaliste, tandis que l'étude de la classe ouvrière est au contraire celle d'une défense matérielle ou d'une révolte globale. Ce qui en retour m'impose, comme à tous ceux qui parlent de mouvement social, la lourde charge d'appliquer cette idée aux classes dirigeantes en même temps qu'aux classes populaires. Ce qui avait déjà été entrepris par Weber, plus tard par Schumpeter et par des historiens de l'industrialisation, mais s'est heurté très souvent à la préférence donnée à l'étude du système capitaliste sur celle de l'action industrialisatrice et dominatrice de la classe dirigeante. Je reconnais ici, au début de ce livre, qu'il ne sera tourné que vers l'étude des mouvements populaires et que ce déséquilibre est dangereux. La démarche que je propose ne pourra être vraiment comprise et jugée que quand elle aura été appliquée aussi aux classes dirigeantes, c'est-à-dire quand on aura réinterprété en termes d'action sociale et en particulier d'action de classe ce qui est présenté en général comme logique d'un système et ne recourt, pour analyser les conduites des dirigeants, qu'à l'idée d'une volonté permanente et souveraine de maximiser le profit, hypothèse dont l'indigence éclate dès qu'on cherche à comprendre des politiques économiques ou des logiques d'entreprise.

Sur trois points essentiels éclate l'opposition entre la conception des mouvements sociaux qui est présentée ici et celle qui a dominé les mouvements d'inspiration marxiste.

- **En premier lieu** - et c'est là l'essentiel - je définis les mouvements sociaux comme des conduites socialement conflictuelles mais

aussi *culturellement orientées* et non pas comme la manifestation des contradictions objectives d'un système de domination.

Je ne conçois pas le mouvement ouvrier seulement comme le soulèvement des prolétaires mais tout autant comme un contre-modèle de société industrielle porté par les travailleurs possesseurs de la force de travail.

[108]

- **En deuxième lieu**, l'action des mouvements sociaux n'est pas dirigée fondamentalement vers l'État, ne peut pas être identifiée à une action politique pour la conquête du pouvoir ; elle est une action de classe, dirigée contre un adversaire proprement social. Il peut y avoir convergence ou alliance, jamais unification, entre un mouvement social et une action de transformation du pouvoir d'État.

- **Enfin** un mouvement social n'est pas le créateur d'une société plus moderne ou plus avancée que celle qu'il combat ; il défend, dans un champ culturel et historique donné, une autre société. Il faut remplacer le thème du dépassement par celui de l'alternative. Ce qui contredit les idées évolutionnistes qui ont commandé la pensée sociale du siècle passé.

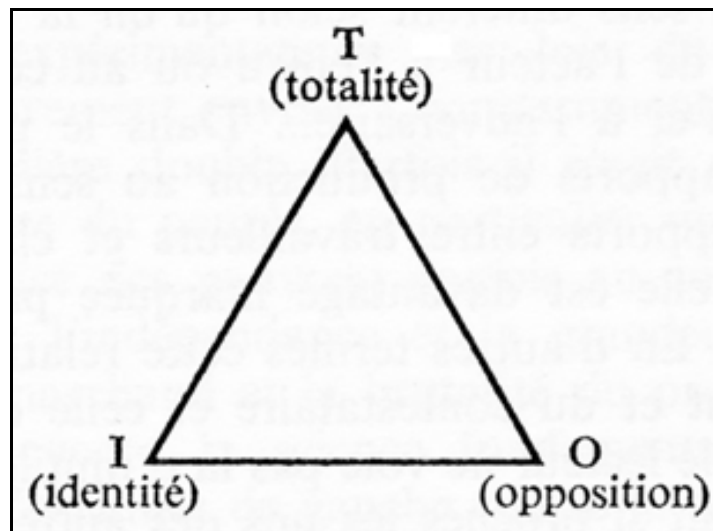
Cette première présentation des mouvements sociaux peut sembler restrictive. Comment lui faire correspondre la plupart des mouvements revendicatifs, des courants d'opinion, des actions contestataires ?

Il est vrai que dans une société donnée, donc dans un certain système d'action historique, n'existe qu'un couple principal de mouvements sociaux antagoniques, mais ces mouvements sociaux sont présents dans un grand nombre de conflits plus particuliers ou apparemment moins liés à l'activité économique. Il faut les y chercher, les séparer d'autres formes de refus, de revendication ou d'espoir, en sachant qu'il existe dans toute société un champ propre des mouvements sociaux, celui des rapports de classes et de l'historicité, et qu'en s'élevant vers le mouvement social un conflit s'approche des enjeux principaux de la société.

## *L'adversaire et l'enjeu.*

### [Retour à la table des matières](#)

Un mouvement social n'est pas une affirmation, une intention ; il est un double rapport, à un adversaire et à un enjeu. Jamais il n'atteint à une intégration parfaite de ces deux composantes et le plus souvent il n'a donc qu'un *niveau de projet* bas, c'est-à-dire une faible intégration de sa visée de l'enjeu culturel, de son conflit avec l'adversaire et de ce qui relie ces deux relations, [109] à savoir la représentation qu'il a de la domination exercée par son adversaire sur l'enjeu culturel de la lutte. Il ne faut pas accepter trop facilement le schéma que j'ai souvent employé et qui semble purement descriptif.



Le mouvement social y est présenté comme la combinaison d'un principe *d'identité*, d'un principe d'opposition et d'un principe de totalité. Ne faut-il pas, pour se battre, savoir au nom de qui, contre qui et sur quel terrain on se bat ? Réduit à ces idées simples le schéma s'applique à toutes les conduites sociales, puisque toutes placent l'acteur dans une relation et qu'il n'y a pas de relation sans champ social. Ce qui caractérise le mouvement social c'est d'abord que l'enjeu y est l'his-



toricité elle-même et non pas la décision institutionnelle ou la norme organisationnelle et que les acteurs sont donc les classes, seuls acteurs définis par leurs rapports conflictuels à l'historicité ; c'est ensuite que l'interdépendance des enjeux et des acteurs, marquée dans la forme triangulaire du schéma, y est totale, alors qu'elle ne l'est jamais dans les autres types de conduites collectives. Dans un système politique les acteurs peuvent être définis indépendamment les uns des autres, au moins dans une certaine mesure, comme différentes catégories socio-économiques s'efforçant d'obtenir une subvention d'un État ou un système fiscal qui leur soit favorable et le champ de leurs luttes d'influence est défini indépendamment d'eux, par la loi ou par l'État. Dans une organisation les relations d'autorité s'exercent à l'intérieur de normes générales, ce qui explique pourquoi à ce niveau on est tenté de séparer système et acteurs, structure et pouvoir. Au contraire je ne redirai jamais assez souvent qu'historicité et [110] classes sociales ne peuvent être conçues séparément. Il faut donc reconnaître dans le schéma I-O-T beaucoup plus qu'une description acceptable par tous sans difficulté. *La relation de l'acteur à l'adversaire*, dimension conflictuelle du mouvement social, prend un sens différent selon qu'on la met en relation avec le rapport de l'acteur à l'enjeu ou au contraire avec le rapport de celui-ci à l'adversaire... Dans le premier cas elle manifeste des rapports de production au sens le plus précis de ce terme, rapports entre travailleurs et classe dirigeante ; dans le second elle est davantage marquée par des rapports de reproduction. En d'autres termes cette relation est à la fois celle du dirigeant et du contestataire et celle du dominant et du dominé. Que le lecteur ne voie pas là d'inutiles subtilités ; ces mots qui semblent si proches les uns des autres recouvrent en fait des conduites sociales très différentes et dont chacune occupe une immense place dans l'histoire. Les rapports de classes ont une face de lumière et une face d'ombre. Sur la première se voit l'affrontement des classes opposées pour le contrôle de l'historicité, par exemple des patrons et des travailleurs pour la direction de l'industrialisation ; sur l'autre est la défense du peuple contre l'ordre dominant. *La relation de l'acteur à l'enjeu* ne définit pas l'objectif de l'action mais l'enjeu d'un rapport. Cet enjeu peut être reconstruit par l'analyse, à partir de l'idéologie des adversaires, mais il peut être repéré aussi à l'intérieur du mouvement

social lui-même, comme ce qui est reconnu comme non-idéologie, comme extérieur à l'action sociale, donc comme la limite que s'impose l'idéologie. C'est ainsi que le mouvement ouvrier ne se contente pas d'opposer une société des travailleurs à une société des patrons ; il veut être aussi le serviteur du progrès, du développement des forces de production contre le gaspillage et l'irrationalité du profit privé. Le progrès industriel est bien alors l'enjeu du conflit des classes, puisque le patronat parle aussi au nom du progrès et du développement des forces de production et attaque les résistances ouvrières à ce progrès, par exemple le freinage, dont Taylor a voulu débarrasser les industriels. La relation de l'acteur à l'enjeu est donc double. Une classe dirigeante s'identifie à l'historicité mais l'identifie aussi à ses propres [111] intérêts. Un mouvement social populaire combat une culture en tant qu'elle est dominée par la classe adverse mais il reconnaît aussi, contre le dominateur, « l'objectivité » de l'enjeu. En particulier en faisant appel aux intellectuels des *agences d'historicité*. La société industrielle a reconnu le rôle des savants, interprètes et expérimentateurs des lois du développement naturel. Le mouvement ouvrier a constamment fait appel à eux mais d'une manière double. Parfois il s'agit de défendre une science au service du peuple, en particulier une médecine à la Raspail au service des pauvres ; parfois au contraire l'objectif est de défendre l'indépendance et la grandeur de la science contre l'esprit marchand et la brutalité du profit.

Aujourd'hui encore la science fondamentale est invoquée par beaucoup d'hommes de gauche contre la science appliquée, accusée d'être au service du patronat.

Si la relation de l'acteur à l'enjeu s'isole de son rapport à son adversaire, cet enjeu n'est plus défini socialement mais en terme de modernisation. A. Melucci \* a bien critiqué cette notion qui enlève toute importance centrale aux luttes sociales. La lutte est menée au nom du progrès contre la tradition, de l'universalisme contre le particularisme et, qu'elle vienne de la classe dirigeante ou de la classe populaire, elle devient socialement indéterminée. Mais il ne faudrait pas, au nom de cette critique, oublier que les luttes sociales ont été associées le plus souvent à des combats pour la modernisation, c'est-à-dire pour l'élargissement de la participation sociale. Le mouvement des femmes est

avant tout modernisateur ; sa volonté de conquérir plus d'initiative et plus de droits pour les femmes est en fait sa tendance centrale, à partir de laquelle se situent des tendances plus proches de l'idéologie de la classe dirigeante et d'autres au contraire plus contestataires et plus soucieuses de se lier à d'autres mouvements sociaux.

*La relation de l'adversaire à l'enjeu* est en elle-même extérieure à l'acteur mais elle le concerne aussi, puisqu'elle indique la domination à laquelle il est soumis. Un mouvement social réduit à cette composante se limiterait à la dénonciation de l'ordre dominant. Ce qui obligerait à donner de l'acteur lui-même une définition non sociale, en termes de besoins organiques [112] ou de principes moraux, de subsistance ou de liberté. Dans un mouvement plus complet c'est ici que prend racine ce qui est négatif, refus ou révolte ; le rejet de l'ordre ou de la crise, le désir de libération et, au plus haut, le mouvement révolutionnaire. Je l'appelle négatif car l'affirmation d'un projet est remplacée ici par la lutte contre l'obstacle, devenu non-sens plus qu'adversaire, privilège plus que profit. Il n'existe pas de mouvement social sans cette dimension négative ; il n'en existe pas non plus qui s'y réduise. Une pure force de destruction de l'ordre ne peut qu'ouvrir la voie à une nouvelle classe dirigeante ou à un nouveau pouvoir d'État. Inversement un mouvement sans force de négation se réduit vite à un conflit institutionnalisé, à une lutte d'influence entre groupes d'intérêts à l'intérieur d'un système de représentation politique. Alberoni \* parle ici à juste titre de fracture.

Un mouvement social ne peut jamais être défini par un objectif ou un principe. Il n'est que l'ensemble formé par ces trois composantes, ensemble instable, jamais complètement cohérent et presque toujours mélangé à d'autres modes d'action collective.

Ce qui l'oppose au désordre violent dont Gary Marx \* a montré qu'il ne reposait ni sur une croyance collective ni sur des objectifs pratiques, qu'il répondait davantage à une crise des mécanismes de contrôle social et en particulier des forces de répression.

Les tumultes ou émeutes peuvent s'inscrire dans un mouvement social mais il faut plutôt les opposer à lui, qui est toujours normativement orienté et placé dans un rapport social réel.

Il est plus difficile d'opposer mouvement social et révolution mais ces notions ont été si longtemps confondues que leur séparation est nécessaire. Un mouvement social ne peut être défini comme l'agent d'un changement bloqué. Il se situe à l'intérieur d'un système social dont il conteste les forces dominantes et leurs appuis politiques ou culturels. Il vise davantage un renversement qu'un changement. Comme nous le verrons, les mouvements sociaux sont associés en pratique à des luttes liées aux formes du changement social mais leur définition relève de l'analyse du fonctionnement des sociétés, non de la connaissance de leurs modes de développement.

[113]

## *Luttes.*

### [Retour à la table des matières](#)

Plus ces trois dimensions des mouvements (I-O, O-T, 1-T) sont intégrées les unes aux autres et plus on dit que le niveau de projet d'un mouvement est élevé. Quand le mouvement agit effectivement selon la formule 1-O-T, sa capacité d'action historique est très forte. Si au contraire les trois composantes sont séparées : I, O, T, elle est faible, ce qui ne veut pas dire que ce mouvement soit peu important. Il peut jouer à un moment donné un rôle décisif mais il est probable que ce rôle sera limité à une conjoncture précise et par conséquent que le mouvement sera fortement hétéronome par rapport à des agents politiques ou idéologiques ou encore par rapport à un autre mouvement social. Un mouvement de niveau élevé est celui qui intègre en lui des revendications organisationnelles et des pressions institutionnelles, c'est-à-dire exercées sur une prise de décision. C'est aussi celui qui fait triompher l'action affirmative de classe sur l'action critique de destruction de l'ordre en crise.

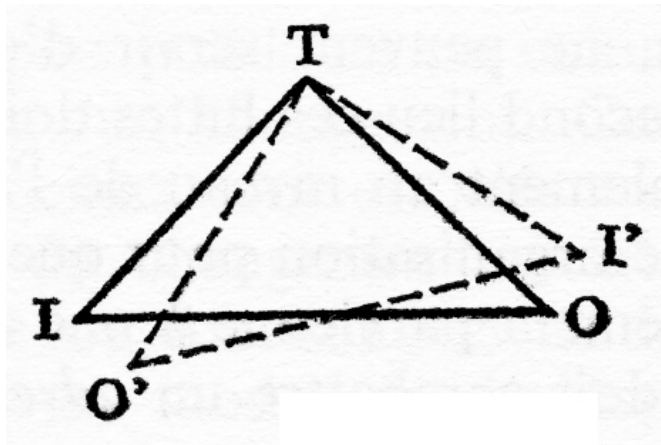
Un mouvement social n'intervient donc pas seul, n'est jamais complètement séparé de revendications et de pressions, de crises et de ruptures qui donnent naissance à des types différents de luttes. J'appelle luttes toutes les formes d'actions conflictuelles organisées menées par un acteur collectif contre un adversaire pour le contrôle d'un champ social. Un mouvement social est un type particulier de luttes, mais le plus important. Une lutte ne peut être reconnue comme telle que si elle répond à quatre conditions principales. D'abord elle doit être menée au nom d'une population concernée. Il existe des luttes ouvrières ou paysannes mais aussi des luttes de consommateurs ou d'habitants d'un quartier. Des mouvements d'idées ou d'opinions, un mouvement religieux ou des mouvements de tolérance, si importants soient-ils, ne peuvent servir d'objet directement à notre réflexion. En second lieu ces luttes doivent être organisées et ne pas exister seulement au niveau de l'opinion, car il faut qu'existe une certaine organisation pour que le conflit se précise et pour que le mouvement parvienne à une certaine intégration. En troisième lieu il doit combattre un adversaire qui peut être [114] représenté par un *groupe social* même si, comme c'est souvent le cas, l'adversaire est défini en termes plus abstraits : le capitalisme ou l'État. L'absence d'un adversaire précis réduit la lutte à un courant modernisateur ou anti-modernisateur. Le mouvement des femmes, fortement marqué par sa tendance modernisatrice, opposé aux traditions et aux principes, a cherché à s'approfondir en définissant son adversaire plus précisément, qu'en opposant les femmes aux non-femmes, c'est-à-dire aux hommes. Le succès de cette entreprise commande son importance comme lutte et *a fortiori* comme mouvement social. Enfin le conflit avec l'adversaire ne doit pas être spécifique ; il doit être un problème social qui concerne l'ensemble de la société ; ce qui sépare une lutte de l'action d'un groupe de pression dont les objectifs sont plus limités. Aucune catégorie sociale n'est par nature et indéfiniment porteuse de luttes ou de mouvements sociaux. Un des thèmes les plus riches de la recherche sociologique est l'émergence de nouveaux acteurs à partir soit de courants d'opinion, soit d'innovations modernisatrices, soit de problèmes sectoriels plus limités.

Il est nécessaire de classer les luttes à partir des principes d'analyse déjà donnés. D'une part de la distinction faite entre les trois

principaux systèmes d'action : l'historicité, les institutions et les organisations et d'autre part de l'opposition entre les luttes affirmatives, qui cherchent à accroître l'emprise de l'acteur sur un champ, et les luttes critiques de défense contre une domination non légitimée par l'historicité, donc en crise.

*Luttes affirmatives - niveau de l'historicité :  
mouvement social.*

Ce type de lutte est au centre de nos préoccupations. Il a déjà été analysé et peut être représenté ainsi :

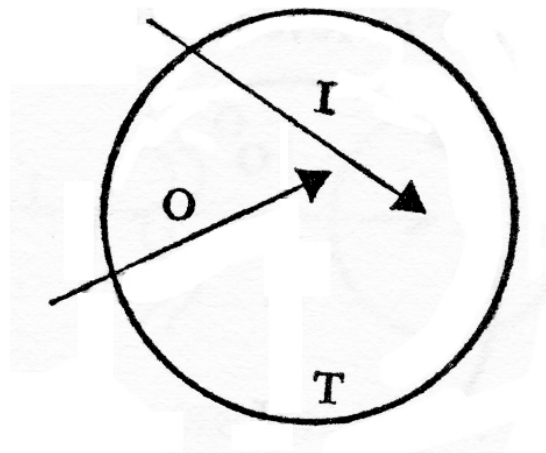


[115]

Les deux acteurs (I et I') sont chacun un adversaire pour l'autre (O et O') sans cependant que coïncide la définition de l'acteur par lui-même et celle que son adversaire donne de lui. Les acteurs ont en commun l'enjeu (T) de leur conflit.

*Luttes affirmatives - niveau institutionnel :  
pressions institutionnelles ou politiques.*

L'acteur cherche à augmenter son influence sur la prise de décision dans des limites définies par les orientations culturelles de l'historicité et par une domination de classe. Cette lutte se situe à l'intérieur d'institutions et de procédures considérées comme légitimes mais, comme toute stratégie, elle n'exclut pas le recours à la force. Les efforts des syndicats pour se faire reconnaître, pour participer à la discussion et aux décisions dans les domaines qui affectent les conditions de travail, relèvent de ces luttes et forment un type de syndicalisme que j'ai nommé syndicalisme de contrôle. Celui-ci n'exclut nullement le recours à la grève ou à divers ordres de pression, qui répondent à celles que la direction de l'entreprise exerce, avec des moyens plus considérables, sur les travailleurs. On peut représenter ainsi la pression institutionnelle : I est l'acteur, O son adversaire. Ils rivalisent d'influence pour obtenir une décision institutionnelle.

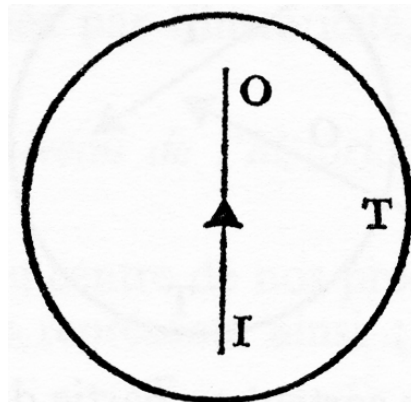


Le fait que les flèches sortent en partie du champ institutionnel rappelle que les acteurs ne se situent pas entièrement à l'intérieur de celui-ci mais que leur action vise à modifier les décisions qui y sont prises. Le syndicalisme ouvrier, après avoir été le mouvement social de la société industrielle, tend dans la plupart des pays industrialisés à se limiter à cette pression institutionnelle. [116] C'est surtout vrai dans les pays sociaux-démocrates où la participation des syndicats aux dé-

cisions a été organisée depuis longtemps. Il existe pourtant, mêlée à ces formes institutionnalisées de conflit, une conscience de classe qui demeure forte au cœur de la production industrielle ainsi que d'autres types de luttes. La pression institutionnelle, qui privilégie un niveau intermédiaire de l'action collective et du système social, est en effet constamment débordée d'un côté par des revendications plus immédiates et de l'autre par une action de classe.

*Luttes affirmatives - niveau organisationnel :  
revendications.*

Luttes pour l'amélioration de la position relative de l'acteur à l'intérieur d'une organisation hiérarchisée ; combat contre l'autorité. Les acteurs se situent ici à l'intérieur de l'organisation. Ils luttent pour un meilleur salaire, des conditions de travail moins dures, un changement des formes de commandement. Rappelons une fois encore qu'une revendication concrète dans une usine peut porter d'autres types de lutte qu'une action revendicative. Ce qui justifie à la fois le rôle des syndicalistes qui font monter les revendications jusqu'au niveau de la pression institutionnelle et du mouvement social et celui du sociologue qui cherche à séparer les composantes d'un événement historique comme une grève. On représente la revendication par ce schéma :



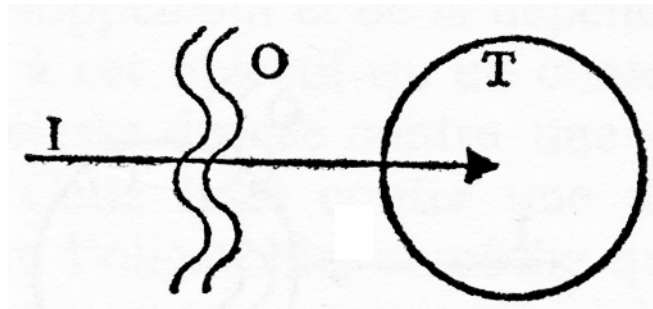
qui rappelle que toute organisation, figurée ici par le cercle T, repose sur un système d'autorité et que toute revendication vise à modifier la position relative de l'acteur (I) sur une échelle hiérarchique gérée par les chefs (O). Ceux qui réclament l'égalité de droits, de chances ou de



rémunérations pour une catégorie [117] considérée comme sous-privilegiée ou victime d'une discrimination ne vont pas au-delà de ce niveau revendicatif, même s'ils défendent leur cause avec la plus grande combativité. Inversement aucun mouvement social ne se construit solidement s'il ne repose pas sur une large base revendicative à laquelle il laisse une grande autonomie, en même temps qu'il cherche à s'élever à un niveau plus haut de contestation.

*Luttes critiques - niveau organisationnel :  
conduites de crises.*

Tout en restant au même niveau que les revendications, ces luttes sont d'une nature bien différente. Elles ne visent plus à améliorer la position relative de l'acteur dans un ensemble mais à le défendre contre une crise, par exemple contre le chômage ou contre des changements qui menacent les anciennes formes d'organisation sociale et culturelle, par exemple à la suite de la pénétration de nouvelles formes d'activité économique ou de nouvelles croyances. Une conduite de crise ne peut être que négative ; elle n'imagine pas une nouvelle organisation sociale, elle cherche à rétablir celle qui a été ébranlée, soit dans ses activités économiques, soit dans ses normes sociales de fonctionnement, soit dans ses croyances et ses représentations. L'adversaire est alors ce qui sépare l'acteur (I) de l'organisation (T) ; il est un obstacle (O) plus qu'un ennemi, ce qui peut être représenté ainsi :

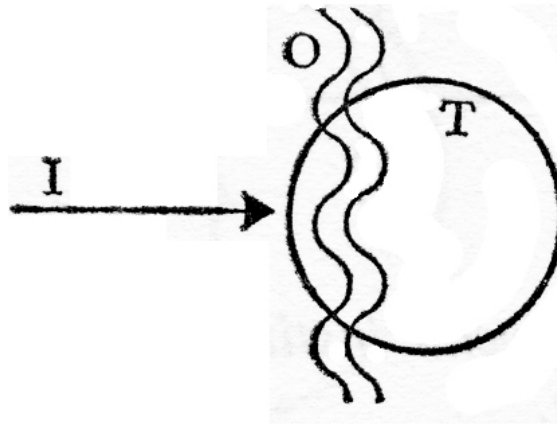


*Luttes critiques - niveau institutionnel :  
conduites de blocage.*

Ces luttes sont la contrepartie des pressions institutionnelles. Souvent les unes et les autres se mêlent dans la même lutte. Une grève et plus généralement le recours à la force intervient parce que l'acteur ne peut pas obtenir un meilleur accès à la décision dans le cadre des institutions existantes. La mobilisation effectuée [118] - il faut employer ici des expressions militaires pour souligner que l'action ne se place pas à l'intérieur d'un champ d'action social - en appelle à ce qui est au-delà du négociable.

Comme dans le cas précédent, cette action critique vise moins à transformer un système social, ici le système politique, qu'à remplir un vide. Dans les sociétés dépendantes les mouvements populistes ont été en grande partie des pressions exercées par ou pour les « marginaux », les exclus, pour participer au système de décision politique. Participation qui est alors conçue comme une fin et non comme un moyen au service par exemple d'une lutte de classe. Action purement politique qui peut être violente comme les conduites de crise, ce qui l'oppose à l'orientation instrumentale des pressions institutionnelles et des revendications organisationnelles.

Ch. Tilly \* a donné une analyse générale de la violence politique en l'expliquant par la lutte de certains groupes sociaux pour acquérir ou ne pas perdre une place dans le système politique. Il souligne ainsi la liaison entre la violence et ce que je nomme la pression institutionnelle. La violence prend donc des formes limitées dans les situations de simple blocage, c'est-à-dire de fermeture limitée du système institutionnel. Si celui-ci est entièrement clos, comme dans une société autocratique, les luttes sont contraintes de monter tout de suite au niveau le plus élevé ou au contraire de se dissoudre sous les coups de la répression. Ce type de lutte peut être représenté ainsi :



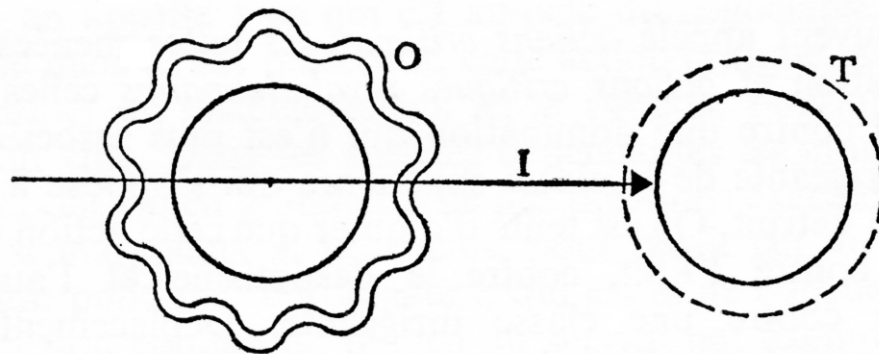
L'acteur (I) n'a pas accès au champ de décision (T) ; celui-ci est occupé par l'adversaire (O) qui en garde les portes. L'acteur est en lutte directe contre son adversaire mais il cherche encore à forcer l'entrée d'une institution dont il ne conteste donc pas la légitimité.

[119]

*Luttes critiques - niveau de l'historicité :  
action révolutionnaire.*

J'ai souvent appelé *actions critiques* les luttes menées contre une privation et *actions critiques révolutionnaires* celles qui se soulèvent contre une domination qui n'est plus associée à une action dirigeante de la classe supérieure qui s'oppose à l'historicité et la détruit. On est tenté d'ajouter que cette action critique s'exerce contre l'État, contre le despotisme et l'autocratie plus que contre une classe dirigeante. Déplacement d'une extrême importance historique et qu'on analysera dans le prochain chapitre mais qui ne doit pas faire oublier que l'action révolutionnaire est destruction d'une domination de classe et pas seulement assaut contre un pouvoir d'État, même si elle s'associe facilement à la conquête du pouvoir d'État. Une telle action révolutionnaire n'existe que si elle conteste la domination de classe au nom d'une réappropriation communautaire de toutes les formes de production de la société par elle-même.

Donc, comme dans les deux cas précédents, cette action critique vise à restaurer une collectivité. Ce qui se voit surtout dans les pays colonisés ou dépendants. Ils subissent une domination et même une double domination, puisque la dépendance à l'égard de l'étranger maintient ou renforce une classe dominante nationale qui maintient des privilèges archaïques. La lutte contre cette domination a pour objet principal l'indépendance, la libération du sous-développement et de la dépendance, mais il serait faux de ne donner à cet objectif qu'un contenu national ; il est chargé de lutte de classe dirigée contre une oligarchie liée aux intérêts étrangers. Cette lutte contre une domination proprement sociale, contre l'oligarchie, empêche qu'il y ait une séparation complète entre un mouvement social et l'action révolutionnaire, bien qu'ils soient très différents l'un de l'autre. Ils sont les deux faces de la lutte des classes et seul leur mélange crée les grandes luttes historiques. Une conscience de classe entièrement affirmative risque fort de se dégrader en pression institutionnelle et en revendications organisationnelles, comme le montre l'histoire du syndicalisme. À l'inverse une action révolutionnaire pure tend à n'être qu'une forme d'ébranlement sans [120] projet social ou même le marchepied d'un nouvel État ou d'une nouvelle classe dirigeante. Écrire veut dire que l'action révolutionnaire menée par l'acteur (I) détruit un ordre social entièrement enfermé dans une domination de classe (O) et vise à créer un nouvel ordre (T) entièrement orienté par son action de classe ; cet objectif n'est donc plus un enjeu commun aux adversaires : nous sortons complètement ici d'un champ de rapports et de mouvements sociaux ; ce qu'exprime clairement le thème de la dictature du prolétariat.



La rupture des rapports de classes et leur remplacement par l'antinomie de l'ordre et de l'exclusion, du privilège et de la misère, conduit à l'opposition de deux totalités, au conflit manichéen de la société bourgeoise et de la société prolétarienne, ce qui revient au choc entre la non-société bourgeoise réduite à la reproduction de privilèges et la non-société prolétarienne, vide post-révolutionnaire, vite rempli par un agent tout-puissant de transformation historique, État-parti qui ne conserve que dans sa doctrine la marque de son origine révolutionnaire. Les luttes sociales, à la différence des positions politiques, ne peuvent pas être placées sur un spectre, allant par exemple de la droite à la gauche. Opposer l'attitude réformiste à l'attitude révolutionnaire est plus dangereux qu'utile ; c'est une transcription des luttes sociales en termes purement politiques. Il faut au contraire opposer contestation et rupture, projet positif et action critique, comme les deux faces des luttes et non comme deux degrés de radicalité. Les luttes affirmatives associent modernisation culturelle et conflit social ; elles pénètrent dans les relations sociales de tous ordres et défendent les droits d'un sujet. Ceux qui parlent [121] de démocratie de base et d'autogestion, ceux qui insistent sur l'indépendance d'acteurs sociaux concrets et ceux qui donnent à leur action des fondements moraux sont du côté des mouvements affirmatifs. Ceux au contraire qui luttent d'abord pour se libérer de l'insupportable, pour mettre fin au scandale, en même temps qu'ils veulent rompre un pouvoir, acceptent que leur action soit prise en charge et dirigée par des agents politiques, voire militaires. Plus ils attaquent des pouvoirs et un État sous une forme extrême et moins ils agissent au niveau de la culture et des formes élémentaires des relations sociales : l'autorité, l'influence. Un projet affirmatif de transformation tend souvent à se dégrader en replâtrage ou en adaptation du pouvoir combattu ; une lutte critique, faite de révolte et de rupture, évite cet affaiblissement mais risque de servir à la formation d'un nouveau pouvoir et à l'aggravation de la distance entre les dominants et les dominés. Dans beaucoup de situations les deux orientations des luttes sociales se sont mélangées sans jamais se confondre ; de même pour les trois niveaux présents en chacune d'elles. Les débats des sociaux-démocrates allemands, autrichiens et russes avant 1914 ont été dominés par l'opposition de l'action parlementaire et de la lutte révolutionnaire et plus précisément

encore de la masse et du parti. Aujourd'hui en France même, comme en Italie ou en Espagne, ce que certains nomment eurocommunisme est la recherche d'un compromis toujours instable entre une organisation et une action révolutionnaire d'un côté et la participation à un régime de démocratie représentative de l'autre. La succession des accords et des ruptures entre partis de gauche, que la France a connue de 1972 à 1977, témoigne de l'opposition profonde entre deux ordres de luttes et de la difficulté de les combiner solidement dans une conjoncture qui appelle à la fois modernisation, transformation et rupture.

Cette classification des luttes vise beaucoup moins à séparer des types qui apparaissent rarement à l'état pur qu'à éclairer les conditions de formation des mouvements sociaux, synthèse instable d'action de classe et de rupture révolutionnaire, de pression institutionnelle et de révolte contre la crise. Une telle analyse peut heurter la sensibilité des acteurs dont l'idéologie construit une image simple, fortement intégrée, de la lutte qu'ils [122] mènent, mais la sociologie ne trouve sa voie qu'en s'éloignant des idéologies.

C'est un des objectifs principaux de la méthode d'intervention sociologique, exposée dans la seconde partie de ce livre, de dépasser cette résistance de l'acteur.

Cette multiplicité des sens d'une lutte ne l'affaiblit pas : une action de classe ne se situe jamais entièrement à son propre niveau ; elle ne parvient à être elle-même qu'en prenant en charge revendications et pressions, ce qui suppose qu'une action organisée, des dirigeants et des idéologies, intervienne pour faire sortir les problèmes généraux des revendications particulières. Mais cet appareil tend constamment à devenir un pouvoir, un contre-État, à préparer un ordre qu'il institue déjà à l'intérieur du mouvement, qui devient parti, armée, et finalement terreur.

Cette interdépendance des formes d'action historique les plus opposées explique l'importance toujours centrale d'une réflexion sur la *violence* dans l'analyse des mouvements sociaux. Rien n'est plus opposé que le projet d'un mouvement et la violence qu'impose une domination ou les contradictions d'un ordre social. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, le syndicalisme comme association volontaire, comme projet politique et social, a été construit et animé surtout par des ouvriers

qualifiés, producteurs et travailleurs parlant au nom du travail et du progrès contre le capitalisme, ses choix irrationnels en même temps qu'injustes, la crise et le chômage dont il se nourrit. Mais l'action ouvrière a aussi été portée par des chômeurs, par des manœuvres, qui étaient davantage des prolétaires que des ouvriers, des exploités que des compagnons. Moins capables de s'organiser, ils ont pourtant formé la grande force des syndicats à l'époque moderne, sans pour autant qu'une action positive de classe et une action négative, plus tournée vers l'intervention politique, parviennent jamais à s'unir complètement. Si le rôle de la violence est grand à la base du mouvement ouvrier, il l'est plus encore dans les mouvements en lutte contre un État despotique ou contre une domination extérieure. Les révolutions sont rarement faites contre des classes dirigeantes ; elles visent à abattre un pouvoir d'État despotique, entrave au changement, ou à se libérer d'une domination étrangère, militaire et économique. Cette forme de [123] violence est d'autant plus présente que les rapports de classes sont plus faibles, que les institutions sont plus bloquées et que l'organisation sociale est davantage en crise. Elle n'est pas la simple expression d'une telle crise mais manifeste la dégradation d'un mouvement social qui ne parvient pas à se constituer dans de telles situations et dont la visée d'un enjeu culturel, le projet, est remplacée par le désir de mettre fin à l'absence d'enjeu et à la clôture par l'État du champ des rapports sociaux. Elle est ambiguë : elle est un appel à un mouvement social et souvent aide celui-ci à se former mais elle peut devenir simple terrorisme, conduite extrême de crise, dont l'apparition est plus probable quand l'acteur n'occupe pas une position claire dans les rapports de classes et se définit au contraire par son opposition à l'État. C'est pourquoi le terrorisme, qui a joué un rôle très restreint dans le mouvement ouvrier, est si important dans les mouvements nationalistes, car celui qui s'oppose à l'État, national ou étranger, ne peut aller au-delà du coup d'État, de la violence purement politique, puisqu'il n'est pas situé dans des rapports de classes. La violence dont les peuples ont l'image la plus positive est celle qui oppose un peuple à un État, parce qu'elle est la plus associée à un mouvement social, réel ou virtuel. Violence révolutionnaire du peuple envahissant les palais, renversant les institutions au service de la classe dirigeante ou de l'autocratie. Violence qui peut être militaire, celle des soldats de l'an

II et de la campagne d'Italie ou celle de l'Armée rouge de Trotsky. Chacun sait que Bonaparte devint Napoléon et que Trotsky fut aussi partisan d'écraser les révoltés de Cronstadt : la violence révolutionnaire est proche de la terreur jacobine ou du totalitarisme communiste. Mais ceci, que nul n'est tenté d'oublier, n'empêche pas le plus grand nombre - dont je suis - d'être fasciné par les grands brasiers de l'histoire, par ces moments où le mouvement social et la crise révolutionnaire se confondent avant d'être réduits en cendres par un pouvoir absolu. Rien n'est plus éloigné d'un mouvement social que la guerre et pourtant les plus grandes guerres ont eu leur charge de mouvement social ; c'est pour cette raison qu'elles ont été plus extrêmes que les manœuvres stratégiques du XVIIIe siècle.

J'écris dans un pays qui a cessé d'être une grande puissance [124] après avoir été un des éléments centraux du système des relations internationales : pays qui oublie vite le rôle que l'État et les guerres jouèrent dans son histoire et qui est tenté, plus qu'il ne s'en rend compte lui-même, par une image purement civile des mouvements sociaux, bien que le parti communiste soit en son sein une force créée et organisée pour la révolution et la guerre sociale. Il est important d'y rappeler que l'ombre comme la lumière, le projet mais aussi la rupture, l'espérance et la révolte, la guerre autant que la liberté sont les enfants de l'historicité. Que ces mots sont faibles pour saisir les formidables réalités historiques qu'ils désignent ! Mais à quoi bon construire jusque dans le détail une grille de lecture des mouvements sociaux et révolutionnaires. C'est à propos de chacun d'eux et d'abord de ceux à l'étude desquels ce livre introduit que s'enrichiront les concepts et que leur utilité se vérifiera.

### *Une société, un mouvement.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Autant la diversité des luttes est grande, autant chaque type de société est animé par *un seul* mouvement social pour chaque classe sociale. A un système d'action historique correspond un rapport de classes principal et par conséquent un couple de mouvements sociaux antagonistes. Le système d'action historique est l'enjeu le plus direct de



leur conflit. Mouvement social et lutte de classe sont des expressions synonymes ; la première sera seule employée ici car parler de lutte de classe semble indiquer que des classes, définies objectivement, entrent en lutte pour défendre des intérêts contradictoires. Parler de mouvement social affirme au contraire qu'il *n'existe pas de rapports de classes séparables de l'action de classe*, de ses orientations culturelles comme du conflit social où elle est placée.

Il m'arrivera souvent de parler de mouvements sociaux ou, ce qui revient au même, de mouvement étudiant, de mouvement occitan ou de mouvement des femmes. Il est difficile en effet de refuser des expressions aussi courantes ; mais elles ne sont acceptables que si on n'oublie pas en les utilisant qu'elles portent l'hypothèse que le mouvement social populaire des sociétés [125] programmées se manifeste dans les luttes des étudiants, des occitans ou des femmes. Car l'unicité du mouvement social de chaque classe a pour complément sa fragmentation entre diverses luttes. Nous oublions parfois en parlant du mouvement ouvrier qu'il a été de la même manière présent dans des syndicats, des partis, des coopératives, des mutuelles, des municipalités, des associations culturelles. L'unité du mouvement ouvrier ne peut pas être confondue avec l'existence, toujours irréaliste, d'une organisation qui engloberait tous les aspects de l'action ouvrière. Il reste à écarter deux contresens possibles dans la conception des mouvements sociaux.

1. *Un mouvement social n'est pas un phénomène marginal* de déviance ou de conflit extrême. Il est vrai qu'il se manifeste, surtout au début de son histoire, par des ruptures et des contestations fondamentales. Mais rien ne serait plus faux que de le réduire à ces comportements. Les mouvements sociaux sont la trame de la vie sociale et, associés aux orientations de l'historicité, produisent les pratiques sociales à travers les institutions et l'organisation sociale et culturelle. Dans la société industrielle, le mouvement ouvrier et celui des maîtres des entreprises, c'est-à-dire les acteurs du conflit industriel, sont les acteurs historiques à partir desquels doit être compris l'ensemble de la société. Les recherches dont ce livre ouvre la publication veulent apporter une réponse à la question : *quel est le mouvement social qui occupera dans la société post-industrielle le rôle central qui fut celui*

*du mouvement ouvrier dans la société industrielle et celui du mouvement pour les libertés civiques dans la société marchande ?*

Le plus vite possible d'autres recherches devront étudier le mouvement technocratique qui a pris la place du mouvement des industriels et qui, comme lui, prend des formes très différentes selon qu'il se trouve dans un pays capitaliste, dans un pays communiste ou dans un régime nationaliste.

Si on ne considère plus une société mais une formation sociale, on peut évidemment y trouver plusieurs mouvements sociaux, correspondant chacun à un des systèmes d'action historique dont la combinaison constitue la formation sociale. Encore est-il probable que seul le mouvement social correspondant au système [126] d'action historique dominant peut être fortement constitué. Le ou les autres sont entraînés soit vers l'institutionnalisation, soit au contraire vers des conduites de crise ou de blocage.

2. Une autre erreur serait de croire que les mouvements sociaux sont dans leur définition même des *agents de changement historique*, des forces de transformation du présent et de construction de l'avenir. Interprétation d'autant plus tentante et d'autant plus dangereuse qu'elle se justifie souvent en faisant appel au concept d'historicité interprété comme la production de l'avenir, peut-être même comme une programmation générale du changement social. Un tel usage des concepts d'historicité et de mouvement social est entièrement contraire à celui que j'en fais depuis de nombreuses années et qui n'a pas varié. J'ai insisté de plus en plus fortement sur la nécessité de *séparer l'analyse synchronique et l'analyse diachronique*, celle du fonctionnement et celle du changement, en se débarrassant de tout évolutionnisme. Une société qui possède une très forte capacité d'intervention sur elle-même doit assurément être définie en termes de mouvement plus que d'ordre mais elle constitue, comme les autres types de sociétés historiques, un système d'action historique particulier et rien ne permet d'affirmer que ce système ne sera pas remplacé par un autre. Un mouvement social se place à l'intérieur du champ d'historicité dont il est un des acteurs principaux. Il naît et meurt avec la société dont il fait partie. Rien n'est plus vain que les grandes visions évolutionnistes qui suivent la montée des travailleurs, celle du bonheur

ou la progression du niveau de vie depuis l'antiquité la plus reculée. Les mouvements sociaux des diverses sociétés peuvent être analysés à l'aide des mêmes concepts mais leur contenu est différent. Nous avons de la peine à le reconnaître au moment où un mouvement social entre en décadence avec le type de société dont il fait partie mais garde encore une importance politique très supérieure à celle des premières formes, contradictoire et instable, du nouveau mouvement social.

[127]

### *Au-dessus et au-dessous des mouvements sociaux.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Il faut ouvrir plus largement encore les recherches sur les mouvements sociaux et plus concrètement sur les luttes. Celles-ci se situent dans les divers systèmes d'action, champ d'historicité, système institutionnel et organisation, tant sur leur face de lumière que sur leur face d'ombre. Mais un mouvement social déborde ces limites. D'un côté il s'élève jusqu'aux orientations culturelles de la société, si haut parfois qu'il semble se détacher de tout conflit social ; de l'autre il descend si profondément dans les situations de crise qu'il semble s'y décomposer et se perdre dans la marginalité.

1. Le mouvement social peut pénétrer au cœur de l'historicité, puisque jamais celle-ci n'échappe entièrement aux conflits de classes, ne plane au-dessus des rapports sociaux. Le mouvement social semble alors se confondre avec un courant *modernisateur*, critique de traditions qui ont perdu leur raison d'être. Ce qui l'en sépare est qu'il combat une domination et par conséquent se situe constamment dans le champ des rapports sociaux.

De tels *mouvements culturels* annoncent l'apparition de nouveaux mouvements sociaux ; ils ne combattent pas directement un adversaire de classe et prennent garde à ne pas devenir un simple terrain d'application pour d'autres mouvements sociaux. Mais en combattant des formes archaïques de domination sociale qui se sont cristallisées dans la conscience collective, ils affaiblissent la classe dirigeante qui n'est jamais indépendante d'un bloc dominant. Mais une classe dirigeante

montante attaque aussi le passé pour mieux asseoir son pouvoir et s'appuie de la même manière sur des courants et sur des intellectuels modernisateurs. De là l'ambiguïté de ces mouvements culturels. Ils sont portés le plus souvent par l'élite dirigeante, salons de l'aristocratie ou milieux intellectuels, mais ils sont nourris aussi de revendications populaires, dressées contre le double poids d'une domination de classe et de la transmission d'un héritage d'inégalités et de privilèges. Les mouvements culturels sont instables ; ils se divisent vite. D'un côté une tendance modernisatrice qui [128] n'échappe à l'élite dirigeante qu'en se réfugiant dans une critique intellectuelle de portée restreinte ; de l'autre une tendance contestataire, révolutionnaire, puisqu'elle lutte à la fois contre le mort et contre le vif de la domination sociale. Face à ces mouvements culturels « progressistes » se situent ceux qui, comme toutes les actions critiques, luttent contre une crise et cherchent à rétablir des valeurs. Les modèles culturels du passé flottent dans notre société sans trouver d'expression sociale directe. Ils peuvent être saisis par des groupes nostalgiques qui voudraient retrouver l'unité d'une civilisation perdue, que ce soit l'idée de Dieu ou celle de progrès ; ils sont plus souvent réinterprétés par les nouveaux mouvements sociaux et surtout par les actions critiques, avides de retrouver un principe qui remplace le vide créé par la crise. C'est ainsi que les conduites de crise sont réinterprétées en France, en particulier dans les classes moyennes, en termes *religieux*, ce qui donne naissance à des mouvements communautaires mêlés à un engagement politique souvent plus près de l'attente eschatologique que de la stratégie et de la négociation.

2. À l'extrême opposé des mouvements culturels des lambeaux de mouvement social descende plus bas que la crise organisationnelle, là où se répandent la violence et le défi. La frontière n'est jamais nette entre les mouvements contestataires et les conduites de refus ou de révolte du sous-prolétariat. Il est plus difficile encore de situer le passage de ce refus ou de cette *révolte* à l'hyper-conformisme du marginal qui vole pour atteindre les objets de consommation que la société lui propose tout en refusant les moyens considérés comme légitimes de les acquérir. Ambiguïté par exemple des révoltes de prostituées, enfermées dans le mépris et la répression mais aussi fascinées

par l'argent. Dans cette pénombre on n'aperçoit presque toujours, du côté de l'analyse, que ceux qui parlent avec bonne conscience de déviance ou ceux qui, de manière plus religieuse que sociale ou politique, trouvent dans la chute la marque du sacré et de la grâce. Rien ne semble plus éloigné de la contestation et de la volonté de transformation sociale que les conduites provoquées par la rupture des relations sociales, le rejet ou l'abandon. Mais [129] dans toute lutte sociale est présente aussi une contestation contre la société, une agressivité contre les personnes et les biens, un désir, comme disait un des étudiants avec qui nous avons travaillé à Amiens, de « casser la baraque ». C'est seulement la réinterprétation et la reprise par une lutte sociale, avec ce qu'elle comprend de solidarité et de responsabilité, de ces conduites de destruction et d'autodestruction qui peut en libérer ceux qui y sont enfermés. Notre programme de recherches actuel n'ose pas encore s'approcher de ces problèmes difficiles. Mais il devra les aborder, quand ses méthodes auront été approfondies et affermies, car l'analyse des mouvements sociaux doit permettre de porter un regard neuf sur toute la gamme des conduites sociales, depuis l'innovation culturelle jusqu'à la folie et à l'autodestruction.

### *L'idéologie.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Un mouvement produit une *idéologie*, c'est-à-dire une représentation de ses rapports sociaux ; il produit aussi une *utopie* par laquelle il s'identifie à l'enjeu du combat, à l'historicité elle-même ; mais il ne peut pas intégrer cette idéologie et cette utopie, ce qui n'est possible que si on se place du point de vue du rapport social et non plus du point de vue de l'acteur. Seul le sociologue y parvient ; encore est-ce seulement dans son analyse. S'il veut transformer celle-ci en directives il n'est plus qu'un doctrinaire dont l'influence affaiblit l'action.

On ne peut être à la fois juge et partie. L'idéologie s'oppose à la sociologie comme la vision qu'a l'acteur de la relation s'oppose à la connaissance de l'acteur à partir de la relation.

Un mouvement social ne peut, être entièrement son propre analyste parce qu'il est nécessairement organisé. Devenant un personnage il produit une idéologie. Lorsque l'organisation est forte, lorsqu'un mou-

vement se place tout entier à l'intérieur d'une association volontaire, la résistance idéologique à l'analyse est très forte ; elle peut être infranchissable. Au contraire quand une lutte déborde toutes les associations, ce qui est le cas des plus importantes et ce qui indique la présence probable d'un mouvement social, elle est beaucoup plus capable de mener sa [130] propre analyse. Encore celle-ci ne se présente-t-elle pas comme telle mais sous une forme éclatée, comme un ensemble de débats. L'analyse ne peut passer que par la faille qui sépare un mouvement de son organisation.

L'*utopie* de la classe ouvrière est le socialisme, c'est-à-dire la société des travailleurs. La classe ouvrière et le progrès n'y font plus qu'un et détruisent les obstacles irrationnels que le profit et les privilèges privés dressaient sur la route du progrès collectif. Du coup la classe ouvrière devient moins une force sociale qu'une force naturelle, nouveau Gargantua débordant de vie. Son *idéologie* est au contraire celle de la lutte, de l'opposition des intérêts, qui conduit à la guerre sociale, à la mobilisation des forces populaires, à l'organisation du combat par des états-majors. Autant l'utopie est naturaliste autant l'idéologie est politique.

Du côté de la classe *dirigeante* l'*utopie* identifie de même l'acteur à l'historicité. Elle chante le mouvement, l'innovation et l'enrichissement qui triomphent des résistances opposées par les préjugés et les routines. Mais elle fait moins appel à la nature qu'à la raison qui donne à la domination sociale le garant de l'objectivité. La même différence se marque dans l'idéologie. Celle de la classe dominante n'exalte pas la lutte et sa stratégie mais la rationalité de l'ordre, les lois de l'économie, de l'équilibre ou de la croissance. Marx a donné la critique classique de cette réduction idéologique par la bourgeoisie des rapports sociaux aux lois de l'économie politique. Toute idéologie de classe dominante tend donc à s'imposer comme *idéologie dominante*, à parler en termes universels tout en disposant d'un pouvoir particulier. Mais son triomphe n'est jamais complet. D'une part parce qu'il ne peut pas s'emparer entièrement de l'historicité : un modèle culturel ou un mode de connaissance ne sont jamais purement idéologiques. La religion n'est jamais seulement l'opium du peuple. D'autre part parce que la résistance de la classe populaire n'est jamais abolie et que la classe dirigeante ne peut donc pas parler au nom d'une société entièrement

intégrée. Elle doit toujours recourir à la *répression* en même temps qu'aux discours justificateurs. La bourgeoisie est convaincue de son rôle progressiste ; c'est son utopie, mais quand elle parle de rationalisation et de lois de l'économie, elle n'oublie jamais que ce sont des [131] armes contre le mouvement ouvrier. Le fait que la classe dirigeante ne puisse pas plus que la classe populaire unir entièrement son utopie et son idéologie interdit d'accepter la réduction des pratiques sociales aux discours d'une idéologie dominante. Entre l'utopie et l'idéologie de la classe dirigeante s'interposent toujours les luttes sociales. Tout n'est pas reproduction parce que le conflit et la répression sont toujours présents.

Parallèlement l'idéologie de la classe dominante ne peut jamais être identifiée à un garant métasocial de l'ordre social. Celui-ci n'est pas produit et utilisé dans son propre intérêt par la classe dirigeante ; il est le fondement non social qu'une société donne à son action sur elle-même. Cette distance des rapports sociaux aux garants métasociaux explique que ceux-ci aient toujours été liés à l'État, principe d'unité et par conséquent non social, commandant la vie sociale. Plus s'étend le champ de la société, en même temps que s'affaiblissent les garants métasociaux, et plus le discours qui s'efforce de fonder non socialement l'historicité et les rapports sociaux est produit directement par l'État, jusqu'au moment où l'État totalitaire interdit tout appel aussi bien à la transcendance qu'à l'historicité pour s'imposer arbitrairement lui-même comme fondement unique du fonctionnement de la société. Certains nomment idéologie ces fondements non sociaux (métasociaux ou étatiques) de l'organisation sociale, ce qui ne peut être admis que si est écartée toute confusion entre l'idéologie de l'acteur et l'idéologie du système. Une telle confusion, celle des intérêts de la classe dirigeante et d'une culture, donc d'un ensemble de systèmes symboliques, doit être activement combattue.

## *Vie et mort des mouvements.*

### [Retour à la table des matières](#)

Tous les mouvements n'ont pas la même histoire mais tous naissent et meurent ; par conséquent tous s'élèvent puis s'abaissent sur l'échelle des niveaux de projet, acquièrent en mûrissant une intégration plus forte qu'ils perdent en vieillissant.

J'ai parlé de l'histoire naturelle des mouvements sociaux, pour rappeler qu'ils ne vivent pas d'un acte créateur constamment renouvelé. Plus les rapports de classes et à l'intérieur d'eux les [132] rapports de production (plutôt que de reproduction) occupent une place centrale dans la vie sociale et plus les mouvements sociaux parviennent à un niveau élevé. Quand les rapports s'institutionnalisent les mouvements sociaux se dégradent en pression politique. C'est ce qui se produit pour le mouvement ouvrier quand apparaît la société post-industrielle, même si cette évolution a été plus lente en France et en Italie que dans d'autres pays capitalistes. En passant d'un type de société à un autre on voit donc des mouvements sociaux descendre de niveau ou au contraire des luttes revendicatives s'élever et se transformer en mouvements sociaux. Dans les sociétés marchandes les mouvements sociaux sont des mouvements urbains ; leur base est la ville ou le quartier et leur objectif principal la liberté du citoyen, donc de l'habitant, et de la commune contre le seigneur, le prince ou les grands marchands. Dans les sociétés industrielles les mouvements urbains ne sont plus que des pressions institutionnelles. Aujourd'hui les problèmes urbains sont discutés au niveau de l'organisation : d'un côté problèmes d'aménagement, de l'autre problèmes de ségrégation, d'exclusion et de reproduction des inégalités. Dans les deux cas on est au plus loin du lieu des rapports de classes, qui s'est déplacé d'abord vers l'entreprise industrielle puis vers l'opposition des appareils de production et des territoires sociaux auxquels ils imposent leur pouvoir.

Inversement, au moment de la formation d'un type sociétal, les conflits de classes sont masqués par les alliances nécessaires à la rupture de l'ordre ancien. Quand les rapports de reproduction pèsent lourdement sur les rapports de production, les mouvements sociaux



sont largement recouverts par des mouvements modernisateurs. Ce qui est le cas dans notre partie du monde où la descente sur l'horizon du mouvement ouvrier a pour contrepartie la formation encore confuse de nouveaux mouvements, en symbiose avec des courants modernisateurs. Il serait faux de reprocher à un mouvement social naissant ou au contraire vieilli un bas niveau de projet ; c'est oublier que dans chaque situation existe un maximum d'action *historique possible*. Si l'action organisée se situe au-dessous de ce maximum elle est complétée et combattue par des mouvements sauvages. Si elle se situe au-dessus de lui elle est menacée par un excès d'utopie.

[133]

Première partie :  
Les mouvements sociaux

## Chapitre 5

---

### Les luttes historiques et l'État

[Retour à la table des matières](#)

Un mouvement social doit être isolé des luttes sociales plus concrètes qui se situent dans divers champs d'action sociale ou dans une combinaison de plusieurs d'entre eux. Mais les luttes sociales elles-mêmes ne sont pas immédiatement données à voir car elles se situent dans une perspective purement synchronique que l'analyse a dû construire. Les événements historiques qui manifestent des conflits collectifs sont plus complexes : ils mêlent des luttes sociales à d'autres qui relèvent des mécanismes de changement et que j'appelle ici *luttes historiques*. Cette nécessaire séparation des problèmes et des conduites qui relèvent du fonctionnement du système social d'un côté et de son changement de l'autre a plusieurs fois déjà été indiquée. Il faut maintenant la justifier plus directement et en tirer des conséquences pour l'étude des actions collectives. Je préciserai donc l'opposition que j'établirai entre mode de production et mode de développement, puis je montrerai qu'elle conduit à opposer parallèlement classe dirigeante et État, avant de me placer au croisement de ces deux axes, lieu central de la sociologie, pour définir leurs rapports ; enfin je considérerai les

modes d'intervention historique de l'État, donc ses rôles d'agent de changement historique et parallèlement les luttes historiques, c'est-à-dire les luttes menées à l'intérieur du passage d'un type de société à un autre.

### *Mode de production et mode de développement.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Rapports de classes et mouvements sociaux se placent dans un système d'action historique dont on peut nommer mode de *production* l'aspect économique. Un mode de production est [134] commandé par la dimension économique de l'historicité, c'est-à-dire par le niveau de la vie économique où s'applique l'investissement de la partie du produit consommable qui a été accumulée et non consommée. Dans les sociétés agraires simples l'investissement n'est employé que pour produire un excédent de production sans en transformer les méthodes, et en particulier pour assurer la subsistance et le genre de vie propre des guerriers et des prêtres. S'il est appliqué au niveau de la distribution, de l'échange des biens et des services, il produit une société marchande ; s'il sert à transformer l'organisation et la division du travail il donne naissance à une société industrielle ; enfin, s'il est employé pour transformer la production elle-même, c'est-à-dire pour créer des moyens de gestion et pour inventer de nouveaux produits, il produit une société post-industrielle ou programmée. Chacun de ces grands types sociétaux est donc caractérisé par un rapport de classes particulier ; toutes les sociétés marchandes comme toutes les sociétés industrielles ont le même rapport de classes qui est celui du marchand et du producteur - artisan ou agriculteur - dans le premier cas et celui de l'organisateur et du travailleur dans le second. Certains se sont opposés à l'idée de société industrielle parce qu'elle ne prenait pas en considération les rapports de classes ; ces critiques ont été le plus souvent fondées. Ma démarche est bien différente. Type sociétal, la société industrielle ne peut pas être définie en termes techniques ; elle ne peut l'être que par des rapports de classes spécifiques. En revanche je n'ai pas eu à parler de capitalisme ou de socialisme pour situer les rapports de classes, ce qui surprendra. Examinons donc ces termes tellement usuels qu'on ne se soucie même plus de les définir.

Ces mots semblent désigner des formes opposées de sociétés de classes : l'une serait dominée par les capitalistes, l'autre par les travailleurs. Mais les rapports de classes dans la société industrielle n'ont rien à voir avec les rapports de propriété. L'organisation du travail produit un accroissement de productivité et ce sont ceux qui détiennent le pouvoir d'organiser qui prélèvent ce profit : ils sont la classe dirigeante. Peu importe que le groupe dirigeant soit un propriétaire individuel, une société anonyme, une coopérative, une entreprise publique ou l'État lui-même. Il n'y a pas de différence du point de vue de leur situation de classe [135] entre les ouvriers américains et les ouvriers soviétiques. La conscience de classe ouvrière est de même nature dans tous les pays industriels et rien n'est plus semblable au freinage ou à d'autres formes de résistance aux pressions de l'organisation du travail ou du salaire au rendement dans un pays capitaliste que celles qui sont décrites dans les pays socialistes.

D'où vient donc la différence entre ceux-ci et ceux-là, si elle ne tient pas aux rapports de classes ? Elle ne tient pas au mode de fonctionnement d'une société mais à son mode de développement, de changement, en particulier à son mode d'industrialisation. Une société capitaliste est celle qui a été industrialisée par sa bourgeoisie nationale. Il n'existe aucune raison de ne distinguer que deux modes d'industrialisation. Même les typologies les plus simplifiées ne peuvent descendre au-dessous de cinq ou six types. J'ai moi-même distingué, outre les sociétés capitalistes, les sociétés dépendantes, dirigées économiquement par une bourgeoisie, mais étrangère, les sociétés colonisées, dirigées plus complètement par un appareil d'État étranger, les sociétés nationalistes, dont le développement est dirigé par un État national et les sociétés communistes dirigées par un État né d'une rupture révolutionnaire ou se réclamant d'elle.

Cette première formulation montre que le problème considéré ici est celui de la direction du changement et non celui de la domination sociale. L'économie de marché n'a pas de liens particuliers avec les rapports de classes. La gestion de l'économie ne peut être confondue avec les rapports sociaux de production. Il n'y a pas plus de raisons d'appeler toujours capitaliste une société que de la nommer constamment industrielle ou de dire qu'elle croit au progrès. Ce langage fait partie de la propagande des blocs : bloc capitaliste et bloc socialiste,

expressions qui ne veulent rien dire d'autre qu'empire américain et empire soviétique.

Pour bien marquer la séparation des deux axes principaux d'analyse d'une société, l'axe synchronique, celui du fonctionnement, et l'axe diachronique, celui du changement, je parlerai, à propos du développement non de classe dirigeante mais *d'élite*, groupe qui dirige un changement historique, non de classe populaire mais de *masse*, gouvernée par l'élite dirigeante. L'opposition de ces deux ordres de catégories est d'autant plus importante [136] que ce n'est pas un type général de société qui se transforme en un autre mais un ensemble historique et géographique concret, un *pays*, qui passe d'un type à un autre. Les acteurs principaux du changement ne peuvent donc pas être définis directement par référence au champ d'historicité et en particulier aux rapports de classes. Le changement s'opère dans une collectivité ; il est l'œuvre avant tout d'un agent qui impose à cette collectivité sa propre transformation en interprétant des pressions externes pour vaincre la résistance des systèmes de reproduction. Cet agent, défini par sa *souveraineté dans un ensemble territorial*, est *l'État*.

Le passage d'une collectivité d'un type de société à un autre ne peut pas plus être l'œuvre de toute cette collectivité que l'historicité ne peut être portée par une communauté. Le même ne peut pas devenir l'autre. Parce qu'une société forme un système, le passage d'un système à un autre suppose l'existence d'un agent particulier de transformation historique et d'une logique d'action qui n'appartiennent pas à la société, qui ne peuvent être nommés que l'État.

Cette séparation de deux ordres d'analyse est récente. Avant l'augmentation brutale de la capacité d'autotransformation des sociétés le principe de l'évolution sociale se confondait avec un garant métasocial de l'ordre social. Le monde de la transcendance commandait aussi une philosophie de l'histoire, aussi bien dans la philosophie chrétienne de la rédemption que dans la philosophie laïque du progrès.

L'idée de progrès au XIXe siècle repose sur le principe du passage naturel du simple au complexe, sur la pression exercée par la croissance des forces de production ou par l'augmentation de la densité démographique. Avant la société industrielle la société marchande manifestait plutôt la confiance en la marche triomphante d'une raison qui conquiert l'univers, ouvre des routes, fait pénétrer l'ordre de la

connaissance dans les ténèbres de l'ignorance. Au contraire plus la société est expliquée par l'action elle-même et plus *l'histoire est dans la société et devient historicité au lieu que ce soit la société qui soit dans l'histoire* conçue comme une évolution. L'idée de système social impose donc celle de la *discontinuité* entre les systèmes.

[137]

Plus une société possède une forte historicité, une grande capacité d'action sur elle-même, et plus aussi son changement est séparé de son fonctionnement. Avant l'industrialisation les sociétés semblaient définies, dans leur organisation même, par leur place dans une évolution. Après l'industrialisation elles sont définies à la fois mais séparément par leur fonctionnement et par leurs relations avec un environnement fait d'autres sociétés comme de conditions naturelles d'existence. Plus l'historicité est forte et plus il faut trouver en dehors d'elle une explication du changement. La capacité d'autotransformation d'une société, qui définit un niveau d'historicité, n'explique pas le passage d'un niveau d'historicité à un autre. Nous sommes encore trop dominés par une vision évolutionniste pour admettre aisément cette séparation du fonctionnement et du changement et pour reconnaître l'extériorité de l'État par rapport aux relations sociales.

Mais regardons autour de nous : est-ce le progrès de l'industrie ou l'intensification des communications de tous ordres qui déclenchent les transformations historiques partout dans le monde ? N'est-ce pas plutôt la guerre, la révolution, la destruction de la domination coloniale, l'affrontement des Empires ? Et tous ces bouleversements n'ont-ils pas comme acteur principal l'État ? Le changement historique global, qu'on nomme développement, ne peut plus être conçu comme le résultat de la croissance. Les deux notions, si souvent confondues, appartiennent à des ordres d'analyse différents. Le changement historique ne va pas sans discontinuité ; il est le passage d'un système à un autre, non la montée sur une échelle de modernisation ou de productivité. C'est pourquoi la capacité de changement historique d'une collectivité est associée à sa fragilité, à sa sensibilité aux stimulations et aux dangers venus de l'extérieur.

C'est la menace extérieure ou la conquête, la guerre ou l'impérialisme, la concurrence et la défense nationale, c'est l'univers des rapports inter-sociaux qui commandent le passage d'une société à une au-

tre. C'est là qu'est l'État, qui représente non pas des forces sociales mais une société, une unité politique en face d'autres, sur les champs de bataille et dans les guerres économiques. Comment se passer de lui pour comprendre l'apparition d'un [138] type nouveau de société ? Est-ce les capitalistes qui ont créé le capitalisme ? Mais d'où viennent alors ces acteurs qui précèdent le système auquel ils appartiennent ? Ce qu'on nomme l'histoire est un enchaînement de systèmes et de mutations, de rapports de classes et d'interventions de l'État. *L'État est l'agent principal du mode de développement comme la classe dirigeante est le personnage dominant d'une société.*

Ce qui a pendant longtemps, et malgré les faits les plus éclatants, empêché de reconnaître cette séparation du fonctionnement et du changement c'est que nous étions fascinés par l'exemple de la Grande-Bretagne puis par celui des États-Unis et par leur réussite exceptionnelle. Sociétés capitalistes par excellence où l'élite dirigeante est la classe dirigeante, où l'État est aux mains de la bourgeoisie, au moins à l'intérieur du territoire national. Coïncidence de l'agent principal du système et de l'agent principal du changement qui ne s'est jamais reproduite, car elle ne peut exister qu'au cœur du système capitaliste. Déjà elle n'était plus vraie dans la France du XIXe siècle où, comme Marx l'avait noté, la bourgeoisie n'avait pas élu Louis-Napoléon qui devait pourtant être le meilleur agent de développement du capitalisme. Elle l'était encore moins en Allemagne, où ce n'est pas la bourgeoisie mais Bismarck, les junkers et la bureaucratie qui créèrent l'Empire et sa puissance économique ; en Italie, unifiée par le Piémont monarchique et aristocratique, ou au Japon où l'empereur Meiji, appuyé sur les grands daimyos, chassa le shogun et les flottes étrangères. *Hors du lieu central du capitalisme État et classe dirigeante ne se correspondent jamais.* Dans la plus grande partie du monde c'est l'État industrialisateur qui commande aujourd'hui, car l'ensemble des pays qui furent colonisés sont engagés dans une industrialisation qui ne peut être menée par une bourgeoisie nationale faible ou inexistante et qui l'est par un État nationaliste, post-révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. La tradition libérale, reprise par certaines analyses marxistes, surtout dans la IIe internationale qui a identifié État et classe dirigeante, doit être combattue. L'État n'est pas indépendant des classes ; *il se situe sur un autre axe.* Parfois, et c'est le cas des

pays capitalistes hégémoniques, l'État est au service d'une classe dirigeante hégémonique ; le plus souvent ils sont séparés.

[139]

Un mode de développement est donc défini par la nature de *l'élite dirigeante* qui détient le pouvoir d'État ou plus concrètement par les rapports entre la classe dirigeante et l'élite dirigeante. Plus *on est au centre du mode de développement capitaliste et plus l'État est dominé par la classe dirigeante*, ce qui le confond presque avec les institutions politiques représentatives. Encore cette affirmation ne correspond-elle qu'à la moitié de la réalité, car cet État si faible, si civil, à l'intérieur des frontières nationales, est un État *conquérant* et militaire au-dehors. L'État anglais se réduisait presque au gouvernement parlementaire et celui-ci n'était pas beaucoup plus qu'un conseil d'administration de la bourgeoisie, mais la Royal Navy n'était pas une institution politique. Appareil militaire d'État elle faisait régner l'ordre sur les mers et dans l'empire. Au contraire là où l'État est le plus directement l'agent principal du développement la classe dirigeante semble complètement absorbée par l'appareil d'État. Il n'est pas aisé de distinguer dans le parti-État des pays *communistes* un groupe dirigeant qu'on puisse appeler une classe dirigeante. Inversement cet État tout-puissant exerce le même rôle à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Tout-puissant à l'intérieur, dominateur ou négociateur à l'extérieur, il agit sur tous les terrains en pur État, qui n'est l'agent de personne autre que lui-même.

N'est-il pas étrange que tant de ceux qui chaque jour suivent dans les journaux l'action des dirigeants d'État, communistes ou non, continuent à répéter un étrange catéchisme où il est dit que l'État est l'agent de la classe dirigeante ou même seulement de sa fraction la plus importante, la plus monopoliste ? En France, pendant un quart de siècle, nous avons vu notre vie politique désorganisée par la guerre froide, les luttes de classes affaiblies par l'opposition des communistes, solidaires de l'empire soviétique, et des socialistes, fidèles à l'empire américain. Et pourtant ce fait brutal, démontrant l'emprise de la lutte entre les États et des rapports internationaux sur la vie sociale, n'a pas affecté un grand nombre de docteurs en bonnet carré qui ont écarté l'objection en affirmant simplement que la guerre froide était une lutte de classes à l'échelle internationale entre la bour-



geoisie américaine et le pays des travailleurs. Affirmation dont l'arbitraire [140] est bien adapté à une thèse aussi évidemment contraire au bon sens. Mais aujourd'hui, quand rares sont ceux qui osent encore donner une telle réponse, ne faut-il pas abandonner des idées qui n'avaient un semblant de vérité qu'à l'époque du capitalisme libéral le plus extrême ? Ceux qui ne veulent pas se rendre à l'évidence recourent toujours à la même objection : si l'État n'est pas lié à la classe dirigeante c'est donc qu'il n'est lié à rien, qu'il est « en l'air ». Objection naïve qui mérite pourtant deux réponses.

La première est que l'État a toujours des liens avec la classe dirigeante. Dans les sociétés capitalistes hégémoniques il est même dominé par elle ; dans d'autres, et surtout dans les sociétés communistes, il l'incorpore au contraire à son propre appareil. Mais, quelle que soit leur combinaison, elle associe la classe qui dirige le fonctionnement de la société et l'agent qui dirige sa transformation. Le fait que dans une société entièrement libérale la classe dirigeante soit *aussi* maîtresse de l'État ne permet d'abord pas d'ignorer les autres situations, de loin les plus nombreuses, et surtout ne justifie pas la confusion de la domination de classe et du pouvoir d'État.

La seconde est que celui-ci n'est pas pour autant en l'air. Le pouvoir de l'État non seulement comme monopole de la violence légitime, selon la formule weberienne, mais comme agent de transformation historique, est aussi réel que la domination exercée par les dirigeants de l'économie. L'État est lié de bien des manières à la société civile mais avant de décrire ces liens il est indispensable de rappeler l'essentiel. L'État est le *souverain*. Non pas celui qui représente les garants métasociaux de l'ordre social, si importante que soit cette fonction, mais l'agent d'une collectivité historique concrète située par rapport à d'autres et par rapport à sa propre transformation. Une classe est définie par l'économie et la société ; un État l'est par la géographie et par l'histoire. Il n'existe pas d'État qui ne remplisse pas trois fonctions essentielles : faire la guerre ou la paix avec les autres États, faire respecter un ordre et imposer des sanctions, engager l'avenir de la collectivité par des décisions à long terme, donc par la disposition d'une partie notable de l'investissement.

Il est l'agent central du développement parce que c'est un [141] ensemble historique concret qui passe d'un type sociétal à un autre.

On peut parler du fonctionnement de la société industrielle, mais il faut parler du développement du Japon ou de la Chine. Il faut abandonner l'illusion que toutes les catégories sociales auxquelles l'analyse fait appel appartiennent au même ensemble. Il est absurde de croire que des individus et des groupes ne sont situés que par leur place dans les rapports de classes, ce qui conduit à placer une part considérable de la population dans des fourre-tout classificatoires comme les classes moyennes ou la petite bourgeoisie. L'histoire européenne depuis la Première Guerre mondiale a apporté assez de démentis à ceux qui se sont enfermés dans une analyse en purs termes de classes et dans une confiance absolue dans la solidarité de classe pour qu'on reconnaisse au moins l'existence de deux axes d'analyse, celui du système social, qui est aussi celui des rapports de classes, et celui du changement, qui est aussi celui de l'État. Et il est superficiel de résoudre ce problème central en faisant de l'État le principe unificateur de la société de classe, car une telle expression n'a aucun sens. L'unité d'une société tient à une culture autant qu'à un État : dira-t-on que la langue est un appareil idéologique d'État ? D'autre part un État mainteneur d'unité, d'ordre et d'intégration ne pourrait dominer qu'une société complètement coupée de tout échange avec l'extérieur ; image qui peut convenir au Tibet du Dalai-Lama mais pas à des sociétés industrielles plongées dans le changement.

### *Les modes de développement.*

#### [Retour à la table des matières](#)

L'État est considéré ici comme l'agent central du développement. La forme de ses rapports avec la classe dirigeante définit un mode de développement.

Le développement n'est pas la montée d'une société à un niveau supérieur de production ou de rationalité mais le passage à un niveau plus élevé d'historicité et à un système d'action historique différent. C'est pourquoi une théorie du *développement* est à l'opposé d'une théorie de *l'évolution*. Elle n'explique pas le sens d'une progression mais les mécanismes de *passage d'un [142] ensemble à un autre*. Le développement d'une société est son départ d'un système A et son entrée dans un système B. Si on se borne à considérer le développe-

ment économique chacun de ces systèmes peut être défini de la manière la plus simple comme la relation entre une capacité d'initiative économique et une forme de participation sociale, car il n'existe pas de société « historique » sans concentration de la capacité d'autoproduction de la société et en particulier du pouvoir d'investir et, de manière complémentaire et opposée, sans intégration d'une collectivité autour de cette historicité. Tension qui représente de manière simplifiée le conflit des classes sociales. Le passage d'un système A vers un système B suppose donc d'abord que soient construits les éléments constitutifs du système B : d'un côté *l'investissement* [(3) sur le schéma ci-dessous], et de l'autre de nouvelles formes de *participation sociale* (4). En ce qui concerne le système de départ les conditions du développement sont plus négatives que positives. Sur le plan social il faut que l'ordre et les mécanismes de reproduction soient en *crise* (2), soient ébranlés ou contestés, et sur le plan économique que s'exerce une *stimulation* extérieure (1), que s'offre une ouverture.

Le développement est la combinaison de ces quatre éléments, mais cette combinaison ne se réalise pas spontanément. Chacun des éléments peut apparaître isolément et entraîner des conséquences spécifiques qui se transforment aisément en forces de décomposition sociale. La crise peut conduire à la décadence ; la stimulation extérieure au départ des capitaux et des hommes vers des lieux nouveaux ; l'investissement peut devenir accaparement et la participation peut entrer en conflit avec l'investissement.

De là la nécessité absolue d'un *agent central de développement* dont l'existence n'est reliée à aucun élément du système social mais qui assure l'unité du système de changement : *agent de l'histoire et non de la société.*

	<i>Économique</i>	<i>Social</i>
<b>Ancien</b>	stimulation (1)	crise (2)
<b>Nouveau</b>	investissement (3)	participation (4)

[143]

Ce schéma met en évidence qu'aucun changement *historique* n'est purement endogène, ce qui n'est pas vrai d'un changement organisationnel et n'est que partiellement vrai d'un changement institutionnel. La discontinuité d'un champ d'historicité à un autre implique qu'il y ait sortie d'un système et entrée dans un autre. C'est l'État qui dirige ces opérations. Mais l'action de l'État peut se placer en des lieux très différents. Si la bourgeoisie est conquérante elle est capable d'évoluer et de se transformer sans rencontrer de résistances insurmontables du côté des anciennes classes dominantes. Mais cette continuité d'évolution suppose une force d'entraînement extrême. La bourgeoisie anglaise décida de se lancer dans l'industrialisation, de ne plus protéger l'agriculture, parce qu'elle avait l'assurance de recevoir des produits alimentaires et des matières premières d'outre-mer grâce à la puissance de sa flotte, donc de son État. Là où le changement historique semble se réduire à une modernisation continue, suit une voie libérale, c'est qu'un État impérial permet à la métropole de se spécialiser dans les secteurs les plus modernes ou que l'État national organise la conquête du territoire national et l'expansion économique. Inversement le développement *volontariste* est celui où l'État doit intervenir directement pour surmonter les résistances du passé, souvent même à travers une rupture révolutionnaire. Enfin dans ce que j'ai nommé le développement *contractuel* il semble que ce soit le système politique qui assure une adaptation sans rupture aux changements internes et externes. Mais ce système politique est en réalité associé à un État, agent de transformation beaucoup plus que d'adaptation, et en particulier agent de destruction de formes anciennes de domination sociale et culturelle. Ce mode de développement correspond aux pays dont la classe dirigeante a besoin de l'aide de l'État pour réussir la transformation de l'économie.

Il faut maintenant donner une analyse plus précise des modes de développement, de passage d'un type sociétal à un autre, en utilisant le schéma général déjà introduit. Un développement *libéral* est celui dans lequel les éléments s'enchaînent le plus simplement et en requérant la plus faible intervention de l'agent central de développement, l'État, donc celui où le détachement du passé précède la construction de

l'avenir et où les composantes [144] économiques occupent la place centrale. Ce qui conduit à le figurer ainsi :

crise (2) → stimulation (1) → investissement (3) → participation (4)

La décomposition des mécanismes de reproduction permet à des stimulations extérieures de s'exercer ; celles-ci, qui sont avant tout économiques (découvertes géographiques, conquêtes, inventions scientifiques et techniques, conflits internationaux, etc.), suscitent des investissements et la nouvelle réalité économique entraîne plus ou moins vite de nouvelles formes de participation sociale (transports, information, instruction, influence politique).

Le développement *volontariste* suit un cheminement opposé. Ici ce sont les éléments sociaux qui occupent la place centrale. Une stimulation extérieure, par exemple la pénétration de capitaux ou de soldats étrangers, déclenche une crise qui entraîne un mouvement de participation contestataire qui devient après sa victoire un agent de croissance économique et d'investissement. Ce qui s'écrit :

stimulation (1) → crise (2) → participation (4) → investissement (3)

Enfin dans un développement contractuel ce ne sont ni les éléments économiques ni les éléments sociaux qui jouent le rôle central mais la communication entre eux, donc les institutions politiques, qui sont alors étroitement associées à l'État.

Ces types de changement peuvent se combiner ou se juxtaposer. La France est un pays nourri de traditions révolutionnaires. Les forces politiques ont souvent voulu y créer un État capable de renverser l'ordre établi et les privilèges ; les institutions y sont faibles et l'antiparlementarisme y fait bon ménage avec l'esprit républicain. Le mouvement ouvrier y a été fortement associé à un parti communiste organisé pour le renversement de l'État. Le changement historique y est donc conçu de manière volontariste et les intellectuels ont presque toujours montré du mépris pour l'institutionnalisation des conflits ou l'adaptation graduelle des organisations aux changements de leur environnement. Mais ce pays, qui a connu de nombreuses crises politiques et sociales majeures, est aussi un des principaux pays capitalistes et a également [145] renforcé ses mécanismes institutionnels de traitement

des conflits au long de la croissance économique exceptionnelle des vingt dernières années. On trouve en lui, mélangés, des traits libéraux, contractuels et volontaristes.

### *Les rapports de classes et l'État.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Après avoir distingué le fonctionnement et le changement, c'est-à-dire l'analyse synchronique et l'analyse diachronique, il faut se demander si ces deux ordres de réalités et d'analyses sont entièrement séparés, si l'État et la classe dirigeante sont des personnages historiques tout à fait distincts, capables de s'allier ou de se combattre, mais aussi différents qu'une oligarchie locale et un conquérant étranger. Ce problème est au cœur de la sociologie, au point qu'on pourrait le mieux définir un sociologue en l'interrogeant sur cette question. Ma réponse est que la séparation n'est pas complète et qu'en *dernière analyse* c'est dans les rapports sociaux qu'il faut *chercher l'explication du rôle de l'État*. Ce qui est possible si on se souvient de l'opposition introduite dans l'analyse des classes sociales entre les rapports de production et les rapports de reproduction. Une classe est engagée dans des rapports de production dans la mesure où son action vise l'historicité en même temps qu'elle combat son adversaire ; elle est placée dans des rapports de reproduction quand elle défend sa position dans un ordre et sa capacité de transmettre ses valeurs, ses mœurs, son rang ou ses privilèges. Ce rappel permet de formuler une idée dont l'importance est grande pour les études historiques :

*L'autonomie de l'État par rapport aux rapports de classes est d'autant plus grande que les rapports de reproduction l'emportent davantage sur les rapports de production.* La société où le conflit de la classe dirigeante et de la classe contestataire est beaucoup plus actif que celui de la classe dominante et de la classe dominée est celle où l'État a le moins d'autonomie par rapport à la classe dirigeante. C'est la société de capitalisme libéral. Plus au contraire une société est en crise et bloquée, plus le maintien des privilèges l'emporte sur l'innovation et la recherche du profit et de la puissance, [146] et plus l'autonomie de l'État est grande, plus aussi cet État se définit par son rôle de reproduction et de maintien de l'ordre. Ainsi la charnière entre

l'ordre de l'État et l'ordre des classes se trouve-t-elle à *l'intérieur de ce dernier*. Les rapports de classes ne sont pas simples mais doubles : rapports de production et rapports de reproduction. Les premiers ne recouvrent jamais entièrement les seconds et la distance qui les sépare est l'espace de l'État. Ce qui revient à dire que plus *une* formation sociale est complexe et plus le rôle de l'État y est grand, tandis que dans la Grande-Bretagne industrielle, qui s'approchait du modèle industriel beaucoup plus que n'importe quel autre pays, l'État se dissolvait, au moins en ce qui concerne la politique intérieure, dans la classe dirigeante. C'est la faiblesse de la bourgeoisie française, le renforcement après la Révolution française de la classe moyenne rurale, puis l'influence politique et idéologique reconnue aux couches nouvelles par la grande bourgeoisie après la Commune et par peur de la classe ouvrière qui expliquent l'importance du rôle de l'État en France.

### *L'ordre illusoire.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Ces analyses s'opposent nettement à la confusion de la domination de classe et du pouvoir étatique dans la notion plus globale d'ordre. Toute force sociale ou politique dominante tend à imposer un ordre et à se masquer derrière des catégories de la pratique sociale qui semblent purement techniques ou administratives. Le rôle de l'analyse a toujours été de briser cette apparence, de déconstruire les catégories de la pratique pour découvrir les rapports sociaux, la domination de classe qu'elles masquent. Ce qui conduit à reconnaître aussi que cet ordre social n'a pas d'unité propre. En lui se mélangent les éléments les plus divers, appartenant à des systèmes d'action historique successifs, à des systèmes d'action différents, à des situations variées des rapports de classes et des rapports politiques. Leur unité ne vient que de la mise en forme étatique qui s'exerce sur eux comme dans le cas de déchets de métaux divers transformés par une presse en une masse compacte.

[147]

Jamais l'ordre social ne se réduit à la mise en forme d'une domination de classe ; jamais non plus il ne correspond entièrement à la volonté d'un État. Et rien n'est plus faux que de réduire l'organisation

d'une société à la toute-puissance d'agences de contrôle social et culturel gérées par l'État et mises au service de la classe dirigeante et de la reproduction de ses privilèges. Idée qui fait bon marché à la fois de l'hétérogénéité de l'ordre dominant et de la réalité des conflits, des ruptures et des négociations. C'est à l'historien qu'il appartient de séparer les éléments mêlés, en les rapportant chacun à leur champ d'action sociale d'origine. Rien n'autorise à confondre l'ordre de l'État et l'ordre des rapports sociaux, comme si la construction par l'État d'un ordre répondait aux intérêts d'une classe. Il peut arriver que l'ordre étatique se situe pour l'essentiel à l'intérieur de la domination de la classe dirigeante ; plus souvent cet ordre s'oppose à l'action d'une classe dirigeante encore trop faible, par exemple trop soumise à l'étranger, pour devenir hégémonique. Tel est le cas de la plupart des sociétés dépendantes. Dans tous les cas, que l'ordre soit conservateur, réformateur ou transformateur, son action et sa rhétorique ne peuvent pas être réduites à des instruments d'une domination de classe, même quand celle-ci se fait lourdement sentir.

Ce refus de la représentation de la société comme un ordre, plus global que le pouvoir de l'État ou la domination de la classe dirigeante qui se combinent en lui, est une protestation contre la tentation si forte aujourd'hui de l'antisociologie. Par réaction contre l'idéologie usée et souvent pervertie du mouvement ouvrier on n'ose plus aujourd'hui parler de société, de mouvements sociaux et de classes. Seuls le pouvoir, l'État, la conquête, la crise et la guerre semblent conduire le monde et contre eux il n'est fait appel qu'à des principes généraux ou à des garanties institutionnelles, tant on a peur d'être victime à nouveau des illusions dont la perte nous a tant fait souffrir. Je comprends cette réaction, au moins quand elle provient des pays où l'État domine et écrase effectivement toute la société. Mais je lutte contre cet abandon de l'analyse des sociétés. Il faut aujourd'hui, au lieu de ne songer qu'à rompre avec la pensée sociale du siècle passé ou de ne s'occuper que de l'État, [148] apprendre à voir notre société, qui n'est pas seulement le discours de l'État. Il faut reconnaître son nouveau champ d'historicité, ses nouveaux rapports de classes et ses nouveaux mouvements sociaux. C'est pourquoi je maintiens le *primat de l'analyse synchronique et le rôle central des rapports de classes et des mouvements sociaux* dans la réalité et dans l'analyse sociales. Je m'écarte



des théoriciens du marxisme mais je refuse de suivre les antimarxistes qui ne veulent parler que du pouvoir et de l'État. Je veux, dans une société et dans une culture transformées, fonder une analyse post-marxiste, qui donne enfin aux rapports de classes et aux mouvements sociaux, donc à l'action conflictuelle pour le contrôle social d'un champ culturel, l'importance centrale qu'ils ne pouvaient pas encore avoir dans la pensée marxiste et que leur refusent ceux qui ne voient plus d'autre ennemi que l'État. Ce primat de l'analyse proprement sociologique sur la pensée politique ne doit pas conduire à considérer l'État comme un simple serviteur de la classe dirigeante, image qu'il est devenu impossible de défendre dans le monde d'aujourd'hui. Il doit au contraire ouvrir la voie à l'étude des luttes historiques, qui sont toujours dirigées vers l'État, mais qui sont aussi des luttes sociales ; d'autant plus que l'État, agent de transformation historique, est aussi lui-même de ce fait une force sociale et non pas un pur instrument politique ou un pouvoir absolu au-dessus des rapports sociaux et des systèmes de domination internationale.

### *Un double combat.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Cette analyse, somme toute optimiste, doit être complétée, peut-être corrigée par une vue plus inquiète de la place occupée par les mouvements sociaux dans notre type de sociétés. S'étend-elle, comme je le dis, à mesure que la société acquiert une plus forte capacité d'intervention sur elle-même ou au contraire n'assistons-nous pas à l'envahissement de la société civile par l'État, à la destruction, pour parler comme J. Habermas \*, de l'opinion publique, de l'*Offentlichkeit* créée par la bourgeoisie anglaise et française ? En fait ces deux ordres de phénomènes [149] ne s'opposent pas directement. Le domaine de l'opinion publique n'a pas cessé de s'étendre. Son expression bourgeoise a élargi celle que lui avaient donnée les clercs et maintenant les barrières qu'elle avait établies pour refouler l'opinion plébéienne sont renversées. Nous sommes entrés dans l'ère des mouvements sociaux, qui est aussi celle de la contre-culture, comme celle de l'opinion publique était aussi celle de la représentation de type parlementaire.

Mais cet élargissement gagné aux dépens du pouvoir absolu et des garants métasociaux de l'ordre social ouvre aussi la voie à l'élargissement du rôle de l'État. L'État conquérant, étroitement associé au pouvoir d'une classe dominante soucieuse de la reproduction de ses privilèges, a été remplacé par un État modernisateur, imposant des règlements économiques, puis par un État gestionnaire que Habermas nomme l'État social et qui intervient dans l'organisation sociale et culturelle autant que dans l'ordre économique. À cet État s'opposent des actions anti-étatiques, démocratiques, qui, après avoir été menées au nom d'une communauté, l'ont été au nom de droits et le sont maintenant au nom de l'autodétermination. On peut être optimiste ou pessimiste quant à l'issue de la lutte de l'État et des forces démocratiques ou quant à la capacité des mouvements sociaux de résister à la pression de la classe dirigeante. Mais l'ordre social et l'ordre étatique ne peuvent pas être confondus. Je reviendrai sur ce point essentiel. Les mouvements sociaux peuvent être écrasés par l'État gestionnaire ; ils n'ont pas l'État pour adversaire et ne se confondent pas avec les mouvements politiques démocratiques qui le combattent, même quand ils font alliance avec eux. La croyance en la naissance de nouveaux mouvements sociaux et dans l'élargissement de leur champ d'action peut s'accompagner de la crainte de voir la société envahie par l'État ; elle n'est pas condamnée par elle.

### *L'ordre et le changement.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Les luttes sociales se situent sur l'axe synchronique de l'analyse sociale. Elles ont deux versants, celui de l'action et celui [150] de la crise. En haut du premier se situent Les mouvements sociaux auxquels font face, sur l'autre versant, les actions critiques révolutionnaires. Cette analyse générale des mouvements populaires peut être complétée par la description parallèle des luttes des classes dirigeantes. Quittons maintenant cet axe pour passer sur celui de la diachronie. Il va de l'ordre au changement, de la cristallisation d'une domination sociale au passage d'un type sociétal à un autre. Ici à la dualité des classes se substitue celle de l'élite dirigeante et de la masse, en d'autres

termes de l'État et du peuple. Il faudrait donc considérer successivement quatre ordres d'actions :

- L'établissement et le maintien de l'ordre par l'État ;
- Les conduites populaires d'opposition à l'ordre ;
- Le rôle de l'État dans le changement historique, ce que je nomme ici le mode d'intervention étatique ;
- L'action des forces sociales qui répondent à cette intervention de l'État.

Ce livre ayant pour seul objet l'étude de l'action collective je laisserai de côté ce qui en est l'opposé : l'établissement et le maintien de l'ordre. Thèmes sur lesquels s'est portée une grande partie de la réflexion sociologique des deux dernières décennies. Mais avant de considérer les aspects positifs du changement, les actions de transformation historique, il faut décrire les conduites d'opposition à l'ordre qu'on peut nommer aussi conduites de *libération*. Elles opposent la vie à la mort, la liberté de choix à l'interdit, la participation à l'exclusion. Elles se séparent des luttes de toutes espèces en ce qu'elles ne combattent pas un adversaire identifiable mais un ordre social ou culturel défini surtout comme obstacle à un développement « naturel » des échanges et des initiatives. De même nature, mais d'orientation opposée, sont les luttes dirigées contre l'excès de changement qui menace ce qu'on ne nomme plus alors l'ordre mais l'équilibre. La croissance accélérée des dernières décennies a donné une importance grandissante à ces mouvements de défiance contre l'encombrement, la pollution, la destruction des ressources naturelles.

Dans les sociétés *libérales* ces conduites positives ou négatives à l'égard du changement sont étroitement associées aux luttes [151] sociales. Alors que dans les sociétés volontaristes les luttes sociales sont indissociables des luttes historiques et même de l'État comme agent social de transformation, dans les sociétés capitalistes centrales les luttes sociales sont si fortement liées à des mouvements culturels, favorables à l'ouverture de la société ou au contraire hostiles à des bouleversements excessifs, que parfois ceux-ci les dominent complètement et perdent tout caractère de conflit social. Espoir réformiste dans l'ouverture, manifestée par le progrès de l'enseignement

ou par les revendications des femmes, ou inquiétude devant la montée de l'anomie ont souvent été portés par des catégories sociales qui n'occupaient pas de position nette dans les rapports de classes : intellectuels et en particulier enseignants et étudiants, mais aussi membres de l'élite plus que de la classe dirigeante. Nous les rencontrerons constamment dans nos études sur les luttes sociales dans la France contemporaine.

C'est pourquoi, pour éviter un ethnocentrisme qui a profondément faussé nos représentations de la société, il convient de considérer ici avec plus d'attention l'autre pôle de l'axe diachronique, celui de l'État comme agent de transformation historique. Son étude concerne toutes les sociétés mais surtout celles qui sont éloignées du centre du système capitaliste où l'autonomie de l'État par rapport à la classe dirigeante est le plus faible.

### *Les modes d'intervention étatique.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Il faut donc en venir maintenant aux *luttes historiques*, définies comme des *conflits sociaux dans une situation de changement historique* et plus étroitement comme des *mouvements sociaux à l'intérieur d'un mode de développement*.

Mais avant de considérer les acteurs sociaux il faut rappeler le rôle de l'État. Dans l'analyse synchronique les classes sociales et les mouvements sociaux se font face ; dans l'analyse diachronique toute catégorie sociale est située par rapport à l'État, agent central du développement. De plus, et c'est ici l'essentiel, cet État n'est pas seulement un appareil ou un pouvoir ; parce qu'il n'y a pas de séparation complète entre l'ordre des classes et [152] l'ordre de l'État, celui-ci est aussi un agent social, de réaction ou de transformation, d'appui des classes dominantes ou au contraire d'une nouvelle classe dirigeante ou d'un mouvement populaire.

Par conséquent, avant même de considérer les luttes historiques proprement dites, actions menées par rapport à l'État, il faut reconnaître à celui-ci un rôle de force sociale de *changement historique*. C'est la combinaison, la correspondance ou l'opposition des modes

d'intervention de l'État et des luttes historiques qui explique le mieux les voies et formes sociales du développement.

Il faut isoler le cas des sociétés capitalistes centrales où l'État est le plus directement associé à la classe dirigeante. Ici le mode d'intervention étatique est faiblement constitué. Il se réduit à une aide à la *modernisation*. Le changement social semble presque entièrement endogène, au moins si on ne tient pas compte de l'hégémonie internationale exercée par ces sociétés et des avantages économiques qu'elles en retirent. La modernisation se situe au niveau de l'organisation plus qu'aux niveaux supérieurs. Elle est une combinaison d'idées et de calculs, plutôt que d'institutions et de pouvoir. Plus précisément elle se situe aux extrémités du système social. D'un côté dans les organisations qui doivent répondre à de nouvelles demandes, accroître et modifier leurs méthodes de production ; de l'autre dans les agences de l'historicité et surtout dans les milieux intellectuels qui inventent de nouvelles représentations de la culture et de la société. La combinaison de nouvelles idées et de nouvelles techniques est le mécanisme principal de modernisation et se produit mieux là où l'emporte la domination de classe que là où le pouvoir de l'État est prépondérant.

Dans les pays dont l'État est dominé moins complètement par une classe dirigeante nationale qui est plus faible le mode d'intervention étatique est la *réforme*. Celle-ci se situe au niveau des institutions et fait intervenir plus directement l'État mais plutôt comme agent du système politique. L'État aide à l'affaiblissement des rapports de reproduction pour faciliter l'institutionnalisation des conflits formés dans les rapports de production. Des avantages sont accordés aux ouvriers qui revendiquent, [153] aux dépens des anciennes classes moyennes, des rentiers ou des producteurs agricoles par exemple.

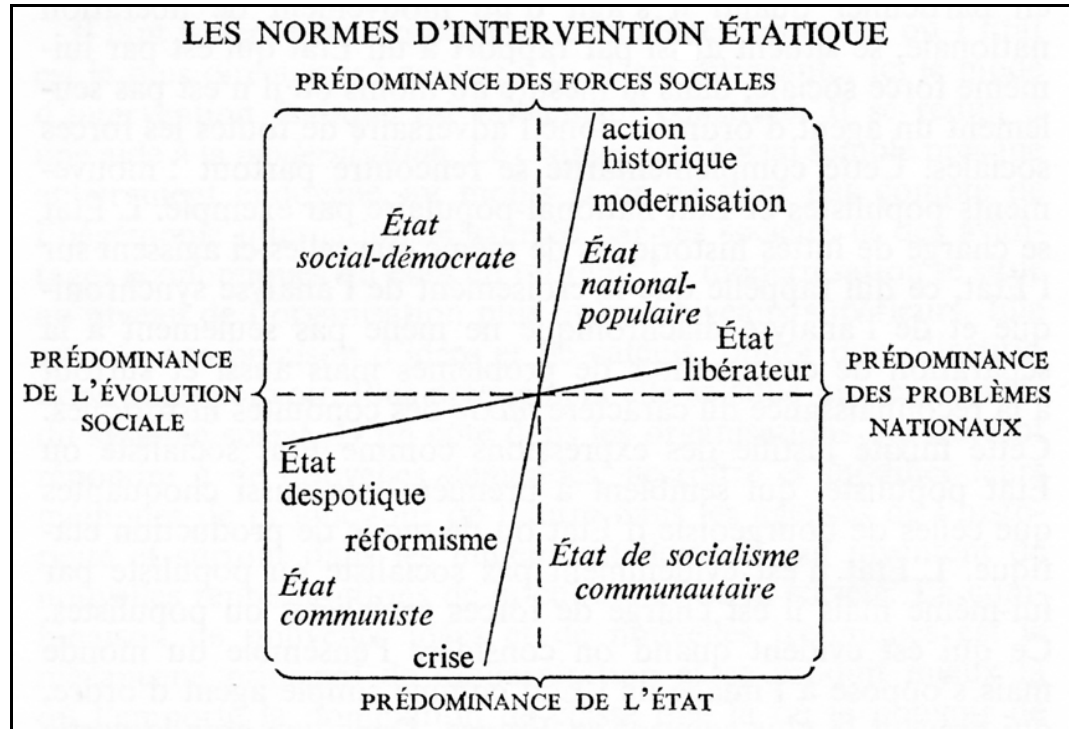
L'intervention étatique est dans ces deux cas très indirecte ; l'État encourage le progrès technique et les idées nouvelles ou aide à la mise en place de nouvelles institutions.

Considérons maintenant les modes d'intervention étatiques plus actifs, ceux qui dominent le monde *en dehors des pays capitalistes centraux*. Ils donnent à l'État un rôle double : l'État, agent de *changement*, est aussi chargé de forces sociales. Les luttes historiques, si elles portent en elles une image de l'État, en particulier quand il s'agit d'un mouvement de libération nationale, se situent aussi par rapport à

un État qui est par lui-même force sociale, dans la mesure au moins où il n'est pas seulement un agent d'ordre et donc l'adversaire de toutes les forces sociales. Cette complémentarité se rencontre partout : mouvements populistes et État national-populaire par exemple. L'État se charge de luttes historiques de même que celles-ci agissent sur l'État, ce qui rappelle que le croisement de l'analyse synchronique et de l'analyse diachronique ne mène pas seulement à la séparation de deux ordres de problèmes mais aussi et surtout à la reconnaissance du caractère mixte des conduites historiques. Cette mixité justifie des expressions comme État socialiste ou État populiste, qui semblent à première vue aussi choquantes que celles de bourgeoisie d'État ou de mode de production étatique. L'État n'est évidemment pas socialiste ou populiste par lui-même mais il est chargé de forces socialistes ou populistes. Ce qui est évident quand on considère l'ensemble du monde mais s'oppose à l'image de l'État comme simple agent d'ordre, qui prévaut le plus souvent en France. Dans une grande partie du monde il est impossible de nier que l'État est un acteur historique et non pas seulement un obstacle à un progrès qui serait assuré soit par la seule bourgeoisie, soit par la poussée populaire, soit enfin par les forces du marché et de la concurrence.

Les modes d'intervention étatique sont donc définis par la combinaison du rôle de l'État et de la nature des forces sociales. L'État est soit un agent de l'ordre, nommé ici despotique, soit un agent de changement, libérateur (ce qui n'exclut pas qu'il soit autoritaire). Les forces sociales se situent soit du côté de [154] l'action soit du côté de la crise. Un mode d'intervention étatique n'est donc pas défini en purs termes de changement, comme l'est un mode de développement - libéral, contractuel ou volontariste ; il ne peut l'être qu'en termes mixtes, à la fois sociaux et étatiques. Mixité qui commande l'expérience politique de la plus grande partie de la planète et qu'aucune recherche sur les luttes historiques ne peut ignorer.

La combinaison de ces deux axes fait apparaître quatre types principaux d'intervention étatique :



Sur ce tableau les deux axes ne sont pas perpendiculaires, ce qui traduit graphiquement l'idée que l'autonomie de l'État dépend de la force des rapports de reproduction par rapport aux rapports de production. Là où les rapports de production et par conséquent l'action historique sont forts, on est éloigné d'un État despotique, associé à la reproduction des privilèges. Un État libérateur au contraire renforce les rapports de production en même temps que le développement économique.

[155]

Les raisons qui font que les deux axes ne sont pas perpendiculaires conduisent à considérer deux des quatre modes d'intervention étatique comme principaux et les deux autres comme secondaires. Les types principaux sont plus fortement constitués, car ils sont serrés entre les deux axes, tandis que les types secondaires couvrent des situations plus diverses.

1. J'ai nommé *État national-populaire*, expression empruntée à G. Germani \*, le mode d'intervention le plus important du point de vue

d'une analyse des mouvements sociaux, celui où les mouvements sont le plus positivement associés à l'action de l'État, puisque le système social est présent dans sa face positive, celle où se situent mouvements sociaux, pressions institutionnelles et revendications organisationnelles, tandis que l'État lutte contre la dépendance envers le colonisateur, au lieu de maintenir un ordre despotique et par conséquent est plus ouvert aux mouvements sociaux ou à d'autres types de luttes positives. Une partie importante du tiers monde, en particulier en Amérique latine mais aussi dans les pays du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient, connaît ce mode d'intervention étatique. Son trait le plus marquant est le *nationalisme*. Il ne lui est pas propre mais il est plus central dans ce type de régime que dans les autres. La domination extérieure *désarticule* les sociétés dépendantes. Parce que le pouvoir économique est aux mains des étrangers, la vie sociale et culturelle interne de ces pays acquiert une extrême autonomie. En dehors des enclaves ou des zones commandées par le capitalisme étranger se maintient une domination sociale plus attentive à ses privilèges qu'à ses profits.

Le secteur modernisé prélève des hommes et des capitaux sur le reste du pays qui se trouve de plus en plus exclu de la croissance, comme les communautés paysannes des Andes, privées de leurs terres et entraînés dans une irrésistible décadence par le développement des grands domaines capitalistes. L'État, dans ces sociétés dualisées, se donne pour tâche principale de réunifier le pays et de créer les conditions de sa propre existence. De là son nationalisme qui a été associé, de manières très diverses, à des mouvements populistes. Le nationalisme est [156] ici le fait de l'État et de la classe moyenne, créée ou aidée par lui, plus que des mouvements populaires. L'État peut susciter des manifestations nationalistes, dès lors qu'il se donne pour objectif l'intégration des plus pauvres ou des immigrants dans la nation.

2. Je définis l'État communiste comme le mode étatique de changement historique qui répond à une société en crise et à un État despotique, donc à une situation doublement négative qui provoque une rupture révolutionnaire née d'une action critique mais donne aussi naissance à un nouvel État. L'intervention communiste est associée à la lutte pour la libération nationale contre l'impérialisme étranger et



contre une autocratie dont la faiblesse est à la fois cause et complice de l'invasion économique et militaire étrangère. Le parti communiste a montré de la manière la plus impressionnante au Vietnam sa capacité d'avoir trois rôles : libération nationale, modernisation économique et action de classe. Cette œuvre de triple libération, qui exerce tant d'influence à l'échelle du monde, est très éloignée des luttes pour la défense et l'extension des libertés menées dans les sociétés capitalistes centrales et même dans les sociétés dépendantes. L'appel aux libertés se fait entendre à la rencontre d'un mouvement de classe ou d'une pression institutionnelle et d'un désir de modernisation, donc du côté positif du fonctionnement de la société ; l'appel à la libération est lancé par un État ou un contre-État contre le despotisme et la dépendance à l'égard de l'étranger. Ainsi les deux faces des rapports de classes, dont l'une est proche des institutions politiques et l'autre du pouvoir d'État, conduisent-elles, en usant presque des mêmes mots, à deux régimes politiques complètement opposés. Les régimes de libération ne sont pas tendres pour les libertés et ceux qui respectent le plus les libertés sont aussi ceux qui dominent les pays dépendants ou colonisés.

3. L'intervention qui se situe dans la zone qui combine les aspects positifs du système social et un ordre étatique traditionnel peut être nommée social-démocrate. De tels régimes se sont installés surtout à la périphérie du centre capitaliste, [157] là où la classe dirigeante rencontre des obstacles culturels et politiques. L'État y intervient en combinant l'action des mouvements sociaux et la lutte modernisatrice et libérale contre l'archaïsme.

Ces pays sont assez proches des centres principaux du développement économique pour que les rapports et les conflits de classes y occupent une place centrale mais ils connaissent soit des éléments d'archaïsme soit une dépendance externe qui donne un rôle central à un État volontariste. L'État social-démocrate se situe à la rencontre d'une pression travailliste et d'un État modernisateur. Plus on s'éloigne des rapports de classes modernes et plus le rôle de l'État dans la social-démocratie devient important jusqu'à rompre son lien conflictuel avec le travaillisme syndical et à s'associer à des forces sociales de rupture d'un ordre paralysant ; ce qui marque le passage de l'État

social-démocrate à l'État communiste. Au contraire dans les pays les plus nettement industrialisés par leur classe dirigeante nationale, l'État social-démocrate s'affaiblit, devient au plus un Welfare State, tandis que se renforce l'indépendance du syndicalisme.

La France contemporaine a connu, comme beaucoup de pays capitalistes européens, un courant social-démocrate, mais qui n'a jamais pu s'unifier et se rendre indépendant d'autres formes d'organisation de la vie politique. Car la particularité de ce pays est d'être un des pionniers de l'industrialisation tout en laissant à l'État un rôle extrêmement important.

4. Enfin le mode d'intervention le plus faible est celui qui répond à la combinaison d'une société en crise et d'un État libérant le pays de la dépendance. La crise sociale est d'autant plus profonde que la colonisation a plus violemment désarticulé la société nationale. L'État ne peut être alors qu'un acteur tout-puissant attaché à imposer une unité nationale qui est loin d'exister réellement. Ce socialisme communautaire aboutit souvent à un hyper-développement de l'État et de sa doctrine et à un décalage important entre l'image donnée par l'État de la réalité sociale et celle-ci.

Ces modes d'intervention étatique peuvent être regroupés [158] suivant les axes qui ont servi à les construire. Là où l'État est dépendant et cherche à être libérateur, le thème national, historiciste, est prédominant ; là au contraire où il est despotique au départ, c'est le thème évolutionniste et économique qui l'emporte. De l'autre côté dans une société en crise, où les mouvements négatifs l'emportent sur les mouvements positifs, l'État joue un rôle plus central que les forces sociales, tandis que dans les situations social-démocrate et national-populaire, où les rapports de production, les institutions et les organisations fonctionnent de manière positive, les forces sociales interviennent plus directement à l'intérieur de l'État et autour de lui.

## *Deux formes de rupture de l'intervention étatique.*

### [Retour à la table des matières](#)

L'association dans l'intervention étatique de forces sociales et de pouvoir étatique est instable. L'État peut soit devenir un pur agent de pouvoir soit au contraire se transformer en instrument de formation d'une classe dirigeante.

1. Dans le premier cas l'État n'a plus pour objectif principal la construction d'une nouvelle société définie par des investissements et de nouvelles formes de participation sociale mais le développement de son propre pouvoir, le contrôle des investissements et surtout le contrôle ou l'interdiction des mouvements sociaux. Ici l'État devient l'agent d'un contre-mouvement social. Celui-ci n'est pas l'adversaire de classe d'un mouvement social ; il n'est pas le mouvement social de la classe dirigeante ; il est l'intervention de l'État contre les mouvements sociaux. Ce qui peut aboutir à la création d'un mouvement politique autoritaire, adversaire déclaré des mouvements sociaux de tous ordres au nom de l'unité et de l'intégration nationale, donc des intérêts de l'État lui-même. Ces contre-mouvements sont des dictatures, appuyées sur des doctrines intégristes. Il est préférable de ne pas leur appliquer à tous le nom de fascisme qui ne convient qu'à certains d'entre eux. Les régimes [159] national-populaires conduisent à un type d'intégrisme qu'on peut nommer dictature nationaliste si la société dépendante est très fortement désarticulée et dualisée, car l'État est alors très indépendant des luttes sociales, elles-mêmes divisées.

Dans les régimes de socialisme communautaire la distance est encore plus faible entre celui-ci et les dictatures patrimoniales qui font du chef de l'État le père nourricier et fouettard de tout un peuple. Ces dictatures intégristes sont plus violentes et ont des conséquences plus tragiques là où elles sont moins nationalistes et où les mouvements sociaux ont eu une importance et une indépendance plus grandes. Dans les régimes communistes la correspondance de l'État-Parti et du mouvement de libération sociale et nationale est remplacée, quand il y a rupture entre eux, par la toute-puissance du premier, qui devient l'in-

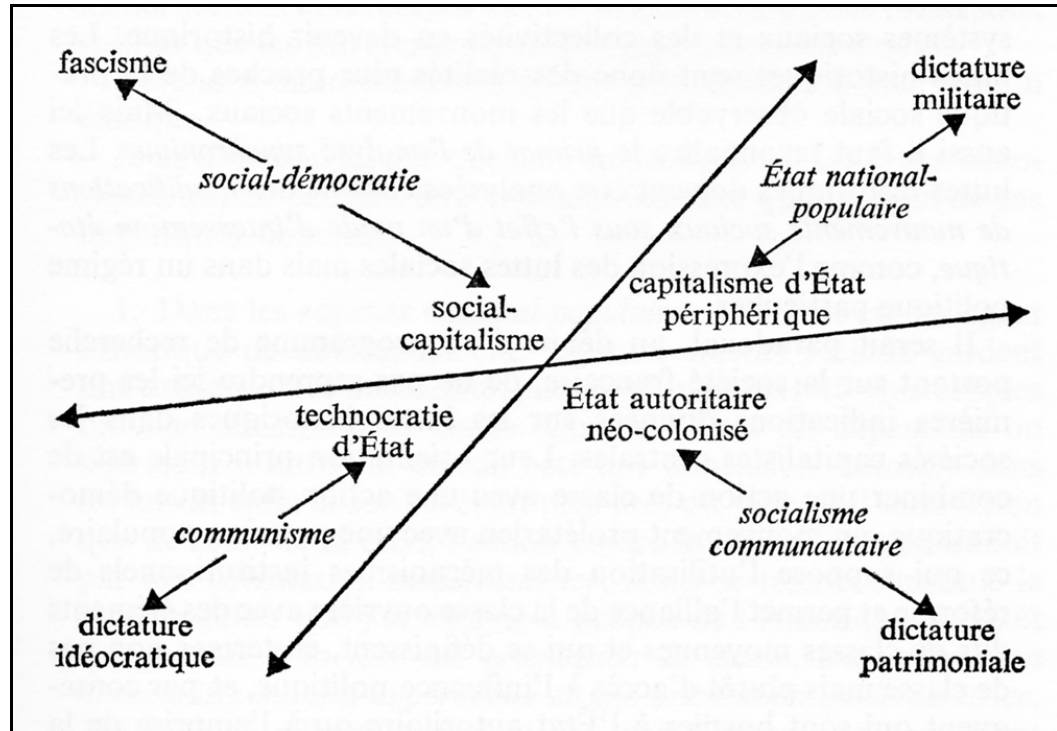
terprète exclusif d'une lutte qui visait seulement à détruire le despotisme et la dépendance et qui bientôt réprime les mouvements sociaux et les formes indépendantes de vie politique et culturelle. Cette dictature idéocratique crée le système le plus complet de domination de la société par l'État. Enfin les sociétés qui ont connu une forte intervention social-démocrate sont celles où l'industrialisation capitaliste a été gênée par des archaïsmes sociaux et culturels, ce qui a donné un rôle central à l'État. Évoluant en période de prospérité vers une large institutionnalisation de mouvements de classes puissants et combattifs et vers un travaillisme démocratique, elles peuvent se renverser en période de crise vers le fascisme, alors que s'exacerbent des conflits sociaux mais aussi que semble se dissoudre une existence nationale imposée par l'État. Ici, à la différence des États-Unis ou de la Grande-Bretagne, la crise économique devient crise nationale. Cet intégrisme étatique s'appuie surtout sur les classes moyennes en crise et, sans changer les rapports de classes, interdit les mouvements populaires au nom d'un intérêt national élevé à la hauteur d'un mythe conduisant à la lutte contre les étrangers ou les impurs et, dans l'Allemagne nazie surtout, à leur extermination. Quelles que soient leurs différences ces dictatures font de l'État un agent de pouvoir plus qu'un agent de développement, [160]

2. L'intervention socio-historique de l'État peut aussi se *décomposer en sens opposé*, en donnant la priorité à l'action civile de l'État, c'est-à-dire à la *classe dirigeante* formée par lui ou en lui. Le rôle déterminant de l'État dans l'industrialisation de l'Allemagne, de l'Italie ou du Japon fut le plus souvent mis au service de la construction d'un capitalisme national. Celui-ci fut marqué par les conditions de son développement mais fut partie intégrante du système capitaliste. Cette tendance se retrouve dans tous les modes d'intervention étatique. Si les *régimes national-populaires* peuvent basculer vers des dictatures militaires nationalistes, ils se transforment plus souvent en régimes de *modernisation conservatrice*, pour reprendre l'expression de Barrington Moore Jr <sup>\*</sup>, qui peuvent aider un capitalisme national mais le plus souvent développent un secteur public industriel important en même temps qu'ils aident les sociétés multinationales et qu'ils donnent d'importants avantages à une bourgeoisie nationale dépendante de lui, in-

capable de remplacer les multinationales et qui constitue plutôt une classe d'appui pour ce *capitalisme d'État périphérique* dans lequel l'Amérique latine, Brésil et Mexique en tête, bascule. À partir du *socialisme communautaire* l'évolution qui s'oppose au renforcement de la dictature paternaliste est la pénétration prédominante des sociétés étrangères, souvent multinationales, auquel se trouve associé ce qu'on peut appeler un *État autoritaire néo-colonisé*. La *social-démocratie* qui évolue, ce qui a été le plus souvent le cas, vers le *social-capitalisme* que connaît l'Allemagne fédérale actuelle, est celle qui a remplacé l'intervention de l'État pour liquider les formes archaïques de domination sociale par une intervention en faveur d'une meilleure programmation sociale et économique du système capitaliste. Enfin les régimes *communistes* qui ont été attirés vers la dictature idéocratique d'un côté le sont aussi de l'autre par la *technocratie d'État*, c'est-à-dire par l'importance croissante de la fonction de classe dirigeante au sein de l'appareil d'État.

Dans tous ces cas s'opère le passage d'un mode de développement à un mode de production sans pour autant que le premier soit seulement le chemin qui mènerait à une Rome qui demeurerait l'économie capitaliste classique. Il faut refuser tout [161] privilège analytique au mode de développement libéral, tout en refusant aussi d'enfermer les modes de développement dans leur spécificité. Ils mettent en forme historique un mode de production.

L'ensemble des formes de décomposition de l'intervention étatique est présenté dans le tableau suivant :



Il montre les deux formes opposées de décomposition de chaque mode d'intervention étatique. La flèche dirigée vers l'extérieur situe la forme « pure » d'État, marquée par la diminution du rôle de l'État comme agent d'une classe dirigeante. L'autre flèche conduit au contraire vers l'accentuation de ce rôle de classe de l'État.

### *Les types de luttes historiques.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Ce tableau des modes d'intervention étatique et de leurs formes de décomposition introduit à l'étude des luttes historiques. Si les mouvements sociaux se placent à l'intérieur d'un type de société [162] et si les modes d'intervention étatique sont des processus de passage d'une société à une autre, les luttes historiques sont à la rencontre des deux, comme l'indique leur nom. L'épithète historique rappelle que ces luttes ne se placent pas à l'intérieur d'un cadre analytique mais dans des ensembles historiques concrets, en particulier dans des sociétés nationales, qui sont à la fois des systèmes sociaux et des collec-

tivités en devenir historique. Les luttes historiques sont donc des réalités plus proches de la pratique sociale observable que les mouvements sociaux. Mais ici aussi il faut reconnaître le *primat de l'analyse synchronique*. Les luttes historiques doivent être analysées comme des *modifications de mouvements sociaux sous l'effet d'un mode d'intervention étatique*, comme l'expression des luttes sociales mais dans un régime politique particulier.

Il serait paradoxal, au début d'un programme de recherche portant sur la société française, de ne pas reprendre ici les premières indications données sur les luttes historiques dans les sociétés capitalistes centrales. Leur orientation principale est de combiner une action de classe avec une action politique démocratique, un mouvement prolétarien avec une pression populaire, ce qui suppose l'utilisation des mécanismes institutionnels de réforme et permet l'alliance de la classe ouvrière avec des éléments dits de classes moyennes et qui se définissent, en termes non pas de classe mais plutôt d'accès à l'influence politique, et par conséquent qui sont hostiles à l'État autoritaire ou à l'emprise de la grande bourgeoisie sur le système politique.

Les partis communistes au moment de la grande crise ont refusé cette alliance et voulu maintenir une ligne de classe pure, une action strictement prolétarienne, ce qui a contribué, comme l'a rappelé Ernesto Laclau \*, à rejeter ces classes moyennes hors de l'alliance avec la classe ouvrière et à les enfermer dans une crise idéologique qui a conduit au fascisme. Le Front populaire au contraire a marqué le succès d'une lutte historique associant l'action de la classe ouvrière avec une mobilisation politique démocratique contre la crise de l'économie et de l'État et le danger fasciste. Aujourd'hui les nouveaux mouvements sociaux cherchent d'abord à s'affirmer par le rejet de toute alliance avec des forces politiques démocratiques. Ce gauchisme ne peut [163] conduire à nouveau qu'à l'isolement des catégories moyennes, c'est-à-dire sans situation de classe nette et qui se comportent alors par rapport à l'État, pour définir la crise en termes politiques ou nationaux et donner priorité au maintien de l'ordre. La recherche ou le refus de l'alliance entre les nouveaux mouvements sociaux et les forces démocratiques sera un des principaux thèmes que les interventions sociologiques devront étudier.

Revenons maintenant aux modes non libéraux d'intervention étatique.

Je ne donnerai ici que quelques indications sur ces luttes historiques qui ne peuvent être vraiment étudiées qu'à propos de cas historiques concrets.

1. Dans les *régimes national-populaires* où l'État est un agent historique de développement, les mouvements sociaux gardent une existence très autonome ; par conséquent les luttes historiques ont une dimension de classe. Comme l'État est dépendant ou libérateur il introduit de son côté une dimension *nationale* dans les luttes ; enfin la société étant plus près du pôle de l'innovation que de celui de la crise, l'action contre la dépendance se traduit par une orientation *modernisatrice*. Ainsi se trouve constitué le type de luttes que j'ai analysé à propos de l'Amérique latine et qui *possède à la fois une orientation de classe, une orientation nationaliste ou anti-impérialiste et une orientation modernisatrice*. J'ai indiqué ailleurs comment ces trois éléments se combinent différemment dans diverses situations. La diversité de leurs composantes ne condamne pas seulement de telles luttes à un faible niveau d'intégration, à un bas niveau de projet ; elle les rend surtout hétéronomes, comme le montre le mieux la situation du syndicalisme, souvent créé par l'État et presque toujours étroitement contrôlé par lui. Les luttes historiques semblent très puissantes quand elles mobilisent à la fois les forces sociales et l'État, mais ce qui fait leur force fait aussi leur faiblesse. Leur capacité de résister à une action hostile de l'État est très faible. De là les jugements contradictoires portés sur ces mouvements : les uns n'y voient qu'un mode de contrôle politique des revendications par un État autoritaire ; d'autres y reconnaissent la forme la plus importante du populisme, lancé par une classe moyenne [164]

nationaliste et lié à un État luttant contre la domination extérieure au nom du peuple dépendant. Cette seconde interprétation définit le mieux ces luttes mais la première rappelle justement leur fragilité et par conséquent leur faible capacité de créer une mobilisation massive du petit peuple des villes.

Les mouvements populistes et nationalistes ont, des variantes qui correspondent aux formes de décomposition de l'intervention étatique



national-populaire. Si celle-ci se dégrade en dictature nationaliste perdant ainsi sa charge sociale au profit de son rôle proprement étatique, le mouvement populiste se transforme et se réduit en une action violente combattant l'État au nom des intérêts du peuple : nationalisme révolutionnaire dont les Montoneros argentins, après les Tupamaros uruguayens, ont donné le plus important exemple. À l'inverse le renforcement de la dimension de classe de cet État nationaliste provoque une évolution des mouvements populistes vers des thèmes de classe, proprement révolutionnaires, ce qui s'est davantage observé au Brésil et au Mexique.

2. Dans l'*État socialiste communautaire* l'État occupe toute la scène politique et les mouvements sociaux sont affaiblis par l'absence de liaison directe entre la grande masse de la population et les centres de décision économique. Ils tendent à éclater entre un retrait communautaire d'un côté et une participation au pouvoir d'État de l'autre. Là où l'urbanisation et la pénétration de l'économie marchande et industrielle sont plus avancées, des luttes plus consistantes peuvent se former mais elles prennent toujours la forme de mouvements politiques, dirigés souvent par l'État. Leurs thèmes sont une défense de la communauté, faite d'appels à une spécificité culturelle ou nationale contre une dépendance ou une colonisation considérées comme responsables de la destruction de l'organisation sociale et culturelle. L'enjeu de la lutte est la construction d'un État national. C'est dans la tension entre le rejet communautaire de la domination étrangère et l'appui à la création d'un État national que réside la dynamique de la lutte. Les messianismes africains ou les mouvements qui en appellent soit au panarabisme soit à la défense de l'Islam sont des exemples importants de ces forces qui s'associent à la construction [165] d'un État moderne par le moyen d'agents proprement étatiques, le plus souvent militaires, selon le modèle nassérien ou les modèles baasistes, irakien ou syrien, ou selon divers modèles dans l'Afrique au sud du Sahara. Ici aussi la décomposition de l'intervention étatique transforme les luttes historiques. Plus l'État devient une dictature patrimoniale, plus ce mouvement populaire se sépare de lui et renforce son orientation communautaire, parfois même de défense ethnique. Au contraire un lien plus fort entre cet État et le néo-colonialisme produit un mouvement d'op-

position qui acquiert une orientation de classe mais qui se développe surtout dans les catégories comme les étudiants qui sont davantage au contact de la domination étrangère.

3. Dans l'*État social-démocrate*, agent de modernisation mais au service d'une classe dirigeante nationale, l'acteur principal des luttes historiques est le syndicalisme, renforcé par des mutuelles, des coopératives, des mouvements d'éducation populaire, etc., et qui exerce davantage une pression institutionnelle de type travailliste qu'une lutte de classes. L'État de son côté s'identifie en grande partie au système politique grâce à une extension de la démocratie représentative, non seulement dans la vie proprement politique et dans la vie de travail mais dans de nombreux domaines d'activité. Ces forces sociales et cet État également réformistes s'associent dans un climat moraliste. La morale joue ici le rôle que l'État national joue dans les situations précédemment décrites, comme si le mouvement social absent et l'État délivré à la fois de son rôle de reproduction et de son rôle de conquête étaient remplacés par le contraire de la lutte et de la transformation historique volontaire, à savoir l'affirmation d'une communauté de valeurs plus que de traditions, force modernisatrice plus que traditionaliste. La décomposition de cette forme d'intervention étatique modifie de deux manières très différentes les luttes historiques. Si l'État social-démocrate évolue vers un social-capitalisme, le mouvement populaire combat pour l'auto-organisation, comme en témoigne l'importance des comités de citoyens dans ce type de société. Inversement si l'État fasciste se substitue à la social-démocratie, le mouvement d'opposition [166]

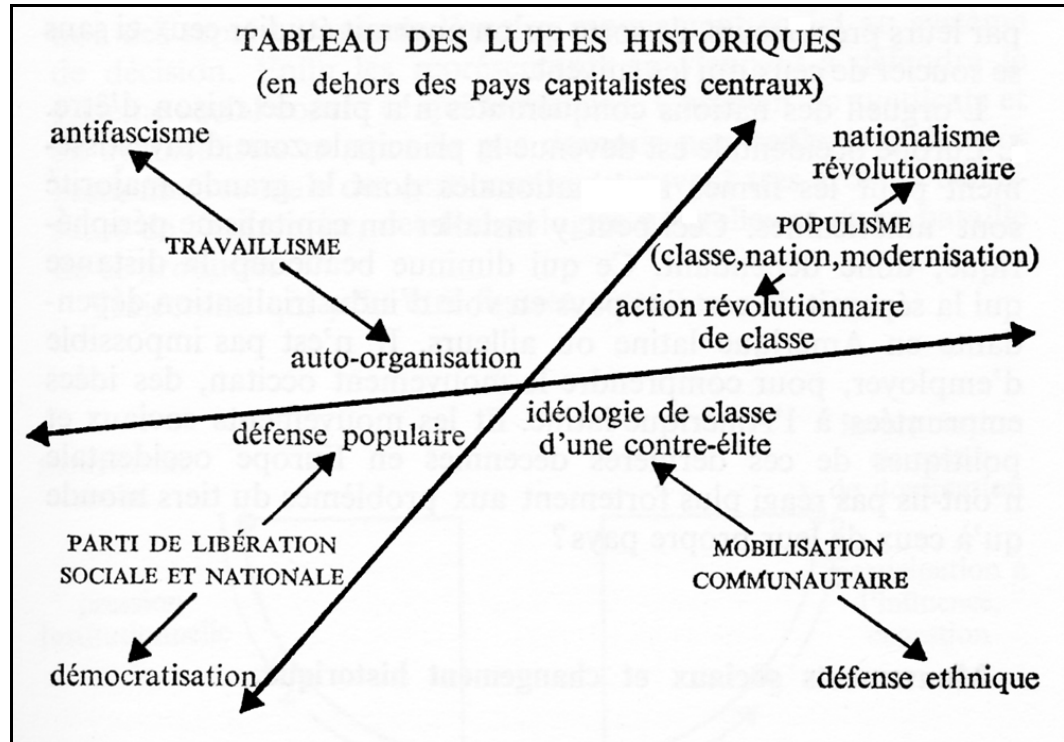
ne peut que reprendre en charge la dimension sociale et même de classe reniée par l'État. *L'antifascisme* n'a pas été l'apanage des mouvements d'inspiration marxiste mais ceux-ci ont été des adversaires constants et résolus des États fascistes.

4. Enfin dans un *régime communiste* il est difficile de parler de luttes historiques, donc de mouvements sociaux, même profondément transformés. La double lutte contre la crise et contre l'autocratie a créé un nouvel État, d'autant plus puissant qu'il a dû combattre plus durement pour triompher d'attaques extérieures, d'autant plus domi-

nateur que les luttes de classes étaient encore faibles dans l'ancien régime. L'État s'engage vivement dans son œuvre de transformation historique et mobilise la société pour atteindre ses objectifs. L'intervention communiste produit un mouvement populaire. Celui-ci combine, comme dans les régimes national-populaires, une dimension modernisatrice, une dimension nationale et une dimension de classe mais, au lieu que les trois composantes soient faiblement liées les unes aux autres, comme on l'a vu dans le cas des mouvements populaires d'Amérique latine, elles sont ici étroitement unies les unes aux autres à l'intérieur de l'action militante d'un *parti*. Celui-ci combat l'étranger, agit au nom de la classe ouvrière ou paysanne et se veut l'agent de l'industrialisation. Nulle part ailleurs le lien entre l'intervention de l'État et le mouvement populaire n'est aussi étroit mais il serait excessif de réduire le mouvement communiste dans ces régimes à une mobilisation artificielle. Lorsque le régime communiste évolue soit vers la dictature idéocratique soit vers la technocratie d'État, et après la période stalinienne de liquidation physique de toute forme d'opposition, des mouvements d'opposition peuvent se former malgré l'intensité de la répression. Ce qui conduit à distinguer deux types d'opposition. Les intellectuels en appellent à la *démocratisation* ou du moins à une ouverture progressive du régime contre une dictature idéocratique. Cette opposition s'exprime fortement quand l'isolement politique et la violence de la répression diminuent, ce qui souligne qu'elle combat un État plus qu'une domination sociale.

Bien différents sont les mouvements qui combattent la technocratie d'État, donc une classe dirigeante. Ici la lutte historique se [167] transforme en lutte sociale, en forme élémentaire de mouvement social. Lutte qui n'est plus portée par des intellectuels libéraux mais par des « résistants », sous forme de résistance à l'écrasement de la société. Lutte menée au nom d'une culture, d'un peuple, et de la simple survie contre une domination sociale étroitement associée à un pouvoir politique absolu et à une domination culturelle contraignante. Ce n'est pas encore une lutte de classe mais une *défense populaire*, bien différente du libéralisme démocratique pour lequel combattent les intellectuels anti-autoritaires. La force de So1jénitsyne est d'avoir fait découvrir, en même temps que l'horreur massive du Goulag, la nature de cette résistance populaire au despotisme. Son contenu et ses orienta-

tions peuvent varier mais ce mouvement ne peut jamais se déployer comme un véritable mouvement social puisque l'État écrase entièrement la société.



Ce tableau doit être rapproché du précédent. Il présente les types de luttes historiques qui correspondent à un mode d'intervention étatique, comme le populisme correspond à l'État national-populaire [168] et situe aussi les deux formes opposées de transformation de ces luttes historiques qui correspondent soit à la dégradation de l'intervention étatique en dictature (flèche dirigée vers l'extérieur) soit à sa transformation en agent de formation d'une classe dirigeante (flèche tournée vers l'intérieur).

Ces évocations sont brèves, d'autant plus que les recherches, auxquelles ce livre introduit, restent actuellement limitées à la société française. Mais il est indispensable de comprendre ce qui sépare une *lutte historique* d'un *mouvement social* ou d'un *mode d'intervention étatique*, car les conduites collectives organisées sur lesquelles se portera notre attention devront toujours être analysées sous ces différents angles. Et surtout il serait inacceptable de prétendre étudier

des faits observés en France à l'aide de notions élaborées dans un cadre étroitement national. Il est plus faux que jamais de se représenter les sociétés nationales comme une caravane dont les derniers éléments devraient suivre la route tracée par leurs précurseurs, de sorte qu'on pourrait étudier ceux-ci sans se soucier de ceux qui les suivent.

L'orgueil des nations conquérantes n'a plus de raison d'être. L'Europe occidentale est devenue la principale zone d'investissement pour les firmes multinationales dont la grande majorité sont américaines. Ceci peut y installer un capitalisme périphérique, donc dépendant. Ce qui diminue beaucoup la distance qui la séparait de certains pays en voie d'industrialisation dépendante en Amérique latine ou ailleurs. Il n'est pas impossible d'employer, pour comprendre le mouvement occitan, des idées empruntées à l'Amérique latine. Et les mouvements sociaux et politiques de ces dernières décennies en Europe occidentale n'ont-ils pas réagi plus fortement aux problèmes du tiers monde qu'à ceux de leur propre pays ?

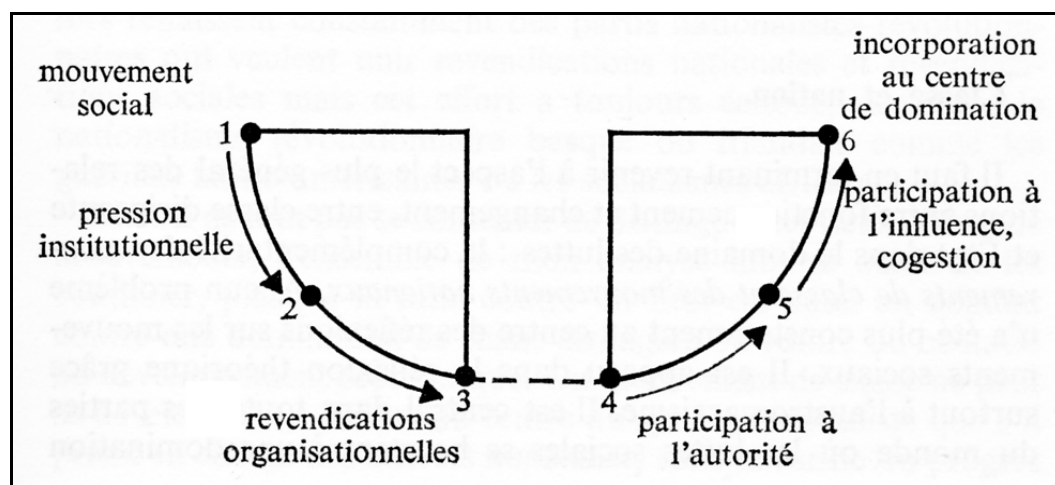
### *Mouvements sociaux et changement historique.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Que nous sommes loin des mouvements sociaux ! La distance qui sépare les luttes de classe des conduites de changement historique est immense. Plus grande encore que ne l'indiquent ces [169] rapides analyses. Car plus l'attention se porte sur le changement et sur les luttes historiques et plus elles semblent commander les luttes sociales et en particulier les mouvements sociaux. Plus encore ceux-ci se décomposent et même se transforment en ce qui est le plus différent d'eux. Les problèmes structurels de la société sont alors presque entièrement recouverts par ceux de son changement. Dans le cas des sociétés libérales, dont le développement est le plus directement commandé par la classe dirigeante, le mouvement social est d'abord réduit au niveau institutionnel, ce qui est vrai du syndicalisme dans la plupart des pays industriels, au moins dans une large mesure, puis au niveau organisationnel, devenant un organe de simple revendication, ce qui peut le conduire jusqu'à participer à l'exercice de l'autorité, comme on le voit partout où un délégué du personnel est assez fort pour que les agents d'encadrement doivent s'entendre avec lui pour faire respecter leurs

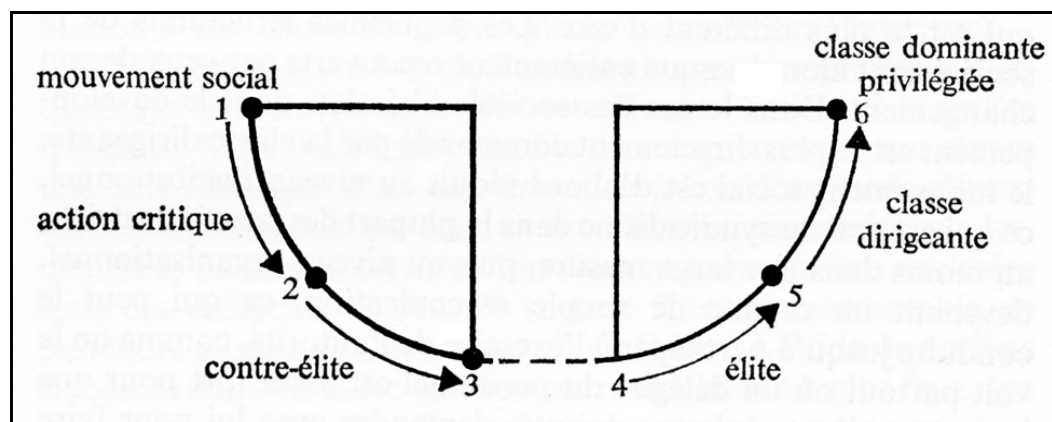
consignes. Le pas suivant conduit à l'incorporation des représentants de l'ancien mouvement social au système de décision. Enfin les représentants en viennent à défendre le système social contre ce qui le menace. Combien de syndicats et de syndicalistes ne sont-ils pas devenus non seulement des cogestionnaires mais des gestionnaires, souvent très ardents défenseurs de l'entreprise, des technologies nouvelles et de la bataille de la production ?

Trajectoire qui peut être figurée ainsi :



[170]

Dans une *société volontariste* la trajectoire est différente et le renversement est plus brutal :



Le mouvement social ne s'enfoncé pas peu à peu dans l'organisation et la gestion ; il se renverse, devient action critique, c'est-à-dire attaque l'État plus que la classe dirigeante, se donne une organisation militante d'avant-garde révolutionnaire, qui devient le nouveau pouvoir d'État après la crise révolutionnaire. C'est à l'intérieur de ce pouvoir que se développe une nouvelle classe dirigeante qui acquiert vite les attributs d'une classe dominante. Cette évolution se produit dans les pays anciennement dépendants ou colonisés comme dans les régimes communistes.

### *Classe et nation.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Il faut en terminant revenir à l'aspect le plus général des relations entre fonctionnement et changement, entre classe dirigeante et État dans le domaine des luttes : la complémentarité des *mouvements de classe et des mouvements nationaux*. Aucun problème n'a été plus constamment au centre des réflexions sur les mouvements sociaux. Il est apparu dans la réflexion théorique grâce surtout à l'austromarxisme. Il est central dans toutes les parties du monde où les luttes sociales se heurtent à une domination [171] étrangère, à un État despotique ou à une combinaison des deux. Le mouvement national répond à une domination étatique, comme le mouvement ouvrier répond à une domination de classe. Les problèmes nationaux ne sont pas un champ d'application des luttes de classe, pas davantage que celles-ci ne disparaissent dans l'affrontement de la nation et de l'État, national ou étranger.

Il n'est plus possible d'identifier le mouvement national à la formation de l'économie bourgeoise et de lui opposer un internationalisme ouvrier répondant à l'internationalisation du capital industriel. L'histoire de l'Europe centrale a également montré la vanité du compromis austromarxiste, reconnaissant l'autonomie culturelle de la nation contre le centralisme bureaucratique impérial mais plaçant au-dessus d'elle la force unificatrice d'une vie politique dominée par l'opposition du mouvement ouvrier et du capitalisme. Le programme de Brünn est adopté par le parti social-démocrate en 1899 mais en 1911 les ouvriers socialistes de Bohême votent pour l'aile séparatiste et autonomiste du

Parti contre sa tendance unitaire. C'est qu'il s'agit non d'étapes successives de l'histoire mais de deux ordres de problèmes qui n'ont semblé confondus que dans les pays, comme la France et l'Angleterre, où s'est créé de bonne heure un État national correspondant à un système politique de plus en plus élargi. La monarchie des Habsbourg au contraire est le parfait exemple d'un État resté dynastique au lieu de devenir national. C'est donc sur son territoire que les luttes nationales pour la première fois se sont croisées avec les luttes sociales. Depuis lors renaissent constamment des partis nationalistes révolutionnaires qui veulent unir revendications nationales et revendications sociales mais cet effort a toujours échoué, déchirant le nationalisme révolutionnaire basque ou irlandais comme les guérillas latino-américaines ou les socialismes africains.

Mais il ne faut pas se contenter de distinguer ces deux ordres de mouvements ; l'ensemble de mon analyse impose aussi de les combiner, puisque la lutte contre un État est aussi un combat contre une domination de classe étrangère ou contre un obstacle au développement économique. Un mouvement de classe ne peut se développer en dehors du centre du système capitaliste que s'il prend en charge des intérêts *nationaux*, sous la forme du progrès [172] économique et de l'indépendance politique d'une collectivité.

C'est déjà vrai en France où l'appel à la nation a opposé la collectivité vivante, son travail et ses luttes, au retard de l'État, agent de défense et de transmission des privilèges et par conséquent de retard économique. De là le caractère *progressiste* du thème national dans une grande partie de la gauche, l'association du thème social et du thème national dans la Commune de Paris ou dans la pensée de Jean Jaurès. Quand on s'éloigne bien davantage du centre du système capitaliste, il faut se demander plutôt comment la lutte nationale se charge de signification de classe et non plus le contraire. Dans les régimes despotiques, dominés par l'État autocratique, défenseur de privilèges ou de croyances plus qu'agent d'une classe dirigeante encore faible ou soumise à l'étranger, l'appel à la nation est aussi un appel aux classes populaires dans ce qu'elles ont de dominé et non plus, comme dans les pays centraux, dans ce qu'elles ont de contestataire. Ce thème se retrouve dans les sociétés les plus colonisées, celles dont l'organisation sociale et culturelle est détruite par l'administration coloniale. Com-



ment prendre appui, pour lutter contre cette domination, sur autre chose que ce qui est le plus traditionnel, le plus profond, donc le moins exposé à la pénétration des forces extérieures ? Populisme profond qui peut se dissoudre dans une résistance culturelle purement négative mais qui peut s'associer aussi à une action de rupture politique. La lutte contre l'État s'associe avec l'appui sur les paysans pauvres ou sur les couches moyennes prolétarisées.

C'est dans les sociétés colonisées que l'action nationale l'emporte le plus nettement. Ce qui est le cas dans les guérillas dirigées contre l'État et contre la domination étrangère. Fidel Castro et Che Guevara ont assez dit que la lutte dans la Sierra n'était pas encore révolutionnaire et que c'est seulement dans une seconde phase que les vainqueurs de Batista ont entrepris une transformation révolutionnaire de leur société.

Ce cas est extrême car il répondait à une extrême dénationalisation de l'État ; mais la plupart des luttes de décolonisation s'en rapprochent et font davantage appel à un thème national qu'à des thèmes sociaux qui sont introduits par l'attaque contre l'appropriation des biens nationaux par des propriétaires étrangers. [173] Au contraire dans les sociétés simplement dépendantes, c'est-à-dire soumises à une domination économique mais non à une souveraineté étrangère, action de classe et action nationale se combinent plus qu'elles ne s'unifient. C'est le cas dans les principaux pays de l'Amérique latine et ce qui fait leur différence principale avec le monde arabe qui a réagi à une situation coloniale. Dans les pays arabes l'intégration des deux mouvements n'a jamais été solide, ce qui a donné toute son importance à l'intervention étatique de type national-populaire, puisque la liaison des deux courants se faisait au niveau de l'État et non dans les mouvements populaires.

Conclusion de portée générale. *Luttes sociales* et *luttes nationales* ne sont pas deux branches d'un même mouvement social. Elles ne sont pas non plus entièrement séparées et sont le plus étroitement associées là où la domination capitaliste est celle du système capitaliste international et non celle d'une bourgeoisie nationale. Mais dans ce cas, où on pourrait penser que se forment des mouvements révolutionnaires totaux, on voit au contraire s'entre-déchirer forces sociales et forces nationales d'opposition. Ce qui s'oppose à la simplicité d'un côté

d'un mouvement social chargé de sens national et de l'autre de luttes contre l'État despotique associé à l'étranger, sous la direction d'un parti armé révolutionnaire parlant au nom des classes les plus dominées.

### *Conclusions.*

#### [Retour à la table des matières](#)

1. La première conclusion de ces réflexions sur les luttes sociales et historiques est qu'elles interdisent l'hypothèse d'un principe unique et central qui expliquerait à la fois le fonctionnement et le changement, la domination de classe et le pouvoir étatique, les luttes sociales et les luttes nationales. Elles font apparaître au contraire les mouvements sociaux comme une crête étroite dressée entre des courants opposés : d'un côté celui où se forment de nouveaux pouvoirs et de nouveaux États, de l'autre celui qui rêve d'un changement continu pragmatique, libéral et libertaire.

L'intérêt d'une recherche concrète est de montrer à propos [174] d'un cas particulier comment se combinent tant de forces différentes et souvent opposées. Selon les périodes et les pays considérés le rappel à la place centrale des mouvements sociaux, dans l'analyse, prend des sens bien différents. Tantôt il souligne le rôle négligé de la rupture et de la violence ; à d'autres moments au contraire il montre que le mouvement social est déjà devenu l'adversaire du pouvoir né de ses entrailles.

Dans le moment et dans le lieu où j'écris je voudrais, en plaçant les mouvements sociaux au centre de la sociologie, réagir contre la perte d'histoire et peut-être même la *perte d'historicité* qui nous menace. Notre société qui croit à la fin des grands conflits au nom de l'abondance ou au contraire au nom de l'omniprésence du pouvoir ne se pense plus comme porteuse d'histoire. Je voudrais, pour l'aider à ne pas accepter la décadence, qu'elle écoute en elle le bruit montant de nouveaux combats, qu'elle retrouve l'espoir et la colère, qu'elle se découvre elle-même, non plus comme un objet matériel ou comme le produit d'une idéologie dominante, mais comme un champ de mouvements sociaux, de luttes sociales et de luttes historiques.

2. En plaçant les mouvements sociaux et toutes les formes d'actions collectives au centre de l'analyse des sociétés j'ai voulu aussi, sur un plan plus théorique, refuser de subordonner l'activité sociale à un ordre supérieur qui serait aussi la loi du devenir historique. Toute référence, directe ou indirecte, à un Esprit, qu'on le nomme le Monde, Dieu, l'Homme ou l'Histoire, doit être écartée. Ce refus en appelle un autre. L'analyse de la société n'est pas celle de sa reproduction, de ses exigences fonctionnelles ou de sa soumission à une nature humaine. En supprimant la transcendance nous avons également fait disparaître l'idée d'une nature de la société.

3. Mais cette double libération, qui découvre l'action et la création menace aussi nos sociétés d'asservissement et d'autodestruction. Libérées des dieux elles peuvent se diviniser elles-mêmes et se soumettre à des lois d'autant plus strictes qu'elles ne reposent plus sur des principes absolus, qui servaient de recours autant que de légitimation.

[175]

L'État devient l'incarnation brutale de la raison. De l'autre côté cette société, qui exalte sa puissance créatrice et l'identifie à un pouvoir absolu, s'étouffe elle-même en soumettant à son pouvoir créateur une nature de plus en plus fragile, qu'il s'agisse des ressources naturelles ou des comportements biologiques et psychologiques des êtres humains. Triomphe du pouvoir et de la classe dirigeante qui aboutit à la prolétarianisation de la nature et à des crises beaucoup plus générales que celles qui n'affectaient que l'économie. Les sociétés post-industrielles, que j'ai proposé de nommer *programmées*, ne peuvent pas survivre en transformant les dieux en État et la nature en matière première. Ce qui apparaît à certains comme un progrès n'est qu'une pathologie.

4. Ce qui impose de placer au départ de l'analyse deux idées qui donnent leur sens à la sociologie de l'action et l'aident à lutter contre les dangers qui nous menacent. La première est que la capacité d'action de la société sur elle-même, son historicité, ne peut jamais être confondue avec un ordre ; elle ne provient plus d'un monde métasocial mais elle garde une distance par rapport à l'ordre et à l'État, car elle

est à la fois créativité et conflit social. La société, libérée des dieux, doit combattre aujourd'hui contre le pouvoir qui la dévore.

5. L'autre idée est que ce qui résiste au pouvoir et à son désir d'ordre n'est pas un principe moral ou une force naturelle mais le double appel des mouvements sociaux à l'historicité et à la naturalité. Le premier conteste le pouvoir qui s'approprie cette historicité ; le second résiste à l'emprise de plus en plus envahissante des lois et des règles. Ils ne peuvent aller l'un sans l'autre. Si notre société était réduite à son historicité elle ne pourrait pas empêcher celle-ci d'être confondue avec le pouvoir absolu de l'État. Si elle voulait revenir à une pure naturalité elle devrait s'imposer des contraintes si violentes qu'elle étoufferait dans des communautés tout entières occupées à réprimer l'historicité et ses innovations. La classe dirigeante cherche comme toujours à identifier la société à une historicité qu'elle contrôle ; la nouveauté est que cet effort passe maintenant par le renforcement du pouvoir d'État et non, comme au cours des derniers siècles [176] en Occident, par son affaiblissement. Les mouvements populaires en appellent au contraire à la naturalité alors qu'autrefois ils prenaient appui sur des cultures traditionnelles, mais ils ne peuvent entreprendre la reconquête de l'historicité et sa réappropriation collective que s'ils abandonnent les utopies communautaires pour faire remonter leur contestation jusqu'aux rapports de classes et aux systèmes d'action historique eux-mêmes.

6. C'est donc en étudiant les mouvements sociaux qu'on peut construire une nouvelle image de la société. Tels sont les enjeux principaux d'une sociologie de l'action : rompre l'ancienne soumission des faits sociaux à un ordre métasocial et en particulier à des faits économiques et à de prétendues lois de l'évolution ; lutter contre la réduction de l'historicité libérée à un pouvoir absolu de l'État ; préparer la contre-offensive populaire qui, à partir du repli défensif sur des utopies communautaires, doit reconquérir l'ensemble du système d'action pour y faire triompher conjointement le conflit social et l'innovation culturelle.

7. Je ne veux pas terminer sur cet espoir mais plutôt sur une inquiétude qui peut se transformer assez vite en vertige. Que les mouvements sociaux apparaissent fragiles, aussi petits sur la carte des sociétés que sur nos atlas le petit cap de l'Asie où ils se sont formés ! Dans ces sociétés les plus anciennement et les plus pacifiquement industrialisées elles-mêmes, les mouvements sociaux ne sont-ils pas en train de disparaître, écrasés par la société de masse ? L'opposition des groupes sociaux n'appartient-elle pas déjà au passé tandis que nous vivons le triomphe des forces d'unification et de domination de la société ? Face à ce règne de l'Un et de l'homogène, qui se masque encore sous les traits charmeurs de l'égalité, ne faut-il pas réclamer le droit à la différence plutôt que la nécessité du conflit ? Inquiétude qui suffit à rappeler que si les mouvements sociaux sont au cœur de la société, celle-ci le plus souvent semble disparaître sous le poids de l'État. Mais puisque nous avons eu le privilège de vivre quelques siècles dans des sociétés de plus en plus civiles, notre devoir n'est-il pas de chercher la grande alliance entre la lutte libératrice contre l'État et un conflit social empêchant cette lutte [177] de n'être menée qu'au profit des dirigeants de la société civile ? Aucune étude des mouvements sociaux aujourd'hui ne peut ignorer que sa sphère ne recouvre pas toute la réalité sociale ; il est plus impossible encore de croire que la lutte sociale s'associe naturellement au triomphe de l'État sur les oligarchies mais il faut défendre la priorité pour l'analyse des conflits et des mouvements qui animent une société civile qui sans eux ne pourrait pas se défendre contre l'État.

[179]

La voix et le regard

# Deuxième partie

## L'intervention sociologique

[Retour à la table des matières](#)

[181]

Deuxième partie :  
L'intervention sociologique

## Chapitre 1

---

### L'objet et la méthode

[Retour à la table des matières](#)

J'ai défini dans la première partie de ce livre les orientations principales d'une analyse proprement sociologique ou du moins de son cœur. Mais à quoi bon si cet effort, poursuivi depuis longtemps, n'aboutit pas à une pratique nouvelle ? Nous sommes un peu lassés d'apprendre ce que les sociologues pensent ; nous leur demandons ce qu'ils font. Et si une démarche théorique pense circonscrire les lieux centraux de la vie sociale, elle doit proposer une méthode particulière qui permette à l'analyse de les atteindre.

Rappelons notre point de départ : la sociologie étudie les rapports sociaux. Sa méthode principale doit donc permettre l'observation et l'analyse directe de ceux-ci. Se donner comme objet d'étude une situation, une tendance ou une opinion est déjà s'éloigner du champ principal de la sociologie. C'est pourquoi le vieux découpage de la société en « institutions » : la famille, le pouvoir politique, l'entreprise, la ville, etc., est depuis longtemps abandonné et remplacé par de nouveaux domaines qui tous, directement ou indirectement, peuvent être définis en termes de rapports sociaux : les organisations et leurs rela-

tions d'autorité ; les décisions politiques et les influences qui y conduisent ; les rapports de classes, les systèmes d'ordre considérés dans leur fonction d'exclusion et d'élimination. Mais ces rapports sociaux ne sont pas donnés à voir ; ils sont au contraire plus ou moins masqués par un ordre et par une domination. Le problème principal de la sociologie est de les faire apparaître, de ne plus être dupe des catégories de la pratique sociale. Ce qui suppose une *intervention* active du sociologue. Il faut faire apparaître les rapports sociaux cachés par le réseau des pratiques organisées et [182] sanctionnées. Comment y parvenir ? Si on admet qu'ils sont recouverts par l'ordre et la domination, il faut faire appel d'abord à ce qui est dominé et soumis à l'ordre, à ce qui proteste et à ce qui est exclu. Non pas pour privilégier ces conduites ou les idéologies qui les soutiennent mais pour faire apparaître la moitié enterrée, cachée, des rapports sociaux et donc découvrir ceux-ci tout entiers. Il faut aussi trouver derrière l'ordre et ses catégories techniques, administratives ou morales, l'acteur dominant, ses intérêts sociaux et ses orientations culturelles. Ainsi se définit *l'intervention sociologique : action du sociologue pour faire apparaître les rapports sociaux et en faire l'objet principal de l'analyse*. Le premier problème auquel elle doit s'appliquer est naturellement celui des mouvements sociaux, parce qu'il est le plus central. De plus le conflit des acteurs de classe pour le contrôle d'un champ culturel est plus difficilement caché que la lutte des exclus contre l'ordre ou la revendication des membres d'une organisation pour une meilleure position relative à l'intérieur de celle-ci. L'inconvénient, nous le verrons, est que la visibilité de ces grands rapports sociaux s'accompagne de la force des idéologies antagonistes. Bien souvent l'histoire des mouvements sociaux s'est contentée de reproduire ces idéologies et de chanter les hauts faits des héros de l'histoire. Mais nous trouverons le moyen de franchir cette difficulté. Que l'enjeu de cette recherche méthodologique soit clair : il ne s'agit pas de présenter des techniques ou des procédés mais d'inventer une méthode qui corresponde à la démarche de la sociologie des mouvements sociaux et plus largement de l'action collective.



## *Une approche différente.*

### [Retour à la table des matières](#)

On ne choisit pas une méthode. Chacune suppose une idée sur la nature des faits considérés. Celui qui veut suivre l'évolution d'un phénomène doit établir des séries ; celui qui s'intéresse aux choix individuels et à la consommation, entendue au sens le plus large, doit mettre en relation par des méthodes statistiques des préférences, des intentions ou des choix réels avec des catégories d'acteurs. Au contraire l'étude d'une décision ne peut pas [183] procéder de cette manière. Elle doit reconstituer toutes les interventions qui ont exercé une influence. Ici l'enquête par questionnaire aussi bien que la recherche historique sont insuffisantes. Celle-ci en particulier, parce qu'elle ne connaît que les documents écrits ou figurés, produits par l'organisation sociale dans des buts bien définis et parce que le plus souvent il est impossible de reconstituer le cheminement d'une décision à partir de ces seuls documents, qui ne permettent pas de saisir complètement les relations entre individus, groupes ou forces sociales. Il faut donc reconstituer le champ de la décision en interrogeant les acteurs, parfois en simulant le processus politique. Les mouvements sociaux sont plus éloignés encore que les décisions du domaine des enquêtes statistiques et de celui des historiens. Les documents historiques qui les concernent sont très insuffisants, d'autant plus qu'un mouvement est plus faiblement organisé et mobilise moins d'intellectuels. D'un autre côté leur abondance peut être le contraire de la richesse, quand ils se réduisent à des professions de foi, à des textes de propagande, à une idéologie. Un mouvement social est fortement engagé dans un conflit : les documents qu'il produit sont directement idéologiques et plus le conflit est vif et plus aussi il est difficile de recueillir des témoignages qui ne soient pas aussitôt des prises de position. Enfin le chercheur lui-même qui s'approche sans difficulté d'agrégats statistiques, qui a déjà plus de peine à voir les dessous d'une décision, est le plus souvent tenu à l'écart d'un mouvement social. Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire que nos études sociologiques ne pouvaient profiter qu'aux dirigeants de la politique et de l'économie, seuls capables d'analyser et d'utiliser l'information recueillie, tandis que l'intérêt

des mouvements populaires était de recevoir des informations sur la situation qu'ils subissent et sur les intentions ou l'organisation de leurs adversaires. La peur d'être espionné est aussi grande que le désir d'être renseigné sur l'ennemi. Tout semble donc plus facile à étudier que les mouvements sociaux. L'enquête permet de connaître des ensembles statistiques ; inversement les documents historiques, les monuments et les textes renseignent bien sur ce qui est le plus organisé, le plus codifié dans une société ; les textes de loi comme les bâtiments des prisons informent bien sur la légalité et la [184] conception de la déviance ou de la criminalité que cherchent à imposer une société, un État ou une classe dirigeante. Mais comment saisir une action collective conflictuelle ? Comment atteindre ce travail de la société sur elle-même, ce drame où s'invente une histoire dont le texte n'est pas établi d'avance ? Et dans quelle position placer l'analyste : intégré au mouvement il n'en est plus que l'idéologue ; distant ou neutre il est rejeté ; s'il devient enquêteur ses questions détruisent le mouvement en cherchant des opinions individuelles là où existe une action collective, en demandant des réponses à une situation là où c'est le mouvement qui redéfinit la situation. Et pourtant les idées exposées dans la première partie de ce livre imposent d'inventer une méthode d'étude des mouvements sociaux, en abandonnant la représentation de la société comme un ensemble de fonctions et de règles, de techniques et de réponses aux demandes de l'environnement et en la remplaçant par l'image d'une société travaillant sur elle-même, construisant ses pratiques à partir de son historicité et de ses conflits de classes.

### *Quatre principes.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Une lutte et plus encore un mouvement social est un conflit social défini et limité par un enjeu culturel commun aux adversaires en présence. Notre objectif doit donc être de construire une situation de recherche qui représente cette nature des luttes. S'enfermer dans la conscience des acteurs ou au contraire s'en échapper pour situer et expliquer les conduites à partir d'une situation et de son évolution serait contradictoire avec l'objet même de la recherche. Ce qui conduit à poser quatre exigences et à les traduire en pratiques de recherche.

1. La première et la plus fondamentale est d'entrer en relation avec le mouvement social lui-même. Nous ne pouvons pas nous contenter d'étudier des actes ou des pensées ; nous devons croiser notre regard avec celui du mouvement social lui-même. Il est fréquent que l'acteur devienne mémorialiste, historien ou sociologue ; [185] dans l'intervention au contraire l'acteur reste un *acteur*. Les militants y participent parce qu'ils la jugent utile pour le mouvement. C'est ainsi que des militants étudiants bordelais firent déplacer une réunion du Comité de ville de leur organisation pour pouvoir participer à un de nos week-ends de travail. Dans le mouvement antinucléaire une véritable demande d'intervention a été formulée. Parce que notre analyse considère des conduites collectives, elle porte sur des groupes de militants qui ont tous conscience d'appartenir à un mouvement, de représenter une population concernée, au-delà du cercle plus étroit des militants. Les groupes avec lesquels est menée l'intervention ne sont donc pas de simples groupes d'opinion, des clubs de pensée. Ils réunissent des participants à une pratique collective conflictuelle.

Constitués par nous, les groupes savent que leur raison d'être est l'intervention mais ils se considèrent constamment comme des acteurs historiques et comme des représentants d'acteurs réels ou virtuels plus vastes qu'eux.

2. La deuxième est d'aller au-delà d'un discours idéologique et de saisir le groupe dans son rôle militant. C'est pourquoi presque dès le début il est confronté avec des interlocuteurs ; sa réflexion sur lui-même et son action ne se forme qu'à partir de ces rencontres, souvent plus directes qu'au cours du conflit lui-même. Il est nécessaire que ces confrontations aient lieu non seulement avec des adversaires mais aussi bien avec des représentants d'autres niveaux d'action du mouvement lui-même, soit avec des dirigeants, soit au contraire avec des participants de base. Les chercheurs interviennent relativement peu dans ces confrontations.

3. S'il est assez facile d'introduire ainsi deux des trois composantes d'un mouvement social, le principe d'identité (1) et le principe d'opposition (0), il est plus difficile de faire intervenir *l'enjeu* que se

disputent les adversaires, le principe de totalité (T). Celui-ci ne peut être figuré que par les chercheurs eux-mêmes. De même que la confrontation représente la dimension 1-0 d'un mouvement social, de même la rencontre avec les *chercheurs* [186] en représente la dimension I-T, car le chercheur fait apparaître l'enjeu d'un conflit et ne peut être identifié ni à l'acteur ni encore moins à son adversaire. Si le chercheur s'identifie aux militants, il se réduit à n'être qu'un idéologue ou plutôt un doctrinaire, puisqu'il construit un discours second à partir d'une idéologie. Au contraire il doit être celui par qui le mouvement social est mis en situation, celui qui parle aux militants et à l'adversaire, celui surtout qui cherche à faire apparaître le mouvement social dans la lutte, donc à dégager l'enjeu social et culturel du conflit. Au départ cette présence de T n'est qu'indirecte, indiquée par la référence à la recherche. Elle devient de plus en plus directe au long de l'intervention. Le moment suprême de celle qui a été consacrée au mouvement étudiant fut dominé par un long débat entre des militants et le responsable de la recherche qui introduisait avec force dans le groupe le thème de la connaissance et de son utilisation sociale, seul enjeu, selon lui, qui puisse élever la lutte étudiante au niveau d'un mouvement social.

4. Ainsi constitué le groupe peut se conduire comme manifestation d'une lutte ou d'un mouvement social. Il le fait en menant son *auto-analyse*, en remplaçant l'action par l'analyse de la situation d'action reconstituée par l'intervention. L'analyse devient action militante et le chercheur apprend à connaître le mouvement en participant au travail d'analyse du groupe. Ce travail d'analyse ne se confond donc pas avec l'interprétation du sociologue et celui-ci ne peut pas devenir un membre comme les autres du groupe, car celui-ci ne cesse pas d'être militant ; ses catégories d'analyse restent liées à celles de l'action, tandis que le sociologue transcrit ses observations dans les catégories de la théorie de l'action sociale. Cette extériorité du chercheur n'exclut pourtant pas son engagement. Il n'est pas un militant mais son indépendance est mise au service de la distance indispensable à la découverte d'un mouvement social au sein de luttes plus revendicatives ou plus révoltées.

La méthode imaginée associe donc très étroitement l'autoanalyse d'un groupe militant et l'intervention d'un sociologue conduit par ses hypothèses théoriques. Ce qui est aussi éloigné d'une démarche expérimentale que d'un acte de sympathie ou [187] de fusion. Cette dualité ne peut jamais se dissoudre dans une intégration complète. Ce qui impose de séparer les deux fonctions du chercheur. L'une, que je nomme celle de *l'agitateur*, aide l'auto-analyse, renforce le groupe, organise et anime les confrontations avec les interlocuteurs, explicite les débats du groupe. L'autre, que je nomme celle du *secrétaire*, parce que le chercheur qui l'assume se contente d'abord d'enregistrer le contenu des séances, consiste à interroger de plus en plus le groupe de manière critique en conservant une plus grande extériorité à son égard. L'important est de distinguer ces fonctions, même si elles peuvent se combiner de bien des manières.

L'association de *l'auto-analyse* et de *l'intervention* est fondamentale. Il ne s'agit ni d'écouter une idéologie ni de la recouvrir par un discours interprétatif. Les acteurs, en participant aux groupes d'intervention, prennent, à l'égard de leur pratique, une distance qui est matérialisée par celle qu'ils constatent eux-mêmes entre leur idéologie, l'image d'eux-mêmes que leur renvoient leurs adversaires ou leurs partenaires et la diversité de leurs propres déclarations. Ils cherchent à comprendre les positions de leurs interlocuteurs et à les intégrer dans une analyse de leur propre action. L'histoire de l'intervention est celle d'une montée vers l'analyse à partir de l'expérience historique et de la redescente vers l'interprétation du groupe d'intervention lui-même. Le groupe voit d'abord se *déployer* devant lui diverses significations de son action ; puis il s'élève par paliers vers l'interprétation théorique centrale : qu'y a-t-il de *mouvement social* dans cette action ? et le chercheur intervient directement dans ce passage à l'analyse ; enfin le chercheur puis le groupe lui-même *interprètent* ce qui s'est passé pendant l'intervention. Ainsi celle-ci est loin de se réduire à une technique. Elle n'est pas un type particulier d'entretien de groupe. La méthode et sa mise en œuvre technique ne sont pas séparables d'une démarche analytique : elles sont la pratique d'une théorie. Elles n'auraient pas été conçues sans celle-ci ; elles sont l'action d'une sociologie qui est elle-même une sociologie de l'action.

[188]

### *L'intervention sociologique et les autres.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Parler d'intervention et non d'expérimentation, c'est poursuivre une action en même temps qu'un but de connaissance.

Un psychosociologue étudie un groupe qui accepte d'analyser ses rôles professionnels ou la manière de gérer un changement avec l'idée que sa réflexion peut accroître sa capacité d'intervenir sur une situation qui le concerne ; les groupes de formation visent à lever certains obstacles qui s'opposent à l'acquisition de connaissances nouvelles ; l'intervention sociologique de la même manière s'adresse à des militants de mouvements sociaux et a pour objectif d'élever leur *capacité d'action historique*, donc la force et le niveau de leurs luttes. Il ne s'agit pas ici de défendre une sociologie appliquée contre une sociologie pure, en acceptant les limites qu'impose l'acceptation des intérêts de l'acteur mais de se placer dans une situation où l'objet de la sociologie, les rapports sociaux et l'action collective apparaissent directement. Je suis convaincu que la tâche principale des sociologues est d'étudier le plus directement possible des conduites collectives dans les situations les plus diverses. C'est lorsqu'on isole les individus et leurs opinions qu'on s'éloigne de l'objet propre de la sociologie, ce qui ne peut être justifié que pour des raisons pratiques, comme l'utilité de prévoir des décisions à court terme ou de connaître un marché.

Mais cette communauté de démarche entre les divers types d'intervention qui tous étudient un problème social à travers le comportement d'un groupe concerné ne doit pas cacher qu'ils n'ont pas les mêmes objectifs, qu'ils ne mettent pas en œuvre la même analyse et qu'ils ne portent pas en eux la même conception de la société. De plus, à l'intérieur même des interventions sociologiques, il faudra distinguer celles qui saisissent des groupes placés dans des systèmes d'action, le seul champ que je considère ici, de celles qui étudient des réponses à un *ordre*, de celles qui considèrent les conduites de *crise* et enfin de celles qui se préoccupent des conduites de *changement*, classification qui correspond aux quatre points cardinaux de la sociologie, analysés dans la première partie de ce livre.

Du côté de l'action les rapports sociaux sont directs, rapports [189] de domination, d'influence ou d'autorité, selon que l'on se place au niveau du champ d'historicité, à celui des institutions ou à celui des organisations. Il n'en va plus de même lorsqu'on se place du côté de *l'ordre*, des agences de contrôle social et de socialisation, qu'elles soient répressives, intégratrices ou formatrices. Ici l'inclusion et l'exclusion remplacent les termes du rapport social. L'action devient retrait ou révolte, volonté de nier ou d'envahir, agression et fuite, selon les mots de Bion \*. L'acteur ne se conçoit pas comme un collectif mais plutôt comme une masse ou une plèbe désocialisée. L'intervention, telle qu'elle est décrite ici, ne peut pas s'appliquer directement à ce domaine. Il faudra le plus vite possible lui donner une nouvelle forme qui préserve les principes de la méthode tout en les adaptant à un objet nouveau. Le même raisonnement s'applique aux conduites de *crise*, formes décomposées et directement renversées de lutte sociale et plus encore aux conduites des groupes situés par rapport au *changement*. Nous sommes ici très loin de l'historicité et l'intervention sociologique doit se transformer en s'étendant des conduites d'action aux conduites déterminées par l'ordre puis à celles qui répondent à une crise avant de considérer les conduites collectives de changement. D'autre part certaines interventions se placent à divers niveaux de la réalité sociale mais sans chercher à saisir des luttes ou des mouvements sociaux. Certaines veulent améliorer le fonctionnement d'une *organisation* ou d'une de ses composantes, par exemple en éliminant l'irrationalité, la routine, l'incohérence, en définissant mieux les rôles et les relations hiérarchiques, en détectant le phénomène bureaucratique ou les effets de l'autoritarisme. Un deuxième type cherche à améliorer un système de décision, une *institution*, en permettant en particulier à un groupe de s'adapter mieux aux changements internes et externes qui l'affectent. Enfin un dernier type d'intervention vise à accélérer la *modernisation* culturelle et par conséquent à éliminer des modèles culturels et des modèles d'autorité périmés. Ces trois types d'intervention ne peuvent être que différents de celui qui est présenté ici même quand il cherche la présence d'un mouvement social très loin de son territoire propre, dans des luttes liées à une crise ou à un changement. Plus on descend vers le niveau des organisations et de la [190] modernisation, plus on se place dans une perspective psy-

chosociologique et plus aussi on accepte de se placer à l'intérieur d'un ensemble qui est pourtant déterminé par les niveaux supérieurs de la réalité sociale, celui des institutions et celui du champ d'historicité. Ceci crée un risque très sérieux d'être enfermé dans une logique conservatrice. La seule manière de le limiter est de se donner des objectifs définis en termes proprement psychologiques. L'intervention qui se place au niveau institutionnel court un risque plus limité, celui de privilégier des conduites réformistes, d'adaptation au changement, sur celles qui visent à transformer plus profondément la situation.

Ces risques devraient interdire d'étudier des problèmes institutionnels et organisationnels indépendamment de leur dépendance par rapport à ceux de l'historicité et des rapports de classes. Seule l'intervention sociologique respecte cette hiérarchie, ce qui interdit de la confondre avec d'autres types d'intervention qui peuvent, être utiles mais courent toujours le risque de regarder la société à l'envers, en donnant la priorité à ce qui doit rester subordonné. Je reviendrai sur les profondes différences d'orientation qui séparent l'intervention sociologique, telle qu'elle est présentée ici, des groupes d'adaptation construits par la psychologie sociale et des groupes de libération inspirés par la psychanalyse. En réalité le seul trait commun de toutes ces méthodes est de travailler avec des groupes restreints. Un tel choix, facile à justifier pour des raisons méthodologiques, privilégie-t-il un certain type de problème ; réduit-il les grands problèmes politiques et sociaux à la « dynamique de groupe » ? Une telle crainte doit étonner. Parler du Comité de Salut Public ou du comité de grève d'une usine, est-ce réduire la politique à la psychologie des groupes ? L'action des mouvements sociaux est menée le plus souvent par des groupes restreints : cellules, sections, groupes, et les critiques qui nous sont faites viennent souvent de militants qui appartiennent eux-mêmes à des groupes de taille réduite. Ces critiques bien superficielles recouvrent, en fait une idée bien différente ; leurs auteurs pensent qu'un mouvement social est moins une action volontaire qu'une faille de l'histoire, une rupture qui se produit quand la domination entre en crise et qui prend de l'importance si les revendications populaires [191] trouvent des alliés dans le système politique et surtout si une avant-garde organisée sait profiter de la conjoncture.



Ainsi le mouvement social ne serait pas une action normativement orientée mais la manifestation de mécanismes économiques ou au contraire l'expression d'un désir ou d'un besoin.

La même critique a toujours été faite à ceux qui veulent écouter et amplifier la voix des dominés, par exemple à Paulo Freire \* accusé de subjectivisme et de réformisme, et beaucoup de ses réponses, surtout dans *Pédagogie des opprimés*, pourraient être reprises ici. Il critique les militants révolutionnaires qui gardent au fond d'eux-mêmes le mythe de « l'incapacité naturelle des masses populaires », ce qui les conduit au mépris et à une attitude propagandiste qui a vite fait de réduire le peuple à n'être que l'objet de la révolution. Freire rejette à juste titre l'opposition sommaire de l'objectif et du subjectif. Les plus opprimés et exploités ne sont pas totalement aliénés ; ils gardent une conscience de leur situation. Étant dépendant dans leur vie quotidienne et limitée dans leurs facultés d'initiative, ils ne peuvent penser comme ceux qui dirigent les grandes batailles ou les grandes manœuvres de l'histoire, mais ceux-ci, de leur côté, cèdent souvent à des illusions scientistes. L'intervention, comme la pédagogie ou l'animation, à l'opposé de la propagande activiste, aide l'acteur à se dégager des contraintes où il est placé, à étendre son champ d'analyse, à devenir plus capable d'action. Ce qui nous ramène d'un problème apparemment méthodologique à un choix beaucoup plus profond. Oui, je conçois un mouvement social comme une action plus que comme une crise et je refuse de séparer le refus de la domination d'un contre-projet positif de société. C'est pourquoi j'ai distingué mouvement social et action critique. Ceux qui parlent étourdiment de psychologisme sont les défenseurs de la seule action critique et les contempteurs des mouvements sociaux qu'ils voient toujours marqués du sceau du réformisme. Conception doctrinaire qui porte en elle les plus graves dangers. Parce qu'elle est nourrie de méfiance à l'égard des mouvements sociaux elle accorde une absolue confiance aux avant-gardes politiques et idéologiques, qui sont conduites à partir de là à établir leur propre pouvoir, non moins absolu.

[192]

### *Sociologie permanente.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Le groupe d'intervention *n'est pas centré sur lui-même* et sur son propre fonctionnement mais sur une lutte et le mouvement qu'il représente. Ceux qui y participent ne cessent pas d'appartenir à un mouvement et quand l'intervention proprement dite est terminée il faut qu'elle soit utilisée par les acteurs eux-mêmes. L'esprit de l'intervention est de construire un échange aussi prolongé que possible entre l'action et l'analyse. C'est pourquoi je parle de *sociologie permanente*. L'association de l'auto-analyse et de l'intervention du sociologue dans le cadre de groupes se réunissant fréquemment pendant quelques mois semble être la forme principale de cette communication entre l'action et l'analyse mais elle devra être de plus en plus complétée par d'autres, de sorte que les premiers résultats de l'analyse soient renforcés par la connaissance des effets qu'ils ont entraînés sur le comportement des acteurs et de leur lutte. Il faut dire nettement que ces travaux souhaitent *contribuer au développement des mouvements sociaux*. Nul ne sera tenté de croire que nous rêvons d'inventer ou de fabriquer de toutes pièces des mouvements sociaux, ce qui serait ridicule. Mais notre objectif est bien de permettre à une société de vivre au plus haut niveau d'action historique possible au lieu de traverser en aveugle les crises et les conflits. C'est pour cette raison que les militants d'un mouvement participent à une intervention : ils savent que nous voulons que leur mouvement se développe. Certains estiment que l'histoire est traversée de trop de conflits et d'idéologies. Je pense au contraire qu'elle est dominée par le gaspillage de l'espoir, l'inadaptation des pensées aux situations, la faiblesse de la réflexion sur l'action sociale. Les acteurs économiques sont moins ignorants du sens de leurs actes qu'ils ne l'étaient dans un passé encore récent ; pourquoi les mouvements sociaux ne profiteraient-ils pas des progrès d'une analyse sociologique capable d'éclairer leurs problèmes et leur action ? L'opinion la plus courante est encore que le sociologue doit remplir un rôle d'expert, informer le décideur sur la situation, comme la météorologie informe le cultivateur ou le touriste. Il s'agit ici de tout autre chose.

Nous tournons [193] notre regard non vers la situation mais vers l'action, non vers les intentions mais vers les rapports sociaux et les champs d'action sociale. En nous donnant pour objectif d'élever le niveau d'action historique dans une société, nous nous donnons aussi les moyens d'évaluer nos propres résultats et d'améliorer nos pratiques de recherche. C'est pourquoi une sociologie permanente, si elle définit clairement au départ sa méthode, sait que celle-ci s'approfondira en même temps que les résultats obtenus poseront de nouveaux problèmes. L'essentiel est d'accepter un nouvel objet de recherche, qui appelle une nouvelle méthode d'étude et impose une relation transformée du chercheur aux acteurs qu'il étudie. En s'installant sur le terrain le plus spécifique de la sociologie l'intervention rappelle qu'entre l'objectif et le subjectif existe le domaine des rapports sociaux et de l'action sociale et qu'il requiert une pratique de recherche originale.

[194]

Deuxième partie :  
L'intervention sociologique

## Chapitre 2

---

### Le groupe

*Pourquoi un groupe ?*

[Retour à la table des matières](#)

Un groupe n'est pas l'agent habituel d'un mouvement social ; celui-ci agit à travers des organisations ou plus largement des collectifs ; il suscite d'autre part un engagement personnel. Certains ont donc proposé d'étudier des assemblées générales ou des manifestations ; d'autres, plus nombreux, s'orientent plus simplement vers l'étude de groupements constitués, partis, associations, syndicats. Inversement une série d'entretiens individuels avec des militants peut nous informer sur les raisons de leur engagement.

Écartons d'abord une illusion : on ne peut saisir un mouvement comme un ensemble concret. Quel est le collectif réel qui représente le mouvement ouvrier ou même un mouvement d'étudiants ? une assemblée de grève, une assemblée générale ? Ces dizaines ou centaines de personnes ne peuvent pas être entendues ; leurs voix seraient couvertes par celles de quelques leaders. Nous voici ramenés à la réalité. Nous pourrions entendre d'un côté des individus, de l'autre une orga-

nisation, c'est-à-dire d'un côté des raisons de participer à un mouvement et de l'autre la mise en forme politique, stratégique et tactique du mouvement. Mais entre les deux le mouvement lui-même serait absent. C'est bien parce que notre histoire actuelle est pleine de militants sans mouvements et d'organisations qui se substituent à des mouvements que tant de chercheurs veulent atteindre un mouvement directement au niveau de groupes restreints, peu organisés mais qui se sentent engagés à l'égard de collectifs plus vastes. Le danger de ce choix est évident : privilégier les sectes, les groupuscules. Il est réel si le petit groupe est un microparti, ce qui est le cas de [195] beaucoup de groupuscules révolutionnaires ; il ne l'est pas si les groupes sont faiblement organisés, si leurs thèmes débordent leurs objectifs et leurs objectifs leurs formes d'action ; il l'est encore moins si on voit dans ce groupe un premier rassemblement d'idées et de pratiques où commence à apparaître un nouveau mouvement social. Un mouvement social est un équilibre instable entre son institutionnalisation et une action critique contre l'ordre, donc entre un groupe d'intérêts et de pression d'un côté et de l'autre un parti ou une force armée préparés pour la prise du pouvoir. Loin d'être un lieu fort c'est un lieu faible, alors que les partis révolutionnaires ou les syndicats réformateurs sont des lieux forts de la vie politique. Concept central dans l'analyse sociologique le mouvement social est une zone frontière dans la pratique sociale et ceux qui aiment brosser de grands tableaux de la société ne leur prêtent qu'une attention réticente, alors qu'ils sont fascinés par les institutions, les organisations et les armées. Le choix de groupes restreints comme lieux et agents de travail sur les mouvements sociaux est juste car de tels groupes de militants, même formés par le chercheur, sont le mode le plus faible d'organisation de l'action collective qu'on puisse imaginer et donc le lieu où on peut approcher au plus près du mouvement social, au-delà des forces institutionnelles et en deçà des bruits assourdissants de la guerre.

## *Le groupe d'intervention.*

### [Retour à la table des matières](#)

L'intervention porte sur un groupe de militants menant l'autoanalyse de leur mouvement à partir de leur confrontation avec des adversaires ou partenaires. Ces militants sont donc à la fois des acteurs réels et les participants d'une intervention conçue et organisée à des fins d'analyse sociologique. Ce qui soulève trois questions principales : comment les membres du groupe sont-ils choisis : est-ce par les chercheurs ou par le mouvement auxquels ils appartiennent ? *Pour quelles raisons* participent-ils à l'intervention ? *Leurs deux rôles* ne peuvent-ils pas s'opposer l'un à l'autre, car les buts de connaissance du sociologue et les objectifs d'action du militant ne sont pas toujours facilement compatibles ?

[196]

1. La première de ces questions fait apparaître le danger d'une confusion possible entre les *mouvements* et les *associations ou organisations* qui les représentent, même si tous les membres du groupe en sont membres, car il serait dangereux de confondre un mouvement ou même une lutte avec ses formes d'organisation. Le groupe n'engage la responsabilité d'aucune association. Il est formé le plus directement possible de militants et le chercheur veille à ce qu'il soit aussi diversifié que possible et soit ainsi capable de mener en son sein les grands débats qui vont informer sur la nature et les problèmes du mouvement. Le groupe doit rester restreint pour permettre la participation de tous à la discussion ; il est donc exclu de parler de sa représentativité mais le chercheur doit éviter l'absence d'une composante importante de la lutte. Dans l'intervention qui concernait les étudiants nous savions au départ l'importance des conflits entre l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) d'orientation surtout communiste et les autres organisations étudiantes et entre l'ensemble de celles-ci et les inorganisés. Nous n'avions pas en revanche d'informations précises sur les différences d'orientations qui auraient pu exister entre étudiants

de différentes unités d'enseignement et de recherche. Nous avons donc avant tout veillé à ce que chacun des groupes comprenne des membres de l'UNEF, des militants d'autres organisations et des inorganisés en acceptant que leurs participants ne viennent que des UER où la grève avait été la plus active. Une étude sur le mouvement occitan doit, pour répondre à la même exigence, former des groupes où se rencontrent des militants culturels, des militants politiques et des syndicalistes ou des membres d'associations professionnelles. Celle qui est consacrée au mouvement antinucléaire doit être menée par des groupes où se rencontrent des scientifiques, des travailleurs de l'industrie nucléaire, des militants de comités locaux, des écologistes. Ce qui veut dire que le groupe est formé sous la responsabilité des chercheurs.

2. À quel type de militants fait-il appel ? Le plus possible à des *militants de base* et non à des dirigeants qui exerceraient un ascendant trop important sur le reste du groupe et engageraient par leur présence leur organisation, ce qui les obligerait à se [197 ] comporter comme son porte-parole, donc à résister à l'ouverture du débat et à l'auto-analyse elle-même. Les militants doivent avoir participé à une action conflictuelle. Il serait imprudent d'inclure dans les groupes soit des individus qui n'ont participé qu'à un courant d'opinion soit inversement d'autres qui auraient été engagés dans un combat, un affrontement, mais sans se sentir appartenir à un mouvement. La situation de guerre comme le simple courant d'opinion n'indiquent pas suffisamment la présence d'un mouvement social ou même d'une lutte. Dans le premier cas la présence d'un enjeu culturel commun aux adversaires tend à être remplacée par l'affrontement direct ; dans le second c'est l'adversaire qui peut être absent ou assez vaguement défini pour ne pas pouvoir être représenté par des interlocuteurs. Ceci semble imposer des limites à l'intervention ; ces limites existent en effet mais tiennent moins à la méthode qu'à l'objet qu'elle permet d'étudier. Elle n'est bien adaptée ni à l'étude d'un conflit guerrier, en particulier international, ni inversement à celle d'une campagne d'opinion sans conflit social visible. Mais les chercheurs doivent se garder d'accorder un avantage aux tendances qui semblent les plus disposées à parti-

ciper à l'intervention, parfois parce qu'elles espèrent y trouver un lieu de compromis ou de réunification. Dans le même esprit ils doivent éviter de s'enfermer dans le monde des militants les plus actifs et les plus habitués à prendre la parole. Ils doivent tendre vers la création de groupes d'individus appartenant simplement à la *population qui se sent concernée* par la lutte étudiante. L'idéal serait pour étudier le mouvement ouvrier de former des groupes d'ouvriers, syndiqués ou non, militants ou non, ou, pour connaître le mouvement antinucléaire, de se placer simplement dans une région où est implantée ou en voie d'implantation une centrale nucléaire. D'abord pour éviter la confusion du mouvement et d'une organisation et ensuite pour être fidèle à l'idée qui a été rappelée dans la première partie : il n'existe pas de rôle sans conscience de ce rôle et en particulier pas de classe sans conscience de classe. En fait les groupes seront formés de membres ou non d'organisations assez engagés dans une action pour consacrer un temps important à une réflexion sur un mouvement auquel ils se sentent appartenir. Dans la [198] suite du texte, nous parlerons d'acteurs plutôt que de militants quand il faudra éviter toute confusion entre la participation à un mouvement et l'appartenance à une organisation.

Ce qui conduit des acteurs à participer à l'intervention, c'est-à-dire à une réflexion sur le mouvement hors des organisations qui veulent le représenter, est la conscience d'une *discordance* entre le mouvement et ses formes d'action et d'organisation. Un mouvement sans unité organisationnelle, surtout s'il est en montée et s'il cherche à affirmer son importance au-delà de sa faiblesse matérielle, peut attendre de l'intervention qu'elle renforce en lui ce qui unit contre ce qui divise. Inversement si des organisations et plus encore des idéologues parlent au nom d'un mouvement tout en ayant des objectifs différents des siens, il est possible qu'ils résistent à une recherche qui peut faire apparaître l'arbitraire de leur prétention. L'auto-analyse joue donc un rôle d'approche du mouvement non pas contre l'organisation mais au-delà des limites et des difficultés de sa pratique. Les acteurs ne se tournent pas vers un expert, pour lui demander une analyse de leur situation, comme une entreprise demandant à un spécialiste d'examiner son rendement financier. Ils travaillent avec celui qui, hors de toute organisation, réfléchit sur le mouvement, cherche à le dégager de ce qui se mêle à lui et à renforcer ses orientations fondamenta-



les. Le groupe n'attend pas du chercheur des conseils, pas davantage un froid diagnostic : il accepte son indépendance mais veut être assuré qu'il reconnaît l'existence et l'importance du mouvement. L'intervention ne peut pas s'adresser à un groupe de militants déçus ou mécontents qui souhaiteraient critiquer une organisation ; elle a peu de chances d'être demandée ou acceptée par une organisation qui s'identifierait à l'ensemble du mouvement. C'est entre ces deux limites qu'elle doit se placer. Elle se développe d'autant plus facilement que les problèmes organisationnels sont davantage subordonnés à ceux de l'orientation du mouvement et de la participation militante de ses membres.

3. Si le chercheur doit combiner son rôle de connaissance et sa volonté d'aider le mouvement social à se développer, les participants à l'intervention rencontrent des difficultés symétriques. [199] *Acteurs* ils deviennent aussi *analystes*. Les deux rôles peuvent s'opposer, d'autant plus facilement que le mouvement est davantage en crise : un examen prolongé fait éclater les slogans, ébranle les certitudes, grossit les oppositions et les tensions. Plus encore celui qui se met en position d'analyse prend une distance critique à l'égard de lui-même, ce qui peut gêner sa participation militante. Même si le groupe est formé de militants et confronté à des adversaires réels du mouvement, l'intervention se place dans un climat qui n'est pas celui de l'action militante avec sa solidarité, ses ruptures, sa mobilisation idéologique. Peut-on rester militant quand on se fait analyste ? La réponse est non seulement positive mais doit affirmer que cette autoanalyse militante renforce la participation au mouvement lui-même au-delà des difficultés de la lutte. À condition d'ajouter aussitôt que l'intervention n'est pas au service d'une organisation et par conséquent qu'elle peut conclure à la faiblesse ou au déclin d'un mouvement, aussi bien que révéler son importance malgré la faiblesse de son organisation. Nous n'entreprenons pas une intervention sans avoir de bonnes raisons de penser qu'il y a dans la lutte considérée du mouvement social mais nous pouvons conclure à notre erreur et reconnaître que la lutte, telle qu'elle est organisée, est en grande partie ou entièrement étrangère au mouvement social qui y est virtuellement présent. Plus souvent en-

core les conclusions seront plus complexes, montrant des tensions ou des malentendus entre ce qu'il y a de mouvement social et ce qui est d'une autre nature à l'intérieur d'une lutte. Si toutes les interventions devaient se terminer par le panégyrique d'une lutte organisée, elles auraient peu d'audience : le sociologue ne serait que l'historiographe de l'acteur. Celui-ci ne peut ignorer que les résultats de l'intervention le placeront devant une image de lui-même différente de celle que lui offre son idéologie et aussi qu'il aura été transformé par l'intervention elle-même. La force de l'organisation risque donc de rendre l'intervention plus difficile ; mais elle peut aussi la rendre plus importante. Là où la lutte est peu organisée et unifiée, ce qui est le cas de l'action étudiante, l'intervention risque d'avoir des effets limités : ce qui limite la pression des organisations peut diminuer aussi l'intérêt de l'intervention, puisque celle-ci devrait [200] être suivie d'un va-et-vient entre l'analyse et l'action. Il faudrait que l'intervention soit encadrée par deux phases aussi importantes et plus longues qu'elle. La première serait celle du passage de l'action à l'analyse, donc la discussion avec les militants pour que se forme et se précise la demande d'intervention ; la seconde serait celle du retour à l'action. Les résultats de l'intervention devraient être discutés non seulement avec les participants mais avec des dirigeants ou d'autres militants. Les participants plutôt que les chercheurs pourraient mener une telle discussion pour assurer ainsi le transfert de l'analyse et de ses conclusions à l'intérieur de la lutte organisée.

### *Les mouvements et la recherche.*

[Retour à la table des matières](#)

Dès le début de notre première série d'interventions nous savons que des associations militantes ou des groupes de dirigeants ou d'interprètes de mouvements verront quelquefois dans l'intervention sociologique une menace. Ils craindront que des observateurs extérieurs méconnaissent l'esprit et les difficultés d'un mouvement, que la distance créée par l'analyse ne serve à refroidir l'ardeur militante et à favoriser des orientations modérées, négociatrices, « raisonnables »

ou au contraire qu'elle exagère l'influence des tendances les plus extrêmes. La résistance des mouvements à l'intervention est de deux types. Parfois c'est une organisation qui affirme son identité avec le mouvement et craint une démarche qui en appelle au mouvement au-delà de la lutte et de son organisation. Elle résiste d'autant plus que sa puissance matérielle excède davantage sa charge réelle en mouvement social. C'est ainsi que dans une étude, qui était encore une enquête, sur le mouvement ouvrier, j'avais rencontré les plus grands obstacles du côté de la confédération syndicale la plus modérée, la plus engagée aussi dans des négociations et la moins militante. De l'autre côté peut se former une méfiance doctrinaire, provenant de groupes intellectuels interprétant un courant d'opinion faiblement organisé. Résistance d'autant plus forte que la contestation s'appuie plus directement sur une identité, un être collectif et donc oppose plus immédiatement [201] l'intérieur à l'extérieur. Pendant la grande poussée du Black Power aux États-Unis, il aurait été difficile à des intellectuels blancs de conduire une intervention à Oakland, dans le South Side de Chicago ou dans Harlem.

Ces résistances peuvent être insurmontables et faire échouer une tentative d'intervention. Mais si l'échec n'est pas dû à des maladresses et si plusieurs tentatives aboutissent au même refus, n'est-ce pas une forte indication que le mouvement social est absent de lieux si bien gardés et que la résistance cache surtout cette absence ? Là où l'action critique ne prépare que la prise du pouvoir par la force, là où à l'inverse l'appareil revendicatif n'est plus qu'un syndicalisme de marché, là aussi où des notables défendent leur propre pouvoir en défendant la spécificité ou l'indépendance d'un territoire ou d'une catégorie sociale en train de les perdre, l'intervention est crainte parce que la référence faite à un mouvement social risque de se révéler artificielle. Des contre-élites, modernistes ou antimodernistes, parlent au nom d'un peuple ou d'une catégorie sans que l'action collective de ceux-ci soit visible. Là où nous rencontrerions l'échec nous n'irions pas jusqu'à dire qu'il n'y a pas de mouvement social mais seulement qu'il est invisible, ce qui jetterait un doute sérieux sur son existence réelle. Au contraire la présence d'un mouvement social doit se manifester par ce qui est un facteur favorable à l'intervention, une interrogation des militants sur le sens de leur lutte et la recherche d'un engagement

profond, au-delà des conditions spécifiques d'un combat particulier. L'intervention, pour cette raison, n'est possible que si elle repose sur une participation active des militants, au-delà même du groupe qui y participe directement, et sur une interaction réelle, aussi constante que possible, entre chercheurs et acteurs. Si elle n'existe pas les chercheurs peuvent être entraînés, qu'ils le veuillent ou non, vers une attitude critique par la seule résistance qu'oppose la mobilisation militante à leur effort de connaissance, tandis que les associations pourraient chercher à écarter des intrus et à garder le monopole de l'interprétation de leur domaine d'action.

L'interdépendance des chercheurs, analystes et engagés, et des acteurs, à la fois militants et analystes, est nécessaire à l'étude des relations d'un mouvement avec une lutte et plus encore [202] avec l'organisation de celle-ci. C'est pourquoi l'intervention doit être aussi proche que possible de l'action et porter sur une *pratique historique concrète* et non sur une intention ou des idées seulement générales. La proximité de l'action est d'autant plus importante que la lutte est plus fortement institutionnalisée et organisée. Seule la référence à une pratique collective peut faire apparaître les limites de l'idéologie et du discours stratégique des organisations. Il est souhaitable qu'une intervention sur le syndicalisme ouvrier puisse être menée pendant une grève, que des militantes féministes puissent conduire leur analyse au moment d'un procès important. Cette simultanéité se heurte à des obstacles évidents, matériels d'abord mais surtout psychologiques. Au cœur de l'action le militant ne cherche souvent pas le recul de la réflexion mais au contraire la participation la plus complète possible à l'action. Cependant cette idée convient mieux à une lutte militaire qu'à un conflit social, toujours plein de débats internes, d'hésitations, de réflexions, d'efforts pour convaincre ou pour faire participer. Le plus facile est de placer l'intervention après l'action mais il est prévisible que certaines des premières interventions préparées se placeront avant des événements considérés comme très probables ou inévitables. C'est probablement un peu plus tard que se présenteront des occasions de mener une analyse à chaud. Encore dans ce cas la période d'entrée dans la recherche devra-t-elle avoir été déjà vécue car les avantages de la simultanéité avec l'événement seraient perdus pour les chercheurs si la soudaineté de leur intervention les laissait ignorants

de la lutte qu'ils étudient et complètement extérieurs à elle. En pratique la formation des groupes d'intervention devrait manifester la coopération des chercheurs et des militants. Si la responsabilité de l'intervention appartient entièrement aux chercheurs, les dirigeants des associations en particulier doivent être assurés que les groupes ne sont pas marqués au départ par des biais ou des lacunes considérables, en particulier qu'ils ne sont pas dominés par une tendance minoritaire qui se servirait de l'intervention dans sa stratégie contre les dirigeants en place. Il faut que le mouvement se sente le plus possible responsable du bon déroulement de l'intervention. Les chercheurs doivent être aussi protégés contre la tendance qu'ils peuvent avoir à former des groupes [203] proches d'eux, dans lesquels les intellectuels ou les habitants de leur ville ou de leur région recevraient une place excessive. Il est si important de les protéger contre leur propre perception de la situation, surtout lorsque celle-ci est complexe et pleine de tensions, qu'il faudra le plus vite possible demander à un chercheur qui ne participe pas à l'intervention de suivre celle-ci comme *consultant*.

*L'amarrage* de l'intervention au mouvement et à son autoanalyse ne peut pas, ne doit pas être facile. Il informe les chercheurs sur la nature du mouvement et de la lutte et les conduit aussi à critiquer leur propre perception. Il est difficile surtout dans une situation comme celle de la recherche consacrée aux Occitans où les chercheurs appartiennent au centre, à Paris pour la majorité d'entre eux et même au milieu des intellectuels parisiens dont la domination et la distance sont fortement ressenties par les intellectuels ou par les dirigeants du mouvement qui luttent contre un colonialisme interne. L'intervention consacrée aux mouvements antinucléaires a été préparée dans des conditions plus faciles car un des chercheurs était associé étroitement et depuis longtemps à ces mouvements. Encore le passage du rôle de *participant* à celui d'*intervenant* n'est-il pas aisé ; le chercheur risque d'être trop lié au groupe qu'il doit étudier et de privilégier le renforcement du groupe sur la pénétration critique et parfois éprouvante de l'analyse. Rien ne peut éviter la tension entre le participant et l'analyste ; tout au plus peut-on suggérer que le chercheur, qui doit avoir une connaissance préalable du mouvement et donc y avoir une certaine participation, devrait être le plus souvent possible associé à

des *partenaires* qui, à l'intérieur du mouvement, seraient convaincus de l'utilité de l'intervention. L'intervention sociologique devrait répondre à une *demande*. Encore faut-il que celle-ci se place au niveau du mouvement social lui-même. Une intervention sur les mouvements de femmes ne doit pas être entreprise à la demande d'un parti politique ou du gouvernement. Il n'est même pas souhaitable que le sociologue intervienne à la demande et pour le compte d'une organisation qui s'identifierait à un mouvement social. Il faut que la demande soit effective au niveau des membres des groupes eux-mêmes. Une confédération syndicale peut souhaiter qu'une [204] intervention soit menée sur le syndicalisme ; encore faut-il que les chercheurs rencontrent une demande directe au niveau de syndicalistes prêts à participer au groupe de leur propre chef, assurés de ne pas entrer en conflit avec leur confédération mais sans agir sur ses instructions ou pour la représenter. Identifier dès le départ un mouvement à une organisation et à sa pratique serait aller en sens inverse du but de l'intervention.

### ***Deux ou plusieurs groupes.***

#### [Retour à la table des matières](#)

Une étude extensive, portant sur de nombreux individus mais ne traitant que de thèmes simples et surtout séparés, comme le sont les questions d'un questionnaire ou même d'un entretien oral, est donc remplacée ici par une étude intensive portant sur un groupe de militants qui mènent l'auto-analyse de leur mouvement et sont placés par les chercheurs le plus constamment possible devant l'ensemble de leurs déclarations et de leurs conduites au cours de l'intervention. Un des inconvénients de cette méthode est qu'elle subordonne l'analyse aux caractéristiques particulières du groupe d'intervention. Qui peut nous assurer que la lutte étudiante est de même nature à Paris et à Amiens, qu'être militant occitan a le même sens en Languedoc, en Provence et en Limousin, que le mouvement antinucléaire est le même dans les régions où sont construites des centrales nucléaires et à Paris où les intellectuels et en particulier les scientifiques jouent un rôle beaucoup plus important dans les manifestations et dans les associations ?

Si un mouvement ne peut pas être confondu avec une organisation et pas davantage avec un conflit particulier, daté et localisé, il est dangereux de ne l'étudier qu'à travers un seul groupe. C'est pourquoi l'intervention cherche à se protéger contre ses propres limitations en constituant deux ou plusieurs groupes. Il s'agit d'abord d'écarter les spécificités locales et de ne pas les confondre avec les traits généraux du mouvement, afin de construire une analyse capable de s'appliquer à plusieurs situations. Mais il ne faut pas rester à la surface de chacune sous prétexte de dégager les traits généraux d'une lutte. L'analyse est d'autant plus forte [205] que l'intervention est plus approfondie, que le corpus de documents à expliquer est plus considérable et plus riche. Non seulement il n'y a pas de contradiction entre la particularité de chaque groupe et la solidité d'hypothèses générales mais encore elles sont liées l'une à l'autre.

La comparaison des groupes doit avoir un but plus constructif. Il faut qu'ils représentent des aspects différents, voire opposés, de la lutte, de sorte que leur rapprochement fasse apparaître des débats, des tensions ou des conflits caractéristiques du mouvement. C'est pourquoi les deux groupes ne restent pas tout le temps séparés. S'il est souhaitable qu'ils travaillent au même moment, il faut qu'ils se rencontrent longuement, juste avant que les chercheurs communiquent leurs interprétations.

Dans l'intervention étudiante nous n'avons pas choisi de former des groupes à Amiens et à Bordeaux pour des raisons précises mais notre impression que les problèmes étudiants étaient vécus différemment dans une petite université située dans une région fortement marquée par l'action ouvrière et dans une grande ville universitaire qui est aussi la capitale d'une région peu industrielle, se révéla plus juste encore que nous le pensions, de sorte que la comparaison et l'interaction des Amiénois et des Bordelais apparurent vite comme de bons moyens de connaissance du mouvement étudiant. Pour le mouvement occitan il est clair qu'il défend une identité culturelle en même temps qu'il s'oppose à la domination de Paris et de l'État qui y a son siège ; il peut donc être utile de comparer et de confronter un groupe situé en Occitanie et un autre formé à Paris dans une situation vécue comme exil. Le mouvement antinucléaire peut comparer des groupes formés dans deux ré-

gions directement affectées par la politique nucléaire ou au contraire une de ces régions et la région parisienne. Tous ces cas montrent que la formation de deux groupes opère un choix toujours relativement arbitraire entre plusieurs comparaisons possibles, ce qui limite la portée de l'intervention. Seules des études concrètes pourront montrer jusqu'où vont ces limitations. Je ne doute pas qu'un troisième groupe, formé à Paris, aurait permis d'acquérir une vue plus riche du mouvement étudiant ; mais je constate en même temps que l'ensemble des informations produites par les deux [206] groupes a pu être intégré dans l'analyse et par conséquent que la nécessité d'un troisième groupe, dans ce cas, n'a pas été établie. Cette nécessité peut s'imposer pour des raisons plus matérielles. Ni le mouvement étudiant ni le mouvement occitan n'apparaissent fortement différenciés malgré la diversité des organisations qui les composent. Peut-être parce que leur adversaire principal est l'État ; peut-être aussi parce que ce sont des mouvements de taille réduite. Au contraire le syndicalisme ouvrier, même si on le définit de manière restrictive, en écartant les catégories professionnelles non proprement ouvrières, est un ensemble beaucoup plus considérable et diversifié. Peut-on se contenter pour l'étudier de former un groupe par confédération syndicale ; faut-il définir de manière plus étroite l'objet de la recherche, par exemple à partir d'hypothèses antérieures sur la nature et le lieu central du syndicalisme ouvrier ou au contraire en choisissant des zones de syndicalisation récentes ?

La constitution des groupes doit être associée à la définition du champ de la recherche et tenir compte du degré de différenciation interne de la lutte considérée. Il faut partir du mouvement lui-même, de ses débats, de ses orientations et de ses tensions internes et chercher les localisations qui les mettent le mieux en lumière.



## *Les interlocuteurs.*

### [Retour à la table des matières](#)

Au moment de sa formation le groupe est un *groupe-témoin*. Au cours de ses premières rencontres avec les chercheurs, alors que ses effectifs ne sont pas encore stabilisés, il affirme déjà son existence collective en se reportant à son action passée, surtout s'il a vécu un grand conflit. Les chercheurs doivent le maintenir aussi près que possible de ce conflit réel pour éviter l'expression immobilisante d'une idéologie qui jouerait aussi le rôle de défense du groupe face aux chercheurs. Dans le même but il faut confronter le groupe le plus vite possible à des interlocuteurs et d'abord à des adversaires. Devenu ainsi un *groupe de confrontation* il cesse de construire librement le sens de son action ; il doit répondre à des interprétations différentes de la [207] sienne, corriger l'image qu'il avait de ses adversaires. Au début de l'intervention sur le mouvement étudiant, à Amiens surtout, régnait l'idée que la réforme du second cycle répondait à la volonté et à la pression directe du patronat ; les étudiants, qui avaient demandé à entendre un représentant du patronat régional, furent étonnés de l'entendre émettre des jugements très différents, de même qu'ils furent surpris de trouver chez les enseignants favorables à la réforme des attitudes de défense professionnelle et corporative peu favorables à une adaptation des études au monde des entreprises, jugé par eux défavorable aux disciplines traditionnelles auxquelles ils appartenaient souvent. Double observation qui provoqua de grands débats dans le groupe et un approfondissement de l'auto-analyse.

Si une lutte est plus idéologique que pratique, ce qui a été jusqu'ici le cas du mouvement écologique, la confrontation avec les adversaires risque d'être moins riche que dans les cas où l'acteur et l'adversaire se réfèrent aux mêmes événements précis pour en donner des interprétations différentes. Mais nous avons observé que la présence des interlocuteurs stimule le groupe et le conduit à découvrir, au-delà d'une unanimité de façade, ses divergences ou ses conflits internes. Ce qui peut accélérer l'auto-analyse à condition que les tensions ne

soient pas réduites par la fuite vers des idées trop générales, vers des principes et des sentiments qui ne laissent prévoir aucune pratique particulière.

De telles confrontations peuvent même sembler insuffisantes. On peut imaginer une étude plus complète portant sur le conflit et non pas seulement sur un de ses acteurs. On formerait par exemple un groupe de syndicalistes ouvriers et un groupe de dirigeants d'entreprise ; chacun d'eux serait confronté à des interlocuteurs et mènerait son auto-analyse avant d'être placé l'un en face de l'autre, peut-être aussi en présence des représentants des institutions de négociation, d'intervention ou de médiation : inspecteurs du travail, magistrats, avocats, parlementaires et autres élus dans le cas imaginé ici. Une telle extension de la méthode d'intervention serait conforme à l'analyse sur laquelle elle repose et qui a constamment rappelé que l'objet propre de la sociologie était le rapport social. Une fois de plus notre pratique, encore à ses débuts, suggère le prolongement et le développement [208] d'une méthode qui ne peut être réduite aux procédures utilisées dans ses premières applications.

Mais l'essentiel n'est pas dans les procédures de l'intervention : il est dans l'idée qu'il ne faut pas s'enfermer dans des opinions, qu'il faut au contraire mettre l'acteur en relation avec ses adversaires ou partenaires pour surmonter ses rationalisations et donner une base réaliste à son travail sur lui-même.

La confrontation de l'acteur avec ses partenaires sociaux est donc une démarche essentielle et non pas une technique particulière qui pourrait être remplacée par une autre, par exemple par la présentation de documents. C'est au cours des confrontations que l'acteur commence son auto-analyse. Il n'est plus un simple témoin de sa lutte, puisqu'il accepte d'en recevoir une image différente de la sienne et même opposée à elle, ce qui l'oblige à sortir de son idéologie et par conséquent à passer du point de vue de l'acteur à celui de la relation et même du champ social d'action.

Ce rôle des confrontations s'applique surtout à la rencontre avec des adversaires. Il est différent quand les interlocuteurs sont des *alliés* ou des *partenaires*. Ceux-ci renvoient aux acteurs une image de leur action moins extérieure, mais ils les aident à se situer sur la scène

sociale et donc à mieux définir la nature de leur action. Il n'existe d'ailleurs pas de frontière nette entre ces deux catégories d'interlocuteurs et parfois le groupe ne veut pas décider au départ s'ils seront des adversaires ou des alliés : les étudiants eurent cette attitude ambiguë à l'égard du principal syndicat d'enseignants et même à l'égard des centrales syndicales.

Enfin les interlocuteurs doivent être aussi d'autres *participants* au mouvement, placés à un niveau et dans des activités différents de ceux des membres du groupe. Une fois que celui-ci, après avoir rencontré divers adversaires ou alliés, a commencé à mener sa réflexion, il faut qu'il puisse la confronter à d'autres conceptions du mouvement, celles qu'offrent des dirigeants et inversement celles qui viennent de la base, au nom de laquelle parle le mouvement, même si elle ne participe pas de manière militante et organisée à ses activités.

Les groupes doivent être incités à répondre aux interlocuteurs en se laissant porter par chaque confrontation sans chercher [209] à défendre et à élaborer une politique générale. Cette phase est celle du *déploiement* du groupe qui s'engage dans plusieurs directions, réagit à différents niveaux, se fournissant ainsi à lui-même des éléments très diversifiés et peu intégrés de réflexion. Les chercheurs encouragent ce déploiement en aidant le groupe à dépasser l'image stéréotypée qu'il a souvent de son adversaire ou de son partenaire, ce qui est plus facile quand la discussion porte sur des événements historiques précis plutôt que sur des idées générales. L'interlocuteur est parfois trop fort, parfois trop faible pour le groupe. Dans le second cas il faut que viennent deux personnes au lieu d'une ; dans le premier c'est aux chercheurs à défendre le groupe et à éviter qu'un interlocuteur trop habile l'enferme dans son discours. Les confrontations ne visent pas à fournir aux chercheurs une image complète des opinions du groupe mais bien davantage à placer le groupe lui-même devant la diversité de ses réactions pour l'aider à dépasser la répétition défensive d'une idéologie générale.

À l'heure actuelle les déclarations et les conduites des interlocuteurs ne sont étudiées qu'indirectement et donc très partiellement. Les lecteurs de *Lutte étudiante* n'y trouveront pas d'analyse directe de la politique des syndicats d'enseignants, du secrétariat d'État aux

Universités ou du Patronat. Ils ne verront ces personnages intervenir qu'à travers l'analyse des militants étudiants. Les chercheurs de leur côté tout en donnant aux interlocuteurs le plus de facilités possible pour s'exprimer doivent se placer *du côté du groupe* car celui-ci est le porteur du mouvement et parce que leur rôle principal est de parler au groupe du point de vue du mouvement. Les confrontations se plaçant au début de l'intervention, les chercheurs et en particulier l'agitateur veulent aussi renforcer le groupe avant qu'il aborde la phase principale de son travail, l'auto-analyse, et marquent sa solidarité avec lui. Les interlocuteurs doivent être introduits dans le groupe en fonction des besoins et des caractéristiques de celui-ci. La priorité doit être donnée à ceux qui ont été le plus directement et personnellement engagés dans un conflit réel avec, le mouvement, sauf si des militants risquaient de se trouver alors confrontés avec un adversaire qui pourrait exercer sur eux des représailles à la suite des propos tenus pendant l'intervention. Un adversaire lointain, [210] dont la présence et l'action sont recouvertes par un stéréotype, ne peut provoquer que des comportements attendus.

La présence de l'interlocuteur doit empêcher le groupe de se centrer sur lui-même, sur sa vie intérieure ; elle a pour but premier de faire agir le groupe comme représentant d'une lutte réelle.

La réaction affective à l'interlocuteur doit être subordonnée au débat sur le mouvement. Mais au cours des débats se construisent des relations qui sont souvent différentes de ce que les acteurs prévoyaient et qui font mieux apparaître la nature de la lutte.

Le *chercheur* a donc un rôle limité pendant la phase des confrontations. Le secrétaire intervient aussi peu que possible ; l'agitateur renforce le groupe en même temps qu'il l'aide à sortir de ses défenses idéologiques et à accepter un débat ouvert. Si le chercheur intervenait plus directement ce ne pourrait être que pour s'identifier fortement au groupe, peut-être pour surmonter sa propre insécurité et surtout pour être mieux accepté. Mécanismes psychologiques aux conséquences très négatives, contraires à la logique de la recherche.

Le rôle du chercheur ne peut être construit qu'à l'intérieur de l'intervention, il doit donc rester discret, limité, pendant cette première phase. Parallèlement les réponses du groupe, si celui-ci n'est pas un

groupe historique réel, un groupe naturel, peuvent être commandées par le désir de plaire ou de déplaire soit aux chercheurs soit à l'interlocuteur. C'est pourquoi dans cette phase le groupe doit être encouragé de toutes les manières à se comporter comme un acteur historique responsable des intérêts et de l'avenir d'un mouvement. Le chercheur rappelle les actions militantes passées et leur importance pour l'opinion publique. Il n'est nullement un arbitre ; il évite que le groupe ou l'interlocuteur s'adresse à lui pour le convaincre : il organise au contraire des face à face aussi directs que possible pour éviter que le groupe se sente placé en situation expérimentale. Il l'aide à affirmer son engagement militant et à commencer son auto-analyse, en particulier en l'engageant après le départ de l'interlocuteur à continuer la séance pour analyser la rencontre qui vient d'avoir lieu.

La difficulté principale de cette première phase de l'intervention est qu'elle doit à la fois constituer ou renforcer le nous du groupe et faire fondre au feu des confrontations les *idéologies* [211] protectrices. Ces deux objectifs sont complémentaires mais ils représentent deux pôles entre lesquels existe toujours une certaine tension, indispensable au succès de l'intervention. Le groupe doit être un acteur mais non pas en tant que groupe : il doit l'être dans la mesure où il *représente* et porte en lui une lutte ou un mouvement. Le chercheur est celui qui le met en relation avec ses adversaires et ses partenaires et donc transforme son idéologie en action, tout en lui apportant son aide, s'il risque de perdre son équilibre ou son identité sous les coups de l'adversaire.

À la fin de cette première phase le groupe a reçu tellement d'informations nouvelles sur ses interlocuteurs et surtout sur lui-même qu'il sent le besoin de réfléchir, d'autant que tous les participants n'ont pas réagi de la même manière aux différentes confrontations. Le groupe sent la présence de débats en son sein ; limités par la présence des interlocuteurs ils se développent au cours de *séances fermées*, sans interlocuteur, qui sont organisées le plus vite possible, à l'initiative des chercheurs ou à celle des participants eux-mêmes.

## *Durée de l'intervention.*

### [Retour à la table des matières](#)

Il est difficile de savoir quand chacune des confrontations et quand leur série doivent se terminer. Nous prévoyons à l'heure actuelle entre douze et quinze séances de deux à quatre heures chacune pour l'ensemble des confrontations et des séances fermées. D'autres expériences pourront modifier cette pratique. Un seul principe doit être défendu : le but principal de cette phase est de préparer l'auto-analyse des acteurs. Elle doit s'achever quand le groupe manifeste fortement son besoin de s'y consacrer. Quant à l'ensemble de l'intervention elle comporte à l'heure actuelle une trentaine de séances dont la moitié sont regroupées en week-ends et sa durée est de trois mois environ. À quoi s'ajoutent des réunions préparatoires avec les groupes et, après la fin de l'intervention, des entretiens individuels, puis, plus tard, la discussion du rapport des chercheurs et enfin des rencontres entre certains membres du groupe et des représentants des organisations auxquelles ils appartiennent. Les interventions comportent [212] aussi une assez longue phase d'entrée dans la recherche. Dans le cas de l'étude sur le mouvement antinucléaire, le chercheur qui joue le rôle principal dans son organisation a participé à ce mouvement de manière active depuis plus de deux ans. L'intervention sur le mouvement occitan ayant dû être reportée, la phase de préparation et d'entrée dans la recherche aura au total une durée équivalente. Il est souhaitable que la phase de sortie de l'intervention se développe aussi sur la plus longue durée possible. On peut donc à l'heure actuelle décrire une intervention comme composée d'une phase centrale, intensive, de trois mois environ, encadrée par une phase d'entrée, durant de quelques mois à deux ans, et d'une phase de sortie d'un an au moins. Plus la durée totale de l'intervention est longue, plus le lien entre l'analyse et l'action est solide. Il n'est pas souhaitable de prolonger l'isolement du groupe d'intervention ; le moment où son activité doit cesser est celui où les problèmes internes du groupe commencent à l'emporter sur ses rôles de figure ou d'analyste d'un mouvement. Les relations interpersonnelles peuvent jouer un rôle grandissant et surtout le groupe peut

mettre fin à sa relation très particulière avec les chercheurs, soit en les incorporant soit en les rejetant. Dans l'avenir l'effort principal d'innovation devra porter moins sur l'intervention elle-même, dont pourtant les procédures ne doivent pas être considérées comme intangibles, que sur les phases d'entrée et de sortie et spécialement sur cette dernière. L'intervention doit donner une forme concrète à notre objectif de *sociologie permanente*.

Une intervention ne peut pas être ramassée sur une période très courte ; elle se dégraderait en interviews de groupes et perdrait ainsi l'essentiel de sa spécificité. Il faut tendre au contraire à ce que l'intervention accompagne de la manière la plus durable possible un mouvement qui n'est pas seulement un conflit particulier et qui occupe une place centrale et durable dans la vie d'une société.

Le terrain de l'étude peut être une lutte particulière, circonstancielle ; son objet ne peut être que le mouvement, qui se manifeste dans cette lutte comme dans beaucoup d'autres.

[213]

Deuxième partie :  
L'intervention sociologique

## Chapitre 3

---

### L'auto-analyse

[Retour à la table des matières](#)

Un groupe d'acteurs, placé devant sa propre action par des confrontations avec des interlocuteurs et par la remémoration de ses opinions et de ses comportements pendant l'intervention, entreprend son analyse avec le désir de faire progresser son activité militante : tel est le principe de l'auto-analyse. Le travail du groupe consiste à analyser ses propres débats internes car il ne doit pas s'enfermer dans la recherche d'un consensus ; à réduire la distance qui sépare sa vue de la situation de celle de ses adversaires ou partenaires ; à diminuer aussi celle qui sépare l'idéologie du mouvement et les opinions et les analyses émises par le groupe lui-même au cours de l'intervention et celle qui existe entre le groupe militant et le chercheur qui est à la fois un observateur relativement extérieur et celui qui parle du point de vue du mouvement, c'est-à-dire de la signification la plus élevée de la lutte. Le groupe ne doit pas réaffirmer son identité et son idéologie avec la complicité du chercheur ; il ne doit pas davantage renoncer à être militant et se comporter comme un groupe de « sujets » se sou-



mettant à une expérience. Il doit travailler sur sa propre expérience pour résoudre les tensions qu'elle lui impose.

Le travail du groupe est celui du mouvement engagé dans une situation conflictuelle. Les militants mènent leur analyse en tant que militants ; ils cherchent à comprendre l'enjeu de leur lutte, les raisons de leur succès ou de leur échec. L'auto-analyse entraîne le groupe de plus en plus loin de l'expérience vécue vers la compréhension du mouvement. Chaque progrès accompli dans cette direction est nommé une *flexion*.

On peut aussi définir une flexion comme une autocritique du discours idéologique car un groupe qui réfléchit sur sa lutte part [214] moins d'une expérience historique que d'un discours interprétatif et justificatif. Nous avons appelé discours de la gauche cette vue première des militants étudiants qui interprétaient tout ce qui se passait dans l'université comme expression des intérêts du capitalisme. Le mouvement antinucléaire part aussi d'un discours sur la société qui est celui de l'utopie, c'est-à-dire la condamnation « naturelle » d'un adversaire identifié à la fois à l'irrationalité et à l'inhumanité. Les occitanistes comme les femmes en lutte partent également d'un discours interprétatif plutôt que d'un conflit ou d'un événement. Ce qui est vrai des mouvements « jeunes » le serait beaucoup moins des mouvements « mûrs » qui se réduisent de plus en plus à un conflit direct plus ou moins institutionnalisé. Il est aussi difficile de traverser ce discours que les catégories de l'ordre dominant. Comme celles-ci il transforme des rapports sociaux en catégories naturelles et en principes moraux. L'intervention sociologique doit découvrir les rapports cachés par ce discours. Ce qui est plus difficile qu'on ne croit car les mouvements les plus jeunes sont ceux qui définissent le plus mal leur adversaire et qui confondent le plus les définitions de l'acteur, de l'adversaire et de l'enjeu du conflit dans une image globale, utopique, de la société. Le progrès de l'intervention est lié au passage du discours aux pratiques de la lutte et donc à la différenciation interne du groupe qui se donne d'abord comme porteur unanime d'un discours et peu à peu se révèle lieu de débats et de choix politiques.

## *Flexions.*

### [Retour à la table des matières](#)

Déjà au cours de ses confrontations avec des interlocuteurs le groupe est défini par sa participation à l'intervention, donc à son auto-analyse. Même s'il agit comme *témoin* d'un événement historique ou d'un problème social, il n'est plus un acteur historique réel. Il ne peut pas négocier avec son adversaire dans la salle de réunion ; il ne rend pas publiques des décisions ; ses membres restent au-dehors discrets sur son travail. Ceci constitue la première des flexions qui vont marquer les étapes de l'autoanalyse.

[215]

À partir du moment où le groupe revient sur ses déclarations et ses expériences antérieures pour en débattre il effectue une deuxième flexion, son *retournement*. Le groupe-témoin, qui était aussi un groupe de confrontation, devient un *groupe-figure* : sa vie interne est la figure des problèmes du mouvement que le groupe représente. Les discussions entre tendances à l'intérieur du groupe représentent les débats dans le mouvement lui-même. La capacité du groupe de prendre position sur certains problèmes ou au contraire sa tendance à en fuir d'autres informe de même sur les orientations ou la capacité d'action du mouvement. Une nouvelle flexion, la plus importante de toutes, nommée *conversion* - terme qui n'a ici aucune connotation religieuse - transforme le *groupe-figure* en *groupe-analyste*. Le groupe ne revit plus seulement en son sein les problèmes généraux d'une lutte historique réelle ; il passe du côté de l'analyse du mouvement social ; il s'interroge, comme le chercheur lui-même et avec lui, sur la nature de son action et sur la présence d'un mouvement social dans la lutte. Le groupe s'élève donc aussi haut quelquefois, plus haut dans d'autres cas, que la lutte elle-même. Il n'analyse plus le passé ; il s'interroge sur la possibilité d'un mouvement social et plus concrètement du dépassement de la crise ou de l'accès à un plus haut niveau d'action et de mobilisation. Enfin une dernière flexion, nommée *re-flexion*, conduit du *groupe-analyste* au *groupe mixte d'auto-interprétation* à partir de la

communication au groupe par les chercheurs de leurs interprétations et de la réflexion commune qui s'ensuit. Le groupe, à l'intérieur duquel sont placés maintenant les chercheurs, dont les interprétations ont porté aussi sur leur propre rôle, analyse à la fois le mouvement et sa propre activité, l'histoire de l'intervention. C'est la dernière phase de l'intervention proprement dite. Elle est close par des entretiens individuels. Après eux viennent diverses formes de réappropriation de la recherche par le mouvement puis l'examen par les groupes des textes rédigés par les chercheurs.

L'auto-analyse est donc le processus de transformation de l'acteur en analyste sans qu'il sorte de sa participation au mouvement et en relation avec les chercheurs à l'intérieur du groupe d'intervention. La distance croissante qu'elle introduit par rapport [216] à l'expérience vécue peut être créée par le groupe lui-même. C'est le cas dès qu'il discute d'une confrontation après le départ de l'interlocuteur ; davantage encore quand il décide ou accepte de tenir des séances fermées pour se consacrer à un problème, à un conflit ou à une discussion apparus dans les séances précédentes.

Les militants antinucléaires en particulier ont imposé de telles séances fermées, au-delà de ce qui était prévu au départ, montrant ainsi leur volonté et leur capacité d'entrer rapidement dans leur auto-analyse. C'est le cas surtout lorsque le groupe se réunit pendant une ou plusieurs fins de semaine en un lieu isolé. Le groupe s'installe de plus en plus librement dans un temps et un espace propres qu'il organise. Mais cette distance est créée aussi par les chercheurs, et cela de deux manières principales. La première nommée *remémoration* consiste à rendre présent au groupe l'ensemble des informations qu'il a produites, de façon qu'il soit contraint de répondre de manière cohérente à l'ensemble des problèmes qui se sont posés à lui. L'enregistrement des séances est tenu en permanence à la disposition du groupe qui peut demander à en réentendre un passage ; les comptes rendus dactylographiés lui sont remis le plus vite possible ; au cours de certaines séances les thèmes principaux des discussions antérieures ou des déclarations importantes de certains des participants sont placés sur des feuilles volantes qui tapissent parfois complètement la salle de réunion ; ces feuilles peuvent être rédigées par les participants aussi

bien que par les chercheurs. Enfin l'emploi de la vidéo semble très recommandable car elle rend présent un moment passé de la discussion beaucoup mieux que le magnétophone.

Ce travail de remémoration n'est pas aisé ; le groupe préfère poursuivre des débats assez analogues à ceux dont ses membres ont l'habitude dans leur action militante plutôt que d'être mis en face de ses propres déclarations et de devoir y mettre de l'ordre. Il sent bien qu'en entreprenant cette tâche il met en lumière ses divisions internes ou l'opposition de thèmes qui se mêlaient dans son action et son idéologie. Le grand intérêt suscité par la vidéo' une fois dépassé le narcissisme de ceux qui cherchent surtout à se revoir, aide le groupe à acquiescer une mémoire et à prendre de [217] la distance à l'égard de son propre discours. Cette flexion, nommée retournement, doit être opérée de manière aussi complète que possible ; c'est l'agitateur qui en prend l'initiative ; intégré au groupe il l'aide à écouter, à voir et à analyser ses déclarations antérieures.

Le second mode d'intervention des chercheurs peut être le fait des deux chercheurs. Alors que l'agitateur a aidé le groupe à se constituer et par conséquent est associé à lui face aux interlocuteurs et dans son travail de réflexion, l'autre chercheur, sortant de son silence et de sa tâche d'enregistrement des séances, prend plus activement la parole, pour inciter le groupe à mener son analyse, à prendre de la distance par rapport à son expérience et à se placer du point de vue du mouvement social, donc d'un principe d'analyse et non plus seulement du point de vue de la lutte, de l'événement historique. Dans d'autres cas c'est l'agitateur qui joue le rôle principal dans la *conversion*, qui transforme le groupe-figure en groupe-analyste. Alors que le retournement était aidé par les instruments techniques de la remémoration, la conversion ne peut l'être que par l'engagement direct du chercheur, porté par la recherche du mouvement à l'intérieur de la lutte, donc de la signification la plus haute de celle-ci.

L'intervention du chercheur est indispensable pour dépasser les formulations stéréotypées et tout autant pour empêcher que le groupe se referme sur lui-même et soit dominé par ses problèmes interpersonnels. Le groupe d'intervention doit échapper à l'*illusion groupale*, si bien analysée par D. Anzieu \*. Cette illusion est importante parce

qu'elle n'est pas un simple mécanisme de défense du groupe contre un intervenant ou une autorité extérieure ; elle apparaît quand le groupe s'arrête à son travail de libération, de refus de l'autorité établie, pour jouir de sa liberté, de sa puissance ou simplement de l'éloignement des contraintes de l'action sociale grâce à une situation expérimentale. La défense du nous ou d'une image maternelle du groupe contre une autorité de type paternel peut enfermer le groupe dans une illusion de liberté. L'intervention se garde de l'illusion groupale en replaçant le groupe en situation de conflit social en associant donc étroitement libération culturelle et conflit social au lieu de dissoudre [218] le second dans une image socialement indéterminée de la première.

Au cours de l'intervention, le groupe, sans cesser d'être militant, et même en se plaçant de plus en plus du point de vue du mouvement social en cause, entreprend une analyse de son expérience antérieure et de l'intervention elle-même jusqu'à la phase finale où il devient un groupe mixte d'auto-interprétation, qui réfléchit sur sa propre histoire, ce qui conduit très loin du groupe-témoin des débuts. C'est cette auto-analyse que le chercheur étudie : l'intervention sociologique est une *analyse de l'autoanalyse*. L'étude d'une lutte sociale sera donc publiée sous la forme d'une analyse de l'histoire de l'intervention.

Celle-ci, par son histoire, son contenu, ses débats et ses événements internes permet de reconstruire l'analyse de la lutte, de sa nature, de ses orientations, de ses conflits internes, de ses transformations. Matériellement cette auto-analyse est menée pour l'essentiel pendant une période brève et intense. Autant la phase des confrontations doit être longue, pour éviter que le groupe oppose un discours artificiellement cohérent et constant à une suite d'interlocuteurs et s'empêche ainsi de disposer de documents assez riches pour lui permettre de mener son autoanalyse, autant le moment central, la conversion, qui permet de passer du groupe-figure au groupe-analyste, a plus de chances de s'effectuer au cours d'un travail prolongé. C'est pourquoi les interventions, après une série de réunions espacées, se concentrent en deux ou trois week-ends de travail. La conversion pourrait se placer au cours du premier, le deuxième étant consacré à la rencontre entre les groupes et le dernier à la communication par les chercheurs de leurs interprétations. Les procédures peuvent varier,

mais il est important, au moins dans la phase actuelle, de donner à toutes les interventions la même forme générale, celle d'une série de flexions faisant travailler le groupe sur des données de plus en plus internes et de donner une importance centrale à la conversion par laquelle le groupe militant cesse d'être l'acteur d'une lutte pour devenir l'analyste du mouvement social où il est lui-même engagé. Il doit être clair que le chercheur n'intervient pas ici comme expert et que le groupe n'est pas davantage un état-major élaborant une stratégie ou une tactique [219] et cherchant à répondre à la question : que faire ? Que le groupe ne puisse pas attendre du chercheur une réponse à ses problèmes doit être explicitement dit à tous dès le départ.

Le rôle du chercheur est d'élaborer des hypothèses sur la nature de la lutte et d'introduire dans le groupe l'hypothèse la plus favorable, c'est-à-dire celle qui voit dans la lutte la manifestation d'un mouvement social d'importance centrale. Le chercheur intervient au nom d'un « préjugé favorable », ce qui comporte le danger de donner à la lutte une interprétation trop positive et trop facilement acceptée par un groupe flatté de l'importance qui lui est attribuée. Le chercheur doit donc, en dehors du groupe et à l'intérieur de l'équipe de recherche, formuler des hypothèses bien différentes et beaucoup plus critiques. Au cours de l'intervention celui des deux chercheurs qui ne prend pas l'initiative de la conversion doit introduire ces autres hypothèses, non pas comme des critiques de la lutte mais en parlant au nom de la base, c'est-à-dire d'une action peu différenciée dans laquelle retrait, revendication, rupture, pression et mouvement social se mêlent dans le vécu des militants et de la population au nom de laquelle ils agissent. Toute flexion appelle donc une bonne coordination des deux membres de l'équipe de recherche. L'un doit tirer le groupe en avant tandis que l'autre résiste à cet entraînement en même temps qu'il protège l'homogénéité et donc la capacité d'histoire collective du groupe.

## *Le groupe-figure.*

### [Retour à la table des matières](#)

Le groupe se constitue au départ, en particulier face aux chercheurs, autour de souvenirs historiques et d'une idéologie. Ses membres ont en commun d'avoir participé à des conflits, directement ou indirectement ; ils ont aussi en commun, malgré la diversité de leurs positions, une interprétation de ces conflits, une idéologie qui en définit les acteurs et l'enjeu. Cette communauté d'idées et de sentiments est d'autant plus forte au début de la vie du groupe que celui-ci s'attend à être confronté à des adversaires et qu'il veut plus généralement renforcer son identité collective au moment de vivre un examen critique, une remise en cause, des [220] débats internes qui ne peuvent pas ne pas être perçus comme une menace ou au moins comme une épreuve. A ce moment c'est le chercheur qui lui apparaît comme le plus dangereux et comme le plus faible de ses partenaires. Il s'affirme donc face à lui, parfois de manière agressive, parfois en s'enfermant dans un silence méfiant. Situation dangereuse et qui peut aboutir à l'échec de l'intervention dès son début. Il faut donc que le groupe puisse se constituer autrement que par rapport au chercheur ou même aux futurs interlocuteurs. Il doit réussir sa première flexion en reconnaissant sa propre existence, son autonomie par rapport à la pratique des luttes. Il est difficile d'imaginer un autre point de départ à l'intervention que la conscience d'une distance entre les objectifs et les moyens de la lutte, entre le mouvement et le conflit. Le cas des étudiants était net : ils venaient de mener la grève la plus longue de l'histoire des universités françaises et de lui donner une organisation que les grèves antérieures n'avaient jamais atteinte ; beaucoup avaient pourtant le sentiment de leur défaite et surtout d'avoir été trahis. Certains à l'opposé critiquaient l'irresponsabilité des jusqu'aboutistes qui avaient entraîné le mouvement dans sa phase finale de décomposition. Chacun des militants vivait personnellement cette opposition entre la force d'une mobilisation, l'échec d'une stratégie et l'évidence d'une défaite. En 1977 le mouvement occitan se sentait de même tiraillé entre la forte affirmation de son identité culturelle et

son inclusion partielle et instable dans une gauche nationale en forte progression. Le mouvement antinucléaire à la même date était marqué à la fois par les événements de Malville et la mort d'un militant écologiste et par les tensions entre un mouvement d'opinion surtout culturel et une participation directe aux élections d'autant plus tentante qu'elle avait déjà remporté d'importants succès. Confrontés à leurs propres problèmes les acteurs voient l'intervention comme un lieu approprié pour y réfléchir et pour les traiter. Les débats publics risqueraient d'affaiblir le mouvement. Ici au contraire il est possible de faire le point, de discuter ouvertement, pour trouver un nouvel équilibre et continuer l'action dans de meilleures conditions. Les confrontations, surtout avec les adversaires, rompent l'unité des discours idéologiques et transforment l'expérience vécue en un champ de débats et d'interprétations [221] divergentes ou opposées. Le groupe-témoin devient un groupe-figure. Au fil des séances la configuration du groupe, c'est-à-dire la répartition des attitudes et des positions entre ses membres, se dessine de plus en plus nettement pour chaque thème principal. D'abord ce sont des oppositions déjà reconnues qui apparaissent, surtout quand le groupe rassemble des militants d'organisations différentes. On ne s'étonnerait pas, dans un groupe de syndicalistes, de retrouver ce qui sépare la CGT, la CFDT et FO. Les documents consultés avant l'intervention laissaient de même prévoir dans le cas étudiant des tensions entre membres de l'UNEF et militants d'autres organisations d'un côté et entre organisés et inorganisés de l'autre. Mais le travail du groupe-figure va vite au-delà des idéologies et découvre d'autres clivages que ceux qui opposent les organisations les unes aux autres.

Le rôle des chercheurs est d'établir la configuration réelle des relations dans le groupe sur tous les thèmes importants. Ils le remplissent en incitant le groupe à reprendre plusieurs fois, sous des angles différents, les mêmes thèmes, de manière à s'assurer de la stabilité des positions et en réintroduisant dans le groupe et devant les individus concernés certaines de leurs déclarations antérieures, surtout quand elles semblent marquer une évolution ou même un retournement. Cette réintroduction permet de maintenir constamment sur le groupe la pression de son rôle historique, de son conflit avec des adversaires, des événements dans lesquels le mouvement a été engagé. Les problè-



mes généraux sont introduits de manière répétée de sorte que le groupe ne se laisse pas enfermer dans des problèmes inter-personnels. Les chercheurs interviennent en introduisant des faits et des idées extérieurs au groupe, documents écrits ou images, citations, événements, données politiques ou économiques, comparaisons historiques ou internationales, etc. Leur objectif est d'établir solidement la configuration des positions et des relations qui se construisent devant eux et qu'ils contribuent à faire apparaître. Est élément *pertinent* pour la construction du mouvement toute information qui produit une interaction claire et stable entre les membres du groupe. Aussi les chercheurs, demandent-ils au groupe de poursuivre la discussion d'un thème jusqu'à son épuisement [222] et s'efforcent-ils de la faire reprendre jusqu'à ce qu'aucune information n'apparaisse plus et que les mêmes positions soient à nouveau prises par les mêmes acteurs malgré les changements intervenus dans la vie du groupe et dans la manière d'introduire ces thèmes.

La présence des interlocuteurs déclenche mieux que toute autre initiative la formation du groupe-figure. Plus une confrontation a été vive, plus elle entraîne un débat à l'intérieur du groupe. C'est ainsi que les étudiants d'Amiens, immédiatement après leur confrontation violente avec le principal dirigeant des étudiants de droite de leur université, s'engagèrent spontanément dans une discussion dramatique qui opposa les membres de l'UNEF aux autres participants. De là l'importance des séances fermées, dont la place exacte ne peut pas être entièrement prévue à l'avance car elles sont imposées souvent par les effets des confrontations.

Ce travail du groupe sur lui-même et l'apparition des traits pertinents de la lutte et de la vie interne du mouvement produisent des *tensions importantes* qui peuvent aboutir à la désintégration du groupe ou au départ de certains de ses membres plus ou moins clairement expulsés par le reste du groupe. Au cours de l'intervention sur le mouvement étudiant, à Bordeaux comme à Amiens, les représentants de l'UNEF, attaqués par les autres participants, furent près de rompre et ne décidèrent de rester que parce que les chercheurs les aidèrent à reprendre de l'assurance et plus encore parce qu'ils étaient convaincus que la réussite de leur groupe serait un pas important dans la di-

rection voulue par l'UNEF elle-même. À Amiens le seul étudiant qui avait introduit dans le groupe le thème de la révolte culturelle, qui avait demandé que chacun exprime ses raisons personnelles de militer et qui donnait le plus d'importance à la lutte des femmes dans l'Université, fut attaqué par les membres les plus actifs du groupe et, après avoir participé silencieusement à quelques séances, disparut jusqu'à la fin de l'intervention. Il ne réapparut qu'un an après, à la séance de discussion du rapport des chercheurs, toujours différent du reste du groupe. Un autre étudiant d'Amiens, le seul qui ait défendu la priorité absolue de l'action politique sur l'action syndicale en milieu étudiant, fut attaqué de manière répétée et si violemment qu'il cessa de participer [223] à la recherche pendant un temps et, lors de la réunion commune aux groupes d'Amiens et de Bordeaux, alla s'asseoir au milieu des Bordelais. Un an après il avait profondément changé de position, en grande partie, selon lui, comme effet de l'intervention. Ainsi se forme une *histoire de la recherche* qui est celle de l'auto-analyse ; elle ne peut pas être réduite à la vie intérieure d'un groupe défini par son seul présent ; elle n'est pas non plus la simple répétition d'événements et de débats historiques passés. Elle est la figure des problèmes de la lutte.

Le groupe travaille parce qu'il doit résoudre les tensions qui existent entre son expérience et son idéologie, entre sa vue de la situation et celle de ses interlocuteurs, entre les objectifs de la lutte et le sens du mouvement, entre lui-même et les chercheurs et même entre l'agitateur et le secrétaire, puisqu'il vit aussi cette tension. À ces tensions il faut en ajouter une autre, qui n'est en réalité qu'une formulation différente de la tension principale entre la lutte et le mouvement. D'un côté le mouvement doit se projeter dans l'utopie pour échapper aux contraintes de la domination qui l'enferme dans une position défensive ; de l'autre il ne peut pas se définir en dehors de son adversaire et du champ de leur conflit, donc en dehors d'une stratégie de lutte. A. Willener \* a insisté sur l'importance de l'imaginaire et de l'utopie comme lieu du mouvement social. Cette idée ne s'applique pas seulement à un mouvement comme celui de Mai 68 en France, qui fut aussi important par ce qu'il imagina que par ce qu'il réalisa. C'est pourquoi pendant l'auto-analyse le groupe peut être appelé à réagir à des mots,

des événements, des thèmes assez chargés de valeur symbolique pour faire appel à son imaginaire.

Mais gardons-nous d'accorder un privilège à ce qui est naissant et peu structuré et de tomber dans l'opposition superficielle de l'action spontanée et de son organisation, toujours considérée comme bureaucratique. Un mouvement n'est important que s'il combat un ennemi réel dans un domaine central de la vie sociale. Son imaginaire ne doit pas l'éloigner des conditions historiques où il agit mais l'élever d'une lutte particulière à un conflit plus général. Une action qui serait pur mouvement, planant au-dessus des conflits concrets, même si elle donne l'impression d'être révolutionnaire, pourrait bien être au contraire un simple courant [224] modernisateur capable de renverser les coutumes et les idées du passé mais sans être un mouvement social, c'est-à-dire sans mettre en cause aucun rapport social central. Cette remarque s'applique surtout à ce que certains ont nommé la révolution de la jeunesse, surtout aux États-Unis. Là où certains voient un soulèvement révolutionnaire, je vois l'impatience d'une modernisation culturelle, ce qui est bien différent de la mise en cause de la technocratie par les étudiants américains, allemands ou français, où se révélaient déjà, quoique encore confusément, les mouvements sociaux de l'avenir. Il est donc important de situer avec précision une lutte entre ces deux pôles, celui de l'utopie, qui est au-dessus des luttes mais peut aussi devenir simple modèle modernisateur et celui de la stratégie, qui peut être simple pression au revendication et qui est aussi face à face avec un adversaire et définition d'un conflit,

### *Le groupe-analyste.*

#### [Retour à la table des matières](#)

La *conversion*, c'est-à-dire le passage du groupe-figure au groupe-analyste, est le moment central de l'intervention, puisque le groupe à ce moment cesse de se placer au niveau de la lutte concrète et de son idéologie, de revivre l'événement ou de débattre des choix à faire tels qu'ils se posent dans la pratique, pour s'interroger sur son action du point de vue du *mouvement* lui-même, c'est-à-dire de ce type très par-

ticulier et très supérieur de lutte dont les chercheurs et les acteurs font conjointement l'hypothèse qu'il est présent dans la lutte. La référence à l'expérience vécue est remplacée par l'interrogation sur la possibilité, les conditions et les formes d'un mouvement social dans le champ considéré. L'analyse de la lutte réelle a permis de distinguer ses composantes et a révélé aussi que les divers membres du groupe lui donnaient des significations différentes. Il s'agit maintenant de se placer du point de vue d'un seul de ces sens, le mouvement social, et de chercher s'il peut commander l'action et jusqu'à quel point.

Ce passage du groupe-figure au groupe-analyste semble très improbable dans un autre cadre que celui de l'intervention. À [225] l'intérieur de celui-ci il peut être spontané ou au contraire être mené sous la conduite des chercheurs ; il peut être net ou au contraire confus, les étapes distinguées ici se mélangeant en partie ; mais, quelles que soient ses modalités, il doit être l'œuvre du groupe et il oblige en même temps le chercheur à y participer activement, puisque son rôle principal est de créer et de faire reconnaître une distance entre une lutte et le mouvement social qu'elle porte en elle. Le groupe réussit plus aisément sa conversion s'il n'est pas trop fortement identifié à un événement historique particulier et d'autre part s'il se sent responsable et indépendant par rapport aux chercheurs. Le premier point semble démontré par l'opposition du groupe amiénois et du groupe bordelais dans l'intervention sur le mouvement étudiant. Le premier était très proche du comité de grève formé pendant le grand conflit de 1976 ; il s'était montré plus actif que le groupe bordelais dans les confrontations avec ses adversaires et capable d'analyser avec beaucoup de force et d'originalité sa propre action. Mais son engagement dans celle-ci lui rendait plus difficile d'en sortir pour prendre une vue plus abstraite du mouvement possible. Au contraire les Bordelais, qui avaient joué un rôle moins central dans la grève et dont les confrontations avaient été moins vivantes, réussirent leur conversion au cours du weekend passé à Toignan, alors que les Amiénois, pendant leur réunion tenue le même week-end à Chantilly, tout en menant des débats très riches, ne parvenaient pas à réussir une conversion dont ils ressentaient pourtant la nécessité. Chacun restait sur ses positions, reprenant ses discours antérieurs, ce qui donnait lieu à de nouveaux affrontements, parfois violents, mais empêchait le groupe de s'interro-

ger sur la nature générale du mouvement étudiant, sur ses objectifs et ses conditions de réussite.

Sur le second point un lien trop fort et trop positif à l'égard du chercheur ne risque-t-il pas soit de manifester soit d'entraîner une résistance à aller au-delà de l'expérience et donc de la vie concrète du groupe ?

Celui-ci ne doit pas attendre du chercheur qu'il le rassure, le protège ou le guide ; inversement trop de distance ou de tension entre le groupe et le chercheur peut empêcher un groupe de [226] réussir sa conversion car il voit celle-ci comme la subordination du groupe au chercheur et à son point de vue.

Cette conversion marque forcément une rupture dans la vie du groupe. Son comportement change ; il s'éloigne de son expérience particulière, surtout quand le groupe est directement défini par l'appartenance à un conflit, quand ses membres sont des militants de base et même de simples membres de la population concernée ; car la distance est alors très grande entre une expérience particulière et une interrogation générale.

Le *chercheur* intervient dans la recherche par le groupe du champ d'action historique où se place le mouvement. Quelle est la nature de l'acteur concerné et en quoi est-il un acteur de classe ? Quelle est celle de l'adversaire ? Enfin et surtout quel est *l'enjeu culturel* du conflit ? C'est ici que la résistance de l'idéologie est la plus grande car il s'agit pour l'acteur de reconnaître non plus ce qui l'oppose à son adversaire mais ce qu'il a de commun avec lui, le champ culturel où ils se rencontrent et se combattent. Le chercheur n'est donc plus du tout un animateur de groupe cherchant à consolider celui-ci face à des adversaires ou à des divisions internes. Il garde une certaine distance par rapport à lui ; il pose des questions, éclaire des obscurités, réduit des silences mais aussi avance des propositions, évoque des exemples, entre dans la discussion. Le groupe-analyste cherche surtout à séparer les différentes significations de sa lutte. Il le fait par une réflexion directe qu'aide le chercheur et surtout en examinant les situations où il s'est trouvé placé au cœur de l'intervention. Le groupe définit ses rapports avec ses adversaires et sa propre action : est-elle une revendication, une pression politique, un refus de l'exclusion ou un mouve-

ment social ? Le chercheur doit demander au groupe de poursuivre son analyse jusqu'à ce que l'interprétation sociologique de celle-ci apparaisse claire et stable. S'il apparaît au chercheur que les premiers résultats ne sont pas cohérents entre eux, par exemple que la relation à un adversaire s'établit parfois au niveau des rapports de classes, parfois à celui de la simple revendication, il soumet le problème au groupe jusqu'à ce que celui-ci ne puisse plus modifier sa position ou s'y refuse.

Ainsi le groupe, en menant son auto-analyse, ne se substitue [227] pas au chercheur, même si l'effort de l'un et de l'autre est de rapprocher le plus les deux modes d'analyse, car le groupe reste toujours militant, donc idéologue, et se place du point de vue de son action, c'est-à-dire de la combinaison des divers sens de sa lutte dans une conjoncture donnée, alors que le chercheur a une orientation moins synthétique et plus analytique, cherchant à séparer les diverses significations de l'action. L'acteur en devenant *analyste* ne cesse pas d'être *acteur* ; il monte vers l'analyse, il interroge son action d'un point de vue qui n'est plus celui de l'action immédiate, mais il ne peut pas devenir entièrement analyste, s'interroger sur son propre travail de connaissance, ce qui le couperait de l'action. C'est pourquoi le groupe d'auto-analyse et l'intervention du chercheur sont les deux agents complémentaires du travail sur le mouvement. C'est l'interaction du groupe et du chercheur qui analyse l'action. Que le chercheur s'identifie au groupe et attende de lui la révélation de la vérité ou qu'au contraire il veuille conduire entièrement l'analyse en se servant du groupe et l'échec est inévitable. Plus l'intervention avance et plus est central le dialogue du groupe et du chercheur, de l'action qui s'analyse et de l'analyse qui veut faire apparaître le mouvement.

Le chercheur qui joue le rôle principal dans la conversion se trouve placé dans une situation difficile. D'abord parce qu'il doit se distancier du groupe, résister à son langage et à sa solidarité. Il parle le langage de l'analyse et de l'histoire auquel résiste le vécu du groupe et de chacun de ses membres. Ensuite et plus encore peut-être parce que la distance du groupe au mouvement se manifeste au cours de la conversion par la distance qui se crée entre le chercheur et le groupe. Aucune conversion n'est entièrement et directement réussie. Certains

membres du groupe *montent* plus rapidement que d'autres ; certains au contraire refusent la conversion ou ne la réussissent pas. Le groupe s'allonge comme un peloton de cyclistes dans la montée d'un col. Les membres du groupe qui résistent à la conversion accusent facilement le chercheur de « casser » le groupe ou de les placer eux-mêmes dans une fausse position. Or le chercheur se sent solidaire du groupe en même temps qu'il devient l'interprète du mouvement possible. Il souffre des tensions qu'il provoque [228] et au centre desquelles il se trouve. Il est même à craindre qu'un chercheur trop fortement identifié au groupe n'ose pas se lancer dans la conversion par peur de créer de la distance entre le groupe et lui-même, ce qui s'est probablement produit dans un des groupes de l'étude menée avec les militants anti-nucléaires. Dans l'autre groupe, fortement hétérogène dès le départ, une conversion menée de manière très volontaire aboutit à créer une très grande distance entre les membres du groupe et à provoquer le retrait provisoire de quelques-uns d'entre eux en même temps que quatre ou cinq participants étaient au contraire entraînés par cette intervention pressante un peu plus loin qu'ils ne devaient aller, ce qui provoqua dans la partie finale du weekend des conduites de repli de la part d'un ou deux d'entre eux, situation pénible pour le chercheur. Ces exemples opposés rappellent que le chercheur n'est pas un observateur mais un acteur de la conversion. De là la nécessité d'un bon fonctionnement de l'équipe de recherche. Celui qui s'engage directement dans la conversion a besoin de l'appui de l'autre chercheur qui doit aussi s'efforcer de maintenir l'unité du groupe en atténuant les effets d'une intervention trop forte de son co-équipier.

### *De l'analyse à l'interprétation.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Après sa conversion le groupe passe par trois étapes : l'analyse qu'il mène avec le chercheur ; sa rencontre avec l'autre ou les autres groupes ; le passage au groupe mixte d'auto-interprétation à partir de la communication par les chercheurs de leur interprétation de la recherche et du mouvement lui-même.

1. Au cours de *l'auto-analyse* du mouvement proprement dite, les relations entre les membres du groupe se transforment ; elles ne forment plus une configuration qui représente les tendances et les choix du mouvement ; elles sont commandées par le passage à l'analyse que tous ne veulent pas ou ne réussissent pas. L'auto-analyse impose une certaine lecture de l'événement et plus généralement une conception de l'action possible. On voit ainsi les [229] positions prises antérieurement se traduire en attitudes à l'égard du mouvement social lui-même. À l'analyse des différences succède celle des niveaux de projet et de lutte : pression institutionnelle, revendication, conduite de crise ou mouvement social. Le danger principal ici est de s'éloigner trop de la pratique collective réelle et d'imaginer un mouvement social sans être capable de traduire des idées générales en objectifs et en moyens d'action.

2. La *rencontre des groupes* ne prend toute son importance que si ceux-ci sont déjà engagés dans leur auto-analyse. S'ils se situent plus par rapport à la recherche que par rapport au mouvement, leur rencontre risque d'être dominée par le heurt de deux groupes qui se sont construits à la fois autour d'une expérience passée particulière et autour d'un rapport différent à des chercheurs qui parlent avec les mêmes mots mais ne leur donnent pas tout à fait le même sens. Au contraire un groupe avancé dans son auto-analyse cherche à appliquer ses conclusions à l'autre groupe, donc à considérer celui-ci du point de vue du mouvement. Dans l'intervention sur les étudiants la rencontre des deux groupes fut difficile car le groupe bordelais seul avait avancé dans son auto-analyse et donc occupa, dans son rapport avec le responsable de la recherche, l'essentiel du travail commun tandis que le groupe d'Amiens, venu à cette rencontre en tant que groupe militant, bien décidé à imposer sa force au groupe de Bordeaux, révéla la fragilité de ses positions, réagit fortement contre le groupe adverse et s'enferma dans un silence méfiant. Ce déséquilibre démontra surtout l'incapacité du mouvement étudiant de lier l'analyse et l'action, de reconstruire des pratiques à partir d'interprétations. La rencontre des groupes marque donc déjà un retour vers l'action, la transforma-



tion d'une analyse en orientations capables d'être reçues et appliquées par d'autres acteurs.

3. La *communication des interprétations* ramène au contraire à l'intérieur de l'analyse. Les chercheurs communiquent au groupe deux ensembles d'interprétations. D'abord sur la lutte [230] elle-même : est-elle ou non un mouvement social ? Quels autres sens a-t-elle ? Quels sont ses problèmes principaux, ses conflits et ses choix les plus importants ? Comment peut-on définir son évolution ? Ensuite sur l'intervention elle-même. Le premier ensemble d'interprétations va au-delà du travail accompli par le groupe comme auto-analyste. Il est présenté dans le langage de la sociologie, non dans celui de l'action et de l'idéologie, de manière à faire apparaître aux acteurs toutes les implications de leur propre démarche d'analyse. Les réactions du groupe aident aussi les chercheurs à prendre une vue critique de leurs propres interprétations qui ne peuvent être complètement dégagées de l'expérience qu'ils viennent de vivre et de leurs relations avec le groupe et avec les autres chercheurs. Cette communication est donc suivie d'un débat qui doit conduire à des propositions précises sur la transformation ou la reformulation des idées des chercheurs.

Plus intéressante encore est la présentation des hypothèses sur la recherche. Celles-ci doivent être précises. Elles portent sur l'histoire du groupe, les relations inter-personnelles, les incidents survenus, le sens de certaines discussions, l'interprétation des relations entre les deux groupes, lors de leur rencontre et dans l'ensemble de l'intervention et aussi des relations entre les chercheurs et le groupe. Les chercheurs prennent de la distance par rapport à eux-mêmes et, en le faisant, s'incorporent comme participants à l'intervention dans le groupe étudié, ce qui met fin à leur position d'extériorité et par conséquent à la relation sur laquelle se fonde l'intervention. Les chercheurs doivent dire comment ils analysent le comportement, la position dans le groupe et l'évolution de chacun des acteurs, ce qui suscite d'autres interprétations de la part du groupe, en particulier sur le rôle des participants, leurs relations avec les chercheurs et l'évolution de leurs attitudes. L'importance des interprétations portant sur les conduites individuelles conduit à mener, après l'achèvement du travail collectif, des en-

tretiens individuels au cours desquels les participants expriment plus complètement leurs impressions sur l'intervention, la manière dont ils l'ont vécue et dont elle a modifié leur relation au mouvement. Le chercheur profite de ces entretiens pour recueillir les informations [231] sur les participants que ceux-ci estiment utile de lui faire connaître.

C'est dans cette phase finale que le groupe, devenu groupe mixte d'auto-interprétation, peut analyser les *conduites personnelles* de ses membres. Pendant la plus grande partie de son travail il n'a pas été un groupe centré sur lui-même et encore moins sur les problèmes personnels de ses membres. Mais à partir du moment où, avec l'aide des chercheurs, il est devenu analyste et a défini la nature de son action, il doit redescendre vers son expérience et en rendre compte. D'abord il interprète sa propre histoire comme groupe, mais il peut aller plus loin et se demander si les conduites de ses membres s'expliquent entièrement par les problèmes du mouvement ou si au contraire les raisons de militer ne font pas intervenir d'autres situations que celles dont les militants assemblés parlent le plus facilement. Dans l'intervention consacrée aux étudiants le désir de certains de voir analyser dès le début de la recherche les raisons de militer fut rejeté par les groupes. Comportement prévisible et qui doit être respecté, car la tâche du groupe est d'aller vers le collectif non vers le personnel. Mais à la fin de l'intervention les membres du groupe doivent se demander pourquoi ils militent, en quoi un problème ou une action les touche, les intéresse ou les émeut et aussi ce qu'a signifié pour eux leur participation au groupe. Ce qui peut conduire à un examen critique des interprétations antérieures qui ne tenaient pas compte de ce niveau d'examen. Ainsi considérés les problèmes de la participation personnelle ne conduisent pas à une interprétation psychologique et restent liés à ceux du mouvement et de ses objectifs.

La sortie de l'intervention, c'est-à-dire le retour des participants à l'action, est plus difficile à concevoir et à organiser que l'intervention elle-même, puisqu'elle ne dépend pas seulement des chercheurs mais bien davantage des organisations de lutte elles-mêmes dont les participants pendant l'intervention ne devraient pas s'isoler.

Il n'est pas suffisant que les chercheurs communiquent leurs résultats au milieu militant ni même qu'ils intègrent dans leur rédaction

finale leur analyse des réactions de celui-ci ; il est préférable que les membres des groupes conduisent eux-mêmes [232] cette communication des résultats de manière que ceux-ci s'incorporent à l'action et à l'idéologie du mouvement. Ce qui doit permettre ensuite un va-et-vient entre l'analyse et l'action. Les anciens membres du groupe confrontent dans l'action les conclusions de l'intervention avec leurs nouvelles expériences et ils interrogent les chercheurs à partir de celles-ci. D'un côté ils suggèrent de compléter ou de modifier les hypothèses ; de l'autre ils recourent aux chercheurs pour interpréter les situations et les problèmes. Ainsi devrait naître cette *sociologie permanente* qui permettrait à l'analyse de progresser sans cesse et aux mouvements d'agir à partir d'une image de plus en plus claire d'eux-mêmes, de leurs adversaires et du champ de leurs conflits.

J'ai entendu plusieurs fois des militants exprimer la crainte que l'intervention ne conduise à une attitude thérapeutique, à la recherche conciliatrice de solutions ou de compromis. Une telle crainte mérite attention, surtout lorsqu'il s'agit de luttes faiblement organisées pour lesquelles une forte institutionnalisation pourrait marquer un progrès et non un recul. Céder à cette tendance serait dans tous les cas contraire à la méthode même de l'intervention, qui suppose le maintien constant d'une distance entre l'action et l'analyse. Une intervention ne propose pas de solutions, ne cherche pas un accord entre les adversaires ; elle informe l'acteur sur la nature de sa situation et de son action ; elle doit l'aider à s'élever vers le maximum d'action possible ; elle lui permet de comprendre son évolution ou ses problèmes internes. En un mot elle augmente sa capacité d'action, ce qui peut, selon les situations, faire éclater des conflits plus profonds ou préparer le règlement de ceux qui sont moins centraux qu'on ne le perçoit. Le chercheur ne doit donc en aucun cas accepter une mission d'expert ou de médiateur en liaison avec son intervention. Il n'est ni au service d'une organisation ni un défenseur par principe de la paix sociale ; il n'est pas non plus lié à l'arbitrage de l'État. Il ne dispose d'aucun pouvoir ; en revanche il doit être assuré de son indépendance. Il publie sous sa seule responsabilité les résultats de sa recherche.

[233]

### *Retour à l'histoire.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Après la fin de l'intervention le chercheur cherche à renforcer son analyse en montrant qu'elle permet une meilleure compréhension des documents et des événements. Cette démarche est naturelle quand il s'agit de la catégorie la plus importante de documents de cet ordre : les écrits idéologiques, déclarations, comptes rendus de débats. Il s'agit d'expliquer le discours de l'acteur par l'analyse sociologique du mouvement social. Ainsi peut se développer une histoire sociale qui ne soit ni un appendice de l'histoire économique ni une épopée moralisatrice racontant la libération des justes ou les méfaits des tout-puissants.

Il faut cependant marquer les limites de cette relecture de l'histoire et du renforcement qu'elle apporte aux hypothèses élaborées dans et par l'intervention. D'abord parce que souvent les documents historiques sont beaucoup plus pauvres que ceux que produit l'intervention elle-même et donc n'apportent guère d'éléments nouveaux ; ensuite parce que l'intervention a voulu parvenir à une analyse, à la séparation des diverses significations d'une lutte, tandis que le document historique montre comment elles se mélangent en un moment et en un lieu particuliers. On ne peut pas demander au sociologue de rendre compte entièrement de l'événement ; c'est pourquoi je préfère parler de renforcement plutôt que de vérification ou de validation des hypothèses.

Sera-t-il possible d'aller plus loin et de réinterpréter les documents de notre passé ou d'une autre société à partir des enseignements d'un ensemble d'interventions ? Comment renoncer à cet espoir ? L'histoire a été sans cesse enrichie et transformée par le recours aux sciences humaines, à l'analyse économique d'abord, à l'anthropologie plus récemment. L'intervention sociologique est si étroitement liée à une sociologie de l'action qu'elle devrait fournir à l'histoire sociale les instruments d'analyse dont celle-ci a besoin. J'appelle

de mes vœux des recherches d'historiens qui utiliseraient des idées élaborées par des interventions sociologiques d'abord sur des terrains proches de ceux où se meut la sociologie mais ensuite sur des périodes ou des sociétés plus éloignées de nous.

[234]

### *Histoire du groupe et sens des mouvements.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Mais l'utilité de l'intervention sociologique pour l'historien ne doit pas être confondue avec celle de l'enquête ou de l'observation participante qui n'apportent que des documents. Le but de l'intervention n'est pas de fournir aux chercheurs des informations sur une lutte sociale, plus complètes et plus vivantes que celles qu'il pourrait obtenir en consultant des documents historiques ou en menant des entretiens individuels ou collectifs. Elle n'est pas une procédure particulière de recueil des données. D'autant moins que, si on la considérait ainsi, ses avantages n'iraient pas sans inconvénients.

Si une équipe de recherche est capable de consacrer environ quatre cents heures (cent par chercheur) à recueillir de l'information, pourquoi ne pas employer ce temps à obtenir le point de vue d'une centaine d'acteurs, répartis en un plus grand nombre de lieux et appartenant à des tendances plus diverses ? N'est-ce pas ainsi qu'on se rapprocherait le mieux de la connaissance d'une population tandis que la concentration de la recherche sur deux groupes d'une dizaine de membres chacun tend à réduire un mouvement aux organisations et aux courants qui le représentent partiellement ? Au lieu de ne travailler avec des militants occitanistes qu'à Montpellier et à Paris ou avec des étudiants grévistes qu'à Bordeaux et à Amiens, pourquoi ne pas atteindre dans toutes les régions de France dans un cas, d'Occitanie dans l'autre, des acteurs très divers, les uns militants d'organisations, les autres simples sympathisants, d'autres opposés au mouvement étudié, d'autres enfin indifférents ? Ces objections rappellent à juste titre que la méthode de l'intervention, si on la considère comme un moyen de recueillir des données, a plus d'inconvénients que d'avanta-

ges car elle concentre l'attention sur un trop petit nombre de cas et fausse les témoignages en les soumettant à l'action prolongée d'un groupe dans des conditions très différentes de celles de l'action historique. Mais l'intervention a un but différent : comprendre la signification d'une lutte en analysant la vie, l'histoire des groupes d'intervention. Et ceci en se conformant à trois principes qu'il faut rappeler en [235] terminant : l'analyse porte sur la vie des groupes ; ceux-ci sont engagés dans un travail d'analyse et d'interprétation du mouvement qu'ils représentent et de leur activité comme groupe d'intervention ; le chercheur intervient activement et étudie les réponses à son intervention.

1. *La vie du groupe*. Elle permet de reconstruire les débats du mouvement, donc le champ de ses conduites politiques et au-delà la nature de ses orientations.

À l'issue de la première phase de la recherche et surtout des confrontations, la couverture idéologique du mouvement est fissurée ou même détruite ; elle est remplacée par une grande diversité d'opinions et d'attitudes.

Aucun acteur n'a plus le monopole d'un sens que le sociologue, comme les autres participants, essaie de recomposer mais sans pouvoir à ce moment aller au-delà de simples hypothèses.

2. Celles-ci sont confrontées au cours de la phase centrale de la recherche avec le *travail du groupe sur lui-même*, d'abord comme représentant d'une lutte historique réelle puis de plus en plus comme analyste.

L'auto-analyse montre une lutte en train de reconnaître ses diverses significations et les ordonnant à partir de ce qui relève en elle d'un mouvement social. Plus l'auto-analyse avance et plus le groupe sépare dans la pratique historique à laquelle il se réfère divers champs d'action qui correspondent aux types principaux de luttes que j'ai décrits dans la première partie de ce livre ou à leur combinaison. Ce qui conduit à réviser bien des jugements exprimés au début de l'intervention. Par exemple les étudiants avaient présenté d'abord les ensei-

gnants comme des agents idéologiques de la bourgeoisie. L'auto-analyse les conduisit à une position très différente. Nous avons inscrit sur une de ces feuilles volantes que nous avons surnommées dazi-baos la question : les enseignants sont-ils surtout des idéologues au service de la bourgeoisie et de l'ordre dominant ou plutôt des mandarins défendant leurs privilèges corporatifs ? À l'issue de l'intervention la réponse ne faisait plus de doute : c'est la seconde réponse qui avait été choisie ; ce qui était [236] complété par la reconnaissance de plus en plus nette par les étudiants de l'intérêt qu'ils portaient à leurs études. Au lieu de se voir comme des alliés des ouvriers ou comme de jeunes travail - leurs intellectuels luttant contre l'idéologie bourgeoise, les étudiants se reconnaissent comme attachés à l'Université et à leurs études mais rejetés par un corps professoral enfermé dans son langage, ses intérêts et ses privilèges. A un mélange de critiques sociales générales contre le capitalisme et d'attaques contre l'Université succède la séparation de deux ordres de problèmes, internes et externes, universitaires et généraux. Séparation qui apparaît vite comme le déchirement central du mouvement étudiant.

Le groupe peut aller loin dans son auto-analyse ; il ne s'y donne pourtant pas complètement, car il ne cesse jamais d'être un groupe de militants, donc d'être idéologue. Le chercheur observe donc la tension entre l'auto-analyse et l'idéologie, le difficile travail du groupe sur lui-même ; le contenu et les limites de cette production par le groupe des sens de son action fait pénétrer le chercheur beaucoup plus profondément dans les problèmes du mouvement que le simple recueil d'opinions qui ne seraient ni liées les unes aux autres ni exposées à l'influence d'autres opinions.

3. *Le chercheur* doit aider le groupe engagé dans ce travail d'auto-analyse. Non pas seulement en lui demandant d'explicitement sa démarche mais en lui soumettant ses propres hypothèses sur la présence du mouvement social dans la lutte et aussi sur l'histoire du groupe. Cette interrogation doit être adressée directement au groupe, ce qui oblige le chercheur à entrer aussi directement que possible dans la discussion, puisque son rôle est de faire apparaître et reconnaître ce qu'il y a de

mouvement social, donc d'action historique du plus haut niveau, dans une lutte.

Ainsi à la fin de l'intervention le chercheur se trouve-t-il en face d'un réseau fortement constitué d'arguments, de débats et de conflits. Il serait absurde de décomposer ce qui a été ainsi construit pour en tirer des « faits » isolés les uns des autres, pour illustrer un récit historique. Il faut au contraire proposer un ensemble d'hypothèses qui rende compte de ce réseau dense de [237] déclarations et de conduites. L'intervention est plus contraignante que les autres méthodes. Une enquête d'opinion est un document historique, comme le rappelait justement Paul Lazarsfeld, elle n'impose donc que des contraintes légères au chercheur qui peut interpréter assez librement sa signification historique. Elle ne présente d'autre part que des jugements sur une situation décrite directement dans les termes de la pratique sociale. Les résultats de l'intervention au contraire résistent par leur masse et par leur interdépendance à cette liberté d'interprétation. Notre méthode rend plus fragiles encore les « idées » exprimées par les observateurs, si perspicaces et imaginatifs qu'ils soient, qui se contentent de choisir un certain nombre de faits sans dire ou sans savoir que ceux-ci appartiennent à un ensemble dont on n'a pas le droit de les isoler.

C'est pourquoi *l'histoire du groupe* définit le mieux l'objet sur lequel s'exerce le travail du chercheur. L'intervention est assez longue et son thème est assez important aux yeux de ceux qui y participent pour qu'elle devienne pour chacun une histoire personnelle, marquée par des changements d'attitudes, d'amitiés, de projets. Pendant l'intervention sur les étudiants nous avons vu des amitiés se défaire, des militants abandonner leur organisation, d'autres prendre de nouveaux engagements, certains au contraire maintenir contre vents et marées la même position.

Certains nous reprocheront de créer de telles crises et d'affaiblir ainsi le mouvement. Reproche bien injuste car dans le cas des étudiants ces crises ont manifesté non pas l'effet de l'intervention sur des individus mais leur prise en charge des graves difficultés de la lutte étudiante. Assurément la recherche ne donnera pas une image rassurante, hagiographique, du mouvement qu'elle étudie et elle ne



garantit aucun participant contre une révision déchirante de ses engagements et de ses participations. Elle rapproche simplement les participants de la situation réelle où ils se placent, ce qui ne peut qu'augmenter leur capacité d'action collective. Au demeurant toutes les luttes sociales procèdent à des autocritiques et à des révisions, sont déchirées par des débats et des combats. Les mouvements les plus importants sont-ils ceux qui ne suscitent qu'un consensus général mais vague parmi leurs participants ?

[238]

### *Le travail du groupe.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Le propre de la méthode d'intervention sociologique est qu'un groupe d'acteurs vit, à l'intérieur de lui-même et dans son rapport avec les chercheurs, les problèmes et les choix auxquels répond le mouvement.

Le groupe d'intervention n'est pas seulement un observateur ou un représentant du mouvement ; il est le mouvement. La vie du groupe est, dans une situation très particulière, l'analogue de la vie du mouvement. La recherche menée avec les étudiants a donné à cette idée générale une expression précise.

Les étudiants ou certains d'entre eux étaient prêts à reconnaître que l'utilisation sociale de la connaissance est l'enjeu du mouvement social qui peut être présent dans leur lutte. Mais ce jugement ne devint important que dans la mesure où le groupe entreprit réellement de se réapproprier la connaissance sur le mouvement introduit par les sociologues. Il craignait d'être soumis au regard de l'expert ; il voulait être maître de la connaissance de lui-même, ce qui appelait aussi un travail en commun avec les chercheurs ; de la même manière que la lutte étudiante ne devient mouvement social que si elle critique le mode de production et d'utilisation de la connaissance mais avec l'appui de scientifiques et non pas en rejetant la connaissance scientifique. Le groupe doit vivre en lui-même ce qu'il pense de sa lutte. En ce qui

concerne les rapports du groupe avec les chercheurs on peut généraliser l'observation faite à propos des étudiants : pour les femmes, les occitans, les syndicalistes ouvriers et même les écologistes, le chercheur, surtout s'il est homme, parisien, de classe moyenne et rationaliste, apparaît comme une menace pour l'expérience vécue. La situation de recherche en elle-même est menaçante pour l'action. Il faut que les militants dépassent cette opposition, affirment leur indépendance tout en utilisant la connaissance apportée par les chercheurs, pour que soit montrée pratiquement l'existence d'un mouvement social.

Ce qui se passe entre le groupe et le chercheur est une des démonstrations de la nature du mouvement. L'autre est ce qui se passe entre les membres du groupe eux-mêmes. Si celui-ci se [239] comporte comme une communauté soucieuse de maintenir son unité, en particulier face au chercheur, c'est que le mouvement est incapable de séparer et de hiérarchiser ses diverses significations. Tout groupe d'intervention choisit entre cette hiérarchisation lourde de conflits internes pour lui et une attitude globale de négation idéologique ou d'affirmation utopique qui se manifeste par la priorité donnée au groupe et à son identité collective face à ses partenaires, chercheurs ou interlocuteurs. L'essentiel n'est donc pas dans les opinions que le groupe exprime et que le chercheur pourrait recomposer de manière cohérente pour dégager les principes d'un mouvement en même temps que la diversité de ses membres et de leurs raisons de militer ; il est dans le travail du groupe, dans les rapports sociaux entre ses membres ou entre ceux-ci et les interlocuteurs et les chercheurs.

Les chercheurs doivent éviter, dès le début de l'intervention, d'être considérés comme ceux que le groupe doit informer pour qu'ils puissent donner ensuite une image de la lutte aussi juste que possible. Ils sont un des éléments de la situation réelle dans laquelle le groupe agit d'une manière qui correspond à la nature de la lutte. C'est pourquoi l'expérience du groupe d'intervention peut conduire certains de ceux qui y participent à abandonner une lutte qui n'a pu être définie dans ces conditions contrôlées ou au contraire à modifier ou à élever leur participation militante, à partir des résultats du groupe, deux conséquences opposées de l'intervention que nous avons rencontrées dès notre première application de la méthode.

## *Auto-analyse et interprétation.*

### [Retour à la table des matières](#)

Il faut une dernière fois se garder contre les illusions de la fusion du chercheur et du groupe. Le groupe mène son autoanalyse ; le chercheur propose et fait discuter son interprétation : ces deux processus se rencontrent-ils naturellement, de sorte que l'interprétation du chercheur devienne l'aboutissement d'une auto-analyse qui s'y reconnaît ? Le test de la vérité de l'interprétation est-il cette reconnaissance ; faut-il qu'à la fin de l'intervention les membres du groupe disent au chercheur qu'il les a bien compris ? Cette idée ne peut pas être acceptée. Comment se [240] protégerait-on contre l'influence du chercheur, devenu leader aimé et qui obtiendrait l'assentiment d'un groupe qui voudrait à son tour être aimé de lui ? Le chercheur doit prendre seul la responsabilité de son interprétation ; le groupe-analyste n'est pas un groupe-sociologue.

Le groupe ne peut pas analyser complètement ses propres conduites car les acteurs ne peuvent pas se défaire de toute idéologie sans cesser d'être militants. C'est pourquoi le groupe ne peut pas être tenu pour responsable des interprétations du chercheur. Mais celui-ci doit être capable de rendre compte des réactions du groupe à ses interprétations autant que de l'ensemble des conduites du groupe. Le groupe mixte d'auto-interprétation fournit des documents particulièrement importants mais dont la nature n'est pas fondamentalement différente de celle des documents produits pendant les autres phases de l'intervention. Il serait dangereux de laisser croire au groupe qu'il va tirer les conclusions de l'intervention et que le chercheur n'est que son porte-parole. C'est cette indépendance relative qui permet au groupe de tirer les conséquences de son travail pour sa propre action et de rester en relation de va-et-vient avec les chercheurs.

La distance entre l'analyse des membres du groupe et celle des chercheurs est celle qui sépare la conscience de classe de la conscience des rapports de classes. L'ouvrier soumis à l'organisation du travail a conscience d'être dominé ou exploité, mais il ne peut être juge et

partie ; il n'est que partie. Il s'identifie à la rationalité et il refuse de considérer son adversaire comme agent de cette rationalité et du progrès. Le sociologue au contraire analyse non la conscience de l'acteur mais, au-delà d'elle, le rapport social entre l'acteur et son adversaire et l'enjeu du conflit. Il est normal par conséquent que le chercheur et le groupe ou certains de ses membres ne parviennent pas aux mêmes conclusions.

Un tel désaccord est même souhaitable car il oblige les chercheurs à expliciter leurs raisonnements et à les fonder aussi exclusivement que possible sur les données de l'intervention, quitte à présenter à part certaines interprétations plus générales ou plus historiques.

[241]

Il est utile que le groupe critique et interprète l'interprétation des chercheurs. Ceux-ci doivent s'efforcer de mener avec le groupe et avec d'autres représentants du mouvement une discussion aussi prolongée que possible sur leur interprétation pour se délivrer des jugements qui leur sont imposés par leur situation et par leurs opinions.



[242]

Deuxième partie :  
L'intervention sociologique

## Chapitre 4

---

### Les chercheurs

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle du chercheur est déterminé par l'objectif de sa recherche. S'il s'agit d'observer le fonctionnement de groupes et de leurs efforts pour se transformer eux-mêmes, on peut placer un groupe-analyste en face du groupe analysé pour écarter le danger d'un chercheur leader dont la présence diminuerait l'autonomie et empêcherait la libération du groupe. Si l'objectif est d'étudier les conditions d'adaptation d'un groupe ou d'une organisation à son environnement, le chercheur doit être un expérimentateur, observant le groupe du dehors.

Dans l'intervention sociologique il s'agit pour le groupe d'analyser une action historique, c'est-à-dire d'en séparer les différentes significations et de dégager ce qu'il y a de mouvement social dans une lutte. Le chercheur est donc solidaire du mouvement, puisqu'il interroge le groupe à partir de ce lieu, mais indépendant de l'organisation de la lutte. Il intervient dans l'autoanalyse pour accentuer la distance entre une expérience vécue et ses significations sociologiques.

## *Le chercheur et le groupe.*

### [Retour à la table des matières](#)

Le rôle des chercheurs dans l'intervention a déjà été décrit, puisqu'il n'est pas possible de définir celle-ci en dehors de l'interaction du groupe et des chercheurs. Mais il faut maintenant se placer du point de vue des chercheurs eux-mêmes, des difficultés qu'ils rencontrent dans leur travail et des conditions de réussite de leur intervention. Un problème s'impose d'emblée : quelle doit être la position du chercheur à l'égard du mouvement qu'il étudie et comment peut-il combiner son rôle d'analyste avec son implication dans le mouvement qu'il étudie ?

[243]

Rappelons à nouveau le principe de la méthode : le chercheur se place du *point de vue du mouvement* ; il n'est donc pas extérieur au champ où il intervient mais il ne s'identifie pas non plus au groupe avec lequel il travaille. Il vise le mouvement à travers le groupe. Au début de l'intervention, face aux interlocuteurs et surtout aux adversaires du groupe, il est solidaire, de celui-ci, puisqu'il doit l'aider à se constituer comme représentant du mouvement. Lorsque les interlocuteurs sont d'autres participants du mouvement, situés à des niveaux différents de militantisme, il commence à prendre plus d'autonomie, puisqu'il peut désormais se placer du point de vue du mouvement tout en étant aussi près des interlocuteurs que du groupe. Face au *groupe-figure* il est celui qui interroge mais qui reste très proche et qui se place, comme le groupe lui-même, à l'intérieur de l'expérience de la lutte collective. C'est au moment de la *conversion* que la distance entre le groupe et le mouvement est reconnue par le groupe lui-même et par conséquent que le chercheur devient celui qui analyse le groupe au nom du mouvement. Son but principal est de faire apparaître le lien qui existe entre le groupe et le *mouvement*, entre la lutte concrète et un type d'action historique. Enfin quand il communique au groupe son interprétation il se place, en apparence au moins, dans une situation d'extériorité mais celle-ci doit être compensée par l'initiative du groupe qui propose lui aussi son interprétation, de sorte que se consti-

tue un *groupe mixte d'auto-interprétation* dans lequel le groupe et le chercheur sont confondus dans un rapport identique au mouvement et dans une commune analyse de l'intervention qu'ils viennent de vivre ensemble. Ensuite le chercheur et le groupe s'éloignent l'un de l'autre ; le chercheur élabore son analyse et les membres du groupe transfèrent l'acquis de l'intervention à l'intérieur du mouvement. Plus tard leur interaction prendra de nouvelles formes.

### ***Agitateur et secrétaire.***

#### [Retour à la table des matières](#)

Le chercheur est à la fois l'animateur d'une auto-analyse et l'acteur d'une intervention.

[244]

Rappelons la combinaison de ces deux rôles telle qu'elle a été définie au début de ce programme de recherche. L'agitateur est celui qui organise le groupe, prépare les confrontations, dirige les séances et surtout aide le groupe dans son travail en « l'agitant », c'est-à-dire en le poussant à définir clairement ses positions, en poussant au bout les discussions, en réintroduisant dans le groupe certaines de ses déclarations ou de ses conduites antérieures.

Mais cette définition risque d'être insuffisante. L'agitateur sert mieux l'auto-analyse du groupe s'il accepte et vit la remise en cause de certaines de ses attitudes sous l'effet du mouvement auquel le groupe participe. Il ne s'incorpore pas à l'action, mais il s'efforce d'en vivre les orientations culturelles et sociales. Car comment pourrait-il demander aux militants d'agir dans le groupe en tant que tels si lui-même ne se comportait pas comme celui qui est exposé à une action militante, action qui peut provoquer l'adhésion ou le rejet mais pas la froideur attentive de l'expérimentateur ?

Pendant toute la première partie de l'intervention le rôle de l'agitateur est beaucoup plus visible que celui du secrétaire. Celui-ci prend des notes, assure l'enregistrement, prépare la transcription du compte rendu des séances, fournit les documents que le groupe demande ; il



peut faire des observations, apporter une information personnelle, demander un éclaircissement mais son rôle doit rester secondaire. Une telle distance entre l'agitateur et le secrétaire n'est pas toujours nécessaire ; elle est en tout cas préférable à la confusion des rôles. Elle ne doit pas apparaître comme une hiérarchisation ; plus généralement ces rôles doivent rester peu formalisés et rien ne doit placer les acteurs dans une situation qui évoque une expérience de laboratoire.

À partir du moment où se développe l'auto-analyse et surtout la conversion, il faut que le secrétaire puisse participer plus activement au travail du groupe. Nous demandons alors à un autre chercheur d'assurer le secrétariat des séances.

Cette aide pourrait être apportée au secrétaire dès le début pour lui permettre de mieux observer le groupe. Les deux chercheurs ne doivent pas intervenir simultanément. Le rôle de l'agitateur est d'aider le groupe à dégager la présence du mouvement [245] à l'intérieur de sa lutte ; celui du secrétaire est de critiquer la lutte, c'est-à-dire de faire reconnaître ses composantes qui sont étrangères au mouvement.

Le chercheur - agitateur ou secrétaire - en intervenant directement participe au travail du groupe.

En devient-il alors un membre comme les autres, exprimant ses idées personnelles, prenant parti dans les débats, se rangeant d'un côté ou d'un autre ? Non. Il n'est ni un observateur ni un acteur ; il est un témoin du mouvement. Il garde à l'égard du groupe une distance qui est celle qui sépare le mouvement de la lutte ; il interroge le groupe moins sur une action réelle que sur une action possible. Mais celui qui observerait le moment central de l'intervention serait surtout frappé par le comportement du chercheur, par la force de ses interventions, si étonnantes pour ceux qui sont habitués au comportement non directif des moniteurs et animateurs de groupe.

Il n'expose pas seulement ses idées ; il s'efforce d'accoucher le groupe du mouvement qu'il porte en lui. Le groupe doit être à ce moment complètement décentré par rapport à lui-même, entraîné par la recherche du mouvement, par le rôle historique qui peut être le sien.

Si la lutte est proche d'un mouvement social l'intervention du secrétaire peut rester limitée ; elle accompagne seulement la marche du groupe. Au contraire plus elle est loin d'être un mouvement, plus elle est enfermée dans des revendications limitées et surtout dans des conduites de refus de l'ordre ou de la crise, et plus le rôle du secrétaire est important. Dans ces formes périphériques de luttes l'acteur perd sa capacité d'action. Il voit la société comme une chose, ordre rigide ou décomposé, règles impersonnelles ou volonté maligne, sur laquelle il n'a pas de prise et à laquelle il oppose sa pure subjectivité, son désir de liberté, d'expression, d'appartenance. La reconnaissance d'un obstacle objectif et la pression d'un besoin subjectif s'opposent l'une à l'autre, se détruisent mutuellement en enfonçant l'acteur dans l'aliénation et la contradiction. Le rôle du chercheur est de tirer le groupe vers l'action possible, de lui donner l'espoir et le désir d'un mouvement.

Lorsque le secrétaire a un tel rôle, l'agitateur se soucie surtout [246] de maintenir l'existence du groupe menacée par les contradictions de la lutte elle-même. Au contraire là où le mouvement est directement présent dans la lutte, le secrétaire a un rôle plus critique, pour détacher les significations secondaires de la lutte de sa signification principale, tandis que l'agitateur intervient peu ou même se définit comme celui qui, grâce à sa participation dans le groupe, s'approche du mouvement, apprend à mieux le connaître et à y adhérer plus fortement. Ainsi le rôle de chaque chercheur ne peut pas être défini indépendamment de la nature de la lutte qu'ils étudient ensemble.

Il faut rompre nettement avec l'image du chercheur-écoute. Une intervention psychologique, qui cherche à s'approcher des problèmes de la personnalité, à remonter jusqu'à leur formation en surmontant des résistances et en déchiffrant l'inconscient, doit être patiente et silencieuse. Nous sommes ici à l'extrême opposé, du côté de l'histoire et non plus du côté de l'individu. Il faut écarter la confusion, le doute, le refus pour s'approcher du feu de la société. Le chercheur sait avec humilité qu'il n'est pas un acteur mais au moment central de l'intervention il est un *prophète*. Il n'appelle pas le groupe à venir vers lui mais à aller vers ce qu'il annonce et qu'il ne possède pas, vers le mouvement dont il ne sera jamais le guide. La relation du groupe et du

chercheur à ce moment est dramatique et le chercheur s'y épuise. Il risque même de s'y engager trop personnellement, de mêler à son rôle prophétique sa situation personnelle et ses réactions au groupe. Son co-équipier doit défendre le groupe contre une intervention excessive de sa part et lui garder le contrôle de son auto-analyse. Au moment de la communication des hypothèses les chercheurs reprennent de la distance. C'est l'agitateur, qui présente les idées générales de l'interprétation ; après lui le secrétaire aide le groupe à interpréter à son tour son histoire et celle de l'intervention. Les entretiens individuels et les séances de discussion des rapports des chercheurs sont menés sous la responsabilité principale de l'agitateur.

Cette répartition des tâches peut être modifiée en fonction des caractéristiques du groupe ; l'essentiel est d'éviter la confusion des rôles. La méthode suppose pour être utile une situation fortement structurée en même temps qu'une initiative du groupe aussi [247] libre que possible. La distance entre l'agitateur et le secrétaire représente celle de la lutte et du mouvement et celle de l'analyse et de l'action. Elle est donc un élément essentiel de la méthode. Je ne peux pas imaginer un groupe d'intervention mené par un seul chercheur aidé par un secrétaire chargé seulement d'écrire un compte rendu de séance et d'en surveiller l'enregistrement. On pourrait suggérer que les chercheurs se relaient dans un groupe d'intervention pour favoriser l'initiative du groupe et diminuer le rôle du chercheur dans son analyse. Mais cette procédure, utilisée par Gérard Mendel \*, n'est pas en accord avec la méthode d'intervention qui unit l'auto-analyse et l'intervention des chercheurs au lieu de chercher à les séparer et plus simplement affaiblirait le rôle de l'agitateur qui doit constamment rendre le passé présent.

### *L'implication.*

[Retour à la table des matières](#)

Le chercheur ne cherche pas à plaire au groupe mais il se sent responsable à l'égard du mouvement, tel qu'il est construit par l'analyse en même temps que par l'idéologie des militants. Le chercheur n'a pas

à juger le groupe au nom d'un mouvement auquel il n'a aucun droit à s'identifier mais il doit encore moins définir son rôle à l'intérieur du groupe par ses relations avec les autres membres, sans référence à un niveau supérieur d'analyse et d'action. Enfin le sociologue peut détruire complètement toutes les conditions de l'intervention en abolissant la relation triangulaire : groupe - mouvement - chercheur, au profit soit du groupe comme expérience collective immédiate, soit de lui-même comme manipulateur ou comme exhibitionniste.

Le chercheur qui voudrait réduire son rôle à créer un espace de liberté et d'initiative dans un groupe se placerait dans une étrange contradiction car plus il protège la liberté et la spontanéité du groupe et plus aussi il isole celui-ci de son action, de ses adversaires et des conditions de son initiative. Au lieu de dégager le mouvement d'autres conduites, au lieu de faire apparaître ce qu'il y a de plus créateur et de plus contestataire dans un groupe, il imposerait une confusion complète des sens de sorte [248] que les problèmes proprement internes du groupe et son rôle de représentant d'un mouvement plus général ne seraient plus séparables. Le sens général d'une action se dégraderait dans l'histoire particulière d'un réseau de relations interpersonnelles. Ce qui correspond en partie à la situation des groupes militants qui veulent rompre avec toute médiation organisationnelle et institutionnelle au profit de la spontanéité révolutionnaire ou encore de communautés restreintes qui se placent en dehors du réseau général des rôles sociaux et qui sont des terrains privilégiés de domination pour des petits chefs. De tels groupes sont vite dominés par des conduites individuelles et collectives opposées à leur idéologie. Le rôle du chercheur dans une telle situation risque d'être des plus limités. Le plus probable est qu'il soit expulsé à l'initiative d'un leader qu'un regard étranger dérange, même s'il est assuré de sa connivence.

C'est pourquoi le chercheur est bien davantage tenté de réduire les rapports du groupe, du mouvement et de lui-même à la simple exhibition de son pouvoir et de son plaisir, jouissant du désir ou du rejet qu'il inspire. Tout effort de connaissance disparaît alors, surtout si un tel chercheur, une fois rentré dans son bureau, reconstruit l'expérience vécue en identifiant son plaisir à la créativité sociale et en l'op-

posant au monde mort de l'organisation et de l'ordre alors qu'en réalité il n'a trouvé son plaisir qu'en détruisant l'acteur.

Une fois écartées ces conduites, qui détruisent toute connaissance, il faut considérer celles qui déforment seulement le rôle du chercheur tel qu'il a été défini mais qui sont toujours plus ou moins présentes dans une intervention. La première est l'identification au groupe, la seconde est la position doctrinaire qui ne considère que le mouvement et se détourne du groupe réel.

L'identification au groupe est forte quand le chercheur se laisse dominer par sa réinterprétation personnelle de l'action du groupe ; elle est plus facile quand le mouvement est assez peu organisé et institutionnalisé pour qu'un groupe particulier puisse apparaître comme porteur du sens principal du mouvement. Elle peut être renforcée par d'autres causes qui tiennent en particulier au fonctionnement de l'équipe de recherche elle-même. [249] Un chercheur peut s'identifier au groupe pour affermir son statut dans l'équipe de recherche ou pour se protéger de l'ascendant de son responsable ou d'un autre de ses membres. Plus simplement il se sent en insécurité ; il a peur que le groupe l'expulse ou qu'il en devienne le bouc émissaire. D'autre part il ne peut, au début de l'intervention, marquer son attachement au mouvement qu'à travers son identification au groupe. Cette identification renforce le groupe dans la première phase de son existence, surtout si sa confrontation avec des adversaires est parfois difficile. Elle peut même l'aider à se déployer comme groupe-figure et à mener la première partie de son auto-analyse ; mais elle devient un obstacle au moment de la *conversion*, puisque celle-ci consiste en un changement de point de vue et que le chercheur doit jouer un rôle important dans ce déplacement du groupe du niveau de la lutte à celui du mouvement.

En fait aucun chercheur ne peut garder un équilibre parfait entre l'analyse et la participation. Qu'un des chercheurs, l'agitateur, s'identifie fortement au groupe est mauvais si l'autre, le secrétaire, est empêché ou incapable d'entraîner le groupe dans sa conversion ou si un conflit apparaît entre les deux chercheurs. Au contraire cette forte identification est bénéfique si le groupe au départ est menacé de déséquilibre ou encore si l'appui de l'agitateur l'aide à accepter l'intervention du secrétaire au moment de la conversion.

Le risque inverse est que le chercheur prenne une attitude *doctrinaire* opposant au groupe l'image idéale d'un mouvement dont il serait lui-même l'interprète privilégié. Une telle attitude produit soit une réaction de rejet soit une acceptation qui détruit l'intérêt de l'intervention, réduite alors au cours magistral du chercheur.

La référence au mouvement et à ses conditions générales de possibilité ne doit intervenir qu'au moment de l'auto-analyse et surtout de la conversion. Elle doit être absente ou très discrète pendant la longue phase des confrontations. Le risque d'intervention doctrinaire est grand si le chercheur se trouve en situation trop forte par rapport au groupe, en particulier si le chercheur apparaît comme le porte-parole des dirigeants ou du groupe le plus influent dans le mouvement. En résumé au lieu de définir [250] la figure idéale du chercheur il faut souligner la complémentarité des deux rôles ; renforcer le groupe et sa capacité d'auto-analyse ; l'aider à réussir sa conversion du point de vue de la lutte vers celui du mouvement.

### ***Observation et engagement.***

#### [Retour à la table des matières](#)

Cette volonté de construire activement un lien entre l'action militante et l'analyse, cette utilisation de la tension entre les deux rôles comme instrument de la recherche opposent notre méthode à celle qui place l'analyse à l'intérieur de l'action, qu'il s'agisse de la formule faible appelée observation participante ou de la recherche engagée (*committed, comprometida*) qui est plus exigeante.

***L'observation participante*** peut ne fournir que des informations superficielles. Si l'observateur par exemple ne retire de son observation participante dans l'industrie qu'un témoignage sur la vie ouvrière, ce document est moins intéressant que les témoignages de travailleurs entièrement engagés dans la condition ouvrière. En revanche si le chercheur recourt à la participation pour étudier les conduites ouvrières et patronales dans des rapports de travail précis, en particulier dans l'application des systèmes de rémunération ou dans l'établissement des cadences de travail, son rôle est considérable car il fait

apercevoir ce qui est caché, le freinage d'un côté, les méthodes concrètes de domination des travailleurs de l'autre. Celui qui observe la manière, difficile à percevoir, dont les ouvriers d'un atelier établissent dans certaines conditions leurs propres normes collectives de production en résistant aux stimulants mis en place par la direction, enrichit la connaissance de la vie ouvrière et des rapports sociaux de production. D'autres méthodes, plus classiques, peuvent éclairer ces problèmes mais l'observation participante les complète de manière très utile. Elle est importante parce que dans ce cas les travailleurs répondent défensivement à une pression extérieure sans avoir à s'interroger sur la signification de cette action défensive. Il s'agit donc d'une forme d'action ouvrière qui, comme l'absentéisme ou la rotation du personnel, [251] peut être décrite sans que soit défini le type de lutte qu'elle représente. Si le groupe passe à la contre-offensive et définit ses objectifs, l'observation participante devient moins importante. Elle ne l'est que dans la mesure où les conduites restent commandées par le refus de la logique de l'adversaire. L'observation participante est une méthode utile pour comprendre la résistance d'un groupe dominé ; elle n'a pas les moyens de séparer les diverses significations d'une action collective plus positive.

*La recherche engagée* ne lie plus le chercheur à un groupe social concret, soumis à des contraintes extérieures, mais à une lutte organisée dont il accepte les objectifs. Par exemple il participe à une campagne de syndicalisation, d'organisation politique, de revendication. C'est Orlando Fals Borda \*, en Colombie, qui a développé avec le plus de force, en pratique et en théorie, cette conception de la recherche. Elle a le mérite de rappeler que la connaissance de la société n'est possible que pour autant que des mouvements populaires brisent les catégories de l'ordre et font réapparaître les rapports sociaux ainsi que les mécanismes de domination. Les sociologues doivent reconnaître leur solidarité avec les actions collectives sans lesquelles il leur serait à la limite impossible de saisir l'objet de leur recherche. Mais ce principe ne commande pas au sociologue de se placer à l'intérieur d'une organisation politique ou syndicale car celle-ci a d'autres objectifs que de connaissance, produit nécessairement une idéologie et se soumet à des exigences tactiques ou stratégiques qui relèguent au second plan les demandes de la connaissance et de la recherche. Celle-ci inquiète

presque toujours ceux qui gèrent des organisations complexes et hétérogènes. Si le mouvement est fortement organisé le sociologue qui le servirait serait dans la même situation qu'un sociologue d'entreprise, limité par les conditions d'application de la connaissance et ne faisant guère plus que de mettre des méthodes et des informations au service de buts qui ne sont pas de connaissance. O. Fals Borda connaît d'autant mieux ces difficultés qu'il les a rencontrées lui-même, surtout à propos de la revue *Alternativa* dont les objectifs étaient directement politiques. Les organisations ont voulu garder ou regagner un contrôle direct de ses publications et de ses travaux, d'autant que certains des chercheurs engagés leur semblaient [252] préférer les formes les plus spontanées et les moins organisées d'action. Ceci ne démontre-t-il pas l'impossibilité de confondre la connaissance et l'action ? Un mouvement ou un parti ne peuvent pas accepter des recherches qui impliquent une certaine ligne politique, à moins d'être assurés que celle-ci est la leur. Une recherche sur les mouvements sociaux n'est possible que si les mouvements eux-mêmes y trouvent un avantage mais n'est-ce pas dans la diffusion de thèmes et d'idées qu'ils peuvent le trouver plutôt que dans une participation directe des chercheurs à l'action politique ?

La sociologie engagée peut se développer le plus librement là où des mouvements faiblement organisés sont limités dans leur action, même quand elle est puissante, par la répression d'un côté et par des obstacles culturels et sociaux de l'autre.

Situation fréquente dans les sociétés dépendantes. Le sociologue n'est pas alors l'agent d'une organisation mais un agitateur dont le travail peut lever des obstacles et préparer le terrain à l'action militante sans se confondre avec elle. Situation intermédiaire entre celle de l'observation participante et celle de l'intervention. Comme dans le premier cas la sociologie intervient là où il y a moins lutte et mouvement que situation de domination et action possible. Elle joue le rôle de médiateur entre un refus défensif et une participation active à une lutte organisée. Mais dans une telle situation pourquoi ne pas se soumettre le plus complètement possible aux exigences de l'intervention ? Le chercheur, se plaçant du point de vue du mouvement social,



cherche alors le sens d'une lutte et fait œuvre de connaissance au lieu de s'identifier à une organisation et à une politique.

La méthode d'intervention est avant tout travail de la *théorie*. Je n'exclus pas qu'une intervention soit préparée par une observation participante, surtout dans les cas que j'ai rappelés ; pas davantage qu'une intervention soit associée à une campagne d'action d'un syndicat, d'un parti ou d'une association, mais à condition que le chercheur reste libre de sa démarche et en particulier de la publication de ses résultats, condition élémentaire de l'appartenance au milieu de la recherche. Plus un mouvement est actif et organisé et plus le chercheur doit demander à être accepté comme chercheur et non comme participant.

[253]

### *Avant et après l'intervention.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Les problèmes de l'implication du chercheur dans la lutte étudiée se posent aussi et plus directement encore dans la période de préparation et au moment de la sortie de l'intervention.

1. **Avant** l'intervention le chercheur doit-il être un militant du mouvement qu'il va étudier ? Il est impossible de poser en règle générale que les chercheurs doivent être militants : dans beaucoup de cas l'appartenance à un mouvement suppose un statut social que le chercheur ne possède pas. Le sociologue professionnel ne peut pas être en même temps un militant ouvrier ; s'il est homme il ne peut pas être militant féministe ; s'il est français et qu'il étudie le mouvement noir américain ou la guérilla guatémaltèque il ne peut pas être militant des mouvements qu'il étudie. Affirmer qu'on ne peut étudier et comprendre que les situations auxquelles on participe est nier d'un mot la possibilité de toute connaissance historique ou anthropologique, excès qui se condamne lui-même. Si le chercheur est militant il est indispensable qu'il ne soit pas identifié à une organisation et à son appareil, qu'il

n'ait pas de fonction d'autorité ou de décision, qu'il ne soit pas un responsable ; il faut aussi qu'il soit associé à un autre chercheur, extérieur à l'organisation, et à qui il laissera le rôle principal dans la conduite de l'analyse, puisqu'il sera trop intégré dans le groupe pour l'aider à faire sa conversion.

Pratiquement on peut conclure que l'appartenance du chercheur au mouvement qu'il étudie est positive dans la mesure où le mouvement dépasse les organisations et tend à être négative si l'organisation s'identifie au mouvement et peut placer le chercheur dans un conflit de rôles difficile à supporter.

2. **Après** l'intervention il peut se faire que le chercheur, si ses résultats ont eu une influence directe sur les orientations de la lutte, soit attiré par celle-ci ou même soit invité à y participer comme militant. Le cas s'est déjà produit à l'issue d'une recherche sur le mouvement français du planning familial, qui fut par avance un premier essai d'intervention. Le chercheur responsable [254] de cette recherche, à l'issue d'une crise interne de l'organisation, fut appelé à participer à la direction de celle-ci par des militantes qui avaient participé à la recherche et qui étaient devenues les dirigeantes du mouvement. Mais le chercheur devenu militant ne peut plus jouer le rôle de chercheur dans le va-et-vient qui doit s'établir entre l'analyse et l'action ; en revanche il peut faciliter ce va-et-vient et y participer du côté du mouvement. Le chercheur directement engagé dans l'organisation d'une lutte n'a plus l'indépendance nécessaire pour en mener l'analyse. Si l'intervention conduit à modifier ou à étendre l'action d'une organisation, celle-ci juge avec faveur la recherche et est disposée à la poursuivre sous une autre forme. Si au contraire son résultat principal est de montrer une distance très grande entre le mouvement virtuel et son organisation réelle, les associations peuvent se retourner contre le chercheur et l'accuser d'erreurs, de mauvaises interprétations ou de préjugés. Une intervention ne doit donc jamais devenir l'évaluation d'une association volontaire, groupement, syndicat ou autre, et le chercheur ne peut pas être directement engagé dans une organisation et encore moins être un expert engagé par elle. Indépendant mais impliqué dans le champ qu'il étudie, quelle est matérielle-

ment la situation du chercheur ? Pendant les premiers essais d'intervention la question peut être écartée. L'indépendance financière des chercheurs est assurée grâce à des contrats de recherche accordés par le Comité d'organisation des recherches appliquées au développement économique et social (CORDES), la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) et l'École des hautes études en sciences sociales, donc des organismes de recherche entièrement indépendants des groupes auprès desquels sont menées les interventions. Mais un jour viendra où le problème devra être considéré car on ne peut espérer que des fonds de recherche publics assurent indéfiniment et complètement ce type de travaux. J'exclus que les chercheurs entrent dans des relations de marché avec des « clients ». Les solutions acceptables sont celles qui assureront l'indépendance des chercheurs. Le but de l'intervention est d'élever la capacité d'action d'acteurs collectifs et non pas d'accroître leur efficacité économique, ce pour quoi les entreprises rémunèrent des experts. Certains tenteront [255] sûrement de présenter l'intervention sociologique comme une autre forme de manipulation des attitudes dans l'intérêt des entreprises ou des centres de décision. Une telle accusation repose évidemment sur un contresens complet sur la méthode et les objectifs de l'intervention. Mais il est bon de rappeler l'esprit de cette méthode en affirmant que ceux qui l'utilisent ne s'en serviront jamais pour obtenir des gains qui feraient d'eux des privilégiés. La part de la société que nous cherchons le plus à connaître n'est pas celle que domine l'argent.

### *Fragilité du chercheur.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Le chercheur doit maintenir son indépendance mais celle-ci n'est pas aussi aisément reconnue. Dans le cas des étudiants les acteurs ont accueilli les chercheurs ou du moins ceux d'entre eux qui étaient des enseignants avec une certaine méfiance. D'une part ils accusaient les enseignants en général d'être des idéologues de l'ordre dominant ou d'accepter celui-ci ; de l'autre ils étaient hostiles aux « mandarins »,

même quand ils se disent de gauche et appuient les étudiants. Le chercheur-enseignant est vu par l'étudiant-militant comme un adversaire ou au moins comme quelqu'un qui vient du territoire ennemi. La méfiance fut beaucoup plus forte encore pendant la phase préparatoire de l'étude consacrée au mouvement occitan.

La résistance ne vint ni de viticulteurs ni d'ouvriers ou d'employés, mais de certains intellectuels qui craignaient d'être dépossédés de leur rôle d'interprètes et de détenteurs du sens du mouvement. Enfin il est aisé de prévoir que la présence de chercheurs hommes - même placé en position de secrétaires et non d'agitateurs - dans des groupes de militantes féministes pourra provoquer des réactions de méfiance ou de retrait. Chaque fois les chercheurs sont vus comme des représentants, sinon par leur comportement personnel du moins par leur appartenance, de l'adversaire et du dominateur. Un militant occitan le disait : « Nous ne voulons pas être ethnologisés » et sa méfiance résistait aux explications rappelant que l'intervention, plus que toute autre recherche, est une auto-analyse.

[256]

Le chercheur doit en effet lutter contre une part de lui-même qui est dominatrice. Il doit donc être exposé à la critique du groupe ; il doit sortir de lui-même pour pouvoir parler du point de vue du mouvement. La tension entre le groupe et le chercheur est un élément important de la vie du groupe : sans elle l'analyse serait beaucoup plus difficile et peut-être même impossible. Le chercheur doit être préparé à cette critique par une autocritique préalable et par ce que je nommerai d'un terme plus général sa fragilité. Un groupe ne peut entrer dans l'intervention que s'il se sent fragile, s'il ne s'identifie pas complètement aux objectifs et à l'idéologie de l'organisation, s'il souffre des divisions, des hésitations, des échecs qui ont marqué sa lutte ; de la même manière le chercheur doit être sensible à ses propres contradictions, c'est-à-dire au fait que sa sympathie pour les mouvements contestataires coexiste avec son appartenance à un monde central et relativement privilégié, celui de l'Université et de la recherche. J'ai souvent eu l'expérience de cette fragilité. Ayant pris parti pour le mouvement de Mai au Conseil de l'université à Nanterre puis dans la rue et sur les barricades, je suis en même temps resté

très éloigné de l'excitation verbale de la Sorbonne ou de l'Odéon et j'ai été attaqué par certains de ceux qui participaient à l'action. J'ai de même appuyé entièrement le Chili de l'Unité populaire mais j'ai été critique à l'égard de la gauche socialiste chilienne et j'ai été critiqué à mon tour par les gauchistes français pour ma position pro-allendiste. Comment dépasser ces tensions vécues sinon en recourant à l'analyse ? Entreprendrions-nous celle-ci si nous ne nous sentions pas divisés, contradictoires et fragiles ? Ceux qui sont tout d'une pièce peuvent devenir des poètes épiques et des idéologues ; ils n'ont pas besoin de l'analyse qui, en distinguant ce que la pratique confond, leur donne l'impression de s'éloigner de la vie. Alors que l'analyste fragile recompose par son travail ce qui lui semble être décomposé et déformé par la pratique historique.

Toujours s'impose la même idée : la recherche n'est pas illumination, évidence ou identification ; le groupe et le chercheur travaillent à réduire les tensions, les dilemmes ou les contradictions qu'ils rencontrent dans leur action et dans leur pensée. Dès lors qu'ils ne se définissent plus que par une identité ou une [257] appartenance ils deviennent incapables de travailler sur l'expérience vécue et le ressort de l'intervention se brise. Le chercheur doit donc accepter sa distance par rapport au groupe en même temps que renforcer sa sympathie à l'égard du mouvement. Parce qu'il reconnaît cette sympathie le groupe peut accepter que le chercheur l'aide à faire apparaître le mouvement caché au cœur de sa lutte.

La recherche ne se poursuit qu'aussi longtemps que le groupe vit la distance qui sépare une lutte d'un mouvement et une action d'une analyse et donc le chercheur des membres du groupe auquel il participe. Toutes ces distances, toutes ces tensions suscitent un travail qui cherche à les réduire. Quand ce travail est accompli le groupe mixte formé d'acteurs et de chercheurs n'est plus ni un analyste ni un acteur mais un visage qui se contemple dans un miroir. Il n'est plus en recherche, il se dissout dans la recherche ou la jouissance de son identité.

La nécessité de cette distance justifie l'appel à des chercheurs extérieurs au mouvement. Les intellectuels du dedans sont les plus mal placés pour prendre de la distance à l'égard d'une pratique ; ils cher-

chent à y occuper une place centrale, à être l'expression du mouvement et non pas à prendre à son égard une distance critique.

De la même manière le chercheur qui s'identifie au groupe ne l'aide plus à travailler ; il se noie dans un effort vain pour supprimer une altérité dont il ne peut se débarrasser et joue un rôle négatif en coupant le groupe du mouvement qu'il représente et en l'absorbant dans l'observation de ses rapports avec le chercheur. Le chercheur ne doit pas s'identifier au groupe mais à l'hypothèse qu'un mouvement est présent dans la lutte étudiée. Il doit être capable d'analyser la distance entre lui-même et le groupe ou entre le groupe et les diverses significations de sa lutte. Qu'il ait de la difficulté à assumer ce rôle et qu'il tende à sa propre incorporation dans le groupe se comprend aisément mais il ne peut se décharger de son travail et lui préférer son plaisir. C'est à ce prix que l'intervention est possible ; celle-ci n'est pas au service du groupe ou du chercheur mais à celui du mouvement et de la connaissance.

Il ne sera pas aisé de faire admettre ce point de vue. Si une [258] lutte est très organisée c'est l'appartenance à une organisation, parti ou syndicat, qui est exigée du chercheur ; si elle l'est peu c'est l'intégration à un groupe, à un milieu, encore plus sensibles qu'une grande organisation à l'opposition entre l'intérieur et l'extérieur, entre le nous et les autres.

Le chercheur et ceux qui participent à l'intervention doivent reconnaître entre eux une certaine distance. L'avantage pour les participants est qu'ils sont assurés que le chercheur ne va pas favoriser une tendance ou essayer d'influencer l'action du mouvement ; pour le chercheur il est dans l'acceptation de son but de connaissance. Un tel contraste entre les acteurs et le chercheur doit se manifester par la mise à la disposition de tous des documents produits par l'intervention, à condition que leur source soit indiquée, que la responsabilité du chercheur ne soit pas engagée dans une publication faite par les acteurs et que ce soit toujours le groupe dans son ensemble et non pas certains de ses membres qui décide de faire connaître son analyse des documents ou des résultats de l'intervention.

## *Le chercheur comme théoricien.*

### [Retour à la table des matières](#)

Le chercheur considère une lutte ou un conflit du point de vue du mouvement social qu'ils portent en eux. Il s'appuie donc sur des hypothèses théoriques non seulement générales mais appliquées à un objet particulier de recherche. Il ne peut en être autrement. La sélection d'un champ d'intervention suppose déjà qu'on s'attende à y trouver un mouvement social. Mais ne faut-il pas aller plus loin ? Comment pouvons-nous être sûrs que ces hypothèses ne commandent pas toute l'intervention, de sorte que celle-ci n'amène en réalité qu'à préciser ou reformuler des idées qui auraient été pour l'essentiel élaborées à l'avance.

Cette objection est superficielle. D'abord parce que la distance est grande entre des hypothèses théoriques et l'analyse de conduites historiquement situées ; ensuite et surtout parce que les idées sur les mouvements sociaux dont nous pouvons disposer en dehors de notre propre analyse sont extrêmement pauvres. [259] Et l'effort qui a mis en lumière le concept de *mouvement social* est aussi celui qui aboutit à proposer la méthode de l'intervention sociologique. C'est par le *même mouvement* que nous créons la représentation de la société où s'enracinent nos hypothèses et la méthode par laquelle celles-ci peuvent être mises en œuvre.

L'intervention n'est pas une forme particulière de collecte de l'information, préparée par une réflexion théorique et complétée par une interprétation de type historique. Les hypothèses précises sur la nature de la lutte se forment pour l'essentiel au cours de la recherche elle-même et le chercheur les met à l'épreuve dans ses discussions avec le groupe. L'analyse théorique est au cœur de l'intervention : c'est à cette condition seulement que la conversion du groupe-figure vers le groupe-analyste est possible et plus évidemment encore que ce dernier peut devenir un groupe mixte d'auto-interprétation, puisque celui-ci s'organise en réponse à la communication par les chercheurs de leurs hypothèses sur le groupe. C'est exactement ce qui s'est pas-

sé dans la première intervention réalisée. J'avais élaboré en 1968 l'hypothèse que le conflit pour l'appropriation sociale de la connaissance est ce qui peut élever la lutte étudiante au niveau d'un mouvement social, mais il restait à savoir si la lutte étudiante en 1976 avait en fait ce sens-là. Problème auquel on était tenté de répondre négativement au début de l'intervention car les étudiants multipliaient les déclarations qui réduisaient la connaissance à l'idéologie et manifestaient une grande hostilité à l'égard des enseignants. Celui qui aurait réduit l'intervention à une série d'interviews de groupe aurait conclu sans aucun doute que le thème de la connaissance et de ses conditions sociales de production et d'utilisation était absent du mouvement étudiant, sauf peut-être de son secteur communiste où s'entendait le thème, assez différent, de la révolution scientifique et technique. C'est au cours de la conversion du groupe de Bordeaux, à Toignan, que le thème de la connaissance apparut pour la première fois. Et c'est à Marly que je l'introduisis avec obstination pour obtenir du groupe une réponse qui, après bien des heures de débat agité, se révéla finalement en partie positive, ce qui nous permit à l'issue de l'intervention d'affirmer que l'appel à cet enjeu culturel [260] peut placer la lutte étudiante au niveau d'un mouvement social. Le chercheur au cours de l'intervention met ses hypothèses à l'épreuve. Il observe si le groupe est capable de s'organiser de manière cohérente et stable autour d'un thème ou au contraire le rejette ou encore y réagit de manière instable ou contradictoire. L'hypothèse générale que le chercheur introduit, surtout au moment de la conversion, peut avoir été élaborée avant la recherche, mais l'interprétation de l'histoire du groupe qu'il communique à celui-ci est le produit de l'intervention elle-même.

Peut-on concevoir des interventions, du type de celle que je décris, mais qui seraient menées à partir d'hypothèses théoriques et d'une représentation de la société tout à fait différente ? Je n'ose pas affirmer que c'est impossible ; j'en accepte avec intérêt le défi par satisfaction de voir alors l'idée de mouvement social, exclue par la plupart des théories sociologiques prendre place dans plusieurs ; en pensant aussi qu'une telle pluralité d'interprétations est impossible et doit être résolue par le triomphe d'une approche théorique sur l'autre ou par son approfondissement sur un point particulier. Mais il est trop tôt pour savoir si l'intervention peut être utilisée par une pluralité



d'écoles ou si elle est associée, comme je le crois, à une seule démarche sociologique. Je serais heureux d'avoir dans quelques années à me défendre là-dessus.

### *L'équipe de recherche.*

#### [Retour à la table des matières](#)

L'intervention est guidée par des hypothèses mais ses résultats dépendent en grande partie du fonctionnement d'une équipe de chercheurs. Quels sont les problèmes psychosociaux qui peuvent apparaître à l'intérieur de celle-ci et quels sont leurs effets sur la recherche ? Quels sont les effets du comportement des chercheurs sur le résultat du groupe ? Comment l'interprétation des résultats est-elle élaborée au sein de l'équipe et que se passet-il en cas de divergence entre ses membres ?

1. Le premier problème est le plus embarrassant parce qu'il semble le plus étranger au contenu de la lutte étudiée et parce [261] qu'il surprend les chercheurs qui deviennent à la fois observateurs et observés et ne savent comment exprimer les problèmes de leur équipe sans les aggraver. Au cours de l'intervention sur le mouvement étudiant les problèmes internes de l'équipe de recherche ont interféré de manière importante avec le travail du groupe d'intervention, en particulier au moment de la rencontre des deux groupes. Un incident eut des conséquences sérieuses. Lors de la première rencontre des deux groupes un étudiant de Bordeaux déclara qu'un des chercheurs avait dit que les étudiants d'Amiens étaient des « petits cons ». Ce chercheur confirma ce jugement. Ce qui fut reçu comme une insulte par les étudiants d'Amiens et non moins par l'agitateur d'Amiens qui pendant toute cette soirée vécut le comportement des deux chercheurs de l'autre groupe comme agressif. Pendant le week-end passé à Marly les effets de cette agression se firent fortement sentir entre les deux groupes mais aussi entre les chercheurs dont l'équipe avant l'intervention était très unie. D'autant plus que l'équipe de Bordeaux s'était faiblement différenciée : ses deux chercheurs restaient cons-

tamment sur la réserve et craignaient d'intervenir trop dans leur groupe alors qu'à Amiens l'agitateur s'était fortement identifié au groupe tandis que le secrétaire était intervenu au cours du premier week-end de manière très active.

2. L'évocation de cette crise permet d'aborder le deuxième problème et de faire comprendre les effets que le comportement des chercheurs peut avoir sur les résultats de l'intervention. Si le groupe d'Amiens, qui avait pris un meilleur départ que celui de Bordeaux, s'est ensuite, épuisé et, malgré ses efforts, n'a pas réussi sa conversion alors que celui de Bordeaux y parvenait, n'est-ce pas à cause du comportement des chercheurs, d'une trop forte identification au groupe de l'agitateur d'Amiens ou des interventions trop actives du secrétaire pendant les weekends ? Il est impossible de répondre précisément à ces interrogations tant qu'on ne dispose pas d'un grand nombre d'interventions dont la comparaison pourrait nous instruire. Mais il faut se garder de parler de manière trop générale de l'influence des chercheurs sur les groupes. Il est nécessaire de distinguer trois ordres de phénomènes :

[262]

- le groupe exerce une influence sur le comportement des chercheurs ;
- le respect ou le non-respect des principes de la méthode d'intervention a des conséquences prévisibles sur les résultats obtenus ;
- enfin les chercheurs et leurs relations entre eux exercent une influence sur le comportement des groupes.

Le premier point est important. Si le groupe d'Amiens fut un excellent groupe-témoin, un groupe-figure très actif, mais ne parvint pas à être un groupe-analyste, c'est à la fois parce qu'il était plus que le groupe de Bordeaux un groupe historique réel, un groupe naturel, et aussi parce qu'il fut dominé par deux discours doctrinaux très fermes,

celui de la LCR, d'inspiration trotskyste, et celui de l'UEC, des étudiants communistes, tandis qu'entre les deux se décomposait celui du MAS, nouveau syndicat étudiant, proche alors de la CFDT. Ces caractéristiques du groupe sont si importantes et expliquent si bien son comportement qu'il est difficile d'établir l'influence des chercheurs sur le groupe.

Plus généralement n'est-il pas dangereux d'expliquer des conduites et des déclarations qui sont fortement liées à des problèmes et à des expériences extérieurs au groupe par des relations interpersonnelles à l'intérieur du groupe ? L'intervention maintient constamment et aussi fortement que possible le caractère représentatif du groupe. Ce n'est pas assez pour supprimer des mécanismes psychosociaux présents dans tous les groupes ; c'est assez pour séparer les phénomènes qui s'expliquent par la nature du mouvement, des conduites qui se situent seulement au niveau du groupe lui-même. La conduite des chercheurs intervient certainement pour améliorer ou détériorer les résultats ou pour donner un certain ton à la vie du groupe mais l'analyse ne porte pas sur la vie du groupe ; elle porte sur la manière dont celui-ci traite les problèmes du mouvement qu'il représente. Dans un mouvement le rôle des leaders est décisif pour expliquer les événements, l'issue d'une action ; il ne l'est pas pour analyser une situation, des problèmes, des débats.

Il en va de même pour le rôle des chercheurs dans une situation qui n'est pas celle de groupes expérimentaux formés pour étudier [263] des mécanismes psychosociaux mais celle de groupes-témoins proches de groupes historiques réels et qui constamment, pour eux-mêmes et à la demande des chercheurs, se comportent en groupes de militants responsables des problèmes et de l'avenir du mouvement à l'intérieur duquel ils ont participé à des luttes.

3. Les chercheurs placés dans des expériences différentes et plus encore conduits à s'opposer les uns aux autres vont-ils parvenir aux mêmes conclusions ? Ceci, qui commande la confiance à accorder à l'intervention, dépend de deux causes. D'abord la précision des hypothèses et leur insertion dans une démarche théorique générale ; ensuite la prise en considération de l'ensemble du corpus documentaire. Il est

facile d'opposer les unes aux autres des interprétations d'une grève ; il est beaucoup plus difficile pour chacune d'elles de rendre compte de tout ce que les groupes ont dit et fait pendant l'intervention. Uli Windisch et Alfred Willener \* avec une honnêteté exemplaire apportent une preuve *a contrario* de la nécessité de soumettre l'interprétation à de fortes contraintes documentaires. Ils ont étudié parallèlement le mouvement autonomiste jurassien en Suisse : le premier en s'engageant plus directement avec les séparatistes dont il a partagé la colère et l'enthousiasme ; le second en gardant plus de distance et en étudiant des documents comme des programmes de télévision plutôt que l'action militante. Chacun d'eux évalue à la fin du livre le travail de l'autre et ces deux textes montrent à quel point chacun a sélectionné à la fois très et très peu consciemment certains aspects de la réalité. Ce type d'intervention participante, en affaiblissant les contraintes de la documentation, c'est-à-dire de ce qui doit être expliqué dans sa totalité, ne peut que juxtaposer des perceptions et des interprétations qu'il est impossible d'intégrer et entre lesquelles on ne peut choisir.

Il reste que les chercheurs font partie de la situation qu'ils doivent interpréter, ce qui menace la valeur de leurs conclusions. Il est probable qu'à l'avenir chaque équipe devra être aidée par un *consultant* capable d'analyser ses problèmes et l'effet de ses conduites sur la vie des groupes et sur son interprétation par les chercheurs.

[264]

L'idée a été exprimée que ce consultant devrait être surtout un psychologue. Le prix à payer pour le succès d'un groupe dont l'histoire serait éclairée presque entièrement par les problèmes du mouvement n'est-il pas que l'équipe de recherche subit le contrecoup des tensions psychologiques qui ont été écartées ou négligées ? Ceci peut en effet être compris par un observateur de formation analytique beaucoup mieux que par un sociologue. Mais il ne faut pas que l'équipe de recherche s'examine elle-même de cette manière. Les chercheurs comme les interlocuteurs ne doivent pas être considérés pour eux-mêmes mais seulement comme des instruments de l'intervention et de son interprétation. Puisque leur rôle est d'interpréter sociologiquement les comportements du groupe, ils doivent davantage encore se placer du point de vue de la théorie des mouvements sociaux pour compren-

dre leur conduite dans les groupes et entre eux. Des tensions interpersonnelles doivent être considérées d'abord comme le signe d'une faiblesse de l'analyse, de l'incapacité pour la théorie de rendre compte des faits observables. Si l'agitateur s'identifie davantage au groupe et le secrétaire au mouvement cela peut conduire à des tensions mais qui ne sont pas seulement interpersonnelles. De même les deux sous-équipes de chercheurs peuvent entrer en rivalité : ici aussi il faut d'abord considérer ce fait comme un indice des difficultés du mouvement. J'ai dit que lors de la rencontre des groupes étudiants l'agitateur d'Amiens déclara avoir ressenti le comportement des chercheurs de Bordeaux comme agressif. Ce qui peut s'expliquer par son isolement, car l'autre chercheur d'Amiens, qui était le responsable de la recherche, voulut s'adresser aux deux groupes. Mais son sentiment manifesta surtout la réelle domination d'un groupe par l'autre : domination de la parole sur l'action, du désir de mouvement sur l'expérience de la lutte. Le ressentiment du chercheur d'Amiens n'indiquait-il pas l'impuissance de ceux qui étaient les acteurs les plus réels et leur frustration de voir que le mouvement étudiant ne se construisait que dans le monde des mots ? La tension entre les chercheurs dévoile ici la faille la plus profonde du mouvement étudiant. Si les chercheurs abordaient en psychologues leur propre comportement ils seraient tentés de jeter le même regard sur les groupes ou au contraire ils se [265] mettraient en dehors de ceux-ci ; dans les deux cas ils entreraient dans des contradictions qui pourraient conduire à la rupture de l'équipe de recherche. Ce qui souligne l'importance de la formation théorique des chercheurs qui participent à une intervention.

Agitateurs et secrétaires doivent non seulement posséder une bonne connaissance de la situation où ils interviennent mais plus encore considérer chaque intervention comme la mise à l'épreuve d'idées théoriques. Il n'est pas souhaitable que s'établisse une forte division du travail entre les chercheurs qui participent à un même programme de recherche, ce qui donnerait à chacun la responsabilité principale d'une intervention, les autres ne jouant alors que le rôle d'aides. Ceci détruirait rapidement les interventions car la tension entre l'agitateur et le secrétaire correspond à la tension entre la lutte et le mouvement. Il faut que s'agrandisse peu à peu l'équipe des chercheurs mais en donnant à tous l'expérience de recherche la plus large possible. La

sociologie permanente doit être aussi la constitution d'un corps de connaissances qui se développe en rendant compte de toutes les interventions et de toute l'expérience qui les entoure.

### *Démonstration ou interprétation.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Tout ce qui a été dit jusqu'ici des chercheurs conduit à la question : sont-ils les agents de l'auto-analyse de groupes qui leur imposent leurs conclusions ou interprètent-ils un témoignage collectif en fonction de leurs caractéristiques personnelles ? Je m'interroge au moment de donner une forme finale au livre qui présente l'intervention sur les étudiants : ces conclusions pourraient-elles être différentes : d'autres que nous ou nous-mêmes à d'autres moments aurions-nous interprété autrement l'événement ?

J'emploie ce mot à dessein. L'intervention cherche à atteindre un mouvement à travers un événement, à construire un champ social d'action à partir d'une histoire. Nous ne saisissons pas directement une structure comme l'anthropologue qui reconstitue un système de parenté ; nous ne définissons pas davantage une [266] évolution comme le ferait l'historien. Nous sommes à l'un et l'autre niveau à la fois et donc nous devons accepter de porter sur nous-mêmes un double jugement. Au cours de l'intervention nous analysons un *mouvement* donc un champ social, mais en même temps nous jugeons un *événement* en le situant plus ou moins explicitement dans une évolution et cette interprétation, si réfléchie qu'elle soit, ne peut pas être du même ordre : elle est un jugement *historique*, beaucoup plus marqué par le regard de l'interprète et par sa situation. Il faut préciser ces deux faces de l'analyse avant de réfléchir sur leur relation. La démonstration consiste d'abord à formuler une hypothèse, non pas sur la nature historique de la lutte mais sur le mouvement social qui peut être présent en elle. Cette hypothèse est introduite dans le groupe assez tôt pour contribuer à la conversion du groupe, pour être travaillée par lui et pour le guider dans son auto-analyse. A partir de là se construisent des hypothèses plus concrètes pour rendre compte de la distance entre la lutte

et le mouvement, de la dégradation ou de l'éclatement de celui-ci. Toute lutte est l'image éclatée et fragmentaire d'un mouvement et peut être analysée comme un travail pour réduire les oppositions ou les contradictions nées de l'éclatement. C'est à partir de là qu'il faut rendre compte de l'ensemble du corpus documentaire, des conduites du groupe, de leur évolution, des relations entre les acteurs. Les réactions du groupe à Ces hypothèses quand elles lui sont communiquées sont un élément de plus, très important, de leur démonstration car elles doivent être en accord avec les prévisions.

*L'hypothèse première* sur la nature du mouvement dépend de l'orientation du chercheur, correspond à une « idée », mais les *hypothèses concrètes* portant sur la vie du groupe et du mouvement doivent pouvoir être jugées sur leur capacité de rendre compte des documents. Et elles ne doivent pas être confondues avec un *jugement sur la situation historique* d'une lutte. Voir dans le mouvement de Mai l'apparition d'un nouveau mouvement social ne constitue pas une interprétation historique des « événements » de Mai, de la rencontre d'un mouvement étudiant, d'une grève ouvrière et d'une crise politique. De la même manière, dans la grève étudiante de 1976, nous avons trouvé la référence [267] à un mouvement social possible dont l'enjeu serait l'utilisation sociale de la connaissance mais il est impossible de prétendre que cette signification a dominé l'événement. La crise du gauchisme et de son analyse anticapitaliste des problèmes de l'Université est plus centrale dans l'interprétation de l'événement. Mais cette crise peut être vue de bien des manières et l'évolution politique de la France entre 1978 et 1980 peut modifier profondément la perspective dans laquelle l'événement de 1976 aura été placé.

Cette dissociation de l'analyse sociologique et de l'interprétation historique ne peut pas être complète mais il faut être conscient de la distance qui les sépare. Car un mouvement a le droit de refuser une interprétation historique, alors qu'il lui est difficile de rejeter une analyse sociologique.

[268]

Deuxième partie :  
L'intervention sociologique

## Chapitre 5

---

### Frontières et territoire de l'intervention

*Première rencontre :  
les relations interpersonnelles.*

[Retour à la table des matières](#)

L'intervention n'est pas l'œuvre d'un chercheur recueillant des informations mais le travail d'un groupe, ce qui rend insistante l'interrogation : ses résultats ne sont-ils pas déterminés par la vie du groupe autant que par les problèmes généraux du mouvement ? Ne seraient-ils pas différents si les groupes étaient autres ?

La comparaison de deux ou plusieurs groupes permet d'écarter en partie ces objections. S'il est possible d'intégrer les résultats de ces groupes dans une analyse générale et surtout si on parvient à expliquer les différences entre les groupes par les problèmes de l'action militante, c'est que les conditions particulières de chaque groupe n'interfèrent pas gravement avec la connaissance des problèmes traités. Mais cette réponse est loin d'être suffisante car le nombre des grou-



pes comparés reste forcément faible, deux à l'heure actuelle, trois ou quatre dans certains de nos projets, limite difficile à dépasser car la rencontre des groupes deviendrait alors impossible. On pourrait, il est vrai, après avoir élaboré des hypothèses à partir d'un ou de plusieurs groupes les vérifier sur un autre ; un tel groupe de vérification, placé dans une situation historique différente, pourrait confirmer l'utilité des hypothèses élaborées antérieurement, mais cette assurance supplémentaire ne peut pas nous garantir complètement contre le mélange de deux ordres de phénomènes, ceux qui relèvent de la vie du mouvement et ceux qui s'expliquent par les conditions d'existence de l'activité du groupe.

La méthode d'intervention peut être définie comme un ensemble de procédures pour accroître l'emprise des problèmes [269] *du* mouvement sur la vie *du* groupe. Les participants sont et veulent être des militants ; la présence des événements historiques, des débats réels du mouvement et de l'histoire de celui-ci est sans cesse renforcée par le chercheur à l'intérieur du groupe ; les participants manifestent l'existence d'une organisation, d'une tendance, d'une action. Situation bien différente de celle d'un groupe formé soit pour étudier son propre fonctionnement, soit pour analyser une situation subie, par exemple une forme d'organisation du travail, et non pas construite par l'action des participants eux-mêmes. Les chercheurs interviennent constamment pour limiter les initiatives qui n'auraient d'autre objectif que de changer le fonctionnement du groupe lui-même et ramènent constamment celui-ci vers les problèmes du mouvement, qui attirent d'ailleurs le groupe si ses membres sont effectivement des militants. Le chercheur n'invite pas le groupe à se poser des problèmes sur sa vie intérieure, ne lui suggère pas de choix possible quant à ses méthodes de travail. Le groupe n'est jamais divisé en sous-groupes ; il n'a pas de porte-parole ou de rapporteur. Certains de ses membres ont une participation plus active que d'autres et exercent un certain ascendant mais les chercheurs limitent cette inégalité en établissant des relations aussi égalitaires que possible à l'intérieur du groupe et en aidant tous ses membres à s'exprimer.

Mais il est certain que cette emprise, si forte qu'elle soit, ne peut pas être totale, de même que le rôle des chercheurs dans l'interven-

tion ne peut pas être réduit à un rappel constant aux problèmes généraux du mouvement. Il faut donc reconnaître l'existence des aspects de la vie du groupe qui ne relèvent pas de l'analyse du mouvement mais qui interviennent sur elle, en premier lieu des attitudes interpersonnelles. A la différence des relations qui manifestent les problèmes de la lutte elles se placent dans un champ concret, le groupe lui-même ; elles perçoivent donc une frontière qui sépare un nous intérieur d'un eux extérieur ; elles jugent l'autre ou les autres par rapport à une norme supposée être celle du groupe, donc acceptée par ses membres ; elles visent à maintenir ou à modifier l'organisation du groupe ou ses décisions ; enfin elles insistent sur la singularité du groupe et par conséquent y incluent les chercheurs comme les acteurs.

[270]

Ce qui distingue les relations interpersonnelles des relations entre les composantes d'un mouvement est donc l'opposition entre un champ de référence *concret*, construit à partir du groupe réel, et un champ de référence *abstrait*, défini historiquement, organisé par des collectivités, une mémoire collective, une idéologie, la rencontre d'adversaires, donc un lieu où les conduites sont susceptibles de sanctions exercées par le mouvement lui-même et par ses organisations. Il peut y avoir interférence mais non confusion entre les relations interpersonnelles à l'intérieur du groupe et le travail du mouvement sur lui-même. Il s'agit de phénomènes de natures différentes.

### ***Deuxième rencontre : le groupe de libération.***

[Retour à la table des matières](#)

Le véritable problème n'est donc pas celui de l'interférence des relations interpersonnelles et du travail du groupe ; il est indiqué par l'idée, bien exprimée en particulier par Wilfred R. Bion \* mais aussi par tous les analystes des groupes qui s'inspirent de la psychanalyse : n'existe-t-il pas dans chaque groupe ce que cet auteur nomme une *hypothèse de base*, une manière d'être collective, indépendante du tra-

vail qu'effectue le groupe et qui répond surtout à la manière dont est vécue la relation de l'individu au groupe, qui à la fois stimule et inhibe la poursuite des besoins individuels ? Bion distingue trois hypothèses de base principales : celle de la dépendance, celle de l'agressivité-fuite et celle du couplage. On peut traduire ces termes en langage sociologique. Un groupe peut être défini par son opposition à d'autres groupes : c'est le cas de l'armée ; il peut l'être aussi par la création d'un nous, d'une conscience collective à l'égard de laquelle les individus se sentent engagés, dépendants ; c'est le cas d'un groupe religieux. Enfin il peut être un lieu de relations. L'hypothèse de base attaque-fuite correspond au premier aspect de l'existence des groupes ; celle de la dépendance correspond au deuxième, celle du couplage est beaucoup plus vague, puisqu'elle correspond à l'ensemble des relations sociales. Les hypothèses de base ne sont donc des caractéristiques indépendantes de la fonction sociale du groupe que quand elles définissent une situation de guerre ou de [271] culte. Dès qu'on parle de la troisième hypothèse de base on sort d'une analyse des groupes et c'est l'analyse sociologique qui commande alors. Au contraire dans les groupes guerriers ou religieux une analyse proprement psychologique peut être riche, alors que l'analyse sociologique prend moins facilement appui sur la vie du groupe. En termes historiques on peut dire que Bion oppose la noblesse et le clergé au Tiers État. C'est de celui-là en effet que nous parlons, du seul ordre défini par son travail et non par son rapport direct aux valeurs ou par son rôle guerrier.

Plus un groupe est fortement défini par son travail et moins l'autonomie des hypothèses de base est forte. Les groupes expérimentaux qui sont formés sans tâche socialement définie à accomplir laissent la plus grande place à l'influence autonome des hypothèses de base. L'intervention sociologique leur laisse l'importance la plus réduite.

G. Mendel \*, suivant une analyse analogue, présente ses interventions comme des moyens de passage d'un mode de fonctionnement du groupe à un autre. Il s'agit de dégager le groupe du niveau psychoparental et de la dépendance à l'égard de l'autorité et de l'élever, en évitant le risque de chute dans un mode plus archaïque de fonctionnement, vers une plus grande capacité d'action politique, donc de l'insérer dans des luttes sociales définies au niveau de la société dans son

ensemble et non pas seulement d'une institution particulière. Mais G. Mendel reste attaché à une image indéterminée de l'action sociale, à l'opposition d'une dépendance psychologique et d'une libération définie hors de tout rapport social réel. Il oppose une capacité d'action à la dépendance à l'égard de l'image parentale ; le sociologue ne rencontre ni cette totale dépendance ni cette entière capacité d'action ; il ne connaît que des rapports sociaux et leurs enjeux. C'est pourquoi l'intervention sociologique, à la différence de la socio-psychanalyse institutionnelle de Mendel, ne vise pas à créer du *pouvoir* ou de l'action mais à élever un acteur à un certain niveau de rapports sociaux et de lutte sociale. Ceux qui sont dominés par l'image d'un pouvoir flottant, plus général que tout rapport social, lui opposent l'identité, la créativité, le sujet. Ce qui est dangereux dans la mesure où c'est faire un pas de plus pour s'éloigner de l'action sociale qui n'est pas pur projet mais [272] engagement dans un rapport social conflictuel en même temps que dans un champ culturel. Au lieu d'introduire des problèmes sociaux dans un champ considéré comme psychologique, G. Mendel réduit en fait ces problèmes à une dépendance ou à une libération psychologique socialement indéterminées. Les divers courants de la socio-analyse se placent au moment où l'idée de pouvoir ou de domination sociale se désinvestit des rapports économiques, auxquels elle a été assimilée surtout par le marxisme, et où elle ne s'est pas encore réinvestie dans de nouveaux lieux qui sont à mes yeux ceux de la technocratie et des appareils de gestion qu'elle dirige. Ils sont donc historiquement significatifs. Mais la meilleure preuve que ces idées sont plus un effet de la crise qu'un instrument d'analyse est qu'elles ne conduisent pas à une pratique d'intervention qui permette d'analyser de manière approfondie des problèmes sociaux réels, des faits politiques ou des événements historiques. Ce que reconnaît Mendel : « la jointure entre la prise de conscience de ce mur dans l'institution (sous ses diverses formes) et la prise de conscience de l'existence de la société de classes, de la lutte de classes, de la nécessité de changer la société - cette jointure se situe hors de l'intervention » (*Socio-psychanalyse*, V, p. 29). L'intervention sociologique, telle que je la conçois a, au contraire pour but principal de pénétrer directement dans les problèmes de la société de classes.

L'intérêt et la faiblesse des groupes de libération est qu'ils identifient un mouvement social à une libération culturelle et à la lutte contre des barrières ou une autorité considérées comme archaïques. Il est vrai qu'un mouvement social comporte cette dimension modernisatrice mais d'une part celle-ci ne doit pas être séparée du conflit avec un adversaire social réel et de l'autre la référence à un enjeu culturel est très éloignée d'une libération, d'une simple ouverture du groupe. Il s'agit au contraire d'un engagement à l'égard d'orientations culturelles précises. C'est seulement une *classe dirigeante montante* qui peut être purement modernisatrice, ne parler que de supprimer des rigidités, d'abolir des traditions et des préjugés, sans donner de ses objectifs d'action une image précise, puisqu'il s'agit pour elle, en se libérant du passé, d'établir son hégémonie sur toute la société et donc de parler au nom de l'universel.

[273]

### ***Troisième rencontre : l'intervention psychosociologique.***

[Retour à la table des matières](#)

L'intervention sociologique, ainsi située par rapport à la psychologie des groupes, doit se distinguer aussi de la psychosociologie des organisations, puisque celle-ci utilise souvent des groupes d'intervention. Il est même probable que notre méthode sera jugée, par ceux qui veulent la condamner sans l'examiner, comme une variante des interventions psychosociologiques qui se placent à l'intérieur d'organisations, de leurs buts et de leurs rapports de pouvoir et parlent de rationalité ou d'adaptation sans voir qu'elles s'identifient ainsi plus ou moins aux intérêts des dirigeants. Écartons d'abord toute confusion. L'intervention porte sur les luttes sociales et non sur les organisations ; elle ne vise aucunement à une meilleure adaptation et le chercheur n'y joue pas le rôle d'un expert. Mais en rappelant ces évidences je ne veux pas rejeter dédaigneusement les recherches-action d'inspiration lewinienne, comme si elles se réduisaient à une manipulation idéologique. Il faut avant tout définir nettement leur champ d'application, qu'elles

soient ou non idéologiquement biaisées, et le distinguer de celui de l'intervention sociologique. Les premières visent parfois à définir des relations de rôles et d'autorité et plus souvent à chercher la meilleure adaptation d'un groupe ou d'une collectivité aux changements qui l'affectent. Le premier type est le plus élémentaire. Le groupe est constitué à partir des problèmes qu'il veut résoudre ; le chercheur explique son rôle indépendant et les méthodes de travail à suivre ; le groupe réunit les données nécessaires, les analyse, propose des solutions et indique les moyens qu'elles nécessitent. Dans ce cas très simple l'action du groupe est efficace parce que les problèmes posés et les buts à atteindre sont concrets et proches des membres du groupe. Nous sommes encore très près d'un groupe de travail définissant sa tâche et les moyens de la remplir ; cependant l'étude est déjà psychosociologique en ce qu'elle est centrée sur l'action du groupe et non pas sur les problèmes eux-mêmes. Plus intéressantes sont les recherches qui se donnent des objectifs plus [274] généraux. La plus célèbre est celle du Tavistock Institute et d'Eliott Jaques \* à la Glacier Metal Company en Grande-Bretagne. Son auteur l'a appelée socio-analyse. Jaques se pose un problème qui n'est pas sans rapport avec le nôtre : il est conscient d'étudier des relations sociales ; il ne veut le faire, surtout dans la première phase de son travail, qu'en discutant avec les individus et les groupes intéressés ; enfin sa formation psychanalytique l'aide à comprendre qu'il n'est pas un simple observateur mais que la solution des tensions suppose que soient créées ou transformées certaines attitudes à l'égard de lui-même. Mais E. Jaques se place à un tout autre niveau de relations sociales que nous. Parce que son objet d'étude est l'organisation comme système de rôles et donc ses problèmes d'adaptation et d'intégration, il définit une situation comme un donné devant lequel l'acteur se trouve placé de sorte que si l'objet d'étude est bien de comprendre les relations organisationnelles son idée principale porte sur le rôle de l'organisation en particulier dans le traitement par les individus de leurs propres problèmes psychologiques. E. Jaques pense que bien des barrières sont élevées pour protéger l'acteur contre l'anxiété. Cette méthode repose donc en fait sur une dissociation profonde des problèmes de l'organisation qui seront traités sur le mode de la rationalité, qu'il s'agisse de la définition des rôles ou de la construction d'un système de rémunération, et des problèmes des ac-

teurs dont l'explication relève de la psychanalyse. C'est pourquoi les groupes restreints avec lesquels Jaques travaille au début de son intervention se révèlent pour lui décevants ; par la suite il donne plus d'importance d'un côté aux entretiens individuels et de l'autre à l'élaboration de réformes organisationnelles à travers des consultations multiples. Enfin le chercheur intervient surtout dans un rapport interpersonnel avec les individus, même si ceux-ci sont en groupe. Il est celui qui aide à alléger les tensions et qui suscite la confiance. Cette évocation fait mieux comprendre la logique de l'intervention sociologique qui est différente parce qu'elle se place à un *autre niveau* de la réalité sociale. Un champ d'historicité n'est pas une organisation ; les acteurs n'y sont pas devant un système en fonctionnement car la situation n'est rien d'autre que le conflit et son champ ; c'est cette non-séparation de la situation et de l'acteur qui [275] fait du groupe, à la fois acteur et analyste, la pièce centrale de l'intervention, alors qu'il n'est qu'un moyen pour Jaques de recueillir des données. Enfin le chercheur n'est pas celui qui dissipe les craintes et les obscurités mais celui qui aide le chercheur militant à trouver dans sa lutte la présence d'un mouvement social qui lui donne un rôle beaucoup plus actif d'intervention.

Les méthodes dites d'intervention sont associées dans l'esprit de beaucoup au privilège donné au niveau organisationnel de la réalité sociale. L'intervention sociologique se place clairement à un autre niveau, ce qui lui impose une méthode profondément différente de celle dont Jaques a donné, dans la perspective qui est la sienne, un exemple remarquable. Cette différence de niveau se marque bien à propos de l'importance donnée au problème du *leadership*. Plus un groupe est placé dans une situation technique dans laquelle l'accomplissement de la tâche et la sociabilité interne sont nettement distincts et plus les phénomènes de leadership sont importants et se conforment au modèle connu de Robert F. Bales \* qui distingue un leadership instrumental et un leadership expressif. Le problème du leadership est si central dans une perspective psychosociologique que les interventions qui s'y placent semblent avoir pour but principal de créer un type de leader. Dans les interventions d'inspiration psychanalytique le leadership est plus important encore mais surtout comme obstacle à l'analyse, comme défense du groupe et même comme agent de l'illusion groupale, selon

D. Anzieu \*. Dans le groupe d'intervention sociologique l'importance du leadership dans le groupe est réduite. La situation décrite par Bales est incompatible avec l'existence d'un tel groupe. Un leader instrumental ne pourrait être qu'un dirigeant qui parle au nom des objectifs de la lutte organisée, ce qui détruirait le travail d'auto-analyse du groupe ; le leader expressif serait au contraire un agent de défense du groupe contre la recherche et son triomphe serait l'échec de l'intervention. Le chercheur de son côté ne peut pas être défini comme un leader ; il est parfois au service du groupe et parfois au contraire il y intervient, mais pour faire avancer le groupe dans sa recherche du mouvement. Le chercheur qui privilégierait son rôle dans le groupe sur le travail conjoint d'analyse du mouvement [276] s'écarterait nettement du rôle que lui donne l'intervention sociologique.

### *Trois niveaux d'étude des groupes.*

#### [Retour à la table des matières](#)

G. Mendel et les groupes Desgenettes ont voulu dans le tome V de la série *Socio-psychanalyse* (1975) supprimer la distance généralement reconnue entre les études d'inspiration psychanalytique sur le rapport à l'autorité, celles qui relèvent de la psychosociologie des organisations et qui recourent à des notions comme celles de rôle, de commandement, de norme ou d'anomie et enfin celles qui se donnent un objet politique et qui voient dans le groupe le représentant d'une force, d'un parti ou d'un mouvement. Tentative ambitieuse mais qui ne peut pas réussir.

Le travail de libération, de suppression des fondements archaïques de l'autorité, ne peut pas être confondu avec une analyse politique dans laquelle jamais un des adversaires ne peut être défini de manière entièrement négative car la classe dirigeante elle-même est détentricice de l'historicité qu'elle domine et ne peut donc être réduite à la défense exclusive d'intérêts égoïstes. L'auteur répond à cela en demandant une action politique qui aille au-delà des statistiques d'accès au pouvoir. Il ne suffit pas, dit-il, que les partis ou les syndicats prennent en charge les intérêts du peuple car ils peuvent devenir de nouveaux



maîtres ; il faut donc unir une transformation politique et une libération culturelle ; et c'est dans les organisations, que ce courant de pensée nomme institutions, qu'il voit le lieu central de l'action à mener car l'essentiel est de parvenir à l'élaboration collective des décisions, Ceci nous conduit à un niveau intermédiaire qui n'est ni celui de l'autorité ni celui des rapports de classes mais celui que je nomme celui des institutions ou de la politique. Les interventions relatées dans ce volume se situent en effet à ce niveau où elles appellent les analyses de la sociologie des organisations.

Les problèmes étudiés n'appellent ni à la lutte contre l'image du père ni à l'autogestion ; Michel Crozier y trouvera plus facilement matière à appliquer ses idées.

[277]

Il faut reconnaître l'autonomie de ces trois modes d'analyse. L'action d'un groupe est menacée par ce que Bion appelle des hypothèses de base, celle de la dépendance ou celle de l'agression. Mendel participe activement au grand mouvement qui met en cause les fondements culturels de l'autorité mais sa critique reste politiquement et socialement indéterminée. Elle peut être utilisée de manière modernisatrice, aussi bien que contestataire ; elle peut se teinter de lutte progressiste contre l'archaïsme et les privilèges ou au contraire chercher à dissoudre les conflits généraux dans des problèmes de mauvais fonctionnement.

Je conclus que la modernisation culturelle d'un côté, qu'elle soit l'œuvre de nouveaux dirigeants ou celle de contestataires, l'adaptation au changement d'un autre et enfin l'élévation de la capacité d'action historique sont *trois objectifs de nature différente* ; par conséquent les interventions qui veulent créer de la connaissance en poursuivant l'un ou l'autre de ces objectifs sont également très différentes les unes des autres. A vouloir tout unir on ne crée que de la confusion. L'intervention sociologique n'est pas séparable du primat accordé dans l'analyse au niveau de l'historicité et des rapports de classes. Il n'existe pas de lieu, ailleurs que dans l'utopie, où la libération culturelle, l'adaptation organisationnelle et les conflits de classes soient entièrement unis.

Je n'ai pas employé jusqu'ici l'expression *dynamique de groupe*, précisément parce qu'elle laisse croire à une unité qui n'existe pas. Les interventions sur des groupes sont très diverses. Quand elles sont d'inspiration psychanalytique elles cherchent à comprendre les rapports du groupe et des individus et par conséquent elles doivent faire appel aux mécanismes psychologiques de formation de la personnalité. Les études psychosociologiques ont moins pour objet la relation du groupe et des individus que celle du groupe et de l'environnement.

Le moniteur se comporte en leader démocratique pour aider à la formation de leaders eux-mêmes démocratiques dans le groupe et à l'apparition du mode de décision le plus favorable à une adaptation efficace et moins coûteuse au changement de l'environnement. Enfin *l'intervention sociologique considère les relations du groupe militant et du mouvement* ; elle ne fait pas [278] appel aux problèmes de la personnalité et pas davantage à ceux de l'adaptation du groupe à son environnement. Elle relie le groupe à l'action générale des acteurs de classe affrontés pour le contrôle d'un champ culturel, donc pour la production de leur histoire. L'intervention ne compare pas des comportements réels à une conduite idéale, ce qui l'apparenterait à la pédagogie la plus traditionaliste, celle par exemple des vies de saints et de l'évocation des grands hommes. Elle vise au contraire à remplacer les idéologies par l'action, socialement conflictuelle en même temps que culturellement : orientée.

La séparation de ces trois ordres d'analyses, psychanalytique, psychosociale et sociologique n'exclut pas l'existence de pratiques mixtes.

Mais il est préférable, malgré la diversité des pratiques, de maintenir sous une forme aussi nette que possible la séparation des ordres d'analyse. Ce que fait très bien D. Anzieu quand il oppose l'approche psychosociale, en particulier lewinienne, qui est pédagogique, à l'approche psychanalytique qui est psychothérapeutique. L'intervention sociologique n'est centrée ni sur l'individu ni sur le groupe mais sur des situations historiques, ce qui la rend plus proche de l'action militante, politique ou religieuse.

N'est-ce pas assez pour séparer complètement trois ordres de recherches et d'interventions qui n'ont rien d'autre en commun que de

porter sur des groupes restreints ? D'un côté l'intention est thérapeutique et le chercheur intervenant est avant tout l'interprète d'une parole. D'un autre il s'agit de gérer le changement et le chercheur est un modèle pour son groupe, modèle de démocratie institutionnelle pour certains ou de spontanéité contestataire pour d'autres. Du côté de l'intervention sociologique le chercheur est un médiateur entre le groupe et son action, rôle aussi différent de celui d'interprète que de celui de modèle. D'un niveau à l'autre augmente l'emprise du travail du groupe sur son mode de fonctionnement. Dans un groupe de libération culturelle le travail n'est presque rien d'autre que la destruction d'un mode de fonctionnement, d'une hypothèse de base. De là l'impression de vide que donnent ces groupes qui semblent discuter indéfiniment de ce qu'ils vont faire. C'est que c'est ce retour sur soi qui [279] est l'objectif de l'intervention. Dans ce cas le chercheur est directement engagé en tant que figure de l'autorité qui veut être non directive mais sur qui risque de se transférer la forte image de l'autorité qui accompagne un groupe-communauté enfermé dans son existence collective plutôt que pris dans les médiations de la division du travail et de l'organisation sociale et politique.

Les groupes d'intervention psychosociologique ont un travail plus consistant ; ils discutent des situations, élaborent des décisions, réagissent à des changements. C'est le lieu de l'interdépendance la plus grande des problèmes internes et des problèmes externes du groupe. Enfin l'intervention sociologique, telle que je la conçois, ne laisse qu'une faible autonomie aux problèmes internes du groupe, puisque celui-ci est engagé dans un travail qui est l'analyse de sa lutte et l'effort pour en dégager une signification profonde, générale : un mouvement social. Le chercheur n'est ni directement engagé dans la vie interne du groupe ni un observateur extérieur : il est un agent d'analyse, un organisateur de l'auto-analyse.

Plus l'emprise des problèmes du mouvement sur la vie du groupe est forte et plus est grande la séparation entre ce qui dans le groupe est représentatif du mouvement et ce qui est vie intérieure et relations interpersonnelles. Ce refoulement de ces relations ne peut durer indéfiniment. Le groupe cherche à réduire la distance qui le sépare du chercheur, à se transformer en groupe amical, sans responsabilité

mais capable d'initiative et d'imagination et donc lieu d'influences, de rivalités et de coalitions. Ce qui provoque des crises à l'intérieur du groupe pris entre ses deux réalités. Crises importantes, souhaitables même si elles aident le groupe à séparer ses deux ordres d'expériences et à se construire comme groupe-figure et groupe-analyste en contrôlant ou en isolant ses problèmes proprement internes. La tension imposée au groupe par son exemplarité est si forte que, dès que son autoanalyse faiblit, ses relations interpersonnelles l'envahissent tout entier. Ce qui s'applique aussi aux chercheurs qui supportent avec peine une situation ambiguë, toujours menacée, et ont envie d'être acceptés comme membres du groupe à part entière. L'intervention s'achève quand la vie interne du groupe recouvre son travail ; une séance finale peut être consacrée à cette vie intérieure [280] du groupe, aux témoignages d'amitié ou de rejet, à la reconnaissance par des plaisanteries de ce qui sépare le groupe de son environnement, à la nostalgie du temps passé ensemble et qui s'achève, aux confidences, aux projets de se retrouver. Il faut que le groupe d'intervention s'abolisse lui-même, brûle ses cantonnements avant de les quitter. Car les acteurs doivent, après un délai assez long, nécessaire aux chercheurs pour mettre au point leur analyse, reprendre le chemin de la lutte, présenter à leurs camarades l'histoire et les résultats de l'intervention et mettre en mouvement la sociologie permanente en continuant leur auto-analyse au cœur de l'action.

### *Le contresens.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Les mouvements sociaux ne se placent pas au niveau des organisations, même s'ils se manifestent dans des organisations, mais ils sont des projets conflictuels par lesquels l'acteur intervient dans une situation pour en changer l'orientation, pour la transformer. Le mouvement ouvrier par exemple est soumis à une domination dans l'entreprise mais il serait dérisoire s'il ne faisait qu'opposer d'autres rapports de production à ceux qu'il subit ; il doit d'abord revendiquer, lutter, négocier. Cette action le fait pénétrer dans le fonctionnement de l'en-

treprise, ce qui ne veut pas dire qu'il en accepte les objectifs et l'organisation. C'est pourquoi rien n'est plus éloigné théoriquement et méthodologiquement de l'intervention sociologique que les démarches de pur refus ou rejet d'une situation sociale. Elles reposent sur l'opposition de l'ordre institué contraignant, agent de mort et de reproduction, et de forces vives qui ne peuvent être saisies que par la rupture avec l'institué et même par sa transgression et sa profanation. Apparemment les courants d'idées qui sous divers noms, dont celui *d'analyse institutionnelle*, ont critiqué l'ordre et ses justifications sont proches de celui sur lequel se fonde l'intervention sociologique. Et de fait beaucoup d'expériences et de réflexions produites par ce courant ont été intéressantes, mais je ne considère ici que des pratiques d'intervention. Analogues [281] à première vue à celles que je propose elles vont en fait à contresens. Prendre pour cible l'institution considérée comme sacrée, absolue, close, écarte a priori toute idée de conflit, de lutte, de transformation. Dans une telle situation seule la rupture, qui produit la crise, pourrait, dans certaines conditions, provoquer un changement. Encore faut-il d'abord s'assurer que cette représentation extrême correspond à la réalité, que l'organisation est entièrement privée de tout système de négociation. Une telle vision ne peut s'appliquer qu'aux institutions totales comme les prisons ou les hôpitaux psychiatriques.

À partir de là deux démarches sont possibles : d'un côté celle qui consiste à analyser l'ordre, à en faire l'archéologie, à le déconstruire de manière à retrouver dans l'ordre la répression et aussi la mise en œuvre d'intérêts sociaux et culturels particuliers. C'est ce que fit Marx en critiquant les catégories de l'ordre économique ; c'est ce que fait aujourd'hui Michel Foucault. Cette démarche est essentielle puisqu'elle fait réapparaître le système d'action derrière les apparences de l'ordre en cessant d'être dupe de celles-ci. De l'autre côté la démarche qui prend pour argent comptant les discours de l'ordre, qui croit à son absolu et à sa sacralité mais qui la refuse et la profane. Cette démarche oppose à l'ordre une antisociété complètement indéterminée, forme décomposée de l'aspiration métaphysique à la transcendence. Ce qui conduit ou bien au pouvoir absolu d'un agent de rupture de l'ordre, ou bien à l'appropriation de la sacralité par l'interprète-

te lui-même qui trouve alors dans cette bacchanale l'exaltation de sa puissance et l'exhibition de son narcissisme.

Le plus important est qu'une telle démarche ne produit au sens strict aucune connaissance. Quand René Lourau \* commente *l'Analyste Lip*, il ne nous apprend matériellement rien sur ce mouvement.

Comment pourrait-il en être autrement ? Si l'institution est un bloc d'ordre et de sacralité, que faire d'autre que de créer et d'exalter le désordre et la profanation ? Ce comportement n'a pas à être rejeté de la vie sociale ; je dis seulement qu'il ne conduit pas à une analyse. Les jeux de mots n'y changeront rien : un événement n'est pas un analyste ; il est ce qui doit être analysé. Le refus de [282] l'institué au nom de l'instituant peut avoir tous les sens, du plus modéré au plus radical. Là où René Lourau voit la vie s'opposer à la mort et la révolution à l'ordre Michel Crozier a les mêmes droits de voir un conflit entre des principes immobilisateurs et un pragmatisme libéral, soucieux d'adaptation au coup par coup à un environnement changeant.

À ne parler que d'ordre et de refus de l'ordre on ne sait plus reconnaître les luttes et les rapports de classes fondamentaux. Je ne juge pas de manière aussi négative une intervention comme celle de G. Lapassade \* à l'université du Québec, relatée dans *l'Arpenteur*.

Lapassade a mené une action de sabotage avec le petit groupe de ceux qu'il nomme les « déviants libidinaux », pour montrer que la participation étudiante était artificielle et vide de sens. Une telle agression peut en effet révéler les *faiblesses de l'adversaire* qu'on attaque et mériterait d'être analysée.

Tel n'est pas le but de Lapassade qui offre seulement un témoignage passionné, pièce à verser au dossier d'une éventuelle sociologie des crises universitaires.

Je défends avec la plus grande fermeté la nécessité d'une analyse, donc de la distance entre l'analyste et l'objet de sa connaissance ; distance qui n'est pas la couverture de l'indifférence mais l'outil de la sociologie comme de l'histoire. De la sociologie car analyser consiste à séparer diverses significations, divers ordres de rapports sociaux et de luttes sociales mêlés dans l'événement : de l'histoire, car l'événe-

ment doit être replacé dans des ensembles au lieu d'être saisi seulement dans l'immédiateté du vécu.

Les groupes de destruction, étant par nature instables, conduisent en fait à deux états terminaux qui sont encore plus éloignés de l'intervention sociologique. Le premier, déjà évoqué, est la toute-puissance de l'observateur « satanique » ; la seconde est le renversement de ce groupe destructeur en désir d'amour, de participation, en groupe de rencontre, remplaçant les rapports sociaux chargés d'historicité et de relations institutionnelles par un narcissisme de groupe.

[283]

### *Premiers élargissements.*

#### [Retour à la table des matières](#)

Je viens d'abord d'opposer l'intervention sociologique à d'autres interventions qui élaborent des connaissances différentes et ensuite de la distinguer de pseudo-interventions qui n'en élaborent aucune et dont le terrorisme ne peut cacher le vide. Mais ce travail risque de laisser croire que notre méthode n'a qu'un champ d'application extrêmement limité.

Erreur qui serait grave car le domaine des mouvements sociaux n'est pas posé au-dessus du reste de la société comme la couronne sur la tête du roi. Système d'action historique et classes sociale, unis dans un champ d'historicité, commandent l'ensemble des pratiques sociales en passant à travers les institutions et les organisations. Et l'ensemble des systèmes sociaux d'action commandent à leur tour ce qui en est l'expression figée, bloquée, reproduite - l'ordre social. Ainsi il n'est pas possible de rester enfermé dans les sommets de l'histoire ; il faut faire pénétrer l'intervention dans tous les domaines de la vie sociale marqués par les orientations de l'historicité et par le conflit des classes. Il était indispensable de situer d'abord l'intervention au centre de la société, là où un acteur de classe combat un adversaire de classe pour la direction du système d'action historique. Mais il faut maintenant élargir progressivement le champ d'application de l'intervention.

1. D'abord aux mouvements sociaux de *classe dirigeante*. Il faut reconnaître que le capitaliste est d'abord un type d'agent de l'industrialisation ou que le technocrate est un acteur de classe dirigeante et qu'il faut donc les analyser comme des acteurs collectifs et en particulier comme des porteurs de mouvements sociaux, ce qui n'implique pas plus dans ce cas que dans ceux que nous étudions en ce moment la réduction du sens de l'action à l'intention de l'acteur.

2. Ensuite à l'action des *agences d'historicité*, de ces catégories, le plus souvent d'intellectuels, qui parlent au nom de l'historicité, du mode de connaissance, du mode d'accumulation et du modèle [284] culturel d'une société. Car jamais ces agences ne sont complètement dégagées des conflits de classes, même si leur production ne peut jamais être réduite à une idéologie de classe.

À partir de là il doit être possible d'entreprendre une étude plus ambitieuse, ne portant plus sur un mouvement social mais sur un champ d'historicité, ensemble formé par des acteurs de classe et des mouvements sociaux antagonistes et par l'enjeu culturel de leur conflit représenté en partie par des agences d'historicité. C'est à ce moment-là que l'objet du sociologue se rapproche le plus de celui de l'historien et que l'utilité de cette sociologie pour la connaissance historique peut être le mieux jugée.

3. Enfin au niveau subalterne des conflits collectifs. Une pression institutionnelle ou une action revendicative ne sont pas seulement ce que ces mots indiquent ; elles peuvent manifester un mouvement social de niveau relativement bas, c'est-à-dire faiblement intégré. On a pu s'amuser de revendications de pêcheurs à la ligne contre la pollution des rivières : petit problème, disait-on, face à ceux de la croissance, de l'emploi et de la propriété. Et pourtant ces revendications, en effet le plus souvent très limitées, portaient parfois en elles les premiers éléments du mouvement écologique et la continuité semble après coup assez grande entre ces réclamations locales et la grande poussée du mouvement antinucléaire. Il ne faut donc pas donner de privilège aux



luttres qui semblent aller le plus vite vers les problèmes les plus généraux : elles peuvent être l'expression doctrinale très radicalisée de luttres purement modernisatrices ou de formes déclinantes d'anciens mouvements sociaux, tandis que bien souvent des luttres faiblement organisées et dont les objectifs semblent limités, locaux, peuvent mettre en cause, indirectement mais pratiquement, les formes centrales de la domination sociale.

***Nouveaux domaines de l'intervention :  
l'ordre, la crise et le changement.***

[Retour à la table des matières](#)

1. Surtout il faut déborder le domaine propre des mouvements sociaux et entrer dans ceux où semble s'imposer le [285] recours à d'autres notions et à d'autres méthodes, celles mêmes dont je viens de me séparer. Si j'acceptais cette répartition des territoires de la vie sociale entre ces diverses approches, j'accepterais en fait d'identifier l'intervention sociologique avec les formes les plus élaborées et organisées de l'action collective. Or je le refuse absolument. L'intervention éclaire le mouvement social qui est le niveau le plus élevé de la vie sociale mais seuls les récits épiques croient que la réalité historique se conforme à cet idéal. L'intervention ne saisit pas un mouvement social mais une lutte qui porte peut-être en elle un mouvement social, qui a aussi d'autres significations et qui enfin est marquée par les formes décomposées de mouvement social que je nomme les niveaux bas de projet. Le groupe de libération et le groupe de décision ne donnent pas les seules images possibles des niveaux de la vie sociale qui sont éloignés de celui de l'action historique. L'intervention sociologique peut recueillir aussi les formes décomposées des mouvements sociaux. C'est ce qui donne leur ambiguïté aux demandes qui se portent vers les groupes d'intervention ou de décision. L'exemple le plus frappant est celui du groupe de libération. Les militants étudiants sensibles à la décomposition ou à l'échec de leur mouvement sont souvent attirés par des groupes de ce type. Une explication superficielle est

que le refus de l'action collective ramène aux problèmes de la personnalité et des relations interpersonnelles.

En réalité là où le mouvement social ne s'organise pas, ne se transforme pas en action collective, il se décompose. Sur les ruines de l'Église erre la foi qui cherche à s'enraciner dans le premier objet venu. Sur les ruines du communisme, de la société d'abondance et de l'Église catholique courent les feux follets de la foi militante qui se fixe un instant chez les Lip, au Larzac, dans une action de défense écologique ou ailleurs. Chacune de ces luttes est importante mais chacune aussi reçoit, parfois pendant une période brève, un surcroît d'importance et des milliers de nouveaux militants qui, l'été suivant, iront ailleurs mener la même croisade. Les mouvements de libération ou de réforme, en plus de leur contenu psychologique ou psychosocial, manifestent donc des mouvements sociaux en crise ou en formation. Il faut donc maintenant nous écarter du domaine éminent mais [286] limité où j'ai placé jusqu'ici l'intervention sociologique, celui des grands conflits historiques. Car ceux-ci ne se situent pas seulement dans ces zones fortement éclairées. Le mouvement ouvrier n'est pas seulement la lutte contre les capitalistes pour la direction sociale de l'industrialisation ; il est aussi freinage et sabotage, évasion, absentéisme et revendications. Quand on s'éloigne des actions sociales auxquelles correspond le plus directement l'intervention, il ne faut pas abandonner celle-ci au profit d'autres méthodes empruntées à la psychologie sociale ou à la psychologie de la personnalité mais faire au contraire en sorte qu'elle soit capable de recueillir l'image brisée ou affaiblie du mouvement social.

Ici encore les agitateurs politiques et religieux nous ont depuis longtemps tracé la voie. Le prédicateur ne s'adresse pas aux saints mais aux pécheurs ; le propagandiste ne parle pas à des convaincus mais à ceux que leur misère ou leur dépendance empêche de penser et d'agir librement. L'intervention n'est une méthode importante que si elle peut s'étendre à tout le champ de la vie sociale pour y faire apparaître, au moins en creux, la présence des rapports de classes, des mouvements sociaux et de l'historicité.

2. Il ne s'agit pas ici d'appliquer directement l'intervention sociologique à l'étude des conduites de *crise*, des conduites *anti-ordre* ou des conduites de *changement*.

Ces conduites relèvent en grande partie d'autres instruments conceptuels et méthodologiques d'analyse ; ce qui était déjà le cas des niveaux organisationnel et institutionnel de l'action sociale. Je ne prétends nullement substituer ma démarche à toutes les autres. Mais il faut aussi faire pénétrer l'analyse des rapports de classes, de l'historicité et des mouvements sociaux jusque dans des domaines apparemment très éloignés du leur.

Considérons les conduites de crise. Elles peuvent être analysées comme anomiques par exemple, mais on peut aussi y chercher un mouvement social décomposé ou inversé.

Dans la *crise* l'identité devient la privation d'identité, l'adversaire est défini comme une situation et non plus comme le terme d'un rapport social et l'enjeu est séparé du conflit, devenant un [287] monde autre, lointain ou futur. Les trois éléments du mouvement social sont séparés les uns des autres ; toute référence à des rapports sociaux disparaît. De là le repli de l'acteur sur lui-même à la recherche de son identité, le thème du complot ou de la volonté de nuire présente dans un monde hostile et l'appel à la rupture avec un monde qui n'offre plus aucune solution. Devant une telle situation le rôle de l'intervention est de faire découvrir à l'acteur que ses attitudes ne sont pas seulement les réponses, que je viens d'évoquer, à une crise, mais l'image renversée et décomposée d'une lutte sociale. Le travail du groupe doit faire apparaître des rapports sociaux rompus plutôt que des accidents ou du non-sens. Ainsi se dessine une situation de recherche différente de celle qui correspond à des luttes « positives » mais qui y est associée en fait car il n'y a pas d'action sociale qui ne soit pas aussi la réponse à une crise.

La démarche d'un groupe d'intervention analysant des conduites de crise doit consister à remonter du domaine de la crise à celui de l'ordre et enfin à celui de l'action. Ceci s'opère surtout en reconnaissant que l'adversaire appartient au domaine de l'ordre et que l'objectif de l'action menée contre la crise renvoie au domaine de l'action, est bien un enjeu culturel positif. A partir de là l'acteur reconnaît ainsi que sa

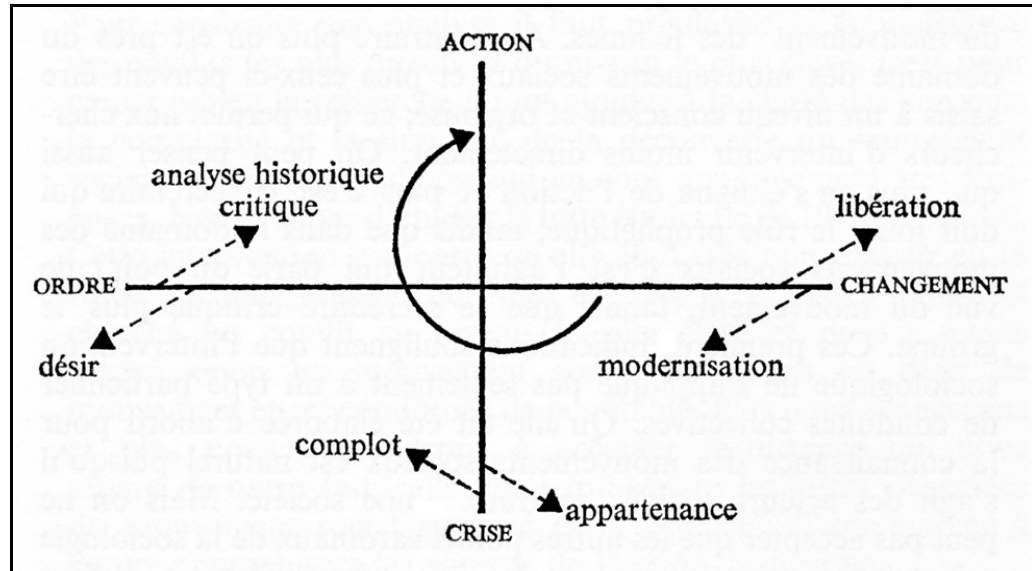
propre conduite n'est pas une réponse directe à la crise mais répond à la désorganisation d'un ordre qui a lui-même recouvert et détruit l'action sociale. Un tel renversement impose que l'intervention ne porte pas sur les individus qui manifestent la crise mais sur l'acteur collectif en crise. Des interventions consacrées aux drogués, aux suicidaires ou aux internés dans des hôpitaux psychiatriques ne pourraient pas porter sur des groupes formés d'individus appartenant à ces catégories. Il faudrait au contraire constituer des groupes dans la population concernée afin que les conduites individuelles considérées comme déviantes ou pathologiques puissent être réinterprétées par le groupe, transformées en expression d'un conflit, d'un problème social vécu par le groupe dans l'impuissance et la contradiction. Il s'agirait de transférer ce qui apparaît comme un état de la personnalité d'un individu à l'intérieur de son groupe social d'origine et de le faire apparaître comme une modalité particulière de non-réponse à un problème [288] collectif, laissé ainsi à la charge d'individus dont certains sont incapables d'assumer ce poids trop lourd.

Plus on s'éloigne du domaine de l'action sociale et plus est longue la distance que l'intervention doit franchir entre le lieu d'émergence ou plutôt de résurgence du problème social et son lieu de formation. Le groupe d'intervention, n'étant pas composé seulement de victimes mais d'individus appartenant au milieu où le problème semble situé et parmi lesquels viennent s'insérer une ou plusieurs victimes, doit être formé autour de sa volonté d'être l'agent de cette reprise de son propre sens, de cette réintégration de la victime dans le groupe qui l'a expulsée. Les chercheurs doivent aider cette remontée, plus difficile et plus longue que celle qui conduit d'une lutte quelconque à un mouvement social. Cet exemple montre que la méthode générale de l'intervention sociologique peut être appliquée à des conduites éloignées de celles auxquelles nous avons commencé à les appliquer. Cette extension devrait s'appliquer d'abord aux conduites *anti-ordre*, puisque dans ce cas il suffit, selon une démarche habituelle en sociologie, de faire éclater l'image que l'ordre donne de lui-même, de découvrir que celui-ci n'est qu'un agglomérat d'éléments divers et qu'on ne peut donc pas l'identifier à un principe ou à une valeur ; qu'il fonctionne au profit de catégories particulières et enfin qu'au lieu de tout inclure il exclut,

cache et réprime, ce qui conduit vite à retrouver les éléments d'un champ d'action historique.

3. Cependant de telles remontées vers le domaine de l'action se heurtent à une difficulté centrale : plus on est loin des mouvements sociaux et moins l'acteur est capable d'analyse. a) Face à l'ordre par exemple l'analyste procède à une analyse historique critique tandis que l'acteur oppose à l'ordre son *désir* désocialisé. La difficulté de joindre ces deux réponses est montrée par les travaux du CERFI qui d'un côté font entendre le désir, celui des acteurs comme celui du chercheur, et de l'autre, sous l'inspiration de Michel Foucault, mènent une analyse critique de l'ordre social et culturel, sans que le lien entre les deux moitiés du travail de ce groupe soit apparent. b) Il est plus difficile encore de surmonter cette distance dans le cas des *conduites de crise* car l'acteur n'oppose [289] même plus un désir ou une révolte à la désorganisation sociale ; il répond à la crise par une demande d'*appartenance*, d'inclusion, qui a souvent dans l'histoire été transformée par des démagogues en participation hétéronome à des mouvements de masse autoritaires. c) Enfin dans le cas des *conduites de changement*, les plus éloignées de l'action historique, la disjonction du désir d'action et de l'analyse de la situation est extrême. D'un côté surgit l'idée d'une *libération* fondée sur les droits, sur la spécificité du groupe ; de l'autre celle d'une *modernisation*, d'une tendance naturelle qui conduit à interpréter la situation vécue comme la crise, la destruction d'un ordre ancien. Libération, appartenance et désir s'enferment dans la subjectivité et dans la recherche de l'identité ; l'analyse historique critique, le thème du complot et celui de la modernisation renvoient au contraire à l'analyse d'obstacles objectifs à l'action.

Ainsi dans chacun de ces trois *points cardinaux* de la vie sociale l'action collective éclate :



Le chercheur doit intervenir dans chacun des points cardinaux pour réduire la distance qui sépare les deux termes et pour recréer ainsi une capacité d'action collective.

[290]

4. Comment le groupe peut-il être l'agent de cette réunification, recréer sa propre capacité d'action historique ? Comment rapprocher ce qui semble complètement séparé : le désir d'être un acteur et la réponse à une situation subie ? Le rôle du chercheur est nécessairement plus important encore ici que dans l'étude des luttes sociales. C'est ce qu'a montré l'intervention sur les étudiants au cours de laquelle, pour surmonter la *crise* de l'action étudiante, j'ai dû m'engager personnellement de manière *prophétique*, c'est-à-dire en avançant la possibilité d'un mouvement étudiant très éloigné de sa situation actuelle. Le danger est que le chercheur devienne un propagandiste et que les réponses des participants soient commandées par leur attitude à son égard. Le chercheur doit donc lutter contre la tentation de s'identifier au mouvement ; il doit donner de celui-ci des expressions historiques concrètes. Le groupe de son côté, pour diminuer ce danger, devra être invité à réfléchir sur une *expérience* aussi quotidienne,

aussi immédiate que possible. Il y a quelques années la contraception et l'avortement auraient été - ils le sont encore dans une grande mesure - des thèmes essentiels pour l'étude du mouvement des femmes. Au contraire plus on est près du domaine des mouvements sociaux et plus ceux-ci peuvent être saisis à un niveau conscient et organisé, ce qui permet aux chercheurs d'intervenir moins directement. On peut penser aussi que plus on s'éloigne de l'action et plus c'est le secrétaire qui doit jouer le rôle prophétique, tandis que dans le domaine des mouvements sociaux c'est l'agitateur qui parle du point de vue du mouvement, tandis que le secrétaire critique plus le groupe. Ces premières indications soulignent que l'intervention sociologique ne s'applique pas seulement à un type particulier de conduites collectives. Qu'elle ait été élaborée d'abord pour la connaissance des mouvements sociaux est naturel puisqu'il s'agit des acteurs sociaux centraux d'une société. Mais on ne peut pas accepter que les autres points cardinaux de la sociologie soient traités uniquement par des méthodes différentes. Il faut au contraire affirmer la subordination des domaines de l'ordre, de la crise et du changement à celui de l'action et par conséquent donner à cette emprise de l'historicité et des rapports de classes sur toute la société la forme pratique de l'extension de la méthode [291] d'intervention à l'ensemble des conduites sociales. L'intervention est liée à une analyse générale de la société ; c'est pourquoi dans ce livre l'énoncé théorique précède l'énoncé méthodologique. Je souhaite donc que puissent être entreprises des recherches dans tous les points cardinaux de la société de manière à démontrer le plus vite possible que l'intervention est la méthode spécifique de toute la sociologie de l'action.

Il faut aller plus loin. Je n'entreprends ce programme de recherche que parce qu'au moment présent notre scène ne semble animée par aucun grand mouvement social depuis que le mouvement ouvrier s'est soit institutionnalisé, soit incorporé à l'État et que je veux à la fois aider à la formation de nouveaux mouvements et défendre l'idée que toute société historique doit être conçue comme un conflit de mouvements sociaux pour la direction d'une historicité, donc d'un champ culturel. Je ne rencontrerai donc pas de mouvement social triomphant ; j'aurai au contraire à faire apparaître, derrière les révoltes contre l'ordre ou les conduites de crise et de changement, la présence

d'un nouveau conflit portant sur les orientations centrales de la société. Pour construire une analyse il faut privilégier la connaissance des conflits les plus directs et du niveau le plus élevé, mais pour mener à bien la recherche il faut ajouter à la clarté des concepts la complexité et la sinuosité de la découverte du mouvement social au sein de conduites qui en sont apparemment très éloignées. Nous venons d'étudier la lutte étudiante de 1976 en France. Cette intervention a montré qu'elle était très loin d'avoir eu la force du mouvement de Mai 68. Nous y avons pourtant cherché un conflit au niveau le plus élevé et nous y avons trouvé sinon un mouvement social du moins un désir de mouvement et ses conditions de possibilité. Plus nous avancerons et plus nous apprendrons à accepter la distance qui nous sépare de notre but, celle aussi qui sépare les luttes observées du mouvement social supposé et la difficulté d'une marche à contre-courant vers les sources de l'action historique.

[292]

### *L'intervention dans les luttes historiques.*

[Retour à la table des matières](#)

Il faudra aller beaucoup plus loin encore, car on ne s'éloigne pas seulement du lieu central des mouvements sociaux en allant vers le refus de l'ordre et les conduites de crise ; on peut s'en écarter aussi dans une direction opposée en allant vers ce que j'ai nommé les *luttes historiques* dans lesquelles un mouvement social, qui est un élément d'un champ social d'action, est mêlé à des conduites de réponse à des changements historiques, à des actions collectives toujours définies par référence à l'État, puisque celui-ci est l'agent central de changement aussi bien quand il est aux mains de la bourgeoisie que quand il est lui-même l'agent direct de l'industrialisation et de la libération nationale. J'ai donné la même importance dans la première partie de ce livre aux luttes historiques qu'aux mouvements sociaux. La méthode de l'intervention sociologique, conçue pour l'étude des mouvements sociaux, étendue ou pouvant l'être à toutes les formes indirectes ou décomposées de luttes sociales, telles qu'elles apparaissent dans les au-



tres domaines de fonctionnement de la société, peut-elle pénétrer dans le domaine de l'histoire, des conduites de passage d'un système social à un autre et en particulier d'un système d'action historique, d'un type sociétal à un autre ? Cette question se divise en deux. D'abord la situation des mouvements sociaux et de leur analyse n'est pas la même selon le mode de développement considéré ; ensuite la même méthode peut-elle saisir à la fois les luttes historiques et les mouvements sociaux ?

1. Quand on s'éloigne du mode capitaliste de développement, celui des « pays centraux », ce peut être pour aller soit vers une situation de dépendance, soit vers un régime despotique. Dans le premier cas, comme je l'ai souvent dit pour l'Amérique latine, une société désarticulée donne à la vie politique et culturelle une *autonomie* extrême à l'égard d'un pouvoir économique qui est presque hors d'atteinte ou du moins dont le centre est à l'extérieur du pays considéré. D'où cette prolifération de la politique et de l'idéologie et leur « abstraction » par rapport aux problèmes économiques, que j'ai souvent analysée. Situation [293] *trop* favorable à la formation de mouvements sociaux. Trop car ceux-ci risquent d'être plus une volonté qu'une pratique, d'être plus capables d'idéologie que d'action. Au moins la sociologie trouve-t-elle dans les mouvements sociaux et nationaux des sociétés dépendantes son terrain le plus favorable. Le Québec, le Chili avant 1973 ou le Brésil avant 1964 m'ont attiré parce qu'ils se pensaient plus directement qu'aucune autre catégorie de pays en termes de mouvements sociaux et d'intentions politiques. Inversement, du côté de l'État despotique ou de ses successeurs *nationalistes ou communistes*, l'excès d'autonomie de la société civile propre aux sociétés dépendantes est remplacé par la faiblesse des mouvements sociaux, leur subordination à l'action de l'État ou à la lutte de libération menée contre un État. La répression écrase l'action et la désorganise. Peut-on étudier des mouvements sociaux en Union soviétique ou en Algérie, en Iran ou en Uruguay, pour choisir quatre pays profondément différents les uns des autres mais tous dominés par leur État ? Là où l'existence des mouvements sociaux est difficile, leur analyse l'est aussi ; encore ne faut-il pas renoncer à faire pénétrer l'action sociolo-

gique sur des territoires qui la rejettent. Pourquoi ne pas mener une intervention auprès de réfugiés, d'exilés, de dissidents ?

2. Ce qui conduit au second problème. Peut-on appliquer la méthode de l'intervention à des actions menées au nom de la société ou du peuple contre un État et pour la modernisation, pour prendre une définition clairement opposée à celle qui convient aux mouvements sociaux ? Les luttes historiques portent en elles un mouvement social et relèvent donc de l'intervention, mais elles sont aussi des luttes contre l'État et à ce titre semblent appeler un autre type d'intervention. Mais celui-ci n'est pas différent dans son principe de celui qui a été évoqué à propos des conduites contre l'ordre ou pour le *changement*. Au départ l'acteur est placé devant l'ordre. Il lui oppose un refus, un désir, une *identité* qui tous sont saisis non comme une force sociale mais comme une conscience, comme une moralité ou comme une culture. L'intervention consiste alors à faire la *critique de l'objectivité de l'ordre et de la subjectivité de la révolte*. L'acteur [294] doit entreprendre lui-même une analyse historique critique, une archéologie de l'ordre, en particulier en interrogeant des représentants de celui-ci et en décomposant leur discours. Parallèlement l'intervention doit remettre le désir d'identité en situation sociale, en le replaçant dans des relations sociales. À partir de là peu à peu elle pourra remonter vers la reconnaissance du mouvement social et de son adversaire. Au lieu de commencer par des confrontations elle n'arrivera donc à elles qu'après une longue période de préparation. Au lieu de placer l'acteur en situation d'action elle le placera d'abord devant son propre éclatement, devant la décomposition de l'action divisée entre le refus de l'ordre et le désir d'identité. On pourrait même imaginer de séparer deux groupes dont l'un remonterait vers l'action à partir de la critique de l'ordre et dont l'autre s'en approcherait à partir d'une analyse critique de son propre désir d'identité, avec l'idée qu'ils auraient à un certain moment besoin l'un de l'autre pour continuer leur progression avant de se mêler de plus en plus complètement et de faire apparaître l'acteur historique qui pourrait entreprendre alors l'auto-analyse de son mouvement.

Comme les conduites d'opposition à l'ordre ou à la crise les luttes historiques doivent être analysées à partir d'événements et non d'idées ou de discours, ce qui donne aux chercheurs un rôle très actif et surtout impose à leur équipe de vivre la tension qui oppose celui qui s'identifie à une lutte concrète à celui qui en cherche le sens. Ceci pourrait imposer le principe d'une forte différenciation des deux chercheurs dont l'un devrait être très lié au milieu et aux mouvements étudiés, et l'autre au contraire porteur de connaissances historiques. Il faudrait aussi donner une plus grande importance aux techniques de remémoration, puisque la dissociation d'un mouvement social et d'une lutte proprement historique devrait se marquer par des contradictions à l'intérieur du groupe.

Je ne prétends pas répondre en quelques lignes à des interrogations immenses sur la nature de l'intervention dans l'étude des luttes historiques, j'avance seulement l'idée qu'il n'y a pas de frontière infranchissable entre le domaine où naît l'intervention sociologique et le territoire qui en semble le plus éloigné, [295] celui des conduites à l'égard du changement et de l'État. Absence de rupture commandée par le raisonnement théorique qui nous a fait reconnaître dans l'autonomie de l'État par rapport à la classe dirigeante un effet de la distance qui sépare les rapports de production des rapports de reproduction. Les luttes historiques sont aussi des luttes sociales parce qu'elles combattent des blocages institutionnels, un despotisme défenseur de privilèges ou une domination étrangère. Et inversement les luttes de classes et les mouvements sociaux ne sont jamais complètement séparés des luttes historiques, qui combattent un ordre au nom de l'identité ou du changement plus qu'elles ne cherchent à renverser des rapports de domination. Cette extension, à la limite infinie, du champ de l'intervention n'est possible que si la méthode se diversifie de la même manière que l'analyse elle-même, qui ne perd pas son unité mais se transforme quand elle doit s'étendre du domaine de l'action à celui de l'ordre, puis à celui de la crise et enfin à celui du changement. Un tel élargissement ne doit être entrepris qu'en liaison étroite avec des recherches concrètes. La *sociologie permanente* ne méritera pas ce nom seulement parce qu'elle créera un va-et-vient entre l'analyse et l'action mais aussi parce qu'elle se redéfinira elle-même en permanence jusqu'à ce qu'elle sache traiter tous les ordres de problèmes et

s'appliquer à tous les types de sociétés. La présentation de cette première image de l'intervention sociologique a pour but non de codifier une fois pour toutes des procédures de recherche mais de définir le point de départ d'une réflexion méthodologique qui doit progresser parallèlement avec la reconstruction de notre histoire sociale. De même qu'un rapport d'intervention est modifié par le processus de sociologie permanente qu'il déclenche, de même cet énoncé méthodologique sera transformé par l'expérience de nouvelles interventions, surtout à mesure qu'elles se placeront sur des terrains différents des premiers et surtout du domaine propre des mouvements sociaux. Il sera aussi amélioré à mesure que se ranimera notre scène sociale et qu'apparaîtront plus clairement les mouvements sociaux qui vont dominer le type de société qui se forme sous nos yeux.

[296]

Deuxième partie :  
L'intervention sociologique

## Chapitre 6

---

### Au service de l'action

*Les principes de l'intervention.*

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons avant de terminer les principes de l'intervention et la manière dont elle entend expliquer l'action collective.

1. Elle part de l'idée que la nature d'une conduite collective peut être le mieux connue par l'interprétation du travail d'analyse qu'un groupe d'acteurs effectue sur sa propre action dans des conditions créées par les chercheurs et gérées conjointement par ceux-ci et par lui-même.

2. Une relation sociale est considérée comme un des déterminants d'une conduite collective si elle produit dans le groupe d'intervention une configuration claire, stable et cohérente avec d'autres. Cette manifestation des problèmes d'un mouvement dans la vie d'un groupe

suppose que celui-ci soit placé au début de l'intervention face à ses partenaires et adversaires, car devant le déploiement d'opinions et d'attitudes ainsi réalisé il ne peut rester enfermé dans une idéologie et doit entreprendre l'analyse des raisons d'être et des problèmes de son action.

3. La séparation des sens d'une conduite collective ne peut s'opérer complètement que si elle procède à partir de la recherche prioritaire du *sens le plus élevé*, c'est-à-dire du mouvement social, qui est l'action collective d'un acteur de classe contre son adversaire de classe pour le contrôle de l'historicité, qui constitue l'enjeu culturel de ce conflit social. Le rôle principal du chercheur est d'entraîner le groupe à considérer ses conduites du point de [297] vue du mouvement qui s'y incarne et s'y mêle à d'autres types ou niveaux d'action collective. Le chercheur est avant tout le médiateur entre une lutte concrète et le mouvement social présent en elle.

4. Une lutte et a fortiori d'autres types de conduites collectives, dans la mesure où ils ne sont pas entièrement l'expression d'un mouvement social, vivent les tensions et contradictions qui naissent de la décomposition ou de la non-intégration de celui-ci et travaillent, sans le savoir, à les surmonter.

Le chercheur conduit donc trois opérations principales d'analyse :

- il élève le groupe au niveau d'action le plus haut possible et fait apparaître ainsi le principe central d'analyse du mouvement ;
- il découvre la nature des composantes de l'action collective, qui l'informent sur les situations sociales dans lesquelles se place cette action ;
- il rend compte des problèmes, tensions et contradictions internes de l'action collective dans la mesure où celle-ci ne correspond pas entièrement à un mouvement social et où par conséquent ses éléments sont faiblement intégrés.

Ce résumé de l'intervention rappelle qu'elle ne fournit pas seulement un ensemble documentaire généralement plus riche que ceux dont peut disposer l'analyse historique ou l'enquête sociologique. La vie du groupe fait apparaître les problèmes de l'action collective, au point que l'analyse d'une action collective, d'une lutte ou d'un mouvement devrait être présentée directement comme interprétation de l'histoire des groupes d'intervention.

Le livre qui accompagne celui-ci et qui porte sur la lutte étudiante comme ceux qui le suivront et seront consacrés au mouvement antinucléaire, au mouvement occitan, au syndicalisme et au mouvement des femmes tenteront de mettre en œuvre ces idées directrices et de montrer l'utilité de l'intervention comme méthode principale d'étude des conduites collectives.

[298]

### *La raison d'être de l'intervention.*

[Retour à la table des matières](#)

Un doute demeure dans l'esprit du lecteur. Même s'il est disposé à reconnaître l'intérêt de l'intervention sociologique il hésite à s'en remettre complètement à elle ; il ne croit même pas que je lui fasse moi-même entièrement confiance. L'alliance d'idées générales et de documents ou d'études historiques ne permet-elle pas déjà de construire l'analyse des mouvements sociaux, même si l'intervention peut en effet apporter une connaissance plus profonde des mouvements, au moins de ceux qui peuvent être soumis à une observation directe et qui l'acceptent ? Il faut donc définir plus précisément la place de l'intervention dans les recherches sur l'action collective. Un mouvement social ou une lutte ne sont pas un événement ; ils sont construits par l'analyse à partir des événements. L'intervention permet de connaître le mouvement ou la lutte et sa méthode consiste à dégager le sens de rapports sociaux ; l'étude proprement historique place au contraire l'événement dans un ensemble défini en termes de principes ou d'évo-

lutions mais jamais en termes d'actions. Cette approche historique s'est longtemps imposée aux sciences sociales, jusqu'à aboutir à l'affirmation maintes fois répétée des sociologues marxistes contemporains qu'il faut sortir du monde des acteurs et atteindre le « système », seul explicatif, ce qui en pratique veut dire qu'on explique les conduites sociales par un état du système économique ou d'un mode de production dont en dernière instance l'organisation économique détermine la structure. On oppose la couche superficielle des événements aux couches profondes du système économique - ou culturel. Cette critique de l'événement a fait son temps. Il faut renverser cette image vieillie : ce qui est profond c'est le système des rapports sociaux, donc des actions collectives ; à la surface est la conjoncture, la situation sociale. Le lieu de l'intervention est celui de l'action sociale ; plus on s'approche du lieu de la politique, lieu de la conscience, lieu de l'État, plus l'intervention est recouverte par l'étude des documents créés par la pratique politique, par la gestion de la société. Ce qui rejoint l'idée centrale de l'étude des luttes historiques. Parce qu'elles [299] se situent dans le changement, donc dans le domaine de l'État, elles sont loin de se plier aisément à l'intervention, mais seule celle-ci peut éclairer les formes de décomposition de l'action collective, de sa soumission à l'initiative de l'État ou de sa transformation en intervention étatique.

Une fois qu'on a séparé l'analyse du système social et celle du changement d'ensembles politiques concrets il faut remplacer le recours à une instance déterminante ou à une infrastructure par la représentation de la société comme ensemble de systèmes d'action, formés par le conflit d'acteurs pour le contrôle d'un champ culturel ou social. Seule l'analyse en termes de rapports sociaux et d'action permet de concevoir la société comme un système et de se débarrasser des recherches de causalité entre diverses catégories de « faits » sociaux. L'appel au système économique contre les acteurs est en fait le contraire d'une analyse de la société comme système. L'intervention sociologique est la seule méthode qui se donne directement pour objet d'étude un système de rapports sociaux. Il faut donc lui donner la priorité. Tant que ses applications seront peu nombreuses on sera tenté de mettre en relation des idées sur les mouvements sociaux et des documents sur la gestion de la société, en passant pardessus le lieu



caché mais central de l'action collective. Cette impatience est excusable et peut même préparer de nouvelles conquêtes de l'intervention. Mais seule celle-ci peut accomplir le renversement de démarche qui est aujourd'hui nécessaire : cesser de croire que l'action s'explique par la situation et redécouvrir que les situations ne sont que la projection dans le changement historique de systèmes de rapports sociaux et d'actions collectives. La méthode d'intervention ne peut être jugée que comme instrument pratique de ce renversement, qui commande la formation d'une analyse enfin entièrement sociale de la société.

### *Pour s'approcher de l'action.*

#### [Retour à la table des matières](#)

En analysant la nature d'une lutte l'intervention fait apparaître aux acteurs leur plus haute capacité d'action historique et par conséquent les aide à élever le niveau de projet de leur [300] mouvement. Telle est sa fonction : connaissance et action associées. Elle n'informe pas l'acteur sur une situation, ne lui conseille pas une tactique ; l'intervenant n'est pas un expert-comptable de l'action historique. Il semble même critiquer un mouvement, séparer les éléments dont le mélange donne à l'action son existence historique. Mais en réalité il brise la fausse indépendance de chacune des composantes d'un mouvement social en même temps que leur confusion dans un discours idéologique.

1. D'abord l'intervention détruit l'illusion *universaliste*, l'identification directe du mouvement à un principe général, aux progrès de la liberté ou de la justice, à la défense des droits de l'homme ou de l'indépendance nationale. Ce qui fait aussi apparaître la fragilité des « forces de progrès » dans lesquelles tend à se perdre un mouvement social, surtout au début de son existence. Reconnaître qu'un mouvement ne lutte pas seulement pour un droit ou un principe mais contre un adversaire social brise la coalition qui unit de manière fragile les éléments modernisateurs qui se placent à un niveau purement culturel, les agents d'une nouvelle classe montante et les nouvelles forces populaires.

2. Inversement l'intervention réagit contre *l'activisme* et le privilège qu'il accorde à la volonté de rupture sur les contreprojets toujours soupçonnés de réformisme. En particulier en se plaçant à la base du mouvement, en refusant d'identifier celui-ci à la stratégie des dirigeants, en faisant entendre la voix du peuple plutôt qu'en décrivant les lois d'un mode de domination ou d'exploitation.

3. Enfin elle défend le mouvement contre le piège de *l'identité* en lui rappelant que celle-ci n'est séparable ni d'un conflit ni d'un enjeu. Une catégorie dominée tend à échapper à son maître et à l'ordre imposé en se réfugiant dans son identité. Celle-ci peut être comme une grotte où se cachent les armes culturelles de la libération ; mais un mouvement de libération n'opposant que son identité à l'aliénation conduit à la formation d'un nouveau pouvoir et non à un mouvement social, comme l'a démontré l'expérience de la plupart des pays du tiers monde et le démenti [301] qu'elle a infligé aux espoirs de Frantz Fanon. Les mouvements de libération, culturels et sociaux autant que nationaux, risquent constamment de devenir la base du pouvoir de nouvelles élites dirigeantes. Plus un mouvement se définit directement par l'appel à une identité et par une volonté de rupture et plus il est emporté vers sa soumission à de nouveaux maîtres qui monopolisent la parole, interdisent les débats, favorisent de nouveaux privilèges. L'intervention sociale fait aussi entendre la voix du peuple contre ces nouveaux maîtres, même lorsque ceux-ci font encore figure de leaders de la revendication, de libérateurs ou d'avocats généreux des opprimés. Le passage est souvent si rapide de la prison au trône, de la revendication au pouvoir qu'il faut agir le plus tôt possible contre la réduction d'un mouvement social à un ordre, si progressiste qu'il veuille paraître.

Tels sont les trois dangers principaux qui menacent de décomposition ou de destruction un mouvement social. Un autre s'y ajoute, moins grave : celui qui confond le mouvement social avec son expression institutionnelle, le réduit à une force politique, voire à un groupe de pression. L'intervention est utile dans ce cas aussi ; elle retrouve, derrière la stratégie et la négociation, ce qui est conflit et contre-projet, ce qui n'est pas entièrement négociable, même si le conflit peut être

traité en grande partie par des mécanismes institutionnels. Dans les sociétés dominantes, qu'elles soient capitalistes ou socialistes, l'intervention rappelle la priorité de l'innovation culturelle et du conflit social sur la stratégie politique et sur la gestion étatique. L'intervention est une interpellation, l'apparition de l'acteur historique au milieu des règles, des jeux et des coalitions, non comme la protestation du citoyen contre les pouvoirs mais comme l'action des hommes pour produire leur histoire. Pourra-t-elle pénétrer jusqu'aux plus grands mouvements sociaux et aux luttes les plus dramatiques ou bien l'intervention ne sera-t-elle acceptée que par des mouvements faibles, d'importance secondaire, heureux de s'entendre parler et d'être écoutés ? Peut-on imaginer que les combattants d'une guerre civile ou d'une guérilla, des syndicalistes révolutionnaires, des proscrits participent à une intervention ? Est-il possible que celle-ci pénètre jusqu'aux travailleurs soumis à la répression patronale et gouvernementale, jusqu'aux paysans [302] des Andes sous la botte des grands propriétaires ou jusqu'aux nations opprimées ? Ces questions semblent écraser une méthode dont la première application date de deux ans à peine ; et pourtant j'espère qu'elles pourront recevoir une réponse positive.

Peut-être ne parviendrons-nous pas au cœur de l'histoire ; mais qui a essayé de s'en approcher aussi près ? Les esclaves, les opprimés, les exclus, ceux qui sont exploités, conquis, déportés ne font pas facilement entendre leur voix. Ce ne sont pas eux qui gravent des inscriptions dans la pierre, élèvent des monuments, écrivent sur du papyrus, du parchemin ou du papier, enregistrent leur voix et filment leurs gestes. Ce que nous appelons l'histoire compte plus de *terra incognita* que les anciennes cartes de l'Afrique ou de l'Amérique latine. Ne nous laissons pas emprisonner par l'évocation de ce silence presque éternel ; il a arrêté toutes les formes de connaissance. Inversement ne soyons pas trop fascinés par les mouvements guerriers et révolutionnaires. Ils sont brillamment éclairés, comme tout ce qui s'approche du pouvoir d'État ; mais a-t-on souvent analysé les mouvements sociaux qui sont en eux ? Un monde d'esclaves et de conquérants, de coutumes et d'États, ne résiste pas seulement à une certaine méthode d'analyse ; il interdit, il élimine les mouvements sociaux eux-mêmes. Et c'est justement l'intervention, parce qu'elle ne se place pas au niveau des pouvoirs et des forces les plus organisées, qui est le plus capable de s'ap-

procher de ces lieux où le mouvement n'est plus que souffrance, refus ou espoir en des compensations lointaines. Ne peut-elle pas faire apparaître, dans ce qui semble écrasé et réduit au silence, la parole, le débat, le projet ? N'est-elle pas importante parce qu'elle fait réapparaître le mouvement dans ce qui semblait immobilisé ? Pourquoi ne s'adresserait-elle pas aux réfugiés, aux déportés, aux enfermés ? Sa présence conquise pourrait être une protestation active, une lutte pour la connaissance contre la terreur, la répression, le pouvoir absolu.

Et dans notre propre société, où le champ de la parole est beaucoup plus large, n'est-elle pas indispensable pour faire réapparaître les acteurs de l'histoire qui semblent se dissoudre dans des changements incessants ou être écrasés par des appareils impersonnels de manipulation qui détruisent le débat et la [303] contestation ? L'intervention met face à face des acteurs et leurs adversaires ; elle fait apparaître le champ de leurs conflits ; elle fait découvrir à nouveau que les hommes font leur histoire.

Nous commençons en effet par l'étude de mouvements qui semblent faibles et qui vivent dans un milieu protégé, garanti par de grandes libertés publiques. Mais en premier lieu ils ne sont pas de légères rides sur une eau calme. Même s'ils ne conduisent pas à de graves ruptures - et pourquoi n'y conduiraient-ils pas ? - ils font apparaître les conflits les plus fondamentaux de notre société, en même temps que ses transformations culturelles les plus profondes. Quelle place les premières grèves de typographes, les idées des saint-simoniens ou les publications de quelques socialistes chrétiens occupaient-elles dans la société française avant 1848, société de paysans, de marchands et de propriétaires ? Pourquoi les campagnes antinucléaires d'aujourd'hui n'annonceraient-elles pas un ensemble de luttes aussi importantes que le furent celles du mouvement ouvrier, héritier de ces premières agitations qui semblaient dérisoires ? En second lieu l'essentiel n'est-il pas de réapprendre à penser notre société comme le produit de ses innovations et de ses conflits ?

Après avoir proposé une représentation de la société dont on a trouvé dans la première partie de ce livre les éléments principaux, il était indispensable de la transformer en pratique de recherche, d'étudier les mouvements sociaux après les avoir définis.

À ces deux préoccupations, historique et méthodologique, s'en ajoute une troisième. Depuis des années nous ne savons plus quoi faire. Les sociologues ont appris à se méfier des fausses simplicités de l'empirisme ; ils se sont aussi lassés de construire des discours interprétatifs qui se réfèrent à la science et se gardent bien de se plier aux exigences les plus simples de la recherche. Ils sentent confusément que celle-ci ne redeviendra possible que quand aura été transformé le rapport du chercheur à son objet de recherche. Celui-ci n'est pas donné à voir ; il est caché, recouvert par les catégories de l'ordre, de la crise ou du changement. Il faut le découvrir, en même temps qu'on le redéfinit comme la production de la société par elle-même. Il faut cesser de croire qu'on observe des situations et reconnaître qu'il faut d'abord révéler les rapports sociaux cachés par ce qui les transforme en [304] ordre et les désorganise. Changement de méthode, qui ne doit d'aucune manière subordonner la connaissance à l'expérience vécue, à l'idéologie ou au plaisir de dominer ou de détruire, mais qui engage le chercheur dans une relation nouvelle avec ceux qu'il étudie et sans lesquels il ne pourrait atteindre l'objet de sa connaissance. C'est pour ces trois raisons que nous entreprenons aujourd'hui ce premier programme de recherche avec l'espoir de nous approcher beaucoup plus près qu'on ne l'a jamais fait, aussi bien du vacarme des combats que du silence des prisons, de l'orgueil des maîtres que de la peur des opprimés. Ces espoirs sembleront peut-être démesurés ; ils indiquent au moins que l'intervention n'est pas une technique mais la mise en œuvre d'une conception de la société et de la connaissance sociologique.

### *Le rôle du sociologue.*

#### [Retour à la table des matières](#)

L'intervention ne construit-elle pas un pouvoir sociologique qui serait une forme particulière de pouvoir technocratique ? La défense des mouvements sociaux n'est-elle pas l'appel, au-delà des organisations, à des « forces » ou à des « tendances » dont le sociologue serait la seule expression légitime ? Ne verra-t-on pas demain des partis, des syndicats ou des associations réorientés par des sociologues, comme

déjà des entreprises sont réorganisées par des bureaux d'études spécialisés ? Crainte qui n'est pas nouvelle.

Nous sentons assez que la société est un système d'action pour penser que ceux qui orientent les acteurs en leur donnant un modèle politique d'organisation sociale et un modèle moral de conduite peuvent exercer un pouvoir plus grand que les maîtres de l'économie ou du gouvernement. Mais ils n'ont ce pouvoir que s'ils dirigent des appareils.

Le rôle des intellectuels est important quand ils dévoilent l'historicité et les conflits qui s'organisent autour d'elle mais ils n'ont de pouvoir que si leurs idées s'incarnent dans un appareil de gestion et de commandement. Ce n'est pas des idées mais de l'appareil que vient le pouvoir. Non seulement le sociologue n'acquiert pas de pouvoir parce qu'il analyse les rapports sociaux [305] les plus centraux mais encore il ne peut mener son analyse que s'il ne se place à l'intérieur d'aucun appareil de pouvoir, que ce soit celui d'une entreprise, celui d'un parti ou celui de l'appareil d'État. Le sociologue-intervenant doit être un professionnel indépendant même quand il est salarié, ce qui lui est surtout possible à l'intérieur de centres de recherches. Il ne travaille pas pour une organisation, même et surtout si elle se veut l'expression du mouvement étudié ; il reste en particulier maître de ses publications. Le sociologue est un homme sans pouvoir, probablement même mal accepté et qui est dans la situation ambiguë où se trouve l'historicité elle-même : au centre de la société mais cachée par des conflits dont elle est l'enjeu. C'est parce qu'il révèle les rapports sociaux qu'on lui prête le pouvoir de les créer mais son intervention doit écarter cette erreur, puisqu'elle montre que les mouvements existent plus profondément que leur organisation et que leur idéologie. Son importance est d'une autre nature. Si l'intervention du sociologue exerçait une influence cela signifierait que les idées sur la société et les conduites collectives se lient à nouveau les unes aux autres, ouvrant ainsi la voie au renouveau de la théorie sociale et à la renaissance des mouvements sociaux. Ne sommes-nous pas dominés et menacés aujourd'hui par la séparation de la pensée et de l'action, explicable au moment d'une grande mutation historique mais catastrophique pour les acteurs comme pour la connaissance ? Les instruments d'analyse ont vieilli, les an-

ciens mouvements sociaux sont en déclin, l'action sociale est entraînée vers le refus, la dénonciation, la violence plus que vers de nouveaux projets de transformation sociale.

Il est bon de dénoncer l'emprise croissante et, là où elle existe, la toute-puissance de l'État ; il est encourageant de voir des mouvements contestataires se dégager de l'institutionnalisation excessive des anciens conflits mais il est inquiétant de les voir s'enfermer dans la révolte, faute avant tout de disposer d'une analyse et donc d'une orientation politique qui leur conviennent. Dénoncer l'ubiquité du pouvoir ne peut mener qu'à un refus généralisé de l'organisation sociale, y compris de l'action conflictuelle. Ce refus peut être révolutionnaire, c'est-à-dire donner la priorité au renversement des institutions et à la prise du pouvoir [306] d'État, mais il conduit à des formes régressives de lutte là où une telle perspective n'est pas imposée par une décomposition générale des institutions. La crise et la décadence menacent quand le refus ne peut pas devenir contre-projet, quand le mouvement social ne peut se manifester que par la révolte qui le détruit lui-même.

L'intervention veut renverser cette tendance, reconstituer les mouvements sociaux lorsque c'est possible, élever le niveau des conflits, vivifier l'action historique. Je n'entreprendrais pas ce programme de recherche si je ne croyais pas qu'il est nécessaire et possible de définir des acteurs, des champs de lutte et des enjeux nouveaux et par conséquent de reconstituer théoriquement et pratiquement une analyse de la société. Aujourd'hui la vie sociale semble écrasée entre le pouvoir absolu et les lois de la nature ; c'est l'étude de l'action collective et surtout des mouvements sociaux qui fera redécouvrir son existence.

De l'autre côté, l'intervention refuse l'idée que le sens apparaît quand il se dégage de l'action, quand il s'associe à l'affirmation de l'identité. Quand on ne perçoit plus les rapports sociaux et leur enjeu se dressent d'un côté le refus d'un adversaire inconnu, diable ou catastrophe, et de l'autre le repli sur l'identité. Beaucoup de mouvements aujourd'hui se donnent pour objectif principal de retrouver une identité qui soit définie par une différence plus que par un rapport ou un conflit. Tendance visible dans certains aspects des mouvements régionaux ou féminins et qui, détachée de toute base sociale, s'épa-

nouit dans les mouvements culturels tournés vers la redécouverte du corps et de la communication que l'individu entretient avec lui au-delà de tout langage. L'intervention, comme pratique d'une sociologie de l'action et des rapports sociaux, veut au contraire faire éclater la bulle de l'identité pour retrouver les rapports sociaux et une définition de l'acteur par son double rapport à son adversaire et au champ culturel où se place leur conflit. L'intervention doit être le lieu où la réflexion et l'expression se retrouvent pour engendrer l'analyse et pour produire l'action.

Plus concrètement elle est la méthode qui convient à l'analyse de mouvements qui se définissent enfin comme des actions et non plus comme l'expression d'une nécessité historique ou de contradictions [307] économiques. Les mouvements de l'époque industrielle, qui cherchaient leur sens au-delà de leur action, appelaient une analyse du système de production et des lois de la domination capitaliste. La nature des luttes et la méthode d'analyse se correspondaient. L'intervention correspond de la même manière aux mouvements qu'elle étudie et qu'elle doit contribuer à développer. Ni les acteurs ni les analystes ne croient plus au sens de l'histoire ou aux lois de la société, mais ils croient à une action culturellement orientée et socialement conflictuelle, capable de transformer l'organisation sociale et économique et d'ouvrir une brèche dans l'ordre établi.

Après tant d'années dominées par l'optimisme modernisateur des technocrates et par les discours sur les lois du capitalisme, les mouvements sociaux qui font entendre leur voix nouvelle appellent un nouveau type d'analyse, une sociologie de l'action, et une nouvelle méthode d'étude, l'intervention sociologique. C'est la même démarche qui fait avancer ceux qui inventent l'histoire sociale de demain et ceux qui cherchent à la comprendre au moment même où elle est produite.



[308]

La voix et le regard

## Ouvrages cités

### *1. Les hommes font leur histoire et les mouvements sociaux.*

[Retour à la table des matières](#)

Francisco ALBERONI, *Movimento e istituzione*, Bologne, Éd. Il Mulino, 1977, 422 p.

Christopher ALEXANDER, « The city as a machine for sustaining human contact », in : Ewald (ed), *Environment for men*, Indiana University Press, 1967, p. 60-102.

Jacques ATTALI, *La Nouvelle Économie française*, Paris, Flammarion, 1978, 252 p.

Yves-Marie BERCÉ, *Croquants et Nu-Pieds : les soulèvements en France du XVIIe au XIXe siècle*, Paris, Gallimard/Julliard, coll. « Archives », 55, 1974, 246 p.

Pierre BIRNBAUM *et al.*, *La Classe dirigeante française*, Paris, PUF, 1978, 192 p.

Pierre BOURDIEU et Jean-Claude PASSERON, *Les Héritiers : les étudiants et la culture*, Paris, Éd. de Minuit, 1964, 180 p.

Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Colin, 1949, p. XVI- 1160.

Manuel CASTELLS, *La Question urbaine*, Paris, Maspero, 1972, 452 p.

Alain COTTEREAU, *La tuberculose à Paris 1882-1914. Maladie urbaine ou maladie de l'usure du travail ? Un exemple de production de connaissances et de méconnaissances sur les modes de vie. Communication au colloque : Aspects de la vie quotidienne*, ministère de l'Équipement, Montpellier, février 1978, 46 p.

Michel CROZIER, *Le Phénomène bureaucratique*, Paris, Éd. du Seuil, 1963, 416 p.

Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, *L'Acteur et le Système*, Paris Éd. du Seuil, 1977, 498 p.

Ralf DAHRENDORF, *Class and Class Conflict in industrial society*, Stanford University Press, 1959, 336 p. (édition revue et augmentée de l'ouvrage en allemand publié en 1957).

Jean DOUASSOT, *La Gana*, Paris, Julliard, 1958, 712 p.

[309]

René DUBOS, *So human an animal*, New York, Éd. Scribner's, 1968, 268 p.

Michel FOUCAULT, *Surveiller et Punir*, Paris, NRF, 1975, 318 p.

Michel FOUCAULT, « Vérité et pouvoir », *L'Arc*, n° 70, 1977, p. 16-26.

Georges FRIEDMANN, *Le Travail en miettes. Spécialisation et loisirs*, Paris, Gallimard, 1958, 348 p.

John GALBRAITH, *Le Nouvel État industriel*, Paris, Gallimard, 1968 (Ire édition 1967), 416 p. (trad. française).

GINO GERMANI, *Politica y sociedad en una epoca de transicion*, Buenos Aires, Éd. Paidos, 1962, 266 p.

Maurice GODELIER, *Horizon, Trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspero, 1973, vol. 1, p. 7-25.

Jurgen HABERMAS, *L'Espace public*, Paris, Payot, 1978, 324 p. (trad. française de *Strukturwandel der Of- fentlichkeit*, 1962).

Ivan ILLICH, *La Convivialité*, Paris, Éd. du Seuil, 1973, 158 p. (trad. française).

Ernesto LACLAU, *Politics and Ideology in marxist theory : capitalism-fascism-populism*, Atlantic Island, Humanities Press, 1977, 203 p.

Claude LEFORT, *Les Formes de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1978, 330 p. (le texte cité, qui se trouve p. 47, a été publié en 1952).

Herbert MARCUSE, *L'Homme unidimensionnel. Essai sur l'idéologie de la société avancée*, Paris, Éd. de Minuit, 1968, 284 p. (trad. française).

Gary MARX, « Issueless riots », in : J.F. Short et M.E. Wolfgang (éd.), *Collective violence*, Chicago, Éd. Aldine-Atherton, 1972, p. 48-59.

Alberto MELUCCI, *Lotte sociali e mutamenti*, Milan, 1974, 140 p.

Alberto MELUCCI, *Sistema Politico, partiti e movimenti sociali*, Milan, Éd. Feltrinelli, 1976, 184 p.

Alberto MELUCCI (sous la direction de), *Movimenti di rivolta. Teorie e forme dell'azione collettiva*, Milan, Éd. CELUC, 1976, 290 p.

Barrington MOORE Jr., *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*, Paris, Maspero, 1969 (Ire édition 1966), 426 p. (trad. française).

Maria-Isaura PEREIRA DE QUEIROZ, *Réforme et Révolution dans les sociétés traditionnelles. Histoire et ethnologie des mouvements messianiques*, Paris, Anthropos, 1968, 394 p.

Alain PEYREFITTE, *Le Mal français*, Paris, Plon, 1976, 516 p.

Nicos POULANTZAS, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, Paris, PUF, 1978, 300 p.

David RIESMAN, *The Lonely Crowd. A study of the changing american character* (with N. Glazer and R. Denney), New York, Ed. Doubleday, 1955, 360 p.

[310]

Charles TILLY, « The changing place of collective violence », in : M. Richter (éd.), *Essays in theory and history. An approach to the social sciences*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, p. 139-164.

Alain TOURAINE, *Production de la société*, Paris, Éd. du Seuil, 1973, 544 p.

## 2. *L'intervention sociologique.*

Didier ANZIEU, « L'illusion groupale », *Nouvelle Revue de psychanalyse*, 1971, n° 4, p. 73-93.

Didier ANZIEU *et al.*, *Le Travail psychanalytique des groupes*, Paris, Dunod, 1976, 300 p.

Robert F. BALES, *Small Groups. Studies in social interaction*, New York, Éd. Knopf, 1965, p. XVI-708 p.

Wilfred R. BION, *Recherches sur les petits groupes*, Paris, PUF, 1965, p. VIII-140 (trad. française).

Orlando FALS BORDA, « Por la praxis : el problema de como investigar la realidad para transformaria », in : *Critica y politica en ciencias sociales. El debate sobre teoria y practica*. Symposium mundial de Cartagena « Investigacion activa y analisis cientifico », avril 18-24/1977, Bogota, Punta de Lanza, 1978.

Michel FOUCAULT, *Histoire de la sexualité, I, La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, 211 p.

Paulo FREIRE, *Pédagogie des opprimés suivi de Conscientisation et Révolution*, Paris, Maspero, 1974, 208 p. (trad. française).

Eliott JAQUES, *The changing Culture of a factory*, Londres, Tavistock Publ., 1951, 342 p.

Georges LAPASSADE, *L'Arpenteur. Une intervention sociologique*, Paris, Éd. de l'Épi, 1971, 142 p.

René LOURAU, *L'Analyseur Lip*, Paris, UGE 10/18, 1974, 188 p.

Gérard MENDEL, *Sociopsychanalyse*, Paris, Payot, 1974, t. IV : *Socio-psychanalyse dans une institution psychanalytique*, 224 p., 1975 ; t. V : *La sociopsychanalyse institutionnelle, pour qui ? pour quoi ?*, 226 p.

*Sociologie et Sociétés*, « Psychologie, Sociologie, Intervention », Montréal, oct. 1977, vol. IX, II, 192 p.

Alfred WILLENER, *L'Image-Action de la société ou la politisation culturelle*, Paris, Éd. du Seuil, 1970, 292 p.

Uli WINDISCH, Alfred WILLENER, *Le Jura incompris. Fédéralisme ou totalitarisme ?*, Vevey, Éd. Delta, 1976, 194 p.

**Fin du texte**